



**Service Assemblées et Vie des  
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**Novembre - Décembre 2022**

**SOMMAIRE**  
**RAA**  
**Novembre - Décembre 2022**

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS** *(Conseil du 16 décembre 2022)*

**8**

**PARTIE 2 : DECISIONS** *(Conseil du 16 décembre 2022)*

**296**

**PARTIE 3 : ARRÊTES** *(Mois de novembre et décembre 2022)*

**538**

## **PARTIE I - DELIBERATIONS**

	<b>Pages</b>
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	<b>8</b>
HORS COMMISSION	<b>48</b>
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	<b>129</b>
RESSOURCES	<b>169</b>
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	<b>223</b>

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-410	Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Cession à la SA3M des lots de copropriété n°1416 et n°1417 de la copropriété "Résidence Font del Rey II" 450 à 500 Le Grand Mail à Montpellier - Parcelle cadastrée LR 296 - Approbation	9
V2022-414	Montpellier Grand Cœur - Convention partenariale entre la Ville de Montpellier, la Faculté de Droit et de Science Politique et l'école des Beaux-Arts/MOCO pour la réalisation d'une œuvre d'art - Autorisation de signature	12
V2022-424	Démarche citoyenne d'habitat participatif - Continuité du plan d'actions - Approbation	15
V2022-425	Requalification des espaces publics du quartier Clemenceau Rondelet - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	18
V2022-454	Protocole d'accord sur l'indemnisation des fournisseurs de la Direction de la Politique Alimentaire lié à l'augmentation des coûts des matières premières - Autorisation de signature	21
V2022-455	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande d'agrément de candidature d'ACM Habitat (Lot n°2ab) - Approbation	26
V2022-456	Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature - IN'LI - 5 rue Daru à Montpellier - Approbation	29
V2022-457	Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature - IN'LI - 44 rue Faubourg du Courreau à Montpellier - Approbation	31
V2022-458	Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature - IN'LI - 5 impasse du Chapeau Rouge à Montpellier - Approbation	34
V2022-459	Zone d'aménagement concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Commune de Montpellier - Garantie d'emprunt à la SERM - Caisse d'épargne - Autorisation de signature	36
V2022-460	Zone d'aménagement concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Commune de Montpellier - Garantie d'emprunt à la SERM - Crédit Agricole - Autorisation de signature	39
V2022-461	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer (extension Phase 3) - Agrément de candidature SNC CASA PEIRA (FDI / OPALIA) (Lots B&C) - Approbation	42
V2022-462	Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque - Acquisition d'une emprise d'environ 269 m² de la parcelle cadastrée OL n° 50a - Avenue du Marché Gare - Approbation	45
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-411	Plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme - Approbation	49
V2022-429	Confirmation du soutien à la population ukrainienne par le versement d'une aide financière - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv et la Ville de Montpellier - Autorisation de versement	56
V2022-432	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	58
V2022-438	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	60
V2022-439	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	63



## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGE</b>
V2022-440	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	<b>65</b>
V2022-444	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	<b>68</b>
V2022-448	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	<b>71</b>
V2022-471	Tarifs de la Ville de Montpellier - Année 2023 - Approbation	<b>74</b>
V2022-472	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	<b>97</b>
V2022-473	Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre des thématiques "Culture", "Cohésion Sociale" et "Ressources Humaines" - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature	<b>100</b>
V2022-481	Organismes Extérieurs - Société Publique Locale (SPL) TaM - Avance en compte courant - Approbation	<b>103</b>
V2022-483	Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation	<b>106</b>
V2022-488	Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de l'Assainissement - Exercice 2021 - Approbation	<b>108</b>
V2022-489	Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de l'Eau Potable et de l'Eau Brute - Exercice 2021 - Approbation	<b>111</b>
V2022-490	Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) - Collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchet - Exercice 2021 - Approbation	<b>115</b>
V2022-492	Procès-verbaux des Conseils municipaux du 28 juillet et du 11 octobre 2022 - Approbation	<b>127</b>
<b>N° DELIB</b>	<b>RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE</b>	<b>PAGE</b>
V2022-409	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Prise de participation - Création d'une filiale SASU Toulouse Congrès - Approbation	<b>130</b>
V2022-412	Coupe du monde de football - Redistribution aux clubs de football de la Ville de Montpellier du montant financier équivalent aux prestations de retransmission des matchs sur écrans géants - Approbation - Autorisation de signature	<b>133</b>
V2022-413	Championnat d'Europe de judo - Soutien aux clubs de judo de la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	<b>136</b>
V2022-415	Œuvre "Up and down" de l'artiste JonOne offerte à la Ville de Montpellier - Mise à disposition du tableau auprès du musée Parcelle 473 - Convention de dépôt entre la Ville de Montpellier et le musée Parcelle 473 - Approbation	<b>138</b>
V2022-426	Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités et au ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation	<b>140</b>
V2022-427	Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2023 - Avis du Conseil municipal	<b>142</b>
V2022-428	Promotion et développement des métiers d'art - Convention cadre de partenariat 2023-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France (AAF) - Autorisation de signature	<b>144</b>

## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE</b>	<b>PAGE</b>
V2022-430	Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King - Approbation - Autorisation de signature	<b>147</b>
V2022-431	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	<b>152</b>
V2022-441	Église Notre-Dame-des-Tables - Demande de classement au titre des Monuments historiques d'un antependium (devant d'autel) du XVIIe siècle - Approbation	<b>155</b>
V2022-442	Convention de mise à disposition 2023-2027 par Montpellier Méditerranée Métropole de locaux de la médiathèque centrale Emile-Zola au bénéfice des Archives municipales de Montpellier - Autorisation de signature	<b>157</b>
V2022-443	Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Candidature - Convention d'attribution de subventions - Exercice 2022 - Avenant - Autorisation de signature	<b>159</b>
V2022-445	Quartier Mosson - Les Hauts de Massane - Dénomination de la nouvelle base Nautique du Lac des Garrigues "Maison du Lac Alice Milliat" - Approbation	<b>161</b>
V2022-446	Commission Montpellier Ville Sportive - Désignations - Approbation	<b>164</b>
V2022-447	Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2022-2023 - Approbation	<b>166</b>
<b>N° DELIB</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>PAGE</b>
V2022-422	Principe d'interdiction du recours aux traitements automatisés d'analyse d'image sur la base des données personnelles ou individuelles dans l'espace public de la Ville de Montpellier - Approbation	<b>170</b>
V2022-423	Portail Hérault Data - Convention de partenariat pour la diffusion de données ouvertes entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature	<b>173</b>
V2022-463	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez, Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et Prades-le-Lez, pour l'achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage - Autorisation de signature	<b>176</b>
V2022-464	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez et Grabels pour l'achat de matériels d'entretien des espaces verts - Autorisation de signature	<b>178</b>
V2022-465	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-Lez, Grabels, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de matériels électriques et lampes - Autorisation de signature	<b>180</b>
V2022-466	Budget 2022 - Décision modificative n°1 - Approbation	<b>182</b>
V2022-467	Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2023 - Autorisation	<b>186</b>
V2022-468	Admission en non-valeur 2022 - Approbation	<b>190</b>
V2022-469	Apurement des régies 2022 - Approbation	<b>192</b>
V2022-470	Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montants 2022 - Approbation	<b>194</b>
V2022-474	Adhésion au Groupement des Entreprises Française dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) - Approbation	<b>198</b>

## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>PAGE</b>
V2022-475	Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation	<b>201</b>
V2022-476	Relations institutionnelles - Avenant aux conventions des services communs - Autorisation de signature	<b>204</b>
V2022-477	Police Municipale - Astreinte de sécurité - Modification - Approbation	<b>207</b>
V2022-478	Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès d'organismes extérieurs - Conventions - Approbation - Autorisation de signature	<b>210</b>
V2022-479	Modification du mode de gestion du Tableau des Emplois et des Effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation	<b>213</b>
V2022-480	Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	<b>216</b>
V2022-482	Composition des Commissions du Conseil municipal - Désignation d'un nouveau membre de la commission Ressources - Approbation	<b>220</b>
<b>N° DELIB</b>	<b>SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE</b>	<b>PAGE</b>
V2022-416	Hôtel de Ville solidaire - Dispositif pour les fêtes de fin d'année 2022 - Repas solidaires préparés par la cuisine centrale - Partenariat avec le SDIS et SOS Amitié - Approbation	<b>224</b>
V2022-417	Convention Territoriale Globale (CTG) 2022-2026 entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	<b>227</b>
V2022-418	Convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Contrôle des critères de décence dans le logement - Avenant n°2 - Modifications des conditions financières - Autorisation de signature	<b>231</b>
V2022-419	Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) - Composition des instances - Modalités de fonctionnement et d'organisation - Approbation	<b>233</b>
V2022-420	Colloque "Sécurité et cadre de vie à Montpellier" - Convention d'autorisation d'occupation de salle à titre gracieux entre l'Université de Montpellier et la Ville - Autorisation de signature	<b>236</b>
V2022-421	Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) - Modifications du Règlement intérieur et de la charte déontologique - Approbation	<b>238</b>
V2022-433	Attribution de subventions à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaire pour l'organisation de classes de découverte rousses - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	<b>241</b>
V2022-434	Convention de partenariat 2022-2023 pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT) entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Renouvellement - Autorisation de signature	<b>244</b>
V2022-435	Règlements de fonctionnement des temps périscolaires et extrascolaires de la Ville de Montpellier - Approbation	<b>246</b>
V2022-436	Évolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2022 - Approbation	<b>248</b>
V2022-437	Contrat de ville - Prolongation pour l'année 2023 - Avenant n°3 aux conventions d'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) - Autorisation de signature	<b>251</b>
V2022-449	Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Approbation	<b>255</b>

## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE</b>	<b>PAGE</b>
V2022-450	Soutien au démarrage du projet la Boussole des Jeunes sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution de subvention au Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie - Approbation	<b>258</b>
V2022-451	Projet de valorisation de la biodiversité des sols du parc de Lunaret - Convention de coopération pédagogique entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	<b>261</b>
V2022-452	Parc de Lunaret - Contrat de consortium entre la Ville de Montpellier, Les Fées Spéciales, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et le CNRS - Autorisation de signature	<b>264</b>
V2022-453	Parc de Lunaret - Exposition "Camargue nature" - Contrat d'exposition entre Thierry VEZON et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	<b>267</b>
V2022-484	Délégation de service public - Crèche Joséphine Baker - Rapport Annuel du Délégué (RAD) - Exercice 2021 - Examen	<b>270</b>
V2022-485	Délégation de service public - Crèche Henri Salvador - Rapport Annuel du Délégué (RAD) - Exercice 2021 - Examen	<b>275</b>
V2022-486	Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport Annuel du Délégué (RAD) - Exercice 2021 - Examen	<b>280</b>
V2022-487	Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport Annuel du Délégué (RAD) - Rapport sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Exercice 2021 - Examen	<b>285</b>
V2022-491	Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	<b>292</b>

## **AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE**

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier  
de la Mosson - Cession à la SA3M des lots de copropriété n°1416 et n°1417 de la  
copropriété "Résidence Font del Rey II" 450 à 500 Le Grand Mail à Montpellier -  
Parcelle cadastrée LR 296 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le quartier de la Mosson d'une superficie d'environ 250 hectares comprenant 9 000 logements et 24 000 habitants a été retenu en 2016 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Les objectifs fondateurs de ce projet se structure autour de quatre principes qui sont l'ouverture du quartier et de l'espace public, l'activation de l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, l'amélioration de la qualité de vie en remettant la nature et le paysage, la connexion du quartier à la Ville avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation.

Par la signature d'un traité en date du 14 janvier 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme concessionnaire de cette opération de renouvellement urbain.

Par délibération du 4 octobre 2022, le Conseil de Métropole a approuvé l'arrêt des dossiers d'utilité publique et parcellaire sur le secteur du Grand Mail situé dans le quartier de la Mosson.

Afin de pouvoir mettre en œuvre le projet urbain, le concessionnaire a entamé la maîtrise foncière de certaines copropriétés dont la « *Résidence Font del Rey II* ». C'est dans ce cadre que la SA3M a sollicité la Ville pour la cession des lots n°1416 et n° 1417 de cet ensemble immobilier dénommé « *Résidence Font del Rey II* » situé 450 à 500 Le Grand Mail, sur la parcelle cadastrée LR 296 d'une contenance cadastrale de 2 049 m². Cet ensemble immobilier comporte un bâtiment unique élevé de sept étages sur deux niveaux de sous-sol. Ces lots sont en nature de caves transformées en salle de sport et situés au 1<sup>er</sup> sous-sol du bâtiment d'une superficie utile d'environ 563 m².

Il est proposé de fixer la cession au prix de 80 000 € HT (quatre-vingt mille euros hors taxe) conformément à l'avis du Pôle des Evaluations Domaniales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la cession à la SA3M des lots n°1416 et 1417 d'une superficie utile d'environ 563 m² de la Copropriété Font del Rey située boulevard Le Grand Mail à Montpellier, sur la parcelle cadastrée LR 296, au prix de 80 000 € (quatre-vingt mille euros) ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- De demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de ce dernier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis des domaines 9 sept 2022.pdf
- visuel.pdf

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Michel ASLANIAN, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Montpellier Grand Coeur - Convention partenariale entre la Ville de Montpellier,  
la Faculté de Droit et de Science Politique et l'école des Beaux-Arts/MOCO pour  
la réalisation d'une œuvre d'art - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Faculté de Droit et de Science politique a souhaité pouvoir faire réaliser un mur peint donnant sur ses bâtiments au 3 rue de l'Arc des Mourgues dans le centre historique de Montpellier. Le thème de cette fresque devra être en rapport étroit avec l'histoire, les principes et les valeurs de la Faculté. Ce mur participera à l'animation de l'espace public devant la Faculté, comme cela est déjà le cas avec la plantation d'un arbre réalisé par la Ville de Montpellier en partenariat avec la Faculté et améliorera le paysage de la rue tout en participant à la dynamique artistique engagée par la Ville et la candidature de Montpellier « *Capitale Européenne de la Culture 2028* » pour faire de ce territoire un lieu favorisant les artistes et leur créativité.

La réalisation d'une œuvre d'art sur ce lieu, en lien avec la Faculté de Droit et de Science politique de l'Université de Montpellier est un événement important qui permettra de contribuer à la diffusion de l'art contemporain, à la valorisation du travail de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier MO.CO. Esba, et à soutenir l'art en cœur de Ville, tout en valorisant le paysage urbain du centre-historique de la Ville.

Pour cette opération, la Ville est maître d'ouvrage unique et assurera les modalités d'organisation du concours auprès des étudiants de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier MO.CO. Esba, ainsi que la réalisation de l'œuvre comprenant autorisations d'urbanisme et marchés de travaux. La Ville de Montpellier a déjà obtenu l'accord de la copropriété du 1 rue de l'Arc des Mourgues à qui appartient le mur

concernant le projet de réalisation d'une fresque murale et signera également une convention avec la copropriété.

Le concours sera organisé en lien avec la Faculté de Droit et de Science politique et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier MO.CO. Esba. Il est ouvert aux étudiants à partir de la 3ème année et aux anciens élèves diplômés depuis moins de 3 ans. Miles HALL enseignant/artiste désigné par l'Ecole est « associé » à tous les concourants et est porteur du projet pour accompagner *in fine* le lauréat ou l'équipe lauréate retenu à l'issue du concours dans la phase réalisation en lien avec la Ville de Montpellier.

Le concours se déroule en deux phases, avec, à l'issue de la première phase, cinq candidats qui sont retenus, pour désigner en seconde phase un lauréat, ou une équipe lauréate, associé(e) à l'enseignant/artiste. La Ville fera l'acquisition de l'œuvre à l'issue du concours.

Les projets seront examinés par une commission avec voix consultative composée de représentants de la Ville de Montpellier et de la Métropole, de représentants de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier MO.CO. Esba, de représentants de la Faculté de Droit et Science politique et enfin de l'architecte des bâtiments de France. La décision sera prise *in fine* par la Faculté et la Ville, après avis de la commission et du jury.

Sur cette base, il est proposé une convention entre la Ville maître d'ouvrage, la Faculté de Droit et de Science Politique et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier MO.CO. Esba, pour la réalisation d'une œuvre d'art sur le mur de la copropriété du 1 rue de l'Arc des Mourgues, mur donnant sur le numéro 3 de la rue.

La convention prendra effet à la date de sa signature, et prendra fin après la réception de l'œuvre. Le calendrier prévisionnel prévoit une réalisation de la fresque à l'été 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le projet de convention entre la Ville, la Faculté de droit et de science politique et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier MO.CO. Esba, pour la réalisation d'une œuvre d'art ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Partenariat Ville Faculte BA\_fresque murale\_conventionVD2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212242-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

### **Urbanisme durable et maîtrise foncière**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Mohed ALTRAD, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Démarche citoyenne d'habitat participatif - Continuité du plan d'actions - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 12 avril 2021 et du 11 octobre 2022, la Ville de Montpellier s'est engagée à réserver sur chaque opération d'aménagement d'initiative publique (ZAC) au moins un lot pour l'habitat participatif, pour accompagner et amplifier cette dynamique.

L'habitat participatif permet à des groupes de citoyens de concevoir, créer et gérer leur habitat collectivement, pour mieux répondre à leurs besoins, en cohérence avec leurs moyens et leurs aspirations, en particulier en matière de vie sociale et de respect de l'environnement. Les valeurs d'entraide, de partage, de mixité sociale, de maîtrise de son cadre de vie, dans une approche engagée sur la durée, inspirent ces initiatives de démocratie participative.

Cette nouvelle manière d'habiter ensemble, en se réappropriant l'acte de penser, de produire et de vivre son logement, basée sur la mutualisation des moyens et la coopération au quotidien dans le respect de la sphère privative, témoigne du désir de renouveler le lien social et de participer à la fabrication d'une ville plus humaine et solidaire.

Cette démarche couvre aujourd'hui une grande variété de projets : l'autopromotion côtoie des opérations réalisées en partenariat avec les opérateurs professionnels, en particulier les organismes HLM, gestion des biens en copropriété ou en SCI.... L'habitat participatif peut aujourd'hui s'appuyer sur un cadre juridique défini par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) en 2014, qui a notamment permis la création de la coopérative d'habitants et de la société d'autopromotion.

La Ville de Montpellier entend soutenir ces initiatives citoyennes pour diversifier les manières d'habiter la ville, en créant des liens sociaux et de convivialité durables au sein des nouveaux quartiers et des quartiers réinvestis, tout en s'inscrivant résolument dans une démarche environnementale. A ce titre, la collectivité entretient des échanges réguliers avec les acteurs associatifs et professionnels de l'habitat participatif, tant au niveau local, régional que national. Elle participe notamment au Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) depuis 2012.

Au-delà, cette aspiration sociale s'inscrit aussi pleinement dans la politique de l'habitat de la Ville de Montpellier et de sa Métropole : elle permettra d'enrichir l'offre d'habitat dans tous les quartiers de la commune et de faciliter ainsi les parcours résidentiels des ménages correspondant à leur pouvoir d'achat et leur idéal de vie.

**Ainsi, il est proposé d'identifier les 5 prochains sites destinés à accueillir un projet d'habitat participatif :**

- **La ZAC Beausoleil située avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes :** il s'agit d'une opération de réinvestissement urbain d'une ancienne gendarmerie, desservie par la ligne 3 du tramway. Juxtant la clinique Beausoleil et la Cité des aînés, cette opération de 3 hectares comptera à terme environ 250 logements, un immeuble de bureaux et des commerces-services en rez-de-chaussée. Une grande coulée verte, support de vie sociale et de biodiversité sera aménagée, ainsi qu'une centralité animée autour de la nouvelle place bordée de commerces en lien avec la station de tramway Jules Guesde.  
Le programme d'habitat participatif sera intégré dans le lot 5 attribué à ACM Habitat, l'office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole. A vocation d'accession abordable, il ciblera des ménages répondant aux critères de ressources du bail réel solidaire (BRS). Un appel à candidatures sera organisé par ACM habitat début 2023. Le choix du lauréat interviendra au 2<sup>nd</sup> semestre 2023.
- **La ZAC de la Restanque dans le quartier Prés d'Arènes :** d'une superficie de 125 hectares, cette opération de renouvellement urbain engage la transformation d'une zone industrielle des Prés d'Arènes située au sud de la ville, pour créer un quartier mixant logements et activités, contigu aux quartiers existants de Saint Martin et Tournezy. Le programme prévisionnel prévoit environ 7 500 logements, des commerces, des activités et des équipements publics, dont une école qui a été livrée à la rentrée 2022. Les parcelles étant pour la plupart occupées par des activités économiques, la maîtrise foncière des terrains est très progressive et nécessite une grande anticipation dans les délais de libération. Aussi, la parcelle retenue pour accueillir un programme d'habitat participatif sera déterminée en fonction des opportunités foncières, avec l'objectif de pouvoir lancer d'un appel à candidatures durant l'année 2023.
- **La ZAC de la Pompignane dans le quartier du même nom à l'est de Montpellier :** d'une superficie de 12 hectares, cette ZAC s'inscrit dans une opération de renouvellement urbain beaucoup plus vaste située entre le plateau technologique de la Pompignane (IBM, Dell, ...) et les berges du Lez, à proximité du cœur de ville. Comprenant le cœur de quartier et les balcons de Pinville, la ZAC de la Pompignane vise une diversification de l'habitat dans un objectif de mixité sociale et morphologique et la création d'équipements publics (école, crèche) et le développement d'espaces publics confortables supports de modes actifs et créateurs de paysage. Le lancement d'un appel à candidatures pourrait intervenir à l'horizon 2023.
- **La ZAC République dans le quartier de Port Marianne au sud-est de Montpellier :** La ZAC République constitue le dernier maillon du projet de Port Marianne sud, autour de la place Pablo Picasso et de l'avenue Raymond Dugrand desservie par la ligne 3 du tramway. D'une superficie d'environ 21 hectares, elle se subdivise en plusieurs secteurs : le secteur Est dont l'urbanisation est déjà engagée, avec à terme 5 îlots en gradins ouverts vers la Lironde, comportant des cœurs d'îlot paysagers, et deux îlots en vitrine sud de la ville (en bordure du parc Trisha Brown), avec des émergences reposant sur des socles actifs ; le secteur de moindre importance de la Cavallade, au nord de l'avenue Nina Simone ; et enfin le secteur Est dont le plan de composition est en cours de réflexion afin de s'inscrire dans un objectif de respect du patrimoine végétal. La ZAC dans son ensemble accueillera de nombreux logements en mixité sociale, des activités (bureaux, commerces, ateliers SoHo) et plusieurs équipements (crèche privée, internat régional, halle des sports du collège de Port Marianne). C'est le secteur Est de la ZAC qui a été retenu pour accueillir un programme d'habitat participatif, avec le lancement d'un appel à candidatures envisagé à l'horizon 2024.

- **La ZAC du Coteau au Nord-Ouest de Montpellier** : dans la continuité du quartier Malbosc et à proximité du Domaine d'O, cette opération développera sur environ 25 hectares un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, avec des commerces et activités. Bénéficiant de la proximité des lignes de tramway 1 et 3, ce nouveau quartier, où la nature sera très présente, accompagnera l'aménagement du parc Malbosc et marquera la lisière entre la ville et la campagne. En 2021-2022, le plan-guide du quartier a été revu pour mieux prendre en compte les enjeux paysagers et environnementaux du site, donnant lieu à une diminution du programme de construction. Le nombre de logements réalisés s'élèvera à environ 1 200 logements avec un tiers de logements locatifs sociaux, un tiers de logements abordables et intermédiaires et un tiers de logement libres. Le lancement d'un appel à candidatures pourra être envisagé à l'horizon 2024.

Une procédure d'appel à candidatures sera systématiquement mise en place sur la base d'un cahier des charges présentant les caractéristiques et contraintes du lot, afin de garantir une transparence et une égalité de traitement entre les différents groupes citoyens intéressés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De confirmer la volonté de soutenir la démarche citoyenne d'habitat participatif sur la Commune de Montpellier ;
- De prendre acte de la liste des 5 opérations destinées à accueillir les prochains projets d'habitat participatif ;
- D'approuver la mise en place systématique d'un appel à candidatures pour désigner le groupements d'habitants bénéficiaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Séverine SAINT-MARTIN.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211534-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Grands travaux,  
embellissement de la ville et  
du cadre de vie,  
coordination des travaux**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Requalification des espaces publics du quartier Clemenceau Rondelet -  
Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée  
Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

A travers le projet global « *Nouveau Grand Cœur* », la Ville de Montpellier agit sur la qualité et la diversité du logement, la redynamisation du commerce, l'embellissement de la ville, de son patrimoine bâti et de ses espaces publics. Ce projet a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013, reçue en Préfecture le 14 octobre 2013, signée le 3 décembre 2013, reçue en Préfecture le 10 décembre 2013 et notifiée à la SA3M le 10 décembre 2013.

Dans le cadre de ce projet et en accompagnement de la réalisation de la ligne 5 de tramway, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de procéder à la requalification d'espaces publics du quartier Clemenceau/Rondelet, fortement ancré dans les usages métropolitains du cœur de métropole en lien avec le centre-ville et le pôle d'échange multimodal de la Gare Saint Roch. Ce projet de requalification intervient en accompagnement de projets structurants actuellement mis en œuvre :

- o La ligne 5 de tramway sur l'avenue Clemenceau et la place Saint-Denis piétonnisée ;
- o La ZAC Nouveau Saint-Roch et son programme d'espaces publics ;
- o La requalification de la place et du boulevard de Strasbourg ;

- o Le déploiement de l'anneau vélo sur cette partie du centre-ville.

Les enjeux poursuivis sont :

- o D'adapter l'espace public à la politique de mobilité en cours de déploiement, favorisant notamment les modes actifs, vélos et marche à pied ;
- o De moderniser des espaces publics vétustes, devenus risqués, inconfortables et de qualité paysagère médiocre ;
- o D'améliorer significativement le cadre de vie des habitants et usagers.

Le programme prévisionnel d'aménagement réalisé dans ce cadre comprend la requalification :

- o De la rue du Grand Saint Jean et de la rue d'Alger, en liens directs entre la Gare Saint Roch, la place Saint Denis et le centre-ville, intégrant l'insertion de l'anneau vélo ;
- o Du Pont de Sète, en véritable lien inter quartiers et parvis de gare traversable, confortable et sécurisé dans les connections intermodales entre gare, arrêts de bus, tramway et parking Saint Roch ;
- o De la rue et de la place Rondelet, du parvis de La Poste, en espace public de qualité au cœur du quartier en lien avec le centre-ville ;
- o De la rue Carlenças, liaison douce entre les arrêts de tramway Rondelet et Clemenceau.

L'article L. 2422-12 du Code de la Commande Public prévoit que *« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme »*. Par ailleurs, l'article L.115-2 du Code de la Voirie Routière prévoit qu'*« une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut confier, par convention, la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'aménagement d'une voie de son domaine public routier à une autre collectivité territoriale ou à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Cette convention précise les conditions dans lesquelles la maîtrise d'ouvrage est exercée et en fixe le terme. La maîtrise d'ouvrage est exercée à titre gratuit. Elle peut toutefois donner lieu à une indemnisation. »*

Au vu de ces éléments, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier proposent que la Ville de Montpellier, dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur confiée à la SA3M, réalise la totalité du programme de requalification d'espaces publics ci-dessus exposé. De ce fait, la Ville de Montpellier se verra transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale. Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera, à l'intérieur du périmètre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur en vigueur, aux équipements à réaliser du programme prévisionnel listés ci-dessus et détaillés dans la présente convention.

Le montant total des travaux nécessaires à cette opération est à ce jour estimé à 3 950 000 € HT frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage et aléas inclus. Le financement de l'opération sera pris en charge par la Ville de Montpellier et donnera lieu, au titre de l'article L. 1111-10 du Code général des collectivités territoriales, à une participation de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 51% du coût estimatif global de l'opération, soit 2 014 500 € HT.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de confier la réalisation du programme de requalification d'espaces publics précédemment exposé à la SA3M, concessionnaire d'aménagement. La Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole porteront l'engagement de réalisation des équipements publics ci-avant définis.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De désigner la Ville de Montpellier comme maître d'ouvrage du programme prévisionnel de travaux ci-avant définis et de porter l'engagement de sa réalisation ;
- D'approuver les termes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention\_transfert-MOA.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210998-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

### Politique alimentaire et agriculture urbaine

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

## **Protocole d'accord sur l'indemnisation des fournisseurs de la Direction de la Politique Alimentaire lié à l'augmentation des coûts des matières premières - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Le contexte économique marqué par la crise sanitaire d'une part et le conflit en Ukraine d'autre part, mais aussi la grippe aviaire et les tensions sur le marché du poisson, se traduit par une hausse exceptionnelle des prix des matières premières et de l'énergie qui impacte de nombreuses filières, notamment les denrées alimentaires, le papier et les emballages.

Plusieurs fournisseurs ont fait état d'une augmentation de ces coûts qui bouleverse l'économie de leurs marchés. Il a été admis que cette situation exceptionnelle constitue un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, de sorte que le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité. Le marché peut donc être modifié dans la mesure où cette modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Il est ainsi proposé d'indemniser les titulaires des contrats conformément aux termes des conventions valant protocoles transactionnels, lesquels, à chaque poste concerné des bordereaux des prix unitaires, associent une indemnisation.

Les protocoles transactionnels d'indemnisation ont un effet rétroactif et s'appliquent jusqu'au 31/12/2022.  
Le montant total des indemnisations s'élève à 134 591,17 € TTC.

La liste des fournisseurs, des marchés, des montants et des périodes concernées apparaît ci-dessous :

**SDA**

<b>Marché</b>	<b>Indemnité prévisionnelle TTC du 15/10/2022 au 31/12/2022</b>	<b>Pourcentage d'augmentation prévisionnel</b>
V9D0029PAL	2 077.56 €	28.07%

**POMONA PASSION FROID**

<b>Marché</b>	<b>Indemnité prévisionnelle TTC du 01/09/2022 au 31/12/2022</b>	<b>Pourcentage d'augmentation prévisionnel</b>
V8D0034PAE	497.66 €	19.02%
V8D0034PAG	1 110.53 €	19.62%
V8D0034PAI	6 346.99 €	33.30%
V8D0034PAJ	725.80 €	15.80%
V8D0034PAK	11 271.37€	15.82%
V8D0034PAN	19 373.38€	36.80%
V8D0034PAR	3 437.19€	59.51%
V8D0034PAU	3 698.95€	53.52%
V9D0029PAB	3 066.75€	18.20%
V9D0029PAM	211.17€	30.30%
V9D0029PAO	242.31€	17.85%

**PRO A PRO**

Marché	Indemnité prévisionnelle TTC du 01/09/2022 au 31/12/2022	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V9D0029PAK	9 261.23€	48.12%
V9D0029PAU	209.12€	17.66%

**TRANSGOURMET**

Marché	Indemnité prévisionnelle TTC du 01/09/2022 au 31/12/2022	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V8D0034PAT	750.62€	10.52%

**EPISAVEURS**

Marché	Indemnité prévisionnelle TTC du 01/09/2022 au 31/12/2022	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V9D0029PAQ	10 533.12€	34.64%
V9D0029PAW	17 581.36€	53.10%

**SHCB**

Marché	Montant de l'indemnité TTC pour les mois de septembre et octobre	Pourcentage d'augmentation sur la période de septembre à octobre	Indemnité prévisionnelle TTC pour les mois de novembre et décembre	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V0D0006PA	14 854.40 €	5%	29 342.19 €	10%

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes des protocoles transactionnels ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les protocoles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole transactionnel d'indemnisation SDA V9D0029PAL.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAE.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAG.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAI.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAJ.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAK.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAN.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAR.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAU.doc
- Protocole transactionnel d'indemnisation Pro à pro V9D0029PAK.doc
- Protocole transactionnel d'indemnisation Pro à pro V9D0029PAU.doc

- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V9D0029PAB.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V9D0029PAM.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V9D0029PAO.doc
- Protocole transactionnel d'indemnisation Transgourmet V8D0034PAT.doc
- Protocole transactionnel d'indemnisation Episaveurs V9D0029PAQ.doc
- Protocole transactionnel d'indemnisation Episaveurs V9D0029PAW.doc
- Protocole transactionnel d'indemnisation SHCB V0D0006PAP.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211978-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

## **Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande d'agrément de candidature d'ACM Habitat (Lot n°2ab) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) dans le quartier Croix d'Argent constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la ZAC EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise

particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des « *Industries Culturelles et Créatives* » (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « *d'écosystème urbain* » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Forte de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n° 2ab de la ZAC du quartier de la cité créative.

Maître d'ouvrage :	ACM Habitat
Localisation du projet :	Section HY n°539a
Surface du lot :	2 728 m²
Nature du projet :	50 logements dont : logement social « inclusif » (environ 40%), logement abordable de type BRS (environ 30%), logement libre (environ 30%)
SDP envisagée :	3 900 m²
SDP maximale autorisée :	4 100 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'agréer la candidature d'ACM Habitat en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs sociaux sur le lot 2ab de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-208467-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature - IN'LI - 5  
rue Daru à Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « *Montpellier Grand Cœur* ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature d'IN'LI Sud-Ouest (groupe Action logement) en vue de la cession du lot de copropriété n° 10 situé 5 rue DARU à Montpellier, lot constitué d'un logement d'environ 46.5 m<sup>2</sup>.

Dénomination du Candidat : IN'LI Sud-Ouest - 11 Boulevard des Récollets – 31 078 Toulouse Cedex 4

Localisation : 5 rue Daru - 34 000 Montpellier

Parcelle cadastrée : Section HW 015 d'une superficie totale de 333 m<sup>2</sup>

Nature du projet : Cession du lot de copropriété n°10 représentant un logement en loyer conventionné (LOC

2 ANAH)

SDP envisagée : 46.47 m²

Montant de charge foncière : 54 000 € HT (TVA sur prix total et hors indexation)

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la candidature d'IN'LI Sud-Ouest en vue de l'acquisition auprès de la SERM, du lot n°10 de la copropriété sise 5 rue Daru à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-209749-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

## Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature - IN'LI - 44 rue Faubourg du Courreau à Montpellier - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a confié à la SA3M une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « *Montpellier Nouveau Grand Cœur* ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement, la SA3M propose d'agréer la candidature d'IN'LI Sud-Ouest (groupe Action logement) en vue de la cession de l'immeuble situé au n°44 rue Faubourg du Courreau à Montpellier afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation / surélévation de l'immeuble existant, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 commerces tel que défini par le permis de construire obtenu par la SA3M en novembre 2020.

Cette opération s'inscrit dans le programme de reconquête urbaine de la rue Faubourg du Courreau mise en œuvre par la Ville de Montpellier en terme de réhabilitation de l'habitat, de redynamisation et diversification de l'offre commerciale, de rénovation des devantures commerciales et de traitement de l'espace public.

Dénomination du Candidat : INLI Sud-Ouest 11 Boulevard des Récollets – 31078 Toulouse Cedex 4

Localisation : 44 rue Faubourg du Courreau 34 000 Montpellier

Parcelles cadastrées : Section BX 115, 486 et 499 d'une superficie totale de 540 m²

Nature du projet : Immeuble avec surélévation comprenant 2 commerces pour lesquels INLI s'engage à associer la Collectivité et la SA3M quant au choix du preneur et 9 logements (dont 2 maisons de ville) correspondants à la programmation suivante :

- 5 logements en loyer libre
- 1 logement en loyer intermédiaire (LOC 1 ANAH)
- 3 logements en loyer conventionné (LOC 2 ANAH)

SDP envisagée : 645 m² SDP dont 511 m² affectés aux logements et 134 m² aux commerces

Montant de charge foncière : 1 071 810 € HT (TVA sur prix total et hors indexation)

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la candidature d'INLI Sud-Ouest en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation/surélévation sur l'immeuble sis 44 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 commerces ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature -  
IN'LI - 5 impasse du Chapeau Rouge à Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a confié à la SA3M une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « *Montpellier Nouveau Grand Cœur* ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature d'IN'LI Sud-Ouest (groupe Action logement) en vue de la cession des lot n°1 et 9 de la copropriété située 5 Impasse Chapeau Rouge à Montpellier, lots constitués de 2 logements d'environ 28 m<sup>2</sup> chacun à l'état projeté.

Dénomination du Candidat : INLI Sud-Ouest 11 Boulevard des Récollets – 31078 Toulouse Cedex 4

Localisation : 5 Impasse Chapeau Rouge 34 000 Montpellier

Parcelles cadastrées : Section HO 086 d'une superficie totale de 154 m<sup>2</sup>

Nature du projet : Cession des lots de copropriété n°1 et n°9 représentant 2 logements en loyer conventionné

(LOC 2 ANAH)

Surfaces carrez envisagées :

Lot n°1 : 29.2 m<sup>2</sup> (SDP 28.1 m<sup>2</sup> état projeté (36.8 m<sup>2</sup> état existant)

Lot n°9 : 31.2 m<sup>2</sup> (SDP 28.7m<sup>2</sup> état projeté)

Montant de charge foncière :

Lot 1 : 52 560 € HT (TVA sur prix total et hors indexation)

Lot 9 : 56 160 € HT (TVA sur prix total et hors indexation)

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la candidature d'IN'LI Sud-Ouest en vue de l'acquisition auprès de la SA3M, des lot n° 1 et 9 de la copropriété sise 5 Impasse Chapeau Rouge à Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-209853-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Zone d'aménagement concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Commune de  
Montpellier - Garantie d'emprunt à la SERM - Caisse d'épargne - Autorisation de  
signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La ZAC Nouveau Saint Roch est située au centre de la Commune de Montpellier. La ZAC, de plus de 15 ha, est délimitée par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Son périmètre intègre notamment les emprises libérées par la SNCF qui étaient des friches ferroviaires sous-utilisées compte tenu de leur situation.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la ZAC sur l'année 2021, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal en date du 11 octobre 2022, prévoit un bilan de concession équilibré à 80 299 000 € HT en dépenses et en recettes. La participation du concédant a été augmentée de 12 100 000 € HT dont 540 000 € HT de participation d'équilibre, et 11 560 000 € HT de participation au Programme des Equipements Publics (PEP) correspondant à la réalisation d'un groupe scolaire de 10 classes. Le montant total de la participation prévisionnelle du concédant s'élève désormais à 38 692 450 € HT dont 5 032 450 € HT de participation à l'équilibre de l'opération et 33 660 000 € HT de participation au PEP.

Pour financer ses nouveaux besoins de trésorerie, la SERM envisage de recourir à des emprunts complémentaires, dont la garantie doit être apportée par la Ville de Montpellier concédante.

A la suite d'une consultation lancée par la SERM., cet emprunt est envisagé auprès de la Caisse d'Epargne selon les modalités suivantes :

- Capital : 1 000 000 € ;
- Taux fixe : 3,09 % ;
- Durée totale : 5 ans ;
- Périodicité trimestrielle ;
- Echéances constantes ;
- Commission d'engagement : 0,10 % soit 1 000 € ;
- Garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80 % à transmettre sous un délai maximum de six mois après l'émission du contrat.

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de la Ville de Montpellier à hauteur de 80 % soit 1 000 000 €. Dans l'hypothèse où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De garantir 80 % de l'emprunt de 1 000 000 € sollicité par la SERM auprès de la Caisse d'Epargne, soit un montant garanti de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Prêt Caisse d'épargne

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211460-BF-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Zone d'aménagement concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Commune de  
Montpellier - Garantie d'emprunt à la SERM - Crédit Agricole - Autorisation de  
signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La ZAC Nouveau Saint Roch est située au centre de la Commune de Montpellier. La ZAC, de plus de 15 ha, est délimitée par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Son périmètre intègre notamment les emprises libérées par la SNCF qui étaient des friches ferroviaires sous-utilisées compte tenu de leur situation.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la ZAC sur l'année 2021, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal en date du 11 octobre 2022, prévoit un bilan de concession équilibré à 80 299 000 € HT en dépenses et en recettes. La participation du concédant a été augmentée de 12 100 000 € HT dont 540 000 € HT de participation d'équilibre, et 11 560 000 € HT de participation au Programme des Equipements Publics (PEP) correspondant à la réalisation d'un groupe scolaire de 10 classes. Le montant total de la participation prévisionnelle du concédant s'élève désormais à 38 692 450 € HT dont 5 032 450 € HT de participation à l'équilibre de l'opération et 33 660 000 € HT de participation au PEP.

Pour financer ses nouveaux besoins de trésorerie, la SERM envisage de recourir à des emprunts complémentaires, dont la garantie doit être apportée par la Ville de Montpellier concédante.

A la suite d'une consultation lancée par la SERM, le recours à l'emprunt est envisagé auprès du Crédit Agricole selon les modalités suivantes :

- Capital : 1 000 000 € ;
- Taux fixe : 3,38 % ;
- Durée totale : 5 ans ;
- Périodicité trimestrielle ;
- Echéances constantes ;
- Echéances trimestrielles ;
- Frais de dossier : 1250 € ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de la Ville de Montpellier à hauteur de 80% soit 1 000 000 €. Dans l'hypothèse où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De garantir 80 % de l'emprunt de 1 000 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Agricole, soit un montant garanti de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Offre signée

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer  
(extension Phase 3) - Agrément de candidature SNC CASA PEIRA (FDI /  
OPALIA) (Lots B&C) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- l'hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m<sup>2</sup> de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours achevée.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct de l'hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1<sup>er</sup> octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du Conseil Municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de SNC CASA PEIRA (FDI / OPALIA) en vue de la cession des lots B&C de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

SNC CASA PEIRA (FDI / OPALIA)  
501, Rue Georges Méliès  
@7Center – Immeuble H@rmonie  
34000 Montpellier

- Localisation :

Lots B&C  
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot B correspond aux parcelles cadastrées DS 640a et DS 142a d'une superficie totale de 1 267 m<sup>2</sup> environ et le lot C correspond aux parcelles cadastrées DS 810a, DS 808a et DS 142b d'une superficie totale de 1 419 m<sup>2</sup> environ. Les lots s'inscrivent donc sur une superficie totale de 2 686 m<sup>2</sup> environ.

- Nature du projet :

Réalisation de logements collectifs en accession libre et locatifs sociaux



- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée :        6 050m<sup>2</sup> SDP  
                                      2 118 m<sup>2</sup> en logements locatifs sociaux  
                                      3 932 m<sup>2</sup> en logements en accession libre

Surface maximale autorisée : 6 655m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de SNC CASA PEIRA (FDI / OPALIA) prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la candidature de SNC CASA PEIRA (FDI / OPALIA) en vue de la réalisation d'un programme comprenant des logements collectifs sur les lots B&C de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-213193-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Zone d'Aménagement concerté (ZAC) de la Restanque - Acquisition d'une  
emprise d'environ 269 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée OL n° 50a - Avenue du Marché  
Gare - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 30 mars 2009, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Restanque. La ZAC de la Restanque prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés).

La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) a été désignée par délibération du Conseil municipal du 25 juin 2012 comme titulaire de la concession d'aménagement de la ZAC.

Par délibération n°V2020-103 en date du 5 octobre 2020, le Conseil municipal a approuvé la proposition d'implantation d'un troisième centre d'incendie et de secours sur les parcelles OL n°48p et 51p, rue du Mas Saint Pierre à Montpellier dans le périmètre de la ZAC de la Restanque. Les études de faisabilité menées par les services du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) en collaboration avec les services de la Ville et de la SA3M ont permis de définir précisément l'emprise nécessaire à la réalisation de l'équipement. L'assiette foncière est donc constituée d'emprises à prendre sur les parcelles OL 48p, 51p,

appartenant à la Ville mais aussi sur la parcelle 50a, appartenant à la SA3M, l'ensemble formant une unité foncière correspondant au futur bail emphytéotique.

Dans le cadre de la mise à disposition du foncier à travers la conclusion d'un bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et le SDIS 34 pour la construction du nouveau centre de secours, il est nécessaire pour la Ville de se porter acquéreur d'une emprise d'environ 269 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle OL 50, en cours de numérotation.

Les services de France Domaine ont évalué la valeur de cette parcelle à 10 €/m<sup>2</sup>.

Il est en conséquence proposé d'acquérir la parcelle cadastrée OL50a d'une surface d'environ 269 m<sup>2</sup> au prix de 10 € par m<sup>2</sup> soit 2 690 € (deux mille six-cent quatre-vingt-dix euros), frais de notaire en sus, conformément à l'avis des Domaines.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée OL50a, en cours de numérotation cadastrale, d'une surface d'environ 269 m<sup>2</sup>, située avenue du Marché gare dans la ZAC de la Restanque à Montpellier, propriété de la SA3M, au prix de 10 € (dix euros) par m<sup>2</sup>, soit 2 690 € (deux mille six-cent quatre-vingt-dix euros), frais de notaire en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis domaine

- d-30969\_PROJET-SDIS\_PLAN-DIV.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211925-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **HORS COMMISSION**

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOL, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

## Plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du « *Pacte social* » que l'exécutif promeut afin de concilier l'exigence d'un service public de qualité et la nécessaire reconnaissance des agents qui y contribuent, la Ville et la Métropole poursuivent le choix fort et assumé d'investir pour soutenir et préserver le capital humain que constituent leurs 8 000 agents. En complément des différents objectifs assignés à la politique de gestion des ressources humaines, en termes de rémunération plus équitable et plus juste, de développement des compétences ou de politiques managériales humaines et responsabilisantes, les deux Collectivités souhaitent par la présente délibération préciser leurs orientations en matière d'amélioration des conditions de travail et d'accompagnement des agents tout au long de leur carrière.

A cet égard, et pour la première fois, l'exécutif souhaite déployer un plan ambitieux et global d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail, afin de prévenir l'absentéisme des agents et renforcer leur employabilité sur l'ensemble de leur carrière.

En effet, les politiques visant à renforcer le présentisme des agents par des actions de prévention de l'absentéisme et de maintien dans l'emploi sont des enjeux constants pour les collectivités locales. Ces enjeux se sont renforcés ces dernières années, tout particulièrement au sortir d'une crise sanitaire qui a pu changer les relations entre salariés et employeurs, et ce principalement pour les raisons suivantes:

- Les aspirations croissantes des agents pour une meilleure prise en compte de la qualité de vie au travail ;
- L'allongement des carrières et donc de l'âge de départ à la retraite qui posent très clairement les enjeux majeurs de l'employabilité tout au long de la vie professionnelle grâce à des politiques renforcées de prévention ;
- La maîtrise imposée par l'Etat de l'évolution des dépenses de fonctionnement, dont la masse salariale en particulier.

Ces enjeux nécessitent des actions proactives pour améliorer les conditions de travail des agents et résonnent d'autant plus dans les collectivités où, en raison des compétences sollicitées pour le service public local, nombres de métiers sont reconnus comme à « *usure professionnelle* ». Cette usure professionnelle appelle des actions de prévention spécifiques pour les agents qui les exercent et une réflexion plus globale pour maintenir les conditions d'un service public local de qualité.

Au-delà de ces mesures et réflexions globales, la Ville de Montpellier est, de manière historique et structurelle, particulièrement touchée par ces enjeux ; enjeux qu'accroît encore une pyramide des âges atypique avec près de 10% des agents permanents ayant plus de 60 ans.

En effet, en prenant comme année de référence 2019, dernière année de référence connue avant effets de la période Covid-19, le taux d'absentéisme dit médical (composé de la maladie ordinaire et des accidents de service, mais aussi de la longue maladie et maladie professionnelle) atteint un taux moyen de plus de 11 % en 2019 contre 7.8 % de moyenne nationale dans les communes de + de 350 agents (Etude FNCDG Indicateurs Repères RH ). Il est en augmentation forte depuis 2012 où il avoisinait les moyennes nationales et reste depuis sur un plafond haut.

Plus spécifiquement, ce sont, en moyenne par agent permanent, près de 28,7 jours d'absence dite compressible (maladie ordinaire et accident de travail) qui sont comptabilisés en 2019, alors que la moyenne nationale est de 18 jours sur la même année.

Surtout, le taux moyen d'absentéisme médical de la Ville cache de fortes disparités par secteur ou selon les périodes de l'année :

- Sur 2020, le taux d'absentéisme médical est ainsi monté à plus de 13% sur certains mois, des secteurs pouvant connaître des pics mensuels à 15% ;
- Certains secteurs d'activité ont enregistré des taux moyens à plus de 12% voire 16% sur 2021.

Enfin, parmi les types d'absences, on note une tendance fortement haussière depuis 2012 du taux d'absentéisme pour maladie ordinaire, alors que celui-ci est stable au niveau national. Il est ainsi passé pour la Ville de 5.5% en 2012 à 7% en 2016, pour atteindre 6 % en 2020, chiffre qui n'intègre pas les Autorisations Spéciales d'Absence (ASA) « Covid-19 » venues compenser un certain nombre d'arrêts maladie et fermetures de services liés à la crise cette année-là. Sur cette période, il est resté à 4.5% dans les communes au niveau national.

Cet absentéisme médical et son évolution a un impact d'autant plus marqué sur la continuité de l'activité si on y intègre l'ensemble des absences (dont maternité, paternité, ASA ...) faisant ainsi monter d'un taux d'absentéisme global de 12% en 2019 à 23% en 2020. Bien qu'impactée conjoncturellement à la hausse en 2020 par les « ASA Covid-19 », la forte progression de ce taux sur la période la plus récente pose toutefois avec encore plus d'acuité la problématique de la résorption de l'absentéisme au sein de la collectivité.

Cet absentéisme a en effet d'importantes répercussions à l'échelle globale, sur le fonctionnement interne et la qualité des services publics, et à l'échelle individuelle, tant pour les agents venant à déclarer des absences que pour leurs collègues confrontés à ces dernières. Dans certains secteurs, l'exécutif a, face à ce phénomène, pris un engagement fort en choisissant de remplacer ces différentes absences afin de garantir la continuité du service public. Ces éléments ont toutefois un impact sur la qualité du service public rendu ainsi qu'un impact budgétaire très significatif sur la masse salariale. Les comptes administratifs 2021 et plus encore 2022 le démontrent amplement.

L'exécutif souhaite par conséquent repenser et renouveler aujourd'hui les actions préexistantes menées sur cette thématique afin d'apporter des solutions pérennes aux équipes. Il inscrit subséquemment les politiques de qualité de vie et d'amélioration des conditions de travail, ainsi que les politiques de prévention de l'absentéisme comme centrales et transversales dans sa stratégie de gestion des ressources humaines et

dans les différents leviers qu'elle a à mobiliser :

- Des mesures sociales et de reconnaissance de l'investissement des agents, portées dans le cadre d'une politique de rémunération plus équitable et plus juste, intégrant notamment la reconnaissance de sujétions et pénibilités liées à certains métiers ;
- Des mesures organisationnelles reconnaissant la pénibilité de certains rythmes de travail ;
- Des mesures permettant de renforcer et donner du sens au collectif de travail, notamment par une politique managériale humaine et responsabilisante ;
- Des mesures donnant des perspectives en terme d'évolution de métiers, de développement des compétences des agents mais aussi de leur déroulé de carrière, avec des possibilités d'avancement / promotion renforcées ;
- Des mesures visant à responsabiliser les acteurs, employeur, encadrants et agents ;

Dans cette perspective, le plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme est structuré autour de 3 orientations fortes :

- Comprendre les causes et responsabiliser chaque acteur ;
- Prévenir et renforcer la qualité de vie et des conditions de travail ;
- Contrôler et sanctionner les abus dans un souci d'équité entre agents.

Ces piliers seront traduits en plans d'actions concrètes, intégrant à la fois :

- Des mesures globales ou transverses aux deux collectivités, ainsi que des mesures adaptées aux réalités de chaque Pôle ou métier ;
- Des mesures aux effets attendus plus immédiats, mais aussi des mesures engageant des changements plus structurels dans l'appréhension de la qualité de vie au travail.

Toutefois sans attendre cette structuration, un certain nombre d'actions initié dès 2020 concourt d'ores et déjà à cette dynamique tels que le dispositif Passerelle ou le Campus du management mis en œuvre courant 2022 mais aussi la dotation de moyens humains complémentaires pour renforcer la politique de prévention et l'accompagnement à la mobilité.

## **Le Plan de prévention : une nouvelle dynamique pour prévenir et lutter contre l'absentéisme**

### **AXE 1 : MIEUX COMPRENDRE ET RESPONSABILISER CHAQUE ACTEUR**

#### **➤ Des données pour comprendre et mieux agir**

Si l'absentéisme est devenu une problématique commune à nombres d'entités de travail et de collectivités territoriales, les leviers à mobiliser pour une employabilité plus durable des agents doivent nécessairement être adaptés aux spécificités de chaque structure et de chaque typologie d'absences. Il est donc essentiel de comprendre, analyser et suivre finement l'évolution de l'absentéisme sous ses différentes formes, pour mieux identifier les actions à mettre en place et suivre leurs effets.

Dans cette perspective, et en lien avec les outils de pilotage et *reporting* de la Collectivité, seront structurés et automatisés :

- Des outils d'analyse et de pilotage fins et réguliers de l'absentéisme au global, par Pôle et/ ou métier : distinction des types d'arrêts maladie et suivi des accidents de travail, fréquence, gravité, ... ;
- Des indicateurs de suivi liés aux différentes actions mises en place / à mettre en place.

Au besoin, la Collectivité investira dans un système d'information permettant un suivi automatisé.

Ces données de pilotage seront complétées par un diagnostic quantitatif plus fin permettant d'analyser l'état des lieux des absences pour raison de santé : typologies d'absences, fréquences, gravité ... à l'échelle de la collectivité, par Pôle ou entité de travail, ou encore par type de métier. Ces éléments permettront de mettre en exergue les causes ou facteurs de prévention identifiés pour les secteurs au taux d'absentéisme particulièrement élevé ou à l'inverse particulièrement faible.

Enfin, les Pôles qui le souhaiteront, notamment ceux concernés par des problématiques aiguës d'absentéisme, pourront également disposer d'états des lieux qualitatifs de type enquête qualité de vie au travail ou de risques psychosociaux. Ces analyses apporteront un regard complémentaire pour identifier les différents leviers d'action à mettre en place, qu'ils soient liés à des problématiques d'ergonomie, de matériels, managériales ou organisationnelles. Ces démarches permettront par ailleurs aux agents d'être acteurs de la démarche et valorisés.



➤ **Des leviers pour responsabiliser chaque acteur et « piloter »**

Face à la diversité des enjeux pour les équipes et pour la Collectivité, les démarches de prévention de l'absentéisme se doivent d'être portées collectivement dans un souci de renforcement de la qualité de vie au travail, bien au-delà des seuls acteurs des ressources humaines, en responsabilisant l'ensemble des agents et encadrants.

Plusieurs actions sont ainsi à construire et développer avec les Pôles, afin de renforcer l'implication de l'ensemble de la chaîne managériale et des collectifs de travail. Ceci passera par la structuration de tableaux de bord par Pôle ou métiers, de dialogue de gestion RH autour du suivi des absences et de leurs évolutions, mais aussi par l'accompagnement des managers de proximité lors du retour de leurs agents en arrêts pour prévenir la banalisation des arrêts et rappeler à chacun son utilité dans le collectif de travail.

**AXE 2 : PREVENIR ET RENFORCER LA QUALITE DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Au cœur du plan de prévention, les différentes actions concourant à la qualité de vie et aux bonnes conditions de travail entendent traiter les problématiques structurelles amenant de l'absentéisme. Il s'agit de renforcer les actions liées à la prévention des risques professionnels *stricto sensu*, mais aussi d'envisager plus globalement les différentes facettes concourant à la qualité de vie au travail, dans un objectif commun de réduire l'usure professionnelle, physique et mentale, et ainsi de limiter la survenance d'arrêts de travail et de maintenir les agents dans l'emploi dans les meilleures conditions possibles.

Dans ce cadre, certaines actions sont déjà initiées :

➤ **Des actions à destination des managers et des agents pour renforcer la qualité de vie au travail.**

Les managers et cadres constituent en effet le premier levier du traitement et de la prévention de l'absentéisme par leurs actions au quotidien sur les conditions de travail de leurs équipes :

- **La formation des managers** sur la gestion des risques professionnels et la désinsertion professionnelle est un volet central de cette approche de prévention. Le Campus du management, en cours de déploiement, est au cœur de cette dynamique avec notamment des modules de formation portant sur la prévention des risques, la gestion des conflits et la communication non-violente... Des actions de sensibilisation auprès des managers sont également organisées sur la thématique de la désinsertion professionnelle et du maintien dans l'emploi, dont un forum dédié en novembre 2022. Des actions de prévention concernant plus spécifiquement les conditions de travail des encadrants en propre seront aussi à formaliser dans le cadre du plan managérial, lié au Projet d'Administration en cours de formalisation.
- **Une offre d'accompagnement pluridisciplinaire renforcée** est proposée au manager pour gérer les situations complexes : équipe pluridisciplinaire pour accompagner les agents et leurs managers dans le maintien en emploi, réseaux des coachs, création d'un réseau de médiateurs, gestion des risques psychosociaux (RPS), conseillers en organisation, ...
- **L'expérimentation de nouvelles méthodes pour améliorer les conditions de travail est à favoriser** : temps managériaux incontournables à renforcer (réunions d'équipes, entretiens individuels, entretiens d'évaluation ...), groupes d'analyses de pratique à renforcer, espaces de discussion sur le travail à expérimenter.

Au-delà, les agents sont une cible importante du plan de prévention :

- **Pour les accompagner dans leurs mobilités et transitions professionnelles, des parcours de mobilités et de formation** seront structurés prioritairement pour les agents dont les métiers sont reconnus à usure professionnelle. En ce sens, des postes de conseils en parcours professionnels auront vocation, en lien avec les conseillères en mobilité actuelles, à réaliser des entretiens de « *mi-carrière* » afin de sensibiliser et d'accompagner les agents vers d'autres métiers, en amont de la survenance de difficultés particulières. Dans cet objectif, l'exécutif a renforcé les jours de formation dédiés au développement des parcours professionnels dans le cadre du plan de formation. Il s'agira

ainsi de favoriser la mobilité dite préventive fondée sur des bilans de compétences, des parcours de découverte ou encore des formations avant de subir les effets produits par l'usure professionnelle.

- **Pour mieux les accompagner dans leur quotidien de travail, les actions visant à une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle seront à expérimenter.** Les formes d'organisation du travail qui émergent depuis quelques années seront alors investiguées et analysées : télétravail, droit à la déconnexion, ...
- **Pour maintenir le lien au travail et faciliter le maintien dans l'emploi, un Pacte de solidarités entre Pôles et agents est en cours de formalisation.** L'objectif est de préparer leur retour (dispositif d'accompagnement des agents en arrêt de + de 2 mois) ou, le cas échéant, de mieux les accompagner vers d'autres emplois : postes réservés et/ou aménagés, dispositif de formations adaptés... A cet égard, l'expérimentation lancée en 2021 du dispositif **Passerelles** de formation-actions pour les agents les plus éloignés de l'emploi est une illustration de la dynamique souhaitée par l'exécutif, tout comme le partenariat avec le CRIP (centre de rééducation et d'insertion professionnelle) pour construire des itinéraires de formations adaptées.
- **Pour assurer la protection que la collectivité doit à ses agents** dans le cadre de situations conflictuelles, des dispositifs d'accompagnement viennent d'être lancés, que ce soit en interne avec une procédure de gestion et d'analyse des signalements de violence ou harcèlement, ou en externe avec la prévention des agressivités et des risques liés au travail isolé.

➤ **Des actions de prévention des risques professionnels pour améliorer l'environnement de travail**

- **Le renforcement de la politique de prévention des risques professionnels**

De manière globale, la Collectivité renforce sa politique de prévention des risques autour de **trois principaux outils, structurés en début de mandature**, qui doivent participer globalement à la politique de prévention de l'absentéisme :

- Le document unique d'évaluation des risques professionnels ;
- Le programme pluriannuel de prévention ;
- Le fonds interne de prévention, avec une enveloppe de 160 000 € (100 000 € pour la Ville et 60 000 € pour la Métropole).

Cet effort sera intensifié avec la structuration d'un réseau de préventeurs autour de 6 conseillers de prévention. Dans le but de renforcer les moyens auprès de certains pôles, des postes de conseillers de prévention ont été créés en leur sein.

**Au-delà, des actions de prévention plus ciblées seront à déployer, notamment pour la prévention des accidents de travail** avec la construction d'analyses plus systématiques des accidents de travail pour ajuster les mesures à déployer et compléter les travaux en cours sur les accidents de trajet, les risques routiers et les chute de plain-pied. Sur ce volet, la sensibilisation des agents et des encadrants à la nécessité du port des EPI et à la prévention des troubles musculo-squelettiques constitue un levier prioritaire.

Au-delà, **des plans de prévention contre les TMS et RPS** pourront être structurés en lien avec le Document unique, les RPS ayant un impact sur la santé des agents (maladies cardio-vasculaires, troubles musculo-squelettiques, ou pathologies mentales) et sur le fonctionnement de la collectivité (dégradation du climat social, augmentation de l'absentéisme).

- **L'accompagnement des agents dans leurs parcours de santé**

De manière très volontariste, l'exécutif souhaite apporter un accompagnement global à ses agents, notamment dans leurs parcours de santé, avec des informations / sensibilisations globales sur l'accès aux soins ou sur certaines pathologies comme les cancers ou les addictions, avec également un soutien pour éviter le renoncement aux soins par la participation à la **protection sociale complémentaire ou à la prévoyance**.

### **AXE 3 : CONTROLER ET SANCTIONNER LES ABUS DANS UN SOUCI D'EQUITE ENTRE AGENTS**

Enfin, afin de déployer une palette complète des actions visant à prévenir l'absentéisme, l'exécutif souhaite aussi agir par des mesures de contrôle des abus. En effet, dans l'objectif clairement affiché de promouvoir un juste équilibre entre soutien de l'employeur en faveur de la prévention et de l'amélioration des conditions de travail et engagement des agents, l'exécutif réaffirme la volonté d'instaurer des dispositifs concourant à **l'équité de traitement entre agents et à la lutte contre les abus**, dénoncés par un certain nombre d'entre eux.

Dans ce cadre l'instauration, par délibération relative au RIFSEEP du 29 mars 2022, d'une proratisation du régime indemnitaire en cas d'absence au-delà d'une franchise de 10 jours annuels, est une disposition de cette politique globale. A l'issue d'un premier bilan de ce dispositif sur lequel l'exécutif s'engage, cette mesure pourra évoluer pour être plus ciblée.

Plusieurs autres mesures complémentaires seront travaillées dans le sens de cette équité entre agents :

- Le renforcement des modalités de contrôle lors de la visite d'embauche. L'objectif est de doter les médecins agréés de l'ensemble des informations relatives au cadre d'emplois et contexte de travail, afin qu'ils soient en mesure de rendre un avis sur l'aptitude aux fonctions du cadre le plus précis possible, et ainsi de déceler plus facilement certaines inaptitudes ou invalidités, notamment sur les métiers à risque, en amont du recrutement ;
- Le renforcement et la structuration d'un dispositif de contrôle des arrêts maladie, notamment des arrêts de courte durée, pour lequel un recours à un prestataire externe sera examiné ;
- Un contrôle renforcé et sanctionné des cumuls d'activités exercés pendant les arrêts maladie ;
- Une collaboration plus forte entre la médecine de ville et la médecine du travail pour mettre fin aux arrêts de complaisance. Dans ce cadre, un partenariat avec le Conseil national de l'Ordre des médecins pourrait être initié ;
- Enfin, un examen systématique des situations anciennes d'agents en arrêt ou sans affectation en raison de problématiques de reclassement sera lancé.

#### **Le Plan de prévention : une méthode de travail pragmatique et participative, des moyens renforcés**

Ces grandes orientations et premières actions seront précisées et alimentées par un travail associant :

- Les différents Pôles pour mieux prendre en compte leurs spécificités métiers et organisationnels ;
- Les organisations syndicales, au travers de la poursuite de groupes de travail initiés depuis l'été ;
- Selon ses compétences, le Comité social territorial et sa section spéciale dédié à la santé au travail.

Ce travail étant nécessairement inscrit dans le temps et en transversalité au niveau de la politique RH mais aussi des Pôles, des moyens dédiés pour son pilotage ont été consacrés avec la création de deux postes de chargés de mission pour assurer la coordination des différentes actions globales ou individuelles. De plus, l'organisation nouvelle du Pôle RH permettra d'intégrer cette nouvelle dynamique de coordination des actions liées à la prévention de l'absentéisme, tant par un renforcement des entités inhérentes au pilotage des données et indicateurs, que par la création d'un réseau de conseillers et techniciens en prévention, de conseillers en parcours professionnel chargés d'anticiper les parcours de mobilité et de formation.

Il en résultera ainsi un plan d'actions vivant, actualisable au fil des avancées des groupes de travail. Il permettra de prioriser les différentes actions, notamment en lien avec les Pôles pour mieux adapter les mesures à leurs enjeux. Il fera l'objet d'un comité de pilotage semestriel associant la direction générale et les élus concernés. Le premier se réunira au printemps 2023 afin d'acter la priorisation des actions ainsi formalisées.

La Collectivité réalisera enfin un suivi et un bilan annuel des différentes mesures présentées dans ce plan et de leurs ajustements éventuels.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 14 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212304-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Relations internationales**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Confirmation du soutien à la population ukrainienne par le versement d'une aide financière - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv et la Ville de Montpellier - Autorisation de versement**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, la Ville de Montpellier affiche son soutien total à l'Ukraine en se mobilisant pour financer des opérations humanitaires et soutenir le Gouvernement ukrainien.

Dès mars 2022, un dispositif d'accueil de premier niveau a été organisé, en partenariat avec l'Etat, la Croix-Rouge et le tissu associatif de la ville. Une aide d'urgence de 100 000 € a été votée à la Ville et à la Métropole, pour soutenir le Gouvernement ukrainien et financer des opérations humanitaires. De nombreux dons de produits de premières nécessités ont été collectés à la Maison des Relations Internationales permettant l'envoi d'un convoi, composé d'agents, qui a fait route vers la frontière polonaise...

Par délibération n°V2022-151 en date du 28 juin 2022, ce soutien fort s'est poursuivi par le lancement auprès des agents de la Collectivité d'une collecte de fonds arrivée à son terme le 30 novembre et qui a permis de récolter 1 007 €. Cette collecte sera déduite de la subvention de 30 000 \$ prévue par la convention en date du 28 juin, soit un coût estimatif pour la Ville de Montpellier de 28 941,69 \$ / 27 538,47 € (estimation selon le cours dollar/euro au 8 décembre 2022). A la demande de l'Oblast de Lviv,

cette somme sera versée à l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) identifiée par l'Oblast de Lviv : GO GROMADS'KA INICIATYVA DOPOMOZHEMO RAZOM GROMADS'KA ORGANIZACIYA.

En outre, un inventaire a permis de lister du matériel infantile et pédagogique réformé utile pour le territoire de Lviv. Des études sont en cours pour identifier le moyen le plus sécurisé de les faire parvenir en Ukraine.

Face à la permanence de l'urgence de la situation particulièrement tendue à Lviv (la ville a été bombardée le lundi 10 octobre), couplée à la vague de froid que subit l'Ukraine, la Ville de Montpellier confirme aujourd'hui son soutien total au territoire ukrainien de Lviv.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le versement de la collecte de fonds et d'une subvention à l'ONG GO GROMADS'KA INICIATYVA, conformément aux dispositions de la convention signée le 28 juin 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION UKRAINE VILLE DE MONTPELLIER SIGNEE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-214890-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

#### Présents :

Tasime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris  
BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques  
DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE,  
Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane  
JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole  
MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB,  
Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel  
SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu  
REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné  
pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasime AKBARALY, Elodie BRUN-  
MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE,  
Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny  
DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné  
pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER  
ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Tasime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la  
Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre  
territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider  
les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une  
subvention.

Dans ce cadre, il est proposé comme indiqué dans le tableau ci-dessous d'attribuer une subvention de 2 560 €  
pour l'année 2022 à l'association Jouons en Ludothèques pour le fonctionnement de ses 2 Lieux d'Accueil  
Enfants Parents situés sur les quartiers Ovalie et Petit Bard.

Code Structure	Association	Type	Attribué
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	Fonctionnement	2 560 €
<b>TOTAL</b>			<b>2 560 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la lettre ainsi que tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211477-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivant le tableau ci-dessous :

« LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS »				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
1553	MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER	000368	Projet : Plate-forme d'animation des jeunes réfugiés en service civique.	7 000 €
6837	GROUPE SOS SOLIDARITE	000366	Projet : CTAIR – intermédiation locative	9 000 €
6434	ASSOCIATION HUMANITAIRE DE MONTPELLIER	000186	Projet : aménagement du Relais de solidarité alimentaire	10 000 €
7921	CIVAM BIO	000367	Projet : Défi famille	2 000 €

			alimentation positive	
7599	VACANCES OUVERTES	000371	Projet : sac à dos	1 000 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	000372	Projet : 29 <sup>ème</sup> marche des fiertés de Montpellier	9 000 €
2053	LA MONTPELLIER REINE A DU COEUR	003667	Fonctionnement	9 500 €
<b>TOTAL</b>				<b>47 500 €</b>

<b>« COHESION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE 2022 »</b>				
7639	ASSOCIATION DE MEDIATION	CDV CS-001426	Projet : Les fourmis	1 500 €
<b>TOTAL</b>				<b>1 500 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Clara GIMENEZ.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION PROJET 2022.doc
- Lettre d'engagement Type subvention 2022 Ville.doc
- CHARTE LAÏCITE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212357-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

### Santé, Prévention et Lutte contre les addictions

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville s'engage à soutenir l'émergence de centres et maisons de santé associatifs sur le territoire de la commune de Montpellier et à contribuer à la pérennisation des structures existantes, en priorité dans des territoires où l'accessibilité à l'offre de soins de premier recours est jugée insuffisante, pour des raisons géographiques, financières, culturelles ou sociales. Ces nouvelles structures, envisagées comme une solution subsidiaire, ont vocation à compléter et consolider l'offre existante, en particulier libérale, afin d'assurer une meilleure couverture des besoins de la population à l'échelle des territoires.

Ainsi, il y a lieu d'allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous, qui concerne le nouveau centre de santé pluriprofessionnel Gambetta.

Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
650	Gammes	000938	Investissement : équipement téléconsultation	5 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>5 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'affecter la subventions ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Investissement 2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212452-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

### Vie associative et Maisons pour Tous

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

### 1) Attributions de subventions :

« VIE ASSOCIATIVE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
317	Comité de Quartier Tastavin - Lemasson - Mas Drevon - Marqueroze	001493	Projet	Les bodegas de Tastavin	500 €
	Association nationale			Prix du civisme	1 500 €

1313	des membres de l'Ordre National du Mérite	001602	Projet	et de l'éducation citoyenne	
1530	Club de la Presse Occitanie	001596	Fonctionnement		13 500 €
1554	Comité de Quartier Aiguelongue et Justice en Choeur	001523	Projet	Vide-greniers	200 €
2011	Comité de Quartier Croix d'Argent - Sabines	001551	Projet	Découverte de la Provence et des beaux	500 €
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	001517	Projet	Jardin partagé et Forêt Jardin "Boz'arbres"	500 €
4747	Animation et Vie des Aubes	001595	Projet	Aubesessions 2022	1 000 €
5164	Collectif de Coordination des Comités de Quartier de Montpellier	001564	Fonctionnement		500 €
5182	Arfa - Parc Montcalm	001552	Fonctionnement		1 000 €
6204	Les 4 chemins	001597	Fonctionnement		1 000 €
6204	Les 4 chemins	001599	Projet	Les petites mains vertes : actions d'éducation à l'éco-citoyenneté	1 000 €
7657	Comité de quartier Paul Valéry	001567	Projet	Animations du quartier Paul Valéry	2 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>23 200 €</b>

## 2) Annulation d'attribution de subvention :

Il y a lieu d'annuler la subvention ci-dessous attribuée au Conseil municipal du 28 juin 2022, le projet n'ayant pas été réalisé :

« VIE ASSOCIATIVE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7504	Street Evolution	001588	Projet	Fête de la nation	1 000 €
<b>TOTAL</b>					<b>1 000 €</b>

## En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- D'annuler de la subvention ci-dessus attribuée par la délibération n° V2022-205 du 28 juin 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Véronique BRUNET, Mme Nicole MARIN-KHOURY.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre engagement fonctionnement.docx
- lettre engagement projet.docx
- VIE ASSOCIATIVE - convention.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212350-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture et culture scientifique

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la Ville.

Afin d'assurer la transparence de cette action en faveur du tissu associatif, sont soutenus des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

### Attribution de subvention de fonctionnement:

Code association	N° de dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Montant proposé
4011	006668	ATOUT CHOEUR	MUSIQUE	Fonctionnement	900
38	006743	RADIO AVIVA	RADIOS	Fonctionnement	10 000

**Attribution de subvention d'investissement:**

Code association	N° de dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Montant proposé
5105	006295	THEATRE DE L'ADRESSE	THEATRE	Achat de matériel scénique	8 000
7930	006742	PARCELLE 473	ARTS	Achat/installation de matériel et travaux d'isolation du site	40 000

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser l'affectation de subventions aux associations ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement et de la convention d'attribution correspondantes ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et lettres ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 Ville.doc
- Convention Investissement 2022 Ville.doc

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ville sportive

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire dans le domaine du sport. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### 1) Attributions de subventions de fonctionnement dans le cadre de la thématique sport :

N° Asso	Structure	N° dossier	Type	Attribué
7124	BOXING ARTS	003650	Fonctionnement	4 000, 00
6928	UM CONGRES EDJ	003652	Fonctionnement	13 000,00
	<b>TOTAL</b>			<b>17 000,00</b>

### 2) Attributions de subventions dans le cadre de l'appel à projets qui vise à soutenir des investissements d'associations sportives dans le cadre de la délibération V2021-172 du 14 juin 2021 :

N° Asso	Structure	N° dossier	Type	Attribué
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	003645	Achats matériels	15 260,00
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	003644	Achats matériels + véhicule	40 000,00
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	003643	Achats matériels	3 500,00
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	003640	Achat de véhicule	19 000,00
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	003642	Achats matériels	3 000,00
926	MUC OMNISPORTS	003641	Achat de matériels pédagogiques	39 670,00
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO 3MTKD	003638	Achat de véhicule	40000,00
5086	LES FAUTEUILS DE FEU	003637	Achat de matériels pédagogiques	37800,00
4619	MINI BOLIDE MONTPELLIERAIN	003636	Achats matériels	8618,88
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA.	003635	Achat de véhicule	21000,00
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	003647	Achats matériels	25000,00
2139	ASPTT OMNISPORT	003655	Achats matériels	10 000,00
	<b>TOTAL</b>			<b>262 848,88</b>

### 3) Modification d'attribution de subvention :

Il y a lieu de modifier l'affectation de la subvention attribuée au Conseil municipal du 16 décembre 2021, délibération n° V2021-475, afin de l'affecter sur le code de la société sportive n° 5443 SASU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB au lieu du code de la société sportive n° 5368 SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB, le montant restant inchangé :

N° Asso	Structure	N° dossier	Type	Attribué
5443	SASU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	003429	Fonctionnement	80 000, 00
	<b>TOTAL</b>			<b>80 000,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard TRAVIER.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Investissement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211759-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, François VASQUEZ

## Tarifs de la Ville de Montpellier - Année 2023 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les tarifs municipaux présentés seront applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou à la date précisée.

#### Les tarifs qui sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public)

### CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT INTEGRALEMENT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;

- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

## **LES TYPOLOGIES DES TARIFS**

**Taxe :** le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

**Redevance :** deux redevances sont distinguées :

**La redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

**La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public** s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

**Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :**

- Réussite éducative
- Accueil de loisirs sans hébergement
- Environnement et espaces verts – Les prestations d'entretien des espaces verts, La taxe sur la publicité locale extérieure et La valorisation du métal et alliage
- Attractivité et rayonnement



- Autres

---

Les tarifs de la délibération V2021-477 des politiques publiques suivantes sont reconduits à l'identique :

- Enfance
- Restauration scolaire
- Renouvellement et développement urbain
- Sécurité, propreté, hygiène, salubrité
- Culture
- Maison pour tous
- Sports et Jeunesse
- Environnement et espaces verts – La location des jardins familiaux
- Service à la population
- Autres – Les prestations de reprographie, Petites fournitures, Matériels et prestations de travaux divers, La mobilisation d'un agent et La mobilisation d'un véhicule

## RÉUSSITE ÉDUCATIVE

### 1. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,35 € et 1,35 €.

Les modalités de calculs sont basées sur le QF de la CAF et les modalités de réservation sont précisées par le règlement intérieur.

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS MATIN 7h45-8h30 (ou 8h45 si horaire dérogatoire)	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
QF < 560€	0,35€
560€ < QF < 1800€	0,35€ + 0,069% x (QF – 560)
1800€ < QF	1,20€

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS SOIR 17h30-18h30 (ou 17h45-18h30 si horaire dérogatoire)	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
QF < 560€	0,40€
560€ < QF < 1800€	0,40€ + 0,077% x (QF – 560)
1800€ < QF	1,35€

A défaut de QF CAF ou des justificatifs demandés dans le règlement intérieur, le tarif plafond s'applique.

### 2. LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SCOLAIRES

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de formation initiale ou continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations, sous réserve que la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Locaux scolaires	Tarifs
Tarif par heure et par salle	6,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

## ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH)

Les activités proposées aux enfants dans le cadre des centres de loisirs, dits Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH), sont destinées à leur épanouissement par des jeux, des activités à caractère sportif et culturel, dans le cadre de relations fondées sur des principes de laïcité.

La Ville de Montpellier dispose de 21 ALSH de loisirs municipaux : 4 ALSH élémentaires, 4 ALSH maternels, 13 ALSH mixtes. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire communal et peuvent accueillir 1 306 enfants âgés de 3 à 12 ans révolus les mercredis et pendant les vacances scolaires.

### ▪ Modalités de détermination des tarifs ALSH

Les tarifs des accueils extrascolaires seront compris entre 5,50 € et 16,10 €.

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au quotient familial CAF de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs ressources, leur composition familiale et de leurs capacités contributives.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires et s'ajoute au prix de journée, quand l'enfant déjeune. Pour les usagers qui ne résident pas Montpellier, le tarif plafond s'applique. Ces tarifs seront applicables pour la facturation du mois de mars.

Tarification	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
QF < 375€	5€50
375€ < QF < 400€	5€50 + 5,0% x (Q - 375)
400€ < QF < 800€	6€75 + 1,79% x (Q - 400)
800€ < QF < 1 150€	13€90 + 0,63% x (Q - 800)
1 150€ < QF	16€10
Demi-journée	60% du tarif de la journée

A défaut de QF CAF ou des justificatifs demandés dans le règlement intérieur, le tarif plafond s'applique.

Une pénalité de 10 euros par fratrie est appliquée après 15 minutes de retard à la fermeture de la structure à 18h00, à partir du 2<sup>ème</sup> retard.

### ▪ Modalités de détermination des tarifs ALSH « ADOS »

La Ville de Montpellier dispose de 5 ALSH ADOS\* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

\*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; Francois Villon et l'Escoutaire

L'ALSH ADOS de la maison Pour Tous André Chamson est ouvert en juillet uniquement.

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas.

<b>Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement</b>
---

Les revenus pris en compte :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus a lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante. Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut s'opérer en cours d'année.

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
<b>1 enfant</b>	0,587%	7,00 €	16,10 €
<b>2 enfants</b>	0,536%	6,50 €	14,60 €
<b>3 enfants</b>	0,485%	5,50 €	13,90 €
<b>Famille avec enfant handicapé</b>	Application du taux d'effort inférieur		
<b>Demi-journée</b>	60 % du prix de la journée		

A défaut de revenus ou des justificatifs demandés dans le règlement intérieur, le tarif plafond s'applique.

Une pénalité de 10 euros par fratrie est appliquée après 15 minutes de retard à la fermeture de la structure à 18h00, à partir du 2<sup>ème</sup> retard.

## ENVIRONNEMENT ET ESPACES VERTS

### 1. LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Montpellier possède un patrimoine vert et arboré exceptionnel qui doit être protégé.  
Le projet Ville Nature consiste à protéger, développer et valoriser le patrimoine vert.

Pour ce faire, la charte de l'arbre a été réactualisée pour guider les décideurs, maîtres d'ouvrage, chefs de projets, paysagistes, urbanistes et architectes mais aussi tous les jardiniers montpelliérains, amateurs et éclairés dans leurs actions et invite chacun à repenser la place de la nature en ville.

Ces tarifs participent à la conservation du patrimoine vert et s'appliquent lors des détériorations après chantier ou tout incident sur le territoire de la ville de Montpellier.

*Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres*

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarif
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	255,00 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	721,00 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	1 018,00 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	636,00 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarif
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	8%
Surface de pelouse < 10m²: travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m²: apport de terre complémentaire (0,10m³x120)	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m²: griffage, réglage, ensemencement, roulage	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse < 10m²: 1er arrosage	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface de pelouse > 10m²	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarif
Surface d'arbustes < 10m²: dessouchage et travail du sol	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m²: apport de terre	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m²: remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes < 10m²: 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Surface d'arbustes > 10m²	m²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarif
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

## 2. LA TAXE SUR LA PUBLICITE LOCALE EXTERIEURE (TLPE)

Codifiée par les articles L. 2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) s'applique aux supports publicitaires et aux enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Les entreprises assujetties appartiennent à des secteurs économiques différents :

- La TLPE perçue au titre des enseignes est essentiellement payée par des commerces ;
- La TLPE perçue pour des dispositifs temporaires tels que ceux utilisés pour la promotion immobilière implantés à l'occasion des commercialisations de programmes immobiliers ;
- La TLPE perçue sur les dispositifs publicitaires hors mobiliers urbains déjà redevables d'occupation du domaine public.

Cette taxe est définie par des taux par m² et par an. De par la loi, le taux de base est identique pour l'ensemble des dispositifs (publicité, pré-enseignes et enseignes).

Le taux de base et les éventuelles exonérations sont votés par le Conseil municipal avant le 1er juillet de l'année qui précède l'année de taxation.

Ainsi, pour 2023, les tarifs ont été votés lors du Conseil municipal du 28 juin 2022.

<b>Taxe locale sur la publicité extérieure</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Enseigne < à 7 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	0,00 €
Enseigne > à 7 m <sup>2</sup> et ≤ à 20 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	33,30 €
Enseigne > à 20 m <sup>2</sup> et ≤ à 50 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	66,60 €
Enseigne > à 50 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	133,20 €
<b>Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m <sup>2</sup> /an	33,30 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m <sup>2</sup> /an	99,90 €

<b>Pénalités et frais de gestion et de contrôle</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	280,00 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial

### 3. VALORISATION DU METAL ET ALLIAGE

La prévention des déchets s'inscrit dans une démarche environnementale indispensable pour économiser les matières premières épuisables.

Le décret n°2016-288 du 10 mars 2016, portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets, fait obligation aux entreprises de trier les déchets selon la méthode des cinq flux.

Les déchets concernés sont les déchets non dangereux (papier/carton, métal, plastique, verre et bois).

La ville de Montpellier, soucieuse de réduire ses déchets en encourageant leur valorisation revend le métal et alliage lui appartenant pour recyclage.

Le prix d'achat est fixé par le prestataire selon le cours du métal fixé au jour de la vente (lors de la pesée).

## ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT

### 1. LES SALLES DE LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET DE L'ESPACE MARTIN LUTHER KING

Ces deux lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

#### Gratuité accordée :

- Pour les associations humanitaires ou caritatives
- Pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires)
- Pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité
- Pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, et autres partenaires institutionnels, sous réserve de la validation de Monsieur le Maire-Président).

**\*Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

**\*\*Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 21h à l'Espace Martin Luther King et à 22h à la Maison des Relations Internationales.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville

<b>Salles mises à disposition</b>	<b>Unité</b>	<b>Plein Tarif</b>	<b>Demi-Tarif *</b>	<b>Forfait de Base**</b>
Maison des Relations Internationales	/ jour	950,00 €	475,00 €	55,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	325,00 €	165,00 €	32,50 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	105,00 €	55,00 €	17,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 375,00 €	680,00 €	22,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	530,00 €	265,00 €	17,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales ( <b>tarif à la semaine</b> )	/semaine	685,00 €	340,00 €	13,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle ( <b>tarif à la semaine</b> )	/semaine	265,00 €	130,00 €	11,00 €
<b>Cautionnement</b>				
Caution	/ U	1 650,00 €		



## 2. LES MARCHES

### Cas spécifiques prévus :

Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville.

Pour les abonnés, seuls les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel.

Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels	Unité	Tarif
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m <sup>2</sup> / avec véhicule / séance de marché	U/Jour	21,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m <sup>2</sup> / avec véhicule	séance	27,50 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m <sup>2</sup> )/ avec véhicules	séance	35,50 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m <sup>2</sup> / 1 camion	séance	55,00 €

Marché aux Plants	Unité	Tarif
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m <sup>2</sup> /trimestre	14,65 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m <sup>2</sup> /trimestre	10,50 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m <sup>2</sup> ) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	36,50 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m <sup>2</sup> ) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	26,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m <sup>2</sup> / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	315,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m <sup>2</sup> / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	210,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m <sup>2</sup> / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	42,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m <sup>2</sup> / 1 camion octobre à mars	U/Jour	32,00 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarif
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	21,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	26,50 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m <sup>2</sup>	séance	53,00 €
Redevance emplacement abonnés Dimanches du Peyrou / CNS 100m <sup>2</sup>	trimestre	533,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	32,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	42,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m <sup>2</sup>	séance	84,00 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	15,00 €

<b>Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	5,30 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,90 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m²/h/trimestre	0,55 €
Emplacement journalier marché d'une durée inférieure ou égale à 3h	m²/session	0,80 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/1/2 jour	1,60 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,30 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m²/1/2 jour	2,10 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m²/jour	3,00 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	8,50 €
Clé électronique halles – 1ère attribution	clé	0,00 €
Clé électronique halles – Renouvellement	clé	65,00 €
Badge d'accès Ecusson - Renouvellement/perte et vol	badge	50,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs Ecusson du lundi au samedi	u/jour	16,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs Ecusson dimanche et jour férié	u/jour	19,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs hors Ecusson du lundi au samedi	u/jour	8,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs hors Ecusson dimanche et jour férié	u/jour	10,00 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m²	40,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m²/jour	13,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m²/jour	26,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

### 3. LES HALLES

La Ville met à disposition des commerçants une application permettant de vendre leurs produits en ligne « Bon et Local, Halles et Marchés connectés », avec possibilité pour les acheteurs de venir récupérer leur marchandise ou de se faire livrer.

<b>Halle des Quatre Saisons</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	8,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	44,50 €

<b>Halles Jacques Cœur</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	16,95 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	81,55 €

<b>Halles Castellane</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	22,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	61,30 €
Redevance occupation d'une cave non alimentée en électricité	trimestre	90,60 €
Redevance occupation d'une cave alimentée en électricité	trimestre	182,30 €

<b>Halles Laissac</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	22,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	80,50 €

<b>Droits d'entrée halles couvertes</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Surface étal inférieure à 10m²	u	3 621,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	u	4 196,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	u	4 552,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	u	5 035,00 €
Surface étal de 25m² et +	u	5 747,00 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

<b>Mise à disposition</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
En semaine (du lundi au jeudi)	soirée	2 115,00 €
Le week-end (du vendredi au dimanche)	soirée	2 644,00 €

Les horaires « soirée » sont les suivants : de 20h00 à minuit maximum.

Les espaces mis à disposition sont : le rez-de-chaussée des Halles hors étals des commerçants et locaux gardiens/placiers.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation. Le coût de la remise en état sera alors intégralement réclamé à l'organisateur.

Toutes les prestations de sécurité (filtrage, gardiennage...) sont à la charge de l'organisateur et doivent être validées par la Ville en amont de la manifestation.

#### 4. LES DROITS TERRASSES

*Cf. carte de zonage en annexe 1. La zone 4 non légendée est constituée par défaut de tout emplacement qui n'est ni en zone 1,2 ou 3 sur le territoire montpelliérain.*

Cas spécifiques prévus :

- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation
- Exonération de redevances des commerçants pendant la durée de travaux publics qui gêneront l'installation des terrasses
- Tout mois commencé est dû (prorata du tarif annuel)
- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%

<b>Terrasse classe A</b> (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Zone 1	m²/an	104,70 €
Zone 2	m²/an	64,51 €
Zone 3	m²/an	46,53 €
Zone 4	m²/an	40,19 €

<b>Terrasse classe B1</b> (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...)	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Zone 1	m²/an	147,00 €
Zone 2	m²/an	117,38 €
Zone 3	m²/an	103,64 €
Zone 4	m²/an	74,03 €

<b>Terrasse classe B2</b> (terrasse aménagée saisonnière : espace délimité par des bâches) 6 mois minimum	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Zone 1	m²/an	209,40 €
Zone 2	m²/an	167,10 €
Zone 3	m²/an	145,94 €
Zone 4	m²/an	105,75 €

<b>Terrasse classe C1</b> (Pergola)	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Zone 1	m²/an	276,03 €
Zone 2	m²/an	217,86 €
Zone 3	m²/an	180,31 €
Zone 4	m²/an	144,36 €

<b>Terrasse classe C2</b> (Véranda)	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Zone 1	m²/an	342,65 €
Zone 2	m²/an	268,62 €
Zone 3	m²/an	214,68 €
Zone 4	m²/an	182,96 €

## 5. LES STANDS & VEHICULES AMENAGES

<b>Stands de vente &amp; kiosques</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour/véhicule	24,32 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20 m²	an/véhicule	4 230,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons	m²/jour	10,58 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza ,Crêpes, Glaces, Boissons chaudes, snack - tout site	mois	345,00 €

## 6. LES CHAPITEAUX, TENTES & ETALAGES

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire	Unité	Tarif
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m²/jour	12,00 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarif
Etalages sur le domaine public ( 1m² minimum appliqué) Zone 1	m²/an	157,00 €
Etalages sur le domaine public ( 1m² minimum appliqué) Zone 2	m²/an	142,00 €
Etalages sur le domaine public ( 1m² minimum appliqué) Zone 3	m²/an	126,00 €
Etalages sur le domaine public ( 1m² minimum appliqué) Zone 4	m²/an	110,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 1	u/an	115,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 2	u/an	102,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 3	u/an	88,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 4	u/an	75,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 1	u/an	63,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 2	u/an	58,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 3	u/an	53,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 4	u/an	48,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 1	u/an	471,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 2	u/an	450,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 3	u/an	429,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 4	u/an	408,00 €
Banc de fruits de mer Zone 1	u/an	586,00 €
Banc de fruits de mer Zone 2	u/an	570,00 €
Banc de fruits de mer Zone 3	u/an	554,00 €
Banc de fruits de mer Zone 4	u/an	539,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 1	u/an	85,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 2	u/an	75,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 3	u/an	64,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 4	u/an	54,00 €

## 7. LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC

Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.

*Exonération :* Les occupations techniques du domaine public à des fins d'utilité publique ne sont pas soumises à redevance.

Dépôt de matériaux	Unité	Tarif
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	17,98 €

Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)	Unité	Tarif
l'unité de 6m <sup>2</sup> forfaitaires de sol occupé : la 1 <sup>ère</sup> semaine	u / semaine	31,73 €
l'unité de 6m <sup>2</sup> forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	63,45 €

Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarif
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection : m <sup>2</sup> de sol occupé ou projeté au sol (toute semaine commencée est due)		
Echafaudages et matériels de chantiers	m <sup>2</sup> /semaine	5,29 €
Echafaudages et matériels de chantiers : pénalité pour occupation longue durée (supérieure à 6 semaines)	m <sup>2</sup>	17,98 €
Base de Vie/Bungalow sur le domaine public	m <sup>2</sup> /3mois	100,47 €
Convention de tous ordres	u/an	5% du CA
Kiosque de vente immobilière	m <sup>2</sup> /mois	123,73 €

## 8. LES AUTRES REDEVANCES

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 50% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée

Occupation du domaine public	Unité	Tarif
Diverses occupations - Espaces libres divers	m <sup>2</sup> /jour	2,49 €
Diverses occupations - Espace Grammont	m <sup>2</sup> /jour	1,95 €
Diverses occupations - Espace libre Place de la Comédie	m <sup>2</sup> /jour	7,62 €
Diverses occupations - Espace libre Place Georges Frêche	m <sup>2</sup> /jour	1,95 €
Diverses occupations - Espace libre Peyrou	m <sup>2</sup> /jour	4,34 €
Diverses occupations - Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m <sup>2</sup> /jour	6,55 €
Mobilier sur le domaine public - Mobilier publicitaire	u/an	1 200,00 €
Mobilier sur le domaine public - Mobilier lié à un service public	u/an	0,00 €
Stand de vente 12m <sup>2</sup> environ, tout site promotion d'un territoire (alimentaire ou non alimentaire)	u/jour	31,73 €
Food truck si prévu dans le cadre d'une manifestation autorisée par la Ville	u/jour	104,50 €
Stand de vente de fruits et légumes sur de DP hors marché de plein air	mois	343,70 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale		0,00 €
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m <sup>2</sup> /jour	0,20 €
Manège de l'Esplanade Charles de Gaulle	Forfait /an	6 900,00 €
Manège du zoo du Lunaret	Forfait /an	4 430,00 €
Manège Odysseum	Forfait /an	6 500,00 €
Manifestation d'ampleur nationale sur les berges du Lez	jour	2 278,00 €
Distributions d'échantillons/bons d'achats/goodies/promotion commerciale forfait 100m <sup>2</sup>	jour/100m <sup>2</sup>	666,25 €
Campagnes de sensibilisation, Sondages, appels aux dons, collecte de fonds sur le domaine public pour les associations à but non lucratif qui concourent à	u/jour	0,00 €

la satisfaction d'un intérêt général		
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes	jour	158,63 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes	jour	317,26 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes	jour	475,89 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1501 personnes	jour	634,52 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle)	jour	0,00 €
Stand fleuriste/pépiniériste sur marché artisanal (superficie des stands limitée à 100m²)	jour	43,00 €
Course d'orientation, chasse au trésor ou escape game avec droits d'entrée sur l'espace public	jour	50,00 €

Autres manifestations publiques	Unité	Tarif
Grand Bazar / Antiquaires et Bouquinistes/ Emplacement 18 m²	u/Jour	16,10 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/Jour	31,50 €
Marché thématique événementiel 12 m² environ	u/Jour	31,50 €
Festival d'Art et de Feu Stand 12 m² environ	u/Jour	21,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	522,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²	semaine	888,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²/ chalet associatif* ( maximum 1 par manifestation)	semaine	0,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m² Activité Restauration	semaine	1 098,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	732,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m²	semaine	1 202,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m² Activité Restauration	semaine	1 463,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	1 254,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m²	semaine	1 798,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m² Activité Restauration	semaine	2 195,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m²)	semaine	545,00 €

\*La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet associatif pourra être accordée pour les associations à buts humanitaires ou caritatifs (sous réserve de justification du caractère caritatif ou humanitaire), dans la limite d'un chalet par manifestation.

Les structures et établissements qui souhaitent bénéficier de la mise à disposition du chalet devront mener des activités dans un but non lucratif.

Une demande écrite devra être adressée aux services DEVECO qui en appréciera l'éligibilité.

La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (Objectifs, organisation administrative, projet, justification).

Les services DEVECO s'engagent à faire une réponse motivée dans un délai de 2 mois suivant la demande.

	Unité	Tarif
Frais de gestion pour manifestation annulée sur décision de l'organisateur	U	100,00 €
Forfait appliqué si domaine public restitué non nettoyé (déchets, dégradations) après manifestation : astreinte/jour	U	500,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 1	U/an	79,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 2	U/an	68,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 3	U/an	58,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison	U/an	48,00 €

à domicile Zone 4		
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 1	U/an	89,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 2	U/an	79,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 3	U/an	68,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 4	U/an	58,00 €
Vide greniers	U	0,00 €

## 9. PENALITES

Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarif
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	280,00 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial



## AUTRES

### 1. LES SALLES MUNICIPALES

**Gratuité** pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.

**\*Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes et pour les événements familiaux (mariage, PACS) organisés à la salle de réception de Grammont

**\*\*Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 23h00 (départ public).

Sous conditions tarifaires, les salles Rencontres, Pagézy pourront être utilisées jusqu'à 1h00 du matin (départ public):

- Un ½ tarif sera appliqué à la place d'un forfait de base
- Un plein tarif sera appliqué à la place d'un ½ tarif

A titre exceptionnel et pour les associations à but non lucratif, la salle des Rencontres ou la salle PAGEZY pourront être mises à disposition jusqu'à 3h00 du matin au plein tarif.

A titre exceptionnel et uniquement pour les événements familiaux (mariage, PACS) la salle de Grammont sera mise à disposition jusqu'à 4h00 du matin.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles	Unité	Tarif		
		Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville )	à la semaine	3 440,00 €	1 720,00 €	32,50 €
Salle du Conseil Municipal (hors prestation de régie technique obligatoire IEC)	/jour	2 350,00 €	1 175,00 €	55,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	3 500,00 €	1 750,00 €	55,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	4 290,00 €	2 145,00 €	110,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	2 940,00 €	1 470,00 €	55,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 220,00 €	1 610,00 €	110,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour (du lundi au	2 180,00 €	1 090,00 €	55,00 €

	samedi)			
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 220,00 €	1 610,00 €	110,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour (du lundi au samedi)	1 750,00 €	875,00 €	55,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 150,00 €	1 075,00 €	110,00 €
Centre Rabelais (bd Sarraill - salle de projection)	/ jour (du lundi au samedi)	1 420,00 €	710,00 €	55,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 150,00 €	1 075,00 €	110,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour (du lundi au samedi)	280,00 €	140,00 €	28,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	556,00 €	278,00 €	57,00 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour (du lundi au samedi)	658,00 €	329,00 €	32,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	1 316,00 €	658,00 €	65,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour (du lundi au samedi)	484,00 €	242,00 €	32,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	968,00 €	484,00 €	65,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour (du lundi au samedi)	340,00 €	170,00 €	32,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	660,00 €	330,00 €	65,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour (du lundi au samedi)	340,00 €	170,00 €	32,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	660,00 €	330,00 €	65,00 €
<b>Cautionnement</b>				
Caution pour tout espace loué	u	1	650,00 €	

## 2. LE MATERIEL MUNICIPAL

### Délivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

### Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

Matériels	Unité	Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,34 €	0,00 €
Table (2m)	u/jour	4,60 €	0,00 €
Grille-caddie	u/jour	6,30 €	0,00 €
Podium	m²/jour	8,40 €	0,00 €
Barrière	u/jour	8,40 €	0,00 €
Place de tribune	u/jour	0,86 €	0,00 €
Rack à vélo	u/jour	10,00 €	0,00 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	128,00 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	75,00 €
Forfait électrique -Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	54,00 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	161,00 €
<b>Cautionnement</b>			
Cautionnement petit matériel		385,00 €	385,00 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1 430,00 €	1 430,00 €

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

### 3. LA MAISON DE LA DEMOCRATIE

Accueillant la plus ancienne faculté de Médecine du monde occidental encore en activité, doté d'établissements médicaux à la renommée internationale, œuvrant pour le développement économique à travers l'ambitieux projet « Montpellier Capital Santé », le territoire de Montpellier noue un lien intime avec la santé, marqueur fort de l'identité méditerranéenne.

C'est avec ce souci de délivrer un service public de qualité et de proximité que sont mises à disposition des **permanences des associations de santé** à la Maison de la démocratie. Chaque mois plus d'une dizaine d'associations sont présentes pour prodiguer écoute, conseils et orientation.

A ce titre, un espace peut être loué par les associations :

- La salle A

Les salles sont mises à disposition sur les plages horaires suivantes :

- De 9h00 à 12h30
- De 14h00 à 17h00

Cette salle n'a pas vocation à être louée à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

**Gratuité** pour les associations partenaires et pour les associations ayant un projet en cohérence avec « Montpellier Capital Santé ».

**Plein tarif** (Valorisation de l'aide en nature) : 28,56 €/session

**Caution pour tout espace loué** : 150 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

#### **4. L'ORGANISATION DES PRIMAIRES DES PARTIS POLITIQUES**

Des primaires peuvent être organisées dans des écoles de la Ville ou tout autre équipement reconnu comme un bureau de vote pour les élections nationales et locales.

Le tarif par bureau comprend :

- le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville (installation, préparation, ouverture/fermeture des sites, entretien des locaux, ...),
- la mise à disposition des locaux (basé sur le tarif de mise à disposition de salles des écoles) et la livraison du matériel.

Il est à noter que le matériel est mis à disposition gratuitement et qu'il est composé, par bureau de vote, de 3 isolements dont 1 isolement PMR, 1 tabouret, 1 urne, 4 tables et 8 chaises.

Le tarif proposé est de **395€** par bureau et par tour de scrutin.

#### **5. LA MOBILISATION D'UN AGENT**

- **Direction du Parc du Lunaret**

Dans le cadre de partenariats extérieurs et de tournage de films, la Ville et plus particulièrement, la direction du parc de Lunaret, est amenée à mobiliser le personnel afin d'encadrer ces interventions sur site.

		<b>Sécurité accueil</b>	<b>Animalier</b>	<b>Technique</b>
<b>Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi</b>	H / agent	28,00 €	24,00 €	27,00 €
<b>Tarif de 7h00 à 22h00 Dimanche et jours férié</b>	H / agent	45,00 €	40,00 €	44,00 €
<b>Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés</b>	H / agent	56,00 €	48,00 €	54,00 €

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les tarifs municipaux présentés ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Zones de tarification 2023.pdf
- Annexe Valeur Intégrale Evaluée de l'arbre Notice\_VIE1628687522219.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212157-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

### 1- Subventions de fonctionnement :

N° Dossier	Code Asso	Structure	Type demande	Montant Proposé
FI 000284	1273	Unité Police SNPT	Fonctionnement	1 500
FI 000285	7792	Association Des Profs D'Histoire / Géographie	Fonctionnement	2 000
FI 000279	4914	Union Syndicale Solidaire 34	Fonctionnement	2 000
FI 000286	7894	SOS MTP UKRAINE	Fonctionnement	2 000
FI 000076	3230	Maison de l'Architecture Occitanie	Fonctionnement	3 000

		Méditerranée		
FI 000081	4254	Patrimoine et Architecture	Fonctionnement	700
<b>TOTAL</b>				<b>11 200</b>

**2- Subventions d'investissement :**

N° Dossier	Code Asso	Structure	Type demande	Montant Proposé
Dossier en cours	537	Association Culturelle de l'Eglise Protestante Unie de Montpellier ACEPUMA	Investissement	2 540
<b>TOTAL</b>				<b>2 540</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- maintien reconduct ou baisse.pdf

Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Attribution d'acomptes de subventions dans le cadre des thématiques "Culture",  
"Cohésion Sociale" et "Ressources Humaines" - Exercice 2023 - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer un premier acompte de subvention suivant le tableau ci-dessous :

<b>CULTURE</b>			
<b>Code</b>	<b>Structure</b>	<b>Type</b>	<b>Attribué</b>
105	CINEMED	Fonctionnement	270 000 €
1679	CROUS	Projet Yoot	17 000 €
4472	Théâtre La Vista de la Méditerranée	Fonctionnement	50 000 €
5847	Mot'Son	Projet	10 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>347 000 €</b>

<b>CONTRIBUTIONS EPCC EPIC</b>			
<b>Code</b>	<b>Structure</b>	<b>Type</b>	<b>Attribué</b>
	MOCO	Fonctionnement	1 600 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>1 600 000 €</b>

<b>COHESION SOCIALE</b>			
<b>Code</b>	<b>Structure</b>	<b>Type</b>	<b>Attribué</b>
1886	CCAS	Fonctionnement	4 125 099 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 125 099 €</b>

<b>RESSOURCES HUMAINES</b>			
<b>Code</b>	<b>Structure</b>	<b>Type</b>	<b>Attribué</b>
2866	COSC	Fonctionnement	426 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>426 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2023 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Fatma NAKIB, Mme Agnès ROBIN.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Acomptes.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212195-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## **Organismes Extérieurs - Société Publique Locale (SPL) TaM - Avance en compte courant - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elles détiennent respectivement 31.08% et 68.92% du capital, et occupent respectivement 2 (dont la Présidence) et 5 postes sur 7 au sein du conseil d'administration (CA) de la société. La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et gestion d'un CFA.

Dans le cadre des projets structurants mis en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole (déploiement de la gratuité, réalisation de ligne 5 de tramway, rénovation du réseau actuel, ...) la SPL TaM constitue un outil majeur.

La crise liée à la Covid-19 a fortement impacté les comptes de la société TaM en 2020 comme en 2021 et 2022, entraînant une dégradation du fonds de roulement et de la trésorerie. Afin de limiter les impacts de cette crise économique, la société a fait appel à des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour un montant de 8 M € et a mis en place plusieurs actions pour limiter ses charges.

Compte tenu des difficultés de trésorerie rencontrées par la société qui fait face à un contexte économique complexe, en lien d'une part avec les conséquences de la crise sanitaire ayant entraîné une baisse de la fréquentation, et des recettes commerciales sur le réseau des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autre part avec les conséquences d'une crise énergétique induite par la hausse des coûts de l'énergie et des charges du réseau de transport, et afin d'éviter à la société d'avoir recours à des concours bancaires coûteux, l'actionnaire souhaite lui consentir une avance en compte courant d'associé. Conformément à l'article L.1522-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), *« les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, en leur qualité d'actionnaires, prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés dans les conditions définies à l'article L.1522-5. »*

Dans ce cadre, il est proposé que le Ville de Montpellier réalise un versement exceptionnel de 1 500 000 € sous forme d'apport en compte courant auprès de la SPL TaM.

En application des articles L.1522-4 et L.1522-5 du CGCT, et sur la base du rapport du représentant de la Ville de Montpellier au Conseil d'administration de la SPL, le Conseil d'Administration de la société, en date du 26 octobre 2022, a autorisé le principe d'une avance en compte courant d'associé de 3 000 000 € dont 1 500 000€ en provenance de la Ville de Montpellier et 1 500 000 € en provenance de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient ainsi à l'assemblée délibérante d'autoriser l'avance en compte courant de la Ville de Montpellier, notamment compte tenu des éléments ci-dessous vérifiés conformément à l'article L.1522-5 du CGCT.

Il s'agit de la première avance en compte courant d'associé. Il n'existe donc actuellement aucune avance en compte courant d'associés non remboursée à ce jour auprès de la SPL.

Les capitaux propres de la société au 31 décembre 2021, avant transformation de SAEML en SPL, restent supérieurs à la moitié du capital social. Les capitaux propres s'élèvent à 19 315 K € pour un capital de 4 286 K €.

La totalité des avances déjà consenties par la Ville de Montpellier à des SAEML et SPL n'excède pas, avec cette avance, 5% des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la collectivité.

Les avances en compte courant donnent lieu à une convention d'apport en compte courant intervenant entre chaque actionnaire et la SPL, régie par les dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT et prévoyant le montant de l'avance à verser en une seule fois à la date d'exécution de la convention.

L'avance de 1 500 000 € de la Ville de Montpellier est consentie à titre gracieux (non productive d'intérêts), pour une durée maximale de deux ans, renouvelable une fois sur accord express de la collectivité actionnaire.

Le remboursement de l'avance se fera à terminaison ou par anticipation selon le choix de la SPL. L'avance pourra aussi faire l'objet d'une transformation en capital au profit de la Ville de Montpellier ; elle pourra également faire l'objet d'un remboursement partiel et d'une transformation en capital.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'attribution d'une avance en compte courant d'associé de 1.5 M€ non productive d'intérêt à la SPL TaM visant à assurer le besoin de trésorerie court terme, pour une durée de deux ans à compter de la signature de la convention ;
- D'approuver les termes de la convention d'apport en compte courant ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Nadia AKIL, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention ACC Ville SPL TaM.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212267-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Conseil pour les droits et devoirs des familles (CDDF)	Christophe BOURDIN (titulaire) Sébastien COTE (suppléant)
La Graine – Conseil d'administration	Mustapha LAOUKIRI

Aucune autre candidature n'ayant été proposée, les désignations prennent effet immédiatement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Nadia AKIL, M. Christophe BOURDIN, M. Sébastien COTE, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-208756-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

## **Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de l'Assainissement - Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-5, D.2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et compte tenu des compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de ses communes membres, Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de l'assainissement au titre de l'année 2021, adopté lors du Conseil de Métropole du 4 octobre 2022. Ce rapport lui a été transmis par communication de la Métropole en date du 27 octobre 2022, selon les dispositions habituelles.

Le RPQS de l'assainissement a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, qui s'est réunie le 28 novembre 2022, conformément à l'article D.2224-3 du CGCT.

En 2021, le service public de l'assainissement concerne 1 500 km de réseaux d'eaux usées, 223 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 575 434 Equivalents-Habitants (EH) ; ce qui représente 34,8 millions de m<sup>3</sup> traités. Le territoire compte près de 123 889 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert plus de 99,5% de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-lès-Montpellier ont démarré en 2019 et se sont achevés en 2021 par la mise en service d'une 2<sup>ème</sup> file de traitement, la 1<sup>ère</sup> ayant été mise en service en 2020. D'une capacité de 3 000 EH, le nouvel ouvrage remplace l'ancienne station de traitement des eaux usées (STEU) et s'implante en lieu et place des lagunes. Pour un montant d'investissement de 1,7 M€ HT, cet ouvrage s'organise autour d'une filière de traitement par lits plantés de roseaux et permet de traiter la pollution carbonée, azotée ainsi que le phosphore.

Les travaux d'amélioration du fonctionnement de la STEU de Pignan-Saussan-Fabrègues ont été réalisés en 2021 pour un montant de 1 000 000 € HT. Ces travaux concernaient différentes étapes de la filière de traitement (prétraitements, réception des matières extérieures, traitement tertiaire, traitement de l'air) et ont permis de fiabiliser le fonctionnement de la station et de limiter les nuisances olfactives.

Pour l'exercice 2021, le montant des travaux réalisés sur les réseaux s'élève à 9,2 M € HT et les principales opérations menées ont été des travaux de renouvellement de 6,4 kms de réseaux (8,2 M € HT) et travaux de d'extension de réseau (1 M € HT).

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre du Code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la STEU MAERA a été délivré le 14 avril 2020. Cet arrêté autorise Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre l'exploitation du système d'assainissement MAERA et à réaliser les travaux de modernisation de la STEU.

La procédure de consultation relative au projet de modernisation a démarré en 2021 et se poursuivra en 2022. Elle vise, dans le cadre d'un Marché Global de Performances (MGP), à choisir un groupement d'entreprises qui sera en charge de la conception et de la réalisation des travaux ainsi que de l'exploitation de la station.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2020 à 61,5 M € TTC, dont 42,4 M € de dépenses d'investissement et 19,1 M € de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, sur la totalité des 31 communs membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la STEU MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEU MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Les contrats d'affermage conclus avec VEOLIA EAU ont été prolongés jusqu'au 31/12/2022.

Le prix de l'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2021, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,39 € HT par m<sup>3</sup>.

Les délégataires ont réalisé en 2021 des travaux de renouvellement pour 1,4 M € soit 6,9 M € en cumul depuis le début des contrats). Ils ont réalisé le curage préventif de 10,19 % du linéaire et ils ont mené 741 interventions sur le réseau et 641 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec le suivi de sondes de mesure sur le système MAERA et 71 points de mesure sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 126 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. La cellule effectue des interventions sur le terrain, en contrôle de branchement, en collaboration avec les délégataires. Des enquêtes sur des pollutions ponctuelles sont réalisées. Toutes sont déclenchées à la suite des alertes des usagers ou des institutions. En 2021, 13 épisodes de pollutions ont été signalés à la CRIDt. Parmi eux les dépotages sauvages d'une entreprise de vidange.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 654 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 196 contrôles a été effectué en 2021, dont 123 contrôles diagnostics de l'existant, 36 vérifications de la conception des travaux et 38 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Parmi les faits marquants de 2021, il est à noter que :

- Le Conseil de Métropole a acté le 23 mars 2021, le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- La modification des statuts de Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole le 14 décembre 2021 pour étendre l'objet de l'établissement public local et y intégrer l'assainissement ;
- La fin du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des systèmes d'assainissement des secteurs Est et Ouest de la Métropole au 31 décembre 2021 ;
- La Métropole, lauréate pour programme européen LIFE 2020 pour son projet LIFE REWA (Recycled Water).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de la mise à disposition du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RPQS Assainissement 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211726-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

## **Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de l'Eau Potable et de l'Eau Brute - Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-5, D.2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et compte tenu des compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de ses communes membres, Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute au titre de l'année 2021, adopté lors du Conseil de Métropole du 4 octobre 2022. Ce rapport lui a été transmis par communication de la Métropole en date du 27 octobre 2022, selon les dispositions habituelles.

Le RPQS de l'eau potable et de l'eau brute a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, qui s'est réunie le 28 novembre 2022, conformément à l'article D.2224-3 du CGCT.

### EAU POTABLE

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. La compétence eau potable est assurée selon le principe de représentation substitution sur 18 des

31 communes et en régie sur les 13 autres, soit 402 613 habitants (Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone).

En terme d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie de son service public de l'eau potable sur les treize communes et de son service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 24 membres, 16 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, 2 personnalités qualifiées et 2 représentants du personnel, tous à voix délibérative.

Les relations entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont été définies par une convention d'objectifs qui fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service. Cette dernière a été renouvelée pour une durée de deux ans par délibération en date du 29 mars 2021, qui a permis d'ajuster les objectifs assignés à la Régie et redéfinir les indicateurs nécessaires.

L'eau potable de la Régie des Eaux provient de 7 captages en service dont le principal est la Source du Lez. La fourniture en eau potable est assurée par près de 1 356 kms de réseaux d'adduction et de distribution, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m<sup>3</sup>, et une station de traitement d'eau potable en service d'une capacité de 2000 l/s, pour 82 456 abonnés.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement François-Arago à Montpellier. En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François-Arago, adaptée en conséquence.

Les Communes de Montpellier, Juvignac et Prades-le-Lez sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les Communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont alimentées par la source du Lez pour partie et des captages pour le reste. Seuls des forages locaux alimentent les Communes de Saint-Brès et Sussargues. Pour les Communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par l'eau du Bas-Rhône Languedoc traitée par l'usine de potabilisation de Vauguières, dont la gestion relève de Pays de l'Or Agglomération.

La tarification au 1<sup>er</sup> janvier 2021 est identique à celle votée en décembre 2015 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention d'objectifs la liant la Métropole, qui fixe la stabilité tarifaire sur cinq années. Le tarif fixé par la Régie se décompose comme suit :

- Une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de 9 € HT pour un compteur de 20 mm ou moins ;
- Une partie proportionnelle dont le montant est fixé à 1 € HT pour la tranche inférieure ou égale à une consommation de 120 m<sup>3</sup> par an et à 1,123 € HT pour la tranche supérieure à 120 m<sup>3</sup> par an.

Au global, sur l'année 2021, 31,3 millions de m<sup>3</sup> d'eau potable ont été produits, soit une diminution de 4,3% par rapport à 2020, 3,3 millions de m<sup>3</sup> achetés (-15% par rapport à 2020). Les volumes consommés représentent 25,5 millions de m<sup>3</sup> tout usage confondu (abonnés, eau de services tel que purges, nettoyage des réservoirs..., et volume consommés sans comptage notamment pour les bornes incendie, l'arrosage public...), soit une diminution de 2,3% par rapport à 2020.

Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de s'associer à l'ALEC pour mettre en place un programme « économie d'eau ».

L'ensemble des actions menées dans ce cadre ont permis de contribuer auprès des particuliers, des écoles, et des communes à faire baisser les consommations en eau : 18 communes adhérentes qui ont baissé de près de 14% leurs consommations en eau.

Un budget de 18 M€ a été consacré aux travaux. Cela concerne principalement des travaux :

- Sur les réservoirs : 7 ont été réhabilités ces dernières années, 5 autres réhabilitations sont à l'étude et la construction de 3 nouveaux réservoirs est envisagée pour sécuriser les alimentations en eau potable de Prades Le Lez, Montferrier sur Lez et Le Crès ;
- Sur les réseaux et branchements : 5 901 ml ont été repris ainsi que 357 branchements contribuant ainsi à l'amélioration des rendements des réseaux ;
- Sur les ouvrages structurants, majeurs et essentiels, les travaux de renforcement prévus au schéma directeur se poursuivent et certains ont été menés à leur terme permettant d'améliorer de façon significative le service apporté :
  - o Le renforcement de l'étage 105, sécurisant l'alimentation de la commune de Grabels et du Nord de Montpellier, soit 6,7 M€ se sont achevés en février 2021 avec la mise en service de la une station de pompage sur le site de Montmaur de 640 l/s → 710 l/s (horizon 2040). Un ouvrage complémentaire renforçant les réseaux du secteur sera réalisé en 2023 pour finaliser la sécurisation ;
  - o Une nouvelle unité de traitement d'eau potable de 750l/s à partir de l'eau brute de BRL sur le site de VALEDEAU à l'Est de Montpellier va venir secourir et renforcer l'usine F. ARAGO, routete de Mende. D'un coût de 27 M€, le marché de travaux a été notifié le 05/08/2021 à un groupement d'entreprises dont DEGREMONT est le mandataire. Les études de conception ont démarré en 2021 et s'achèveront en 2022 avec un démarrage des travaux prévu mi-2022. Les études réglementaires et environnementales ont été menées parallèlement sur l'année 2021. La mise en service prévisionnelle est programmée pour début 2024 ;
  - o Le renforcement et la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Brès, soit 1,7M€, est en cours avec la réalisation d'un piquage sur les réseaux d'alimentation en eau potable du SMGC, permettant le transfert d'eau depuis Baillargues vers les réservoirs existants de la commune de Saint-Brès, avec la création d'une unité de surpression (de 150 à 200 m<sup>3</sup>/h) à l'emplacement des stockages existants et le renforcement d'un réseau de distribution en sortie de surpresseur ;
  - o Le renouvellement et renforcement des 2 plus gros feeders d'eau potable, route de Mende en diamètre 1300 et 1000 dans le cadre des travaux connexes au tramway ligne 5 permettant de rénover des canalisations majeures essentielles dans le système d'alimentation en eau potable de la commune de Montpellier.

Progressivement, la Régie des Eaux améliore sa connaissance de son patrimoine et conforte ses données sur les linéaires de réseaux, nombre et linéaire de branchement.

En 2021, le linéaire de réseaux inspectés au titre de la recherche de fuite est de 632 km, le nombre de réparations de fuite a été de 402 interventions. Le rendement s'améliore et passe à 84,7%.

### EAU BRUTE

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc » dite « Eau Brute » de plein droit en lieu et place des communes membres. Le patrimoine du service public de l'eau brute de la Métropole se situe sur quatre sites distincts, en milieu urbain. Ces réseaux ont pour objet l'arrosage d'espaces verts publics ou privés afin de préserver les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Au global, sur l'année 2021, les volumes consommés représentent 251 059 m<sup>3</sup> tout usage confondu (eau

brute à usage divers, petits consommateurs, agricole, appoint incendie), soit une évolution de - 6,44 % par rapport à 2020.

L'accès à la ressource en eau brute représente un enjeu fort pour l'agriculture dans un contexte d'adaptation au changement climatique, de gestion économe des ressources en eau et de développement de l'agroécologie.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé fin novembre 2019 un nouveau schéma directeur de desserte en eau brute agricole pour réactualiser les besoins actuels et futurs et expertiser l'ensemble des solutions de desserte : renforcement et extension de réseaux hydrauliques, réutilisation d'eaux usées traitées, réutilisation de forages AEP abandonnés, retenues collinaires, etc.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de la mise à disposition du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable et de l'eau brute pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RPQS Eau potable et Eau brute 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211764-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

## **Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) - Collecte, tri, valorisation, sensibilisation, réduction des déchets et politique zéro déchet - Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-5, D2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et compte tenu des compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de ses communes membres, Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets au titre de l'année 2021, adopté lors du Conseil de Métropole du 31 mai 2022. Ce rapport lui a été transmis par communication de la Métropole en date du 27 Octobre 2022, selon les dispositions habituelles.

Le RPQS de prévention et de gestion des déchets a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, qui s'est réunie le 28 novembre 2022, conformément à l'article D2224-3 du CGCT.

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) public de prévention et de gestion des déchets est établi annuellement, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il



retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L. 1411-13 et L. 2224-17-1 du CGCT.

### **Les principaux faits marquants de l'exercice 2021 sont les suivants :**

Le défi que représente la gestion des déchets au niveau national sur le plan écologique et climatique, et particulièrement pour le territoire de la Métropole, dans un contexte réglementaire et financier contraint, impose de prendre des mesures à la hauteur des enjeux écologiques, environnementaux, économiques et sociétaux intrinsèquement liés, et en corrélation avec le plan climat air énergie territorial (PCAET).

L'accroissement régulier et important des coûts de traitement des déchets ultimes nécessite aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de tri et de réduction des déchets. Complémentairement, les réglementations européenne, nationale (Plan National de Prévention des déchets 2021-2027) et leur déclinaison au niveau local (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté en novembre 2019) placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

L'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en œuvre dès 2011 un premier Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Un nouveau PLPDMA est actuellement en cours d'élaboration, avec pour objectif son adoption à la mi-2022.

S'agissant des coûts d'élimination des refus, suite à la fermeture de l'installation de stockage de Castries fin 2019 sans que ne soit envisagées des solutions alternatives raisonnées, Montpellier Méditerranée Métropole a été contrainte de conclure et pour une durée de 4 ans, des marchés publics de prestations de services avec les opérateurs exploitant différentes installations de stockage et de valorisation énergétique de la région Occitanie pour disposer des capacités d'accueil et d'élimination des refus issus des unités de traitement (Demeter, Ametyst), des encombrants issus du service des déchèteries ainsi que des déchets divers issus du nettoyage de l'espace public. Ces contrats ont généré dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€, qui ne cessera d'augmenter au cours des futurs exercices, grévant fortement le budget de la Métropole pour l'avenir.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener une politique ambitieuse « Zéro Déchet » de prévention, de sensibilisation et d'incitation s'insérant parfaitement dans ces nouvelles priorités et visant à modifier les comportements. Cette stratégie, particulièrement proactive et à la mesure de l'importance du sujet, vise à réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables.

La nouvelle politique déchets de la Métropole se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet métropolitain vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières (tri sélectif, verre, textile...).

Les renouvellements des principaux contrats portés par le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau (les marchés de collecte entre janvier et juin 2023 ; la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité Ametyst en janvier 2025 ; le renouvellement du marché d'exploitation des déchèteries en août 2025 ainsi que celui du centre de tri DEMETER en janvier 2026) devront intégrer les objectifs stratégiques de ces nouvelles orientations politiques.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi développer une feuille de route Zéro Déchet impactant directement les comportements et le quotidien de chaque usager, et s'oriente vers une gestion optimisée, raisonnée et vertueuse des déchets, seule soutenable à court, moyen et long terme. Cette stratégie reposera ainsi sur quatre objectifs politiques forts, sans hiérarchie et qui se complètent les uns les autres :

- o Une optimisation de la collecte et de la captation des flux valorisables ;
- o Une amélioration des performances de valorisation de la filière de traitement ;
- o Une politique de prévention, de sensibilisation et d'incitation adaptée aux changements de comportement ;
- o Une dynamique d'économie circulaire à stimuler et à structurer.

L'ambition de la stratégie Zéro Déchet de Montpellier Méditerranée Métropole est d'impacter de façon décisive le service public de gestion des déchets et plus largement de façon transverse l'ensemble des domaines d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des usagers, qu'ils soient habitants ou commerçants. Il s'agit d'engendrer une dynamique vertueuse, qui s'avèrera irréversible, autour de la rationalisation des coûts et de l'optimisation de la collecte en vue d'une meilleure valorisation des flux, de créer un nouvel élan fédérant l'ensemble des énergies autour de la prévention, de la collecte, du tri et de la valorisation des déchets. Le déploiement de cette dynamique Zéro Déchet entraîne de fait l'émergence d'une nouvelle forme d'économie, dite « circulaire ». La Métropole, en se lançant dans cette stratégie Zéro Déchet à l'échelle d'un territoire en croissance et en constante évolution, fera figure de pionnière et de référence, prouvant qu'elle a pris toute la mesure des enjeux et de l'urgence écologique, environnementale, sociétale et financière que représente la gestion des déchets. Parallèlement, les effectifs du pôle Déchets et Cycles de l'Eau ont été significativement renforcés fin 2021 notamment en ce qui concerne la prévention et l'économie circulaire pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie zéro déchet.

La programmation pluriannuelle des investissements de Montpellier Méditerranée Métropole avec 151 M€ d'ici 2026 pour mieux préserver son environnement, dont 45 M€ pour la stratégie Zéro déchet, traduit déjà cette ambition en fléchant les crédits nécessaires.

#### La continuité du service pendant l'épisode de Covid-19

Le service public de gestion des déchets ménagers constitue un des piliers de l'hygiène et de la salubrité publique. Le maintien de sa capacité à garantir les niveaux de service nominaux a été la préoccupation permanente du Pôle DCE. En dehors d'une courte période de fermeture des déchèteries lors du premier confinement du printemps 2020, les services de collecte et traitement des déchets ménagers n'ont jamais été interrompus lors de la pandémie.

#### Concernant la prévention des déchets

La loi Transition Énergétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1er programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 Points Propreté de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes. Complémentairement, il convient de noter que les efforts en matière de sensibilisation et d'information des usagers ont permis en 2021 à la Métropole d'obtenir des performances de valorisation des déchets d'équipement électriques et électroniques supérieures à la moyenne nationale des collectivités urbaines.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux de réduction drastique des OMR et des DMA, Montpellier Méditerranée Métropole a acté en 2021 le lancement de son 2ème programme de prévention des déchets avec pour objectif de partager son ambition avec l'ensemble des acteurs du territoire, concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés, en les associant au processus d'élaboration et de suivi du programme. Ce programme réglementaire sera l'un des volets opérationnels de la nouvelle stratégie déchets en cours d'élaboration au niveau de la Métropole.

Pour mener à bien ce programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), structure de consultation et d'échanges prévue par la loi, a été constituée, et s'est réunie en février 2021 avec une cinquantaine de participants.

À la suite de cette réunion de lancement, 9 ateliers de travail se sont enchaînés au printemps portant sur 5 thématiques :

- Déchets des commerces ;
- Animation et sensibilisation de tous les publics ;
- Compostage ;
- Réemploi ;
- Préparation d'un appel à projets « Éco-consommation ».

Des fiches actions ont été élaborées et le PLPDMA sera finalisé et approuvé à la mi-2022.

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé les réflexions dans le cadre de la loi « Agec » qui dispose que « les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés » et ont l'obligation de permettre, par contrat ou par convention, aux personnes morales relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire qui en font la demande d'utiliser les déchèteries communales comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables ». En 2021, la Métropole a mené

les réflexions sur une première expérimentation de « Zone de Réemploi » au sein de la déchèterie de Baillargues/Castries : ce nouvel espace verra le jour au printemps 2022. Dans le cadre de sa politique zéro déchet, la Métropole s'engage dans une démarche d'évaluation et de labellisation d'économie circulaire ambitieuse, reconnue et soutenue par l'ADEME. Elle a œuvré notamment dès fin 2021 au développement de plusieurs ressourceries sur son territoire.

Parmi les actions de prévention et réduction des déchets menées en 2021, l'on peut citer en particulier :

- 2 000 composteurs individuels supplémentaires distribués et 74 sites collectifs (résidences, établissements d'enseignement, sites de bureaux) équipés gratuitement. Plus de 300 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombricomposteur, de composteur en bois ou de poules. Par ailleurs, la Métropole s'est rapprochée des Conseils de quartier et des associations pour mettre en place et co-gérer des composteurs de quartier, à l'instar de celui des Grisettes mis en place à l'été 2017. 9 nouveaux sites ont ainsi été installés en 2021 ;

- Des animations et des formations sur le compostage ont également été organisées, en partenariat avec l'association Compostons : inaugurations de sites, webinaires sur le compostage de quartier, soirée des référents composteurs, formations guides et référents de site ;

- Le lancement d'un appel à projet « réduction des déchets ménagers assimilés » avec une enveloppe de 100 000€ qui a permis de soutenir 7 associations dont les projets s'inscrivent dans la stratégie Zéro Déchet de la Métropole ;

- La promotion du réemploi au travers de collectes de proximité réalisées en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier) ;

- A l'occasion de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets du 20 au 28 novembre, et dans le cadre de sa politique zéro déchet, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé des animations de sensibilisation

à la réduction des déchets et des solutions à mettre en œuvre au quotidien pour y parvenir : • 25 animations scolaires sur le compostage et la réduction des déchets assurés par l'association APIEU dans des écoles de tout le territoire ;

- 45 écoles du territoire ont participé à la collecte de jouets au profit d'Emmaüs ;
- 2 collectes solidaires organisées à la Métropole de Montpellier et à l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- des animations lors des matchs d'handball (Montpellier / Elverum et Montpellier / Nîmes) afin de sensibiliser au tri et à la réduction des déchets dans le monde du sport, en partenariat avec le Club MHB ;
- Ouverture des visites du centre de tri DEMETER au grand public. Ce dispositif sera poursuivi pendant les vacances scolaires en 2022 ;

Dans un souci de développer l'éco-exemplarité de ses agents, un quizz interne sur la thématique de la réduction des déchets à destination des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS a été organisé. Les gagnants ont remporté un kit zéro déchet composé d'éléments achetés chez des commerçants du centre-ville de Montpellier.

Une distribution de 2 800 tasses a également été organisée pour les agents de la Métropole afin de limiter l'utilisation des gobelets aux machines à café et promouvoir le zéro déchet

### **Concernant la collecte et le tri des déchets**

#### **La simplification des consignes de tri :**

En juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a fait partie des 31 collectivités sélectionnées au niveau national dans le cadre du Plan de performance des territoires de Citeo pour déploiement de l'extension des consignes de tri. L'ensemble des habitants a ainsi bénéficié dès 2020 avec la remise en service du centre de tri Demeter modernisé, de la simplification du geste de tri à l'ensemble des emballages plastiques et petits aciers et aluminium.

Pour accompagner l'augmentation des volumes de tri, les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs de bac individuel.

Enfin, 76 colonnes d'apport volontaire ont été installées sur le domaine public dans les secteurs où les volumes de tri en bacs restaient insuffisants réparties comme suit :

- 17 colonnes enterrées (9 verre, 6 Tri Sélectif, 2 Ordures Ménagères) ;
- 59 colonnes aériennes (35 verre, 24 Tri Sélectif).

La modernisation du centre de tri a également rendu obsolètes les collectes sélectives du papier blanc mises en place dans certaines entreprises et établissements publics, le nouveau centre de tri permettant une valorisation plus poussée des gisements papiers collectés en mélange. Ainsi, la collecte des papiers blancs a été interrompue au mois de mai, les bénéficiaires étant invités à se reporter sur le bac de tri jaune.

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2021 la totalité des 130 371 tonnes de déchets résiduels (128 480 tonnes) et bio déchets (1 891 tonnes) collectés sur le territoire de la Métropole, tonnage en légère hausse par rapport à 2020 (+2,8%), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement pour élimination.

L'unité AMETYST a également accueilli 8 115 tonnes de déchets tiers, stable par rapport à 2020 mais en forte baisse par rapport à 2019 du fait de l'interruption des apports en provenance de l'unité Néoval de Salindres.

Le procédé « d'ultracriblage » mis en œuvre dans le cadre du nouveau contrat de délégation de service public démarré au 1er janvier 2015 a permis de produire 39 303 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 030 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées. La production d'énergie s'est établie à 35 316 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (34 385 en 2020). À terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes dont la réalisation est en cours de finalisation seront alimentés depuis AMETYST.

Il convient de noter que dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des MFSC – critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les matières fertilisantes et les supports de culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des matières fertilisantes et des supports de cultures (MFSC) ainsi que les impacts économiques sur les filières.

En l'état les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus au regard du process déployé sur l'unité Amétyst, aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR et obligerait à leur stockage en ISDnD, d'autant que les délais d'application envisagée ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique, fonctionne également conformément aux performances contractuelles. Par ailleurs, les travaux d'amélioration de l'exploitabilité du réseau biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation débuté mi-2019 ont été achevés fin 2020.

En ce qui concerne le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, Amétyst a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de

suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2021 une forte amélioration du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 423 K€ contre 1 229 K€ en 2020.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 20 005 K€ en hausse de 2 % par rapport à 2020, dont 18,4 M€ pour le chiffre d'affaires qui apparaît en hausse de + 715 K€.

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 13,4 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de +292 K€ soit +2 % par rapport à 2020. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « redevance transport » d'un montant de 2,4 M€, consécutive à la suppression dans le cadre de l'avenant n°2 de la redevance « refus » forfaitaire initiale.

Quatre principaux postes expliquent la hausse du chiffres d'affaires général :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 574 K€, en hausse de +24 K€ soit +4%, notamment liée à la hausse du volume des Biodéchets Tiers ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,7 M€ augmentent de +137 K€ par rapport à 2020 soit +4 % ;
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +300 K€, du fait de la reprise des cours sur le marché ;
- Enfin, les recettes issues du compost augmentent de +38 K€, la valorisation s'élevant à 58 K€ en 2021.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2021, la facturation des déchets tiers est de 124 435 €, elle s'élevait à 126 176 € pour 2020 et 92 K€ pour 2019.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18,6 M€ en hausse par rapport à 2020. Les charges fixes sont de 7 448 K€ en 2021, en baisse de -5 %, et s'élevaient à 7 830 K€ en 2020 et à 7 892 K€ en 2019. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2020, soit 4 422 K€ (contre 4 292 K€ en 2020).

L'entretien et le renouvellement des équipements a représenté 2,2 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel.

En 2021, la masse salariale qui s'élève à 3,2 M€ s'affiche en baisse par rapport aux exercices précédents (-342 K€ soit -10 %), et représente 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire diminuent de -132 K€ soit -22 %, notamment du fait du renfort exceptionnel de personnel en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

Les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont diminué de -238 K€ (- 7%) après avoir fortement progressé en 2020 avec un montant de 3,4 M€.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation.

### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)**

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait jusqu'en novembre 2019 les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst pour une capacité technique de 83 000 tonnes par an.

En effet, faute d'engagement des procédures visant à envisager l'exploitation d'un casier n°3, l'exploitation a pris fin au 30 novembre 2019, date du terme de l'autorisation d'exploiter le casier 2.

Ainsi, Au terme de l'instruction du dossier de cessation d'activité et de la procédure de consultation des entreprises, les travaux de couverture définitive du site seront conduits au 1er semestre 2022.

### **L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER**

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres.

L'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables. 28 562 tonnes ont ainsi été admises sur le centre de tri DEMETER en 2021. Il convient toutefois de noter que l'extension des consignes de tri s'est accompagnée sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national d'une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais entre 30% et 35% en lieu et place des 25% constatés avant modification des consignes.

Ce constat est partagé par un certain nombre de collectivités qui se sont engagées dans l'extension des consignes de tri. Afin d'améliorer la situation, l'éco-organisme **Citeo**, propose aux territoires volontaires un accompagnement renforcé dédié à l'Extension des Consignes de Tri (ECT) : **le Plan Boost ECT** qui consiste à accompagner la collectivité à la mise en place d'un programme de mesures pour optimiser ses performances de tri et la valorisation de ses déchets en déployant de nouvelles actions de communication et de sensibilisation pour créer une redynamisation des bons gestes autour des bacs/sacs/PAV jaunes, et intensifiant la mise en place de nouveaux équipement de collecte pour permettre aux usagers d'avoir des moyens à disposition pour trier leurs emballages et papiers. Ce plan sera élaboré au 1er semestre 2022 avec CITEO pour une mise en œuvre dans l'année à suivre.

### **La valorisation des déchets végétaux**

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont entièrement rénovée et exploitée en régie : en 2021 elle a traité 16 767 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

Par ailleurs, dans le cadre de la refonte du process d'exploitation et de gestion des flux sur la plateforme de Grammont, il est apparu opportun de confier la gestion de la plateforme de Grammont à des opérateurs privés qui gèrent de multiples plateformes sur lesquelles ils sont en mesure de mutualiser et d'amortir des engins mobiles capables d'intervenir pour des campagnes ponctuelles. Complémentairement, pour gérer les pics de production saisonniers du printemps et de l'automne, une surface de réserve supplémentaire, hors du site de Grammont lui-même, pourrait être mise à disposition pour assurer un stockage tampon et éviter l'engorgement de la plateforme de Grammont, permettant d'assurer la continuité de l'accueil des entreprises privées d'espaces verts clients. La consultation correspondante a été lancée à l'été 2021 pour un transfert de l'exploitation début 2022.

5 225 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

## **L'unité de valorisation énergétique Ocréal**

Le marché conclu avec la société OCREAL est arrivé à échéance au 30 juin 2019. Dans le cadre des contrats conclus pour l'élimination des refus des installations de traitement et des déchets ultimes de la Métropole, l'unité OCREAL est intégrée dans le panel des installations d'accueil.

## **Actions de communication**

L'accent a été mis sur la participation des habitants aux différentes actions de tri et de prévention des déchets au travers notamment des opérations de communication, de l'installation des composteurs de quartiers, d'animations scolaires...

Ainsi, les éco-messagers ont joué un rôle central dans le dispositif de sensibilisation : ils ont porté les messages du tri et de la prévention des déchets sur de nombreuses manifestations dont le World Clean Up Day, la Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets et auprès des foyers de la Métropole avec des sensibilisations en porte-à-porte en résidence. Ils ont par ailleurs accompagné 100 opérations de collecte mobile tout au long de l'année 2021 (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la remorque de tri (mini déchèterie) et contribué activement à la réussite du démarrage des composteurs collectifs.

En juin dernier, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé sa toute première édition du défi « Familles Zéro Déchet ». Pour cette première édition, 30 familles habitantes de la zone pilote Zéro Déchet ont été sélectionnées. L'association Montpellier Zéro Déchet a assuré la coordination et l'animation du défi en suivant les familles du mois de juin à fin décembre pour les aider à réduire leurs déchets. Tout au long du défi, les familles participantes ont été accompagnées dans la démarche zéro déchet afin de découvrir des solutions et adopter un mode de consommation plus responsable.

De septembre à novembre 2021, une opération de communication engageante a été réalisée sur 3 zones d'habitat collectif (Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et le quartier des Grisettes à Montpellier). 2 053 foyers ont été sensibilisés au tri et à la réduction des déchets et se sont engagés à réaliser un nouveau geste de tri ou de réduction de leurs déchets.

Un marché d'animations scolaires a été lancé sur les 33 écoles de la zone pilote (29 sur les 10 communes et 4 sur Montpellier) sur l'année scolaire 2021/2022. Ces animations scolaires sont assurées par l'association APIEU et ont pour objectifs principaux d'éveiller la conscience « éco-citoyenne » du jeune public des écoles de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'initier ces élèves à de nouveaux gestes de réduction des déchets (notamment au tri et au compostage).

## **Information et prise en charge des demandes des usagers**

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2021, 26 592 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 22 435 formulaires ont été enregistrés en 2021, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc 49 027 demandes qui ont été traitées par les services au titre de la gestion des déchets et de la propreté.



**En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :**

<b>Ordures Ménagères et Assimilées</b>	<b>Tonnages collectés 2021</b>
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	132 380
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	31 994
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 914

<b>Dépôts en déchèteries et autres encombrants</b>	<b>Tonnages collectés 2021</b>
Déchèteries	78 822
Encombrants collectés en porte à porte	8 698

Soit un total de 262 708 tonnes collectées en 2021, soit 528 kg par habitant, ratio en légère augmentation par rapport à 2020 (521 kg/hab), en raison principalement d'une forte augmentation des encombrants et matériaux collectés dans les déchèteries.

**Les principales données financières :**

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2021 s'élève, hors amortissement, à 4 786 005 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 78 021 915 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :

**Concernant la prévention et la collecte des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 23,55 M€ TTC ;
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 5,75 M€ TTC ;
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,91 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,02 M€ TTC ;

**Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 14,82 M€ TTC ;
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 19,62 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 4.57 M€ TTC ;
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,50 M€ TTC ;

-Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 2,07 M€ TTC ;

En dépenses d'investissement :

-Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0.27 M€ TTC ;

-Travaux sur le centre de tri Demeter : 2,29 M€ TTC.

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 12,35% a augmenté en 2021, a généré 85,27 M€ de recettes. Les collectes sélectives ont généré environ 6,87 M€ de recettes, dont 4,52 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 2,35 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

La redevance spéciale a représenté une recette de 3,77 M€ en 2021.

Les diverses recettes de gestion courante ont généré 0.29 M€.

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 28 novembre 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte du rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- rpqs\_dechets\_exercice2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## Procès-verbaux des Conseils municipaux du 28 juillet et du 11 octobre 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Les procès-verbaux des Conseils municipaux du 28 juillet et du 11 octobre 2022 sont annexés à la présente délibération accompagnée de la synthèse des décisions.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les procès-verbaux des Conseils municipaux du 28 juillet et du 11 octobre 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV - CM 28\_07\_2022

- PV - CM 11\_10\_22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-215929-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Prise de participation - Création d'une filiale SASU Toulouse Congrès - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Montpellier Events à hauteur de 9,29% du capital, aux côtés, notamment de Montpellier Méditerranée Métropole (35,54%), de la Région Occitanie (37,65%), du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). La Ville de Montpellier détient 2 sièges sur 18 au sein du Conseil d'Administration.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, La Ville de Montpellier a désigné Monsieur Roger-Yannick CHARTIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la société, aux côtés de Madame Célia SERRANO.

La SAEML Montpellier Events exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire.

La société est présidée par Cyril MEUNIER, représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, et dirigée par sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2021 de la société est de 54 salariés et un mandataire social.

La société Montpellier Events a récemment candidaté à la procédure de DSP relative à la gestion et l'exploitation du centre des Congrès Pierre-Baudis et des Espaces Vanel de Toulouse Métropole. Lors de son Conseil en date du 20 octobre 2022, Toulouse Métropole a attribué la délégation de service public à la société Montpellier Events pour une durée de 12 ans.

Dans cette perspective, l'ambition de Montpellier Events est de créer une synergie de rayonnement régional du tourisme d'affaires sur le plan national et international au profit des deux métropoles montpelliéraine et toulousaine. La localisation en centre-ville du Centre Pierre-Baudis et des Espaces Vanel s'inscrit ainsi dans l'axe d'une orientation « *Cœur de Villes Congrès en Occitanie* » et permettra de répondre aux attentes des usagers congressistes à la recherche d'une offre permettant de combiner affaires et tourisme de loisirs de proximité. Le début d'exploitation est prévu au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Dans le cadre de cette prochaine exploitation, le Conseil d'administration de Montpellier Events est ainsi amené à autoriser la création d'une filiale, société dédiée, sous forme de Société par Action Simplifiée Unipersonnelle (SASU) et dénommée « *Toulouse Congrès* ». La société disposera d'un capital de 500 000 € composé de 5000 actions d'une valeur nominale de 100 €. Cette société sera détenue à 100% par la SAEML Montpellier Events et sera présidée par la Directrice Générale de Montpellier Events.

Conformément aux statuts de la société Montpellier Events, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'administration de la société. Aussi toute prise de participation exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article* ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le principe d'une prise de participation de Montpellier Events portant création de la filiale SASU Toulouse Congrès, à hauteur de 100% du capital social, soit 500 000 € ;
- D'autoriser les représentants de la Ville de Montpellier au Conseil d'administration de Montpellier Events, à voter en faveur de cette création ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projets de statuts Toulouse Congrès.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211066-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville sportive**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER

**Coupe du monde de football - Redistribution aux clubs de football de la Ville de  
Montpellier du montant financier équivalent aux prestations de retransmission  
des matchs sur écrans géants - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

A l'instar d'autres collectivités françaises, la Ville Montpellier n'a pas souhaité diffuser les matchs de la coupe du monde de football 2022 au regard des conditions d'attribution et d'organisation par le pays hôte. Dans un contexte de sobriété énergétique la Ville a donc décidé de renoncer à l'utilisation d'écrans géants pour la diffusion des matchs.

En conséquence la Ville de Montpellier assurera la redistribution du coût d'un écran au profit des clubs amateurs de Montpellier. Il est donc proposé d'attribuer 2 500 € aux clubs affiliés à la Fédération Française de Football et comptant plus de 50 licenciés et justifiant de l'animation de plusieurs catégories d'âge.

L'objectif consiste à permettre à ces clubs, acteurs essentiels de la fonction éducative et sociale du sport, d'investir dans du matériel, de la logistique, de soutenir les déplacements des équipes pour la compétition ou des stages pendant les vacances scolaires, de contribuer à l'organisation de fêtes de fin d'année ou de fin de saison pour la jeunesse.

N° ASSOCIATION	STRUCTURE	N° DOSSIER	TYPE	ATTRIBUE
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	003653	F	2 500 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	003654	F	2 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	003669	F	2 500 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	003656	F	2 500 €
4913	ATLAS PAILLADE	003631	F	2 500 €
6459	AS CROIX D'ARGENT	003670	F	2 500 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	003657	F	2 500 €
102	FOOT CLUB PETIT BARD	003658	F	2 500 €
928	MUC FOOTBALL	003648	F	2 500 €
2608	RACING - CLUB LEMASSON MONTPELLIER	003659	F	2 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	003660	F	2 500 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	003661	F	2 500 €
<b>TOTAL</b>				<b>30 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions définies ci-dessus, sous réserves de signatures de la lettre d'engagement et de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michaël DELAFOSSE, M. Sophiane MANSOURIA.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- SPORTS - F 2022 maintien reconduct ou baisse.pdf
- SPORTS - LE 2022 hausse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211716-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ville sportive

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## Championnat d'Europe de judo - Soutien aux clubs de judo de la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'impose chaque année comme étant un lieu de prédilection des grands événements sportifs nationaux et internationaux. A ce titre, en plus d'être le centre de préparation aux Jeux de l'équipe de France de judo pour les compétitions internationales comme les Jeux Olympiques d'été de 2024, Montpellier accueillera en novembre 2023 les championnats d'Europe de Judo avec près de 700 combattants présents. Par ailleurs, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'inscriront dans la dynamique de l'opération « 1000 dojos » qui permettra le financement avec l'aide de l'Etat, de dojos sur le territoire.

La Ville de Montpellier souhaite accompagner ces actions qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Pour aider les associations de judo à mener à bien leurs activités et renforcer leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

N° Asso	Structure	n° dossier	Type	Attribué
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	003662	F*	1 500 €

826	MUC JUDO	003663	F	1 500 €
1682	JITA KYOEI JUDO	003666	F	1 500 €
4547	LA MAISON DU JUDO	003668	F	1 500 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	003664	F	1 500 €
<b>TOTAL</b>				<b>7 500 €</b>

\* F = fonctionnement

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions définies ci-dessus, sous réserves de signatures de la lettre d'engagement et de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre Engagement Fonctionnement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211728-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Culture et culture scientifique

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT

## **Œuvre "Up and down" de l'artiste JonOne offerte à la Ville de Montpellier - Mise à disposition du tableau auprès du musée Parcelle 473 - Convention de dépôt entre la Ville de Montpellier et le musée Parcelle 473 - Approbation**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'association Parcelle 473 gère un centre d'art urbain et contemporain, qui vient d'ouvrir ses portes à Montpellier, dans le quartier Malbosc, à proximité de la Mosson, au sein d'un ancien domaine viticole. Le centre Parcelle 473 propose à son public la découverte, entre autres, de l'histoire du mouvement artistique *street art* et graffiti à travers une collection permanente et des expositions temporaires. Il développe des actions d'éducation artistique et culturelle afin de faire découvrir l'art urbain au plus grand nombre et accueille des artistes en résidence, participant ainsi à la politique d'hospitalité aux artistes développée au sein de la Ville de Montpellier.

Persuadée que l'accès à la culture est un formidable vecteur d'émancipation pour les publics et soucieuse de favoriser la diffusion des arts, la Ville de Montpellier souhaite mettre à la disposition de Parcelle 473 l'œuvre « *Up and down* » de l'artiste JonOne.

Cette huile sur toile de 3 mètres sur 2 mètres a été offerte par l'artiste à la Ville de Montpellier en 2016, à l'occasion de l'exposition monographique « *JonOne – Above and below* » qui lui était consacrée au Carré Saint-Anne du 24 juin au 1<sup>er</sup> novembre 2015. L'acte notarié de donation, rédigé par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, a été signé le 25 février 2016 ; puis la donation a été officiellement acceptée par la Ville de Montpellier par la délibération du Conseil municipal n° 2016/114 du 31 mars 2016.

Une convention de dépôt entre la Ville de Montpellier et Parcelle 473 organise les conditions de cette mise à disposition en vue de l'exposition de cette œuvre dans les collections permanentes du centre d'art. Elle se fera à titre gracieux et pour une durée de 3 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de dépôt entre la Ville de Montpellier et le musée Parcelle 473 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Visuel tableau Up and down.pdf
- Acte notarié donation JonOne.pdf
- délib\_acceptation\_donation\_31032016.pdf
- Convention de dépôt Jonone vf.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-214040-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Commerce**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités et au ravalement  
obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin d'améliorer le cadre bâti dans les secteurs de protections patrimoniales, la Ville de Montpellier accorde des subventions au titre du dispositif d'aide à la rénovation des devantures commerciales renouvelée par délibération en date du 14 juin 2021.

Cette action est complétée sur le quartier Celleneuve par une aide attribuée par la Collectivité dans le cadre de travaux de ravalement obligatoire des façades régi par le code de la construction et de l'habitation instauré initialement par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 et dont le taux de subvention a été porté à 40 % du montant TTC des travaux subventionnables par délibération en date du 28 juin 2022.

Dans ce cadre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « Yoga Les Magnolias », salle de yoga

Propriétaire : Mme Caroline RACIONERO (SCI Les Magnolias)

**12 rue Magnol**

*Subvention travaux = 5 655 €*

**Montant à verser : 5 655,00 €**

Enseigne « Ground Zero », disquaire  
Gérant : M. Rémi SABOUL  
**6 rue Sainte Anne**  
*Subvention travaux = 1 318,33 €*  
**Montant à verser : 1 318,33 €**

Enseigne « Setòri », restauration sur place ou à emporter  
Propriétaire : M. Raphael BONNEFON  
**1 rue Balainvilliers**  
Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés  
*Subvention travaux = 7 139,44 €*  
*Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €*  
**Montant à verser : 3 944,72 €**

Mme Patricia DELAFOSSE  
Adresse : **7 rue du Bassin**  
Total des travaux de ravalement : 21 869,67 € TTC à 40 % de subvention  
**Montant à verser : 8 747,87 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'octroi de subventions pour un montant total de 19 665,92 € correspondant aux travaux de rénovation listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212169-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Commerce

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2023 - Avis du Conseil municipal**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « loi Macron » introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail par année civile. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil Municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouvertures dominicales pour l'année 2023 sont les suivants :

- Pour les secteurs d'activités du Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer, Electroménager-TV-HIFI ; du Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; du Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates soit les 15 janvier, 2 juillet, 26 novembre, 3, 10, 17 et 24 décembre 2023 ;
- Pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour 5 dates soit les 15 janvier, 12 mars, 11 juin, 17 septembre, 15 octobre 2023.

Le Conseil de Métropole s'est prononcé sur ces dates lors de sa séance du 6 décembre 2022.

En vertu notamment des dispositions de l'article L3132-27 du Code du travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2023 ;
- D'approuver les dates des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur de l'automobile seront autorisés à ouvrir en 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 20 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210686-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Mécénat et Promotion des  
produits d'excellence du  
territoire**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Promotion et développement des métiers d'art - Convention cadre de partenariat  
2023-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et  
Ateliers d'Art de France (AAF) - Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, dans le cadre de leur politique économique et d'attractivité du territoire ont décidé de renforcer, depuis plusieurs années, leur appui à la filière d'excellence des métiers d'art. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier soutiennent des actions visant à :

- Promouvoir l'attractivité internationale et touristique du territoire ;
- Accompagner l'innovation et la valorisation des savoir-faire d'excellence locaux du secteur de l'artisanat ;
- Développer des initiatives et actions d'appui (en termes immobilier, d'animation d'écosystèmes, d'appui à l'évènementiel, etc.) en faveur de l'artisanat, en particulier pour la filière des métiers d'art.

Dans ce contexte, depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France (AAF) afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. AAF est l'organisation professionnelle des métiers d'art, elle fédère plus de 6 000 artisans d'art, artistes de la matière et manufactures d'art. Elle s'est donnée une double mission : défendre/représenter les professionnels des métiers d'art et contribuer au développement économique du secteur en France et à l'international.

L'implantation d'AAF rue de l'Université (La Nef) ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art, également soutenu depuis 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, représentent un signal fort de ce partenariat. Ces actions contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « *Ville de Métiers d'Art* », en préservant et en valorisant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Considérant que les projets et actions menées par AAF contribuent aux objectifs des politiques développées par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et qu'ils présentent un intérêt local, il a été décidé en 2020 d'apporter un soutien à AAF par l'intermédiaire d'une convention cadre de partenariat sur 3 ans (2020, 2021 et 2022) qui accordait notamment une subvention de fonctionnement et la mise à disposition du Corum pour le salon Ob'Art.

Il est proposé de renouveler cette convention pour 3 ans (2023, 2024 et 2025). Cette nouvelle convention tripartite porte sur deux grands axes stratégiques :

- L'organisation annuelle du salon Ob'Art à Montpellier, avec le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le développement d'actions de promotion et de développement des métiers d'art.

Pour les éditions 2023, 2024 et 2025 du salon Ob'art, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, sous réserve du vote annuel en Conseil de Métropole et en Conseil Municipal d'une enveloppe de subvention dédiée, pourront attribuer à AAF une subvention d'un montant maximum respectivement fixé à 38 000 € et 40 000 € par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- AAF\_CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT 2023-2025.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210167-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Relations internationales

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Convention de mises à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Trois lieux municipaux gérés par la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales (MRI) Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment au service des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace



Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 16 décembre 2021 concernant les tarifs 2022 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

Il est donc proposé au conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations et structures partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King, en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2022, de manière ponctuelle, pour 35 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 28 041 €.

NOM	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORI- SATION / AVAN- TAGE EN NATURE
FRENCH AMERICAN CENTER	8/06/2022	CONFERENCE SUR LA REINE D'ANGLETERRE	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION LES COULEURS DU DANUBE	28/06 au 1 <sup>ER</sup> /07/2022	FETE DE LA BLOUSE ROUMAINE	Salle de réception de la MRI (tarif à la semaine)	658 €
AGROPOLIS INTERNATIONAL	5/07/2022	SOIREE D'OUVERTURE SUITE A LA CONFERENCE INTERNATIONALE « WORLDWIDE PERSPECTIVES ON GEOGRAPHICAL INDICATIONS »	Salle de réception de la MRI	912 €
CONSULAT DE TUNISIE	22 AU 26/07/2022	REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION TUNISIENNE	Grande salle Espace Martin Luther King (tarif à la semaine)	126 €
AMBASSADE D'UKRAINE	24/08/2022	FETE NATIONALE UKRAINIENNE	Salle de réception de la MRI	912 €
CENTRE COMMUNAUTAIRE JUIF	5 au 16/09/2022	EXPOSITION « SUR MESURE, DU PETIT TAILLEUR JUIF AU GRAND COUTURIER »	Salle de réception de la MRI (tarif à la quinzaine)	659 €
CCI Italie ET ASSOCIATION ITALIANI A MONTPELLIER E VICINANZE (AIMEV)	10/09/2022	CEREMONIE DE REMISE DE PRIX	Salle de réception de la MRI	912 €
AGROPOLIS INTERNATIONAL	12/09/2022	REUNION ANNUELLE DE L'ALLIANCE GLOBALE POUR L'AVENIR DE L'ALIMENTATION	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION IMAG'IN	13/09/2022	REUNION DE PRESENTATION	Salle de réception de la MRI	912 €
CONSULAT HONORAIRE DE POLOGNE	14/09/2022	CONFERENCE « LA POLOGNE, PAYS DE SITES PROTEGES DE L'UNESCO »	Salle de réception de la MRI	912 €

ASSOCIATION SCAND'OC	15/09/2022	REUNION COMITE	Salle de réception de la MRI	912 €
CONGRES MONDE DE DEMAIN	28/09/2022	RECEPTION SUITE AU COLLOQUE SUR LA POLLUTION PAR LES PLASTIQUES EN MEDITERRANEE	Salle de réception de la MRI	912 €
COLLECTIF MONTPELLIERAIN DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC	29/09/2022	CONFERENCE « CHYPRE AUJOURD'HUI »	Grande salle Espace Martin Luther King	314 €
RESEAU FRANÇAIS DES VILLES EDUCATIVES	29/09/2022	DINER	Salle de réception de la MRI	912 €
AFPS 34 et KAIROS34	1/10/2022	10EME ANNIVERSAIRE DU JUMELAGE MONTPELLIER/ BETHLEEM	Salle de réception de la MRI	912 €
AMBASSADE DE BULGARIE	1 ET 2/10/2022	ELECTION BULGARE	Salle de réception de la MRI	1824 €
MAISON DE HEIDELBERG	3 AU 7/10/2022	EXPOSITION POUR LA FETE NATIONALE ALLEMANDE	Salle de réception de la MRI (tarif à la semaine)	658 €
RAFAL	6/10/2022	ACCUEIL D'UNE DELEGATION ALLEMANDE	Salle de réception de la MRI	912 €
ATELIER DE RENCONTRES ET DE RECHERCHES COMPARATIVES EN ETHNOLOGIE (ARCE )	11/10/2022	CONFERENCE « VIVRE SOUS LA MENACE : LES SANS PAPIERS ET L'ETAT »	Grande salle Espace Martin Luther King	314 €
ASSOCIATION ATTAC	13/10/2022	CONFERENCE « UNE COMEDIE RURALE ET INTERNATIONALE »	Grande salle Espace Martin Luther King	314 €
ASSOCIATION IDENTITES ET PARTAGE ET ASSOCIATION COUP DE SOLEIL	20/10/2022	CONFERENCE SUR L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ALGERIE	Grande salle Espace Martin Luther King	314 €
FACULTE DE DROIT DE MONTPELLIER	11/11/2022	RECEPTION DANS LE CADRE DU CONGRES DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE	Salle de réception de la MRI	912 €
ARTISANS DU MONDE	19/11/2022	FORMATION	Grande salle Espace Martin Luther King	314 €
CONSULAT D'INDONESIE A MARSEILLE	19/11/2022	RENCONTRE DES RESSORTISSANTS INDONESIENS	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES 2	25/11/2022	INAUGURATION DU 17EME FESTIVAL DU CINEMA FECRECCAS	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION YUGO	24/11 AU 3/12/2022	SEMAINE DU JAPON EN OCCITANIE	Salle de réception de la MRI (tarif à la semaine)	658 €

MAISON DE HEIDELBERG	27/11/2022	ACCUEIL DELEGATION ALLEMANDE (BARCAMP)	Salle de réception de la MRI	912 €
CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ETUDES AGRONOMIQUES MEDITERRANEENNES (CIHEAM)	29/11/2022	60EME ANNIVERSAIRE DU CIHEAM	Salle de réception de la MRI	912 €
UNIVERSITE PAUL VALERY	30/11/2022	RENCONTRE LITTERAIRE AVEC L'ECRIVAIN POLINA PANASSENKO DANS LE CADRE DE LA MAISON DE LA FRANCOPHONIE	Salle de réception de la MRI	912 €
ASSOCIATION LES COULEURS DU DANUBE	1/12/2022	FETE NATIONALE ROUMAINE	Salle de réception de la MRI	912 €
CIRAD	7/12/2022	EXPOSITION DANS LE CADRE DU SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA RECHERCHE CACAOYERE	Salle de réception de la MRI	912 €
INSTITUT MEDITERRANEEN DU DEVELOPPEMENT HUMAIN (IMDH)	8/12/2022	CONFERENCE ET EXPOSITION DANS LE CADRE DU 68EME ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE	Salle de réception de la MRI	912 €
	17/12/2022	NOEL DES ENFANTS	Salle de réception de la MRI	912 €
COFSEC	10/12/2022	RENCONTRE ENTRE MONTPELLIERAIS ET HEIDELBERGEOIS PARTICIPANT AU PROGRAMME D'ECHANGE	Salle de réception de la MRI	912 €
CONSULAT GENERAL DE TUNISIE	10/12/2022	ELECTION LEGISLATIVE TUNISIENNE	Salle de réception de la MRI	912 €
<b>TOTAL</b>				<b>28 041 €</b>

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. Alban ZANCHIELLO.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modele\_convention\_temporaire\_de\_mise\_a\_disposition.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212562-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Relations internationales

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur de vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec l'international et les jumelages existants. Ces structures participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Afin d'aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

NUMERO ASSOCIATION	NOM DE L'ASSOCIATION	INTITULE DU PROJET	MONTANT ATTRIBUE
7781	QANTARA OCCITANIE	ACCOMPAGNEMENT ET INTEGRATION DES REFUGIES DANS LA SOCIETE FRANCAISE	7 370 €

4028	MONTPELLIER IVOIRE ASSOCIATION	FETE DE L'INDEPENDANCE IVOIRIENNE	1 000 €
1641	MONTPEL'LIBRE	RENCONTRES AFRIQUE FRANCE DU LOGICIEL LIBRE	1 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>9 370 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions définies ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ou de la convention d'attribution, le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et les lettres d'engagement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 Ville.pdf

- Convention projet 2022 ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211956-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Patrimoine historique

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## Église Notre-Dame-des-Tables - Demande de classement au titre des Monuments historiques d'un antependium (devant d'autel) du XVII<sup>e</sup> siècle - Approbation

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Construite sous la direction de l'architecte montpelliérain Jean GIRAL entre 1707 et 1748, l'ancienne chapelle du collège des Jésuites, est devenue église paroissiale Notre-Dame-des-Tables en 1802. Inscrite au titre des Monuments historiques en 1938, elle est ornée de nombreux objets mobiliers dont certains bénéficient d'une protection au titre des Monuments historiques.

En 2020, l'opération d'inventaire menée dans le cadre de la convention plan-objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie a permis l'identification d'un *antependium* ou devant d'autel du milieu ou troisième quart du XVII<sup>e</sup> siècle. Cette œuvre exceptionnelle tant par sa qualité que par sa rareté se présente sous la forme d'un tissu de lin rectangulaire rehaussé de broderies, à l'imitation des soieries de la même époque. Sur un fond brodé de perles de verre tubulaires nacrées, selon la technique dite « *broderie en jais* » (avec des reflets argentés formant des circonvolutions), se détache un décor brodé de fils de soie polychromes, selon la technique dite « *en chenille* » (un cartouche central de couleur ocre avec des feuilles d'acanthe, des fleurons et des grappes de raisin formant le cadre, entouré de deux cornes d'abondance d'où émanent des bouquets de fleurs stylisées, rinceaux feuillagés, grenades et grappes de raisin, aux couleurs chatoyantes), et au centre un médaillon circulaire peint sur toile figurant la Vierge à l'Enfant, copie interprétée d'après un tableau de Pierre MIGNARD (1612-1696) peint pendant son séjour romain et gravé en 1652.



Retrouvé dans les meubles de la sacristie, et intégré au maître-autel tabulaire moderne depuis une vingtaine d'années, il serait, d'après les sources orales, une œuvre des Visitandines installées à Montpellier en 1631 par l'Evêque Pierre DE FENOUILLET, ancien Chanoine de la cathédrale de Genève et ami de Saint François DE SALES, qui en fit la demande auprès de la Mère Jeanne DE CHANTAL, supérieure du couvent d'Annecy. La construction de leur couvent (rue de l'Université) commence dès 1632, tandis que l'église est consacrée en 1656. Si l'art de la broderie est pratiqué de tous temps dans les monastères féminins, les Visitandines l'ont exercé avec talent et sont connues pour leurs créations textiles aux décors somptueux.

L'analyse et l'étude préalable avant restauration réalisées en 2020 par Sophie VERGNE et en 2021 par Enora THEILLÈRE et Abigaël DAVID ainsi que la demande de protection formulée par la Ville de Montpellier, ont conduit à une inscription au titre des Monuments historiques examinée lors de la réunion de la Commission régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA) 3<sup>ème</sup> section-objets mobiliers du 15 mars 2022 avec avis favorable de classement (arrêté préfectoral du 10 août 2022).

Pour que cet objet remarquable, propriété de la Ville, puisse être classé au titre des Monuments historiques, le dossier doit être présenté en Commission nationale du Patrimoine et de l'Architecture (CNPA).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la présentation en Commission nationale du Patrimoine et de l'Architecture d'une demande de classement de l'*antependium* de l'église Notre-Dame des Tables au titre des Monuments historiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210665-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine historique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Convention de mise à disposition 2023-2027 par Montpellier Méditerranée  
Métropole de locaux de la médiathèque centrale Emile-Zola au bénéfice des  
Archives municipales de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

A la suite des délibérations du 28 novembre 2002 de la Ville de Montpellier et du 29 novembre 2002 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant transfert de la Ville à la Communauté d'Agglomération du bâtiment dénommé alors « *Bibliothèque centrale* », la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, mettait à disposition de la Ville de Montpellier des locaux destinés aux Archives municipales au sein de la médiathèque centrale Emile-Zola.

Dans cette optique, une convention avait été signée entre les deux institutions. Elle précisait notamment les modalités de mise à disposition et les conditions de remboursement, de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole, des charges liées à l'usage du bâtiment, sur la base d'un ratio de 8%, proportionnel aux surfaces occupées, appliqué à l'ensemble des dépenses communes engagées annuellement par la Métropole dans ce cadre (chauffage, électricité, contrats de prestation de service, frais de maintenance etc.).

Cette convention prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2003 pour une durée de 15 ans, est arrivée à échéance au 31 décembre 2017 et a été renouvelée pour 5 ans. Il convient aujourd'hui de reconduire pour cinq années supplémentaires cette mise à disposition.

Une nouvelle convention est ainsi proposée, pour 5 années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2027. Elle reprend les termes de la précédente en ce qui concerne les modalités de mise à disposition des espaces et les conditions de remboursement des charges liées à l'usage du bâtiment de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux de la médiathèque centrale Emile-Zola aux Archives municipales de Montpellier jusqu'au 31 décembre 2027 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention MAD EZ Archives 20232028.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210499-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

### Culture et culture scientifique

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Candidature - Convention d'attribution de subventions - Exercice 2022 - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 28 juillet 2022, le Conseil Municipal a décidé d'approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 300 000 € à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture. Cette association a vocation à constituer le support de la candidature du territoire élargi de Montpellier et des collectivités qui se sont unies autour d'un projet commun au titre de Capitale Européenne de la Culture. En particulier, établir le dossier de candidature, coordonner et animer les projets de partenariats, fixer les objectifs et orientations de la programmation culturelle et mobiliser les financements publics et privés.

Un premier appel à projets a été lancé, en mai dernier par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète et Sète Agglopôle, permettant d'enrichir la création et la diffusion artistique et patrimoniale autour de la candidature « *Montpellier 2028* » et de mobiliser l'ensemble des secteurs artistiques, culturels et patrimoniaux. Cet appel à projets a permis de retenir 50 projets, pour un montant global de 700 000 €, s'inscrivant dans l'ambition de la candidature de Montpellier 2028, proposant des actions artistiques, culturelles et patrimoniales pour tous les publics, dans une démarche de co-construction avec les habitantes et les habitants du territoire.

Pour permettre à l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture de poursuivre cet élan

et d'enrichir la programmation en lançant un second appel à projets, il convient de modifier la convention d'attribution de subvention qui lui a été accordée en l'autorisant à reverser tout ou partie de la subvention reçue, dans le cadre de son activité, via des appels à projets.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention d'attribution de subvention à Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Ville\_Subvention M 2028\_Avenant Convention d'attribution 2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211459-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville sportive**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

**Quartier Mosson - Les Hauts de Massane - Dénomination de la nouvelle base  
Nautique du Lac des Garrigues  
"Maison du Lac Alice Milliat" - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive et de réussite éducative, la Ville de Montpellier a réhabilité la Base Nautique du lac des Garrigues, aux Hauts de Massane. La Ville de Montpellier, propose que cet équipement porte le nom « *Maison du Lac Alice-Milliat* ». Elle sera ainsi le reflet de l'ensemble des actions sportives qui sont menées depuis des années sur cet équipement sportif envers les jeunes publics masculins et féminins.

Née le 5 mai 1884 à Nantes et décédée le 19 mai 1957 à Paris, Alice MILLIAT est la première dirigeante du sport féminin mondial. Sportive, elle pratique l'aviron à haut niveau ainsi que la natation et le hockey sur gazon.

Elle devient Présidente du club Fémina-Sport en 1915 et fait partie des fondatrices de la Fédération des Sociétés Féminines Sportives de France en 1917. Elle en deviendra d'ailleurs la Présidente dès 1919. Devant l'immobilisme des fédérations sportives à inclure des femmes dans le monde du sport, Alice MILLIAT voit plus grand et fonde en 1921 la Fédération sportive féminine internationale.

Elle fait de la participation des femmes aux Jeux Olympiques son plus grand combat et devant les multiples refus du Comité International Olympique (CIO) de les intégrer aux compétitions, elle décide d'organiser des compétitions féminines. Le premier meeting international féminin a lieu à Monte-Carlo en 1921 et la première édition des Jeux Mondiaux Féminins à Paris en 1922, nommés à l'époque les « *Jeux Olympiques Féminins* ». Quatre autres jeux mondiaux ont été organisés entre 1926 et 1934. A Londres en 1934, l'événement attire plus de 6000 spectateurs chaque jour.

Le succès de ces « *Jeux Olympiques Féminins* » est tel que le CIO autorise enfin les femmes à concourir dans le sport roi de l'olympisme moderne : l'athlétisme. Les premières athlètes y participeront à partir des Jeux Olympiques d'Amsterdam en 1928. Alice MILLIAT sera d'ailleurs invitée au jury des épreuves d'athlétisme de ces Jeux ; seule femme entourée de nombreux dirigeants masculins.

Bien que le CIO accepte d'organiser des compétitions féminines, il en profite également pour les mettre sous tutelle de fédérations dirigées par des hommes. La Fédération sportive féminine internationale est par exemple absorbée par la Fédération internationale d'athlétisme et s'éteint. Alice MILLIAT se retire alors mais nous a laissé un profond héritage, fondateur du sport féminin.

Au vu de son combat, Alice MILLIAT reste une figure encore trop méconnue de l'histoire du sport. Plusieurs villes ont donné son nom à une de leurs installations sportives, comme : une salle du stadium métropolitain de Nantes, la piscine Alice-Milliat à Pantin ou un gymnase à Bordeaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la dénomination de la base nautique du lac des Garrigues, le nom de « *Maison du lac Alice-Milliat* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211683-AR-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ville sportive

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

## Commission Montpellier Ville Sportive - Désignations - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 14 juin 2021, la Ville de Montpellier a créé la Commission Montpellier Ville Sportive ; la délibération fixe également sa composition et son fonctionnement.

Sur proposition de Monsieur le Maire, et après appel à candidatures, réalisé auprès du tissu associatif sportif de la ville, cette Commission Montpellier Ville Sportive est constituée de représentants ainsi désignés, pour une période allant jusqu'au 31 août 2024 :

- Monsieur Xavier DESGRANGES (ASBAM), Monsieur Benjamin BEAUFORT (MCHB) et Madame Céline ALLEGRE (MUC Omnisports) comme représentants des sports collectifs en salle ;
- Monsieur Daniel DELREY (ASPTT), Monsieur Nordine MAKTOUBI (FCPL) comme représentants des sports collectifs en extérieur ;
- Madame Emmanuelle BIGAT (Cheerleaders), comme représentantes des sports individuels en salle ;
- Madame Catherine LOUIS (Montpellier Canoë Kayak), comme représentante des sports individuels en extérieur ;

Des représentants institutionnels sont également désignés pour leurs qualités :

- Madame Isabelle DURAND de la Direction départementale UNSS Hérault ;
- Monsieur François BEAUCHARD, Directeur CREPS

- Madame Angèle CHOPARD, Directrice STAPS :
- Madame Alice BESSE, Directrice départementale USEP Hérault :
- Monsieur Pascal ETIENNE, Directeur de région académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports Occitanie (DRAJES) :
- Madame Safi N'DIAYE, Personnalité qualifiée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la désignation des membres de la Commission Montpellier Ville Sportive ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211226-AR-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Ville sportive**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

## **Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2022-2023 - Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active. L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

La Ville de Montpellier attribue par an à 275 associations, plus de 100 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements. Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 5 067 811,75 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés conformément à la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2021 fixant les tarifs pour 2022 applicables au domaine public occupé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- D'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 5 067 811,75 € ;
- De dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 38 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 21 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, M. Mohed ALTRAD, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Valorisation créneau Couverts Saison 2022 2023.pdf
- Valorisation créneaux Plein Air Saison 2022 2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210214-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RESSOURCES**

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville apaisée, respirable et  
numérique**

### **Présents :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Principe d'interdiction du recours aux traitements automatisés d'analyse d'image sur la base des données personnelles ou individuelles dans l'espace public de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis plusieurs années les propositions ou les expérimentations de dispositifs de vidéo dite « *augmentée* » se multiplient. Ces derniers analysent des images vidéo par des traitements automatisés dits « *d'intelligence artificielle* ». Ils proposent ainsi de suivre, tracer, détecter des événements ou des objets. Il est également possible de caractériser sans intervention humaine des personnes filmées (tranche d'âge, genre, comportement, etc.) ou encore de les identifier de manière unique par leurs caractéristiques biométriques (par exemple, forme du visage) ou non biométriques (caractérisation colorimétrique des vêtements portés, démarche...).

Les applications de l'intelligence artificielle dans le domaine de la vidéoprotection sont aujourd'hui de fait parmi les plus mises en avant et discutées. S'agissant de celles-ci la Ville de Montpellier s'est engagée depuis plusieurs années dans un programme pour la protection des espaces publics. Ce développement s'est accompagné du recrutement d'un nombre important d'opérateurs et la professionnalisation d'un service qui contribue aujourd'hui à la gestion des équipements et des espaces publics présents sur le territoire communal. Cette gestion s'organise en lien avec les services opérationnels de la Collectivité, les services de secours et de sécurité que sont la Police Nationale, la Police Municipale, la Gendarmerie, le Service Départemental d'Incendie et de Sécurité.

Parmi les nombreux usages présents ou à anticiper par l'intelligence artificielle, ceux portant sur le traitement d'image automatisé exposent à des applications grosses d'excès, de dérives potentielles pour certains d'entre eux, et aussi par accumulation d'usages étendus et mal maîtrisés, pour l'ensemble du corps social et de nos libertés fondamentales.

Le constat semble aujourd'hui établi que l'association de la vidéoprotection et de l'intelligence artificielle pour la reconnaissance automatisée des individus et des comportements individuels est susceptible de porter atteinte à de nombreuses libertés publiques, et que ses usages exposent à un risque de banalisation, par sa diffusion à bas bruit dans le quotidien ou par la porosité entre les usages qu'elle permet, comme le mentionne notamment un récent rapport sénatorial du 10 mai 2022.

Un pays comme la Chine illustre le cas d'un recours massif aux technologies de surveillance dans des buts qui dépassent la seule sécurisation de l'espace public. *A contrario* plusieurs municipalités des Etats-Unis (San-Francisco, Boston, Baltimore...) ont pris diverses dispositions interdisant le recours aux dispositifs de reconnaissance faciale notamment dans l'espace public.

En Europe et en France de multiples institutions, des vigies des libertés individuelles et de l'Etat de droit s'interrogent quant aux effets de l'intelligence artificielle sur le respect de la dignité humaine et de la vie privée, sur la protection des données, l'égalité et la non-discrimination, l'accès à la justice, l'accès aux droits sociaux, etc. Le Défenseur des Droits a souligné de son côté l'année dernière le risque accru de pratiques discriminatoires que peuvent induire les algorithmes d'analyse d'image. La Commission consultative des droits de l'Homme, autorité indépendante française, recommande quant à elle d'interdire l'identification biométrique à distance des personnes dans l'espace public et les lieux accessibles au public, sauf pour deux cas très précis relevant de menaces imminentes et avérées pour des intérêts vitaux.

Les enjeux sont donc forts, et sans attendre le règlement européen prévu à terme pour définir un cadre d'évaluation et de mise en œuvre de l'intelligence artificielle, il est de la responsabilité de la Collectivité d'indiquer clairement ses lignes rouges quant aux traitements mis en œuvre pour le compte de la Collectivité et sa détermination à conserver la maîtrise des règles, des méthodes dans son action au quotidien, sans la confier à des dispositifs techniques sur un seul critère d'efficacité ou d'efficience qui pourrait affaiblir à terme ou par accumulation les droits et libertés individuelles.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le principe d'interdiction du recours aux traitements automatisés d'analyse d'image sur la base des données personnelles ou individuelles dont la reconnaissance faciale ;
- D'approuver le principe de s'appuyer sur une démarche rigoureuse et ouverte pour garantir les principes et les libertés individuelles dans la mise à l'étude et en œuvre de traitements d'intelligence artificielle ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211720-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville apaisée, respirable et  
numérique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

### **Portail Hérault Data - Convention de partenariat pour la diffusion de données ouvertes entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis 2011 la Ville de Montpellier a initié une démarche de mise à disposition des données publiques (*open data*) dans une volonté à la fois de transparence, de modernisation de l'action publique de levier économique, et d'attractivité du territoire. La Ville publie ses données, avec celles des 30 autres communes membre de Montpellier Méditerranée Métropole sur le portail *Open Data* de la Métropole ([data.montpellier3m.fr](http://data.montpellier3m.fr)).

Cette démarche s'inscrit désormais pleinement dans la stratégie numérique portée par la ville et a été confortée par la loi République Numérique. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016, elle dispose que toutes les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants et 50 agents ont l'obligation de diffuser toutes leurs données publiques anonymisées (ayant des intérêts économiques, sanitaires, sociales et environnementales) dans des formats réutilisables, de manières gratuites et permanentes.

Depuis 2011, ce sont plusieurs centaines de milliers d'utilisateurs qui se sont connectés au portail (160 000 visiteurs en 2021 pour 280 000 téléchargements), 1 000 jeux de données publiés sur un grand nombre de thématiques : Transport, Urbanisme, Tourisme, Environnement, Citoyenneté, etc. De nombreux acteurs entrepreneuriaux et associatifs viennent régulièrement consulter les données produites par la Métropole et les réutilisent pour créer des sites et applications innovantes, dans une démarche d'ouverture et de partage (OpenStreetMap, Google Maps, Vélacité, Moovit, CNRS, Université de Montpellier, ...).

Dans ce contexte légal, la Ville se « *tourne vers la gestion de la donnée urbaine, pour s'assurer de sa qualité, de sa pérennité et de sa diffusion* ». La Ville ainsi que la Métropole se posent en tiers de confiance sur le respect de la vie privée, de l'indépendance vis-à-vis d'acteurs tiers et de la diffusion des données. Afin d'appliquer cette indépendance et sa souveraineté sur les données la Métropole applique un accès non privilégié et non discriminant à ses données, via l'unique canal de diffusion de l'*Open Data*.

Parallèlement le Département de l'Hérault propose à toutes les communes et EPCI de l'Hérault de diffuser gratuitement leurs données sur le portail *Hérault Data*. Ce portail est le fruit d'un partenariat durable avec la Région Occitanie, qui fournit des sites *Open Data* hautement performants à ses treize conseils départementaux.

La Politique *Open Data* du Département de l'Hérault s'inscrit dans le cadre de leur Stratégie de Développement des Usages et Services Numériques, au travers d'un axe fort sur le numérique et la citoyenneté. Par cette ambition appuyée par les élus, le Département accompagne gratuitement toutes les collectivités héraultaises pour l'ouverture et la valorisation de leurs données publiques. Plus de la moitié des EPCI du Département ont signé ce partenariat et plus d'un tiers de toutes les collectivités héraultaises ayant l'obligation légale de diffuser leurs données ont choisi *Hérault Data*.

Le Département souhaite initier cette démarche de partenariat avec Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en alliant les dynamiques communes et ambitions fortes d'ouverture des données de ces collectivités, via une convention de partenariat, entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault. Ce conventionnement représente plusieurs enjeux stratégiques et permettra ainsi d'affirmer une collaboration forte entre les deux collectivités autour de l'ouverture des données. De plus, cette convention représente des opportunités pour la Ville de Montpellier de profiter sans restriction de l'outil *Hérault Data* pour le partage et la visualisation de ses données, dans une vision complémentaire des deux plateformes. À cette fin et à partir des données de la Ville de Montpellier, le Département a déjà réalisé des cartographies en temps réel de la disponibilité des Vélomagg et de l'occupation des parkings en ouvrage de la Ville et Métropole, populaires auprès des utilisateurs d'*Hérault Data*.

Les termes de la délibération de la Métropole n°13586 sur la solution mutualisée d'une plateforme *Open Data* pour l'ensemble des 31 communes de la Métropole et pour son propre usage ne sont pas remis en cause par ce partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole continuera d'exploiter son propre portail *Open Data* qui restera la solution technique de diffusion des données des 31 communes de son territoire, dont la Ville de Montpellier, et de la Métropole, tout en profitant des fonctionnalités techniques d'*Hérault Data*, mises à disposition par la convention de partenariat

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, concernant le dispositif *Hérault Data* ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention\_CD34\_EPCI\_Communes\_OPENDATA\_VILLE MAIRE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210880-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS  
de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez,  
Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et Prades-le-Lez, pour l'achat de matériels de  
plomberie, de chauffage et d'arrosage - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez, Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et Prades-le-Lez, pour l'achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage.

La Ville de Montpellier, désignée coordonnateur du groupement, est notamment chargée, à ce titre, de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez, Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et Prades-le-Lez, pour l'achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Achat de matériels de plomberie de chauffage et d'arrosage.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-209329-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS  
de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez,  
Montferrier-sur-Lez et Grabels pour l'achat de matériels d'entretien des espaces  
verts - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-lez et Grabels pour l'achat de matériels d'entretien des espaces verts.

La Ville de Montpellier, désignée coordonnateur du groupement est notamment chargée, à ce titre, de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-lez et Grabels, pour l'achat de matériels d'entretien des espaces verts, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION groupement de commandes Matériels d'entretien des espaces verts.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-209297-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS  
de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-le-Lez,  
Montferrier-sur-Lez, Grabels, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone pour  
l'achat de matériels électriques et lampes - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Jacou, Castelnau-le-Lez, Montferrier-sur-lez, Grabels, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone, pour l'achat de matériels électriques et lampes.

La Ville de Montpellier, désignée coordonnateur du groupement est notamment chargée, à ce titre, de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Jacou, Castelnau-Le-Lez, Montferrier-sur-lez, Grabels, Prades-Le-Lez et Villeneuve-Lès-Maguelone, pour l'achat de matériels électriques et lampes, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Achat de matériels électriques et lampes.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-209340-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, François VASQUEZ

## Budget 2022 - Décision modificative n°1 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2022, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget.

La Décision Modificative du budget s'équilibre à **- 12 701 180, 00 € en fonctionnement** et à **- 42 812 808, 80 € en investissement**.

La Décision Modificative concernant le budget se présente de la façon suivante :

### BUDGET FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	237 630,00		237 630,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-190 807,00		-190 807,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-589 490,00		-589 490,00

933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	68 076,00		68 076,00
934	Santé et action sociale	-749 657,00		-749 657,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-1 045 727,00		-1 045 727,00
936	Action économique	-455 100,00		-455 100,00
938	Transports	40 000,00		40 000,00
943	Opérations financières	25 000,00		25 000,00
946	Transfert entre les sections		-13 770 000,00	-13 770 000,00
953	Virement à la section d'investissement		3 728 895,00	3 728 895,00
<b>Total</b>		<b>-2 660 075,00</b>	<b>-10 041 105,00</b>	<b>-12 701 180,00</b>

<b>FONCTIONNEMENT - RECETTES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
930	Administration Générale	463 877,00		463 877,00
931	Sécurité et salubrité publiques	787 563,00		787 563,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	397 000,00		397 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	201 720,00		201 720,00
934	Santé et action sociale	31 500,00		31 500,00
935	Aménagement des territoires et habitat	-186 238,00		-186 238,00
936	Action économique	763 360,00		763 360,00
940	Impositions directes	1 836 968,00		1 836 968,00
941	Autres impôts et taxes	-4 161,00		-4 161,00
942	Dotations et participations	117 231,00		117 231,00
946	Transfert entre les sections		-17 110 000,00	-17 110 000,00
<b>Total</b>		<b>4 408 820,00</b>	<b>-17 110 000,00</b>	<b>-12 701 180,00</b>

**BUDGET INVESTISSEMENT**

<b>INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
900	Administration Générale	-2 948 975,80		-2 948 975,80
901	Sécurité	-631 912,00		-631 912,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-4 654 627,00		-4 654 627,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-4 257 488,00		-4 257 488,00
904	Santé et action sociale	-694 421,00		-694 421,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-11 493 474,00		-11 493 474,00
906	Action économique	-425 346,00		-425 346,00
907	Environnement	-295 565,00		-295 565,00
923	Dettes et autres opérations financières	-301 000,00		-301 000,00
926	Transferts entre les sections		-17 110 000,00	-17 110 000,00
<b>Total</b>		<b>-25 702 808,80</b>	<b>-17 110 000,00</b>	<b>-42 812 808,80</b>

<b>INVESTISSEMENT - RECETTES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
900	Administration Générale	200 000,00		200 000,00
901	Sécurité	-15 000,00		-15 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-1 991 217,00		-1 991 217,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-224 000,00		-224 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-447 959,00		-447 959,00
922	Dotations et participations	995 523,00		995 523,00
923	Dettes et autres opérations financières	-31 289 050,80		-31 289 050,80
926	Transfert entre les sections		-13 770 000,00	-13 770 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		3 728 895,00	3 728 895,00
<b>Total</b>		<b>-32 771 703,80</b>	<b>-10 041 105,00</b>	<b>-42 812 808,80</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DM22 VIILE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212947A-BF-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, François VASQUEZ

## Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2023 - Autorisation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent. Le Maire est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. En outre, la M57, instruction budgétaire et comptable utilisée par la Ville prévoit que « *pour les dépenses d'investissement incluses dans une autorisation de programme, l'engagement s'effectue dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations de programme ouvertes au cours de l'exercice précédent* ».

### Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Chapitres	Libellés	Crédits votés en 2022	Ouverture de crédits 2023
930	Services généraux	75 673 190	75 673 190
931	Sécurité et salubrité publique	15 560 123	15 560 123
932	Enseignement, formation professionnelle apprentissage	85 728 195	85 728 195
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43 259 576	43 259 576
934	Santé et action sociale	47 348 539	47 348 539
935	Aménagement des territoires et habitat	19 263 147	19 263 147
936	Action économique	7 378 328	7 378 328
937	Environnement	1 891 450	1 891 450
938	Transports	5 683 207	5 683 207
940	Impositions directes	34 950 000	34 950 000
943	Opérations financières	4 273 000	4 273 000
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	309 000	309 000
946	Transferts entre les sections	27 311 500	27 311 500
<b>Total</b>		<b>368 629 255</b>	<b>368 629 255</b>

### Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2023, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, sont retracées dans les tableaux suivants :

Chapitre et Libellé		Crédits votées en 2022		1/4*	1/3	Ouverture de crédit 2023
900	Services généraux	hors AP	9 353 862	2 338 466		4 973 620
		en AP	7 905 464		2 635 155	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	875 619	218 905		388 637
		en AP	509 197		169 732	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	hors AP	12 603 715	3 150 929		10 937 701
		en AP	23 360 318		7 786 773	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	10 024 249	2 506 062		4 443 376
		en AP	5 811 941		1 937 314	
904	Santé et action sociale	hors AP	1 924 441	481 110		585 232
		en AP	312 364		104 121	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	18 747 616	4 686 904		17 251 666
		en AP	37 694 287		12 564 762	
906	Action économique	hors AP	241 705	60 426		85 772
		en AP	76 037		25 346	



907	Environnement	hors AP	12 688	3 172		288 505
		en AP	856 000		285 333	
921	Taxes non affectées	hors AP	92 435	23 109		23 109
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%)*	hors AP	69 641 460	59 143 061		59 143 061
925	Opérations patrimoniales	hors AP	5 771 000	1 442 750		1 442 750
926	Transferts entre les sections	hors AP	8 950 940	2 237 735		2 237 735
<b>Total</b>			<b>214 765 336</b>	<b>76 292 628</b>	<b>25 508 536</b>	<b>101 801 164</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, François VASQUEZ

## Admission en non valeur 2022 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les créances irrécouvrables et créances éteintes correspondent aux titres de recette émis par la collectivité pour lesquels le recouvrement ne peut être mené à son terme malgré les diligences du Comptable Public en charge du recouvrement.

Une créance peut être admise en non-valeur temporairement dans le cas d'une créance irrécouvrable ou définitivement dans le cas d'une créance éteinte. La procédure d'admission en non-valeur d'une créance correspond à un apurement comptable.

Dans le cadre d'une créance irrécouvrable, le titre de recette émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « *meilleure fortune* ».

Une créance éteinte résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité et qui s'oppose à toute action en recouvrement

Pour l'exercice 2022, les services du Comptable Public ont transmis à l'ordonnateur l'état des créances irrécouvrables ou éteintes. Il est proposé, après analyse des états transmis, d'accepter la procédure d'admission en non-valeur pour les montants maximum ci-dessous :

- 361 331, 72 € en créances irrécouvrables ;
- 97 022, 22 € en créances éteintes.

Les listes des titres concernés sont annexées à la présente délibération

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De donner suite à la proposition du Comptable Public d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables pour un montant maximum de 361 331, 72 € et les créances éteintes pour un montant maximum de 97 022, 22 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe délibération ANV 2022 Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211667-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Finances

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, François VASQUEZ

## Apurement des régies 2022 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville de Montpellier fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public. Sur la régie de la Maison pour Tous Voltaire, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 129,50 €.

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol. Le régisseur concerné a suivi la procédure définie. Un accord de sursis de paiement a été notifié au régisseur, à la suite de sa demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« *à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur* ».

Par la suite, la Ville de Montpellier a été destinataire de la demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par le régisseur. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur et une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

A la suite de la réunion relative à l'apurement des régies du 21 octobre dernier, en présence des services du SGC Métropole, il est proposé de bien vouloir donner un avis à la demande de remise gracieuse détaillée ci-dessous :

<b>Régies</b>	<b>Régis-seurs</b>	<b>Montant du déficit</b>	<b>Date du constat du déficit par le SGC Métropole</b>	<b>Circonstance du déficit</b>	<b>Proposition du Conseil Municipal</b>
Maison pour Tous Voltaire	Madame Sandrine MULLER	129.50 €	17 février 2022	Vol de la caisse laissée sans surveillance et non rangée dans le coffre à la fermeture de la Maison pour Tous	Remise gracieuse partielle avec un laissé à charge de 20€

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accorder une remise gracieuse partielle au régisseur cité ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210435-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, François VASQUEZ

**Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations -  
Principes et montants 2022 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n° V2019-532, la Ville de Montpellier a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes. Les provisions doivent être ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donnent lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Le montant des provisions ainsi que leur évolution sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Au 31 décembre 2021, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 18 929 439,03 euros et se répartissait de la façon suivante :

	Compte de Gestion au 31/12/2021
Litiges et contentieux	268 714,00
Restes à recouvrer	1 436 406,68
Liquidation et redressement judiciaire	916 814,49
Compte épargne temps	8 257 640,11
Congés reportés	2 629 553,10
Aide retour à l'emploi	3 320 447,61
Dépréciation Titres de participation	2 099 863,04
Total	18 929 439,03

Il est proposé au Conseil municipal de valider les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2022 :

- ✓ Provision pour litiges et contentieux : il est proposé de constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Collectivité. Elle est évaluée au regard du risque encouru ;
- ✓ Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : il est proposé de provisionner totalement les créances supérieures à 4 ans et de constituer une provision à hauteur de 15% des créances émises les 3 dernières années, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public ;
- ✓ Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : il est proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public ;
- ✓ Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, dès le 1er jour épargné ;
- ✓ Provision pour congés reportés : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être reportés sur l'exercice suivant ;
- ✓ Provision Aide Retour à l'Emploi : il est proposé de constituer une provision à hauteur du montant susceptible d'être versé ;
- ✓ Provision pour dépréciation des titres de participation : il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2022, les ajustements suivants maximum :



	Compte de Gestion au 31/12/2021	2022		Compte de Gestion au 31/12/2022
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	268 714,00	129 314,00	2 766 773,00	2 906 173,00
Créances irrecouvrables	1 436 406,68	244 954,55	169 926,95	1 361 379,08
Liquidation et redressement judiciaire	916 814,49	62 404,30	140 453,06	994 863,25
Compte épargne temps	8 257 640,11	0,00	1 287 394,25	9 545 034,36
Congés reportés	2 629 553,10	1 255 176,79	0,00	1 374 376,31
Aide Retour à l'Emploi	3 320 447,61	0.00	96 186,32	3 416 633,93
Provision Association de promotion des flux touristiques et économiques	0,00	0,00	707 464,50	707 464,50
Dépréciation Titres de participation	2 099 863,04	126 138,28	0.00	1 973 724,76
Total	18 929 439,03	1 817 987,92	5 168 198,02	22 279 649,19

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modalités de calcul et le montant maximum des provisions et dépréciations pour l'exercice 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210614-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## Adhésion au Groupement des Entreprises Française dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis 1977, l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) œuvre pour la lutte face au cancer et mène des actions de prévention, de solidarité et de soutien. Dans ce cadre, l'association est partenaire de Montpellier Méditerranée Métropole depuis plus de 10 ans, et il est proposé qu'elle devienne partenaire de la Ville de Montpellier à compter de 2022.

Son action se situe auprès des entreprises de la région Occitanie, en partenariat avec les chefs d'entreprise, les directions des ressources humaines, la médecine du travail pour mettre en place des programmes de sensibilisation et de prévention des risques des cancers en proposant des actions adaptées à chaque entreprise. Le GEFLUC propose notamment des conférences sur des démarches de prévention alcool, dépistages des cancers, hygiène de vie et le déploiement du programme Ge-Test, application d'évaluation des risques de cancer liés aux habitudes de vie, auprès des agents de la Ville.

Le programme Ge-Test permettra aux agents d'évaluer leurs habitudes individuelles de vie, grâce à un outil ludique, sans culpabilisation, dans le respect de l'anonymat et de la protection des données. Ce test consiste en un questionnaire précis à renseigner directement sur une application en ligne. Les algorithmes élaborés par le GEFLUC permettent ensuite à chaque utilisateur d'obtenir un rapport détaillé sur ses propres habitudes et leurs niveaux de risques : alimentation, tabac, activité physique... Ce programme permet

également d'obtenir une photographie précise, à l'échelle d'un service ou de l'ensemble des agents, sur les risques liés aux habitudes de vie. Ces risques sont détaillés et hiérarchisés et l'étude qui en est faite sera transmise à la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier est libre des suites à donner à cette évaluation. Le programme Ge-Test a déjà été initié à la Police Municipale et le CSU (Centre de Surveillance Urbaine).

Pour profiter de ces actions, il est nécessaire que la Ville adhère à cette association, en signant une convention d'adhésion. Cela implique le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 5 000 € au titre de l'année 2022. La convention avec le GEFLUC couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022.

Cette demande d'adhésion s'inscrit ainsi plus globalement dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association GEFLUC pour l'année 2022 ;
- D'approuver les termes de la convention d'adhésion entre la Ville de Montpellier et l'association GELFUC ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ConvVilleMontpellierGefluc2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Ressources humaines et dialogue social**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application du décret n°2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n°2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, il est proposé pour l'exercice 2023 la reconduction, au sein des services de la Ville de Montpellier, de la prime d'intéressement à la performance collective.

**Bénéficiaires :**

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

### **Montant :**

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n°2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

### **Conditions de versement :**

En application de l'article 5 du décret n°2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, les agents doivent être présents au moins trois mois sur la période de référence de six mois (comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 30 juin 2023).

Dans le calcul de cette durée effective de présence sont pris en compte :

- Les congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- Les congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- Les congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- Les congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- Les formations professionnelles, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

De même, pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein.

La durée de présence effective permet de définir les bénéficiaires à savoir les agents présents au moins 3 mois sur la période de référence (comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2023).

### **Objectifs pris en compte :**

Compte tenu du contexte de contraintes budgétaires et des enjeux de maintien d'un service public de qualité, il est proposé de définir comme objectifs au titre de l'année 2023 :

- Le maintien de la trajectoire financière :
  - o D'une part, dans la perspective des nouveaux accords de contractualisation avec l'Etat ;
  - o D'autre part, au regard des mesures liées au plan de sobriété et accélération de la transition énergétique voté en Conseil municipal du 11 octobre 2022.
- L'implication et la participation au Projet d'Administration dans sa phase d'élaboration et à la mise en œuvre des actions qui en découleront.

### **Versement de la prime :**

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints et suit les mêmes règles que le traitement (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

Les absences prises en compte dans le calcul de la proratisation du montant de la prime sont les suivantes : disponibilité, congé sans solde, congé parental, maladie et accident de service, toutes les autorisations spéciales d'absences (sauf récupération), grève, exclusion et absences injustifiées, avec application d'un seuil de 10 jours avant impact sur la retenue.

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Le coût total de cette prime est estimé à 1 325 000 € en année pleine.

Le comité technique a été saisi pour avis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les modalités d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 4 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210509-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## **Relations institutionnelles - Avenant aux conventions des services communs - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la Métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des

réorganisations il convient d'élargir le service commun suivant afin de répondre aux enjeux organisationnels :

**Le service commun du Pôle Solidarités** dont l'objectif est de porter de façon transversale les enjeux d'égalités, de cohésion sociale et de réponse aux besoins des habitants sur la base de projets de territoire à construire/élaborer et de développer des partenariats et renforcer les liens/coordination avec Etat, Département, Région et CAF. Ce service commun est rattaché à la Ville de Montpellier.

La convention de service commun précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

Ce service commun a fait l'objet d'un avis des comités techniques en date du 21 novembre 2022 pour la Ville et du 17 novembre 2022 pour la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle des Solidarités ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 20221109 PSOL CONVENTION 2023.docx.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210480-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## Police Municipale - Astreinte de sécurité - Modification - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « *l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés* ».

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

L'évolution des activités de la police municipale, sur la commune de Montpellier ainsi que la réorganisation du service en direction, conduit à revoir le fonctionnement de l'astreinte de sécurité tout au long de l'année, de jour comme de nuit, 7 jours sur 7, en prenant également en compte l'évolution des espaces publics et des risques naturels.

L'astreinte de sécurité concerne les agents amenés à intervenir lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent (situation de crise ou de pré-crise). Dans ce cadre, les agents de la police municipale peuvent être amenés à intervenir pour tout évènement important impactant le territoire communal et relevant soit de la sécurité civile, soit de la sûreté (évènement climatique, incendie, risque attentat...).

Les agents sont appelés pour des mises en sécurité urgentes ou pour participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un évènement soudain ou imprévu. L'objectif est d'assurer la continuité du service public, de garantir la sécurité et le bon fonctionnement des équipements, installations et locaux, et de maintenir la sécurité des usagers du domaine public.

Cette astreinte reposera sur les critères suivants :

- Basée sur le volontariat, sauf pour les opérateurs du PC radio pour qui cette astreinte est obligatoire et fait partie des contraintes liées au poste occupé ;
- Domiciliation de l'agent sur un temps de trajet d'une heure maximum (référence Mappy).

L'astreinte concernera :

- 2 opérateurs du PC radio (commandement Jour) ;
- 14 agents des unités de proximité, voie publique, d'appui et de soutien.

Un planning sera mis en place par le bureau d'ordre.

Les agents concernés seront mobilisables sur une semaine complète, à savoir du lundi à partir de 20h au lundi suivant jusqu'à 20h.

Cette astreinte se substitue à l'astreinte saisonnière (dite « cévenole ») adoptée par délibération n°2016/192 en Conseil municipal du 28 avril 2016.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions en vigueur fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, n°V2017/412 du 23 novembre 2017 et n°V2018-238 du 26 juin 2018.

La mise en œuvre de l'organisation proposée est prévue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le Comité Technique a été saisi pour avis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise en œuvre d'une astreinte sécurité pour les agents de la police municipale telle qu'énoncée ci-dessus ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210915-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès d'organismes  
extérieurs - Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Centre de Culture Contemporaine, La Panacée et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts sont réunis au sein d'un **Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC), Montpellier Contemporain (MoCo)**. L'objectif de cette structure est de maîtriser toute la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation des étudiants jusqu'à l'exposition des œuvres en passant par la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Il est soumis à l'approbation du Conseil, le renouvellement de la mise à disposition d'un agent titulaire catégorie C relevant de la filière animation de la Ville de Montpellier auprès du Centre Culturel la Panacée de l'EPCC MoCo.

La mise à disposition s'effectuera à temps complet pour une durée maximale allant jusqu'au 31 décembre 2022.

De même, la Ville de Montpellier met à la disposition de **l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg** un agent titulaire de catégorie A à temps complet, assurant les fonctions de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg, afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville.

Il est proposé d'approuver le renouvellement de la mise à disposition de cet agent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, par délibération adoptée en séance du 28 juin 2022, la Ville de Montpellier a approuvé la mise à disposition de deux agents titulaires à temps complet de catégorie C, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, au profit du **Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC)**. Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Il a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel.

Il est proposé de mettre à disposition du COSC un agent supplémentaire, titulaire de catégorie C, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, en vue d'assurer les missions d'assistante administrative pour la mise en application des décisions du COSC et pour assurer en particulier l'accueil des personnels adhérents dans le cadre de leur démarche ou de leur participation aux activités. La mise à disposition s'effectuera du 15 janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Ces mises à disposition nécessitent la signature de conventions de mise à disposition.

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique, notamment les articles L.512-6 et suivants et de l'article 2 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, ces mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. Ainsi, il est prévu que l'EPCC MoCo, l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg et le COSC remboursent à la Ville de Montpellier, chacun en ce qui les concerne, la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata du temps de mise à disposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et les structures d'accueil, l'EPCC MoCo, l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg et le COSC ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, Mme Agnès ROBIN, M. Alban ZANCHIELLO.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2022\_Renouvellement MAD MoCo\_convention LASJAUNIAS.docx

- 2023\_MAD Heidelberg\_convention JAUREGUI

- 2023 - COSC\_Projet convention de MAD\_GINESTE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210960-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture : 22/12/22

Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## Modification du mode de gestion du Tableau des Emplois et des Effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant. Il appartient au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Le Tableau des Emplois et des Effectifs (TEE) est la liste de ces emplois ouverts par la collectivité, classés par cadres d'emplois et distingués par une durée hebdomadaire de travail. Aujourd'hui le TEE de la Ville est présenté par créations et suppressions des **grades**. Il est proposé de faire évoluer la gestion du TEE de la Ville avec une présentation des créations et suppressions pour chaque poste, avec son identification et le **cadre d'emplois** ouvert.

Un tableau des effectifs par postes et cadres d'emplois permet d'analyser l'évolution des besoins RH de la collectivité, au fil de l'activité de ses services (transferts de compétences, mutualisations, évolution de la réglementation...). Il constitue un outil d'analyse quantitative et qualitative de l'évolution des postes à des fins de prospective. Il s'agit de faire du tableau des emplois et des effectifs un **outil de gestion prévisionnelle des emplois et compétences**.

⇒ ***Création de l'ensemble des postes permanents par cadre d'emplois et suppression de l'ensemble des postes permanents par grade après avis du Comité Technique du 18 novembre 2022***

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur la suppression de l'ensemble des postes permanents de la Ville de Montpellier sous l'ancienne forme (par grade), offrant la possibilité de pouvoir les recréer sous leur nouvelle présentation.

⇒ ***Comment lire le tableau ?***

Il est proposé en annexe 1 le TEE de la Ville de Montpellier sous sa forme annexée aux documents budgétaires (Budget prévisionnel et Compte administratif). Ce tableau, représentant la cartographie de des effectifs à l'instant T est aujourd'hui soumis au vote de l'Assemblée Délibérante comme base de référence permettant d'acter la création de l'ensemble des postes par cadre d'emplois.

L'effectif budgétaire détermine le nombre de postes ouverts par cadre d'emplois dont la Ville doit assurer le financement (autorisation budgétaire). *Par exemple, actuellement il y a 272 postes ouverts dans le cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture.*

Le tableau sous sa forme budgétaire ne permet pas :

- De connaître le nombre de postes théoriques par cadre d'emplois tels que présentés dans les organigrammes lors des projets d'organisation. *Par exemple, l'effectif budgétaire des auxiliaires de puériculture ne prend pas en compte les agents qui sont adjoints techniques. Ceux-ci sont comptabilisés dans l'effectif budgétaire du cadre d'emplois des adjoints techniques ;*
- De connaître les écarts entre le calibrage théorique des postes et le cadre d'emplois des agents qui occupent effectivement les fonctions.

Ce tableau est le cadre budgétaire dans lequel évolue la collectivité, il permet d'appréhender les postes qui composent la masse salariale. Un poste dans l'effectif budgétaire équivaut à un financement.

C'est pourquoi, afin d'éclairer l'avis du Conseil municipal sur le TEE, il est proposé d'adjoindre à cette affaire une annexe sur l'analyse des postes. En annexe 2 est présenté le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, par catégorie et par pôle. Il s'agit des postes présentés dans les dossiers de réorganisations au sein des organigrammes.

Les données de ces tableaux sont issues du nouveau tableau de gestion des emplois et des effectifs mis en place à l'occasion du passage à la gestion par cadre d'emplois. Celui-ci servira de base de travail pour les prochaines affaires de modification du TEE qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la modification du mode de gestion et les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 TEE.pdf

- Annexe 2 Nombre total de postes.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211030-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément au changement du mode de gestion du tableau des emplois et des effectifs (TEE – gestion par cadre d'emplois), il est proposé en annexe 1 une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Pour chaque poste, il est présenté le calibrage théorique, adopté lors des réorganisations dans les organigrammes, et le cadre d'emplois détenu par l'agent qui occupe effectivement les fonctions (adéquation cadre d'emplois poste/ agent). Il s'agit d'un focus détaillant par poste les évolutions du tableau des effectifs. Mais cette approche ne permet pas d'avoir une vision globale de l'organisation de la Collectivité. Il sera donc présenté pour chaque affaire du TEE, l'impact des modifications sur le tableau des emplois et des effectifs dans sa version document budgétaire. Ainsi ce tableau, mais aussi les éléments de synthèse, seront mis à jour. Ils permettront à l'Assemblée Délibérante d'avoir un suivi global et dans le temps de l'évolution des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces

emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité, après avis du Comité Technique du 15 novembre 2022 :

### **I. Créations de postes permanents**

Quarante-quatre postes sont proposés à la création dans le cadre des dossiers de réorganisation présentés en Comité Technique :

- Huit postes pour le Pôle petite enfance ;
- Huit postes pour le Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen ;
- Dix-huit postes pour le Pôle sécurité et tranquillité publique ;
- Huit postes pour le Pôle solidarités ;
- Deux postes pour le Pôle biodiversité, paysage, agroécologie et alimentation.

Trois postes sont proposés à la création pour doter le Pôle patrimoine immobilier et le Pôle éducation de moyens supplémentaires.

La liste des quarante-sept postes concernés est présentée en annexe 2.

### **II. Transformations de postes permanents**

Soixante-quatre postes sont proposés à la transformation dans le cadre des dossiers de réorganisation présentés en Comité Technique :

- Soixante-deux postes pour le Pôle petite enfance ;
- Deux postes pour le Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen.

Trois postes sont proposés à la transformation pour acter des augmentations de temps de travail, deux postes du Pôle solidarités et un poste du Pôle petite enfance.

La liste des soixante-sept postes concernés est présentée en annexe 3.

### **III. Suppressions de postes**

Il est proposé de supprimer deux cent quarante-neuf postes suite aux dossiers de réorganisation présentés en Comité Technique :

- Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel : soixante-onze postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole et deux postes sont supprimés suite à la réorganisation ;
- Pôle moyens généraux : cent-quatre postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle numérique et données : quarante-cinq postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle patrimoine immobilier : deux postes sont supprimés dont un suite à sa mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle proximité espaces publics : deux postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle sports : dix-sept postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle stratégie foncière et immobilière : six postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole.

Il est aussi proposé la suppression de cinq postes suite à des départs définitifs des agents et à un changement dans la gestion des postes qui se trouvent en dehors des Pôles.

Enfin il est proposé la suppression treize postes au Pôle éducation en raison de la fin des besoins (NOE et fermetures de classes).

La liste des deux cent soixante-sept postes concernés est présentée en annexe 4.

#### **IV. Mise en conformité**

Il est proposé la mise en conformité de deux postes au Pôle petite enfance et au Pôle éducation tel que présenté en annexe 5.

#### **V. Synthèse des évolutions des postes permanents**

Il est présenté en annexe 6 le TEE dans sa version budgétaire et en annexe 7 le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

#### **VI. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 8.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 Lexique.pdf
- Annexe 2 créations.pdf
- Annexe 3 Transformations.pdf
- Annexe 4 Suppressions.pdf
- Annexe 5 Mise en conformité.pdf
- Annexe 6 TE CA.pdf
- Annexe 7 Postes théoriques.pdf
- Annexe 8 Confirmations.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212147-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

## Composition des Commissions du Conseil municipal - Désignation d'un nouveau membre de la commission Ressources - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément à la délibération n° V2020-158 du 5 octobre 2020, le Conseil municipal de Montpellier dispose de quatre commissions thématiques :

- Commission Ressources ;
- Commission Rayonnement et Attractivité du territoire ;
- Commission Services à la population et Cohésion sociale ;
- Commission Aménagement durable du territoire.

Le nombre d'élus membres par commission a été fixé à 9 par la même délibération.

Monsieur Max LEVITA a démissionné du Conseil municipal le 1<sup>er</sup> octobre 2022. Il quitte aussi, de fait, la commission Ressources dont il était membre. Cette commission se compose donc aujourd'hui de seulement 8 membres, et il convient de désigner en remplacement un nouveau membre.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) les commissions doivent respecter « *le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale* ». La démission de Monsieur LEVITA entraîne une non-représentation du groupe politique *Montpellier Citoyens*, alors que l'ensemble des autres groupes politiques est représenté dans cette commission. Le groupe *Montpellier Citoyens* est donc prioritaire pour obtenir le siège vacant.

Monsieur le Maire propose la désignation de Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI, avec l'accord de ce dernier, également Président du groupe *Montpellier Citoyens*.

La commission Ressources serait donc ainsi composée :

- Fanny DOMBRE-COSTE ;
- Michel ASLANIAN ;
- Caroline DUFOIX ;
- Manu REYNAUD ;
- Catherine RIBOT ;
- Georges ARDISSON ;
- Alenka DOULAIN ;
- Salim JAWHARI ;
- Abdi EL KANDOOUSSI.

Il est proposé de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, Max LEVITA était également le Président de la commission Ressources ; il conviendra donc aussi de procéder à l'élection d'un nouveau Président. Cependant, conformément à l'article 42 du Règlement intérieur du Conseil municipal, ce Président n'est pas élu en séance de Conseil municipal, mais lors de la prochaine réunion de la commission Ressources, par les membres de cette commission.

**A été élu :**

**- Abdi EL KANDOOUSSI.**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la nouvelle composition de la commission Ressources ;
- De procéder à la désignation des membres de cette commission par un vote à main levée ;
- De prendre acte que l'élection du nouveau Président de cette commission sera organisée lors de la prochaine réunion de la commission ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-208793-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE**

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Ville fraternelle et solidaire**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Alban ZANCHIELLO

## **Hôtel de Ville solidaire - Dispositif pour les fêtes de fin d'année 2022 - Repas solidaires préparés par la cuisine centrale - Partenariat avec le SDIS et SOS Amitié - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La période des fêtes de fin d'année est une période où l'isolement se fait, pour les personnes les plus vulnérables, cruellement sentir. Dans la continuité des Etats Généraux de la Solidarité pour l'aide alimentaire, la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien aux festivités du collectif des associations solidaires œuvrant auprès des publics en situation de précarité ou d'isolement, et mettre à disposition la salle des rencontres de l'Hôtel de Ville durant la nuit du 24 décembre 2022 pour accueillir les personnes les plus fragiles.

L'Hôtel de Ville de Montpellier, maison commune de tous les Montpelliérains, sera identifié à cette occasion comme un grand lieu de solidarité proposant :

- Un espace repas chaud à emporter sur le parvis de l'hôtel de Ville ;
- Un espace repas chaud sur place dans la salle des rencontres agrémenté d'animations de distributions de cadeaux et de distributions de boissons chaudes.

La Ville s'engage sur :

- La préparation de 1 000 repas chauds réalisés par les équipes de la cuisine centrale, et la mise à disposition du matériel de conservation et de chauffe destiné à servir les espaces de repas sur place et à emporter pour un montant de 4 500 € TTC (4,5 € x 1000 repas) ;
- La mise à disposition de la salle des Rencontres, sa terrasse, sa cuisine et son vestiaire pour l'organisation de cette soirée de partage, pour un montant valorisable de 3 350 € TTC ;
- La proposition des outils de communication à destination des accueils solidaires de la ville pour informer les personnes souffrant de précarité ;
- Un soutien à la mobilisation des bénévoles : une page dédiée sur le site internet de la ville permettra aux volontaires de s'inscrire pour devenir bénévoles de la soirée du Noël Solidaire, à partir du 1<sup>er</sup> décembre. L'équipe de bénévoles constituée grâce à ces inscriptions en ligne permettra de compléter les équipes des associations présentes afin d'accueillir et orienter le public. Ce procédé testé dans le cadre du Noël Solidaire aura vocation à être reconduit au besoin pour d'autres manifestations nécessitant la mobilisation de bénévoles sur un événementiel de la Ville.

Il est également proposé de reconduire le partenariat, pour l'organisation d'une cellule d'écoute, avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) et avec l'association SOS Amitié. L'Hôtel de Ville de Montpellier accueillera, le 24 décembre au soir, de 17h00 à 23h, des bénévoles formés à l'écoute, qui pourront répondre aux appels de personnes isolées reçus via un numéro vert mis en place par la Ville.

En ouverture de la quinzaine des fêtes, plusieurs événements seront également soutenus au sein du tissu associatif. Les services de la Ville en coordination avec le SIAO communiqueront sur les actions de solidarités spécifiques aux fêtes de fin d'année et diffuseront les informations via le réseau du collectif solidaire, le site internet de la ville et des dépliants.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le programme d'ouverture de l'Hôtel de Ville pour des fêtes de fin d'année solidaires et le partenariat avec le SDIS 34 et SOS Amitié pour l'organisation de la cellule d'écoute du 24 décembre 2022 ;
- D'approuver la production et la distribution de 1 000 repas par la Ville de Montpellier lors du repas du 24 décembre 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212363-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Petite enfance et Place de  
l'enfant dans la Ville**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Convention Territoriale Globale (CTG) 2022-2026 entre la Ville de Montpellier et  
la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement, signé tous les 4 ans entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Hérault. Il contribue, d'une part, au développement et à l'optimisation de l'offre d'accueil sur un territoire ciblé et, d'autre part, à apporter une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants.

Le CEJ de la Ville de Montpellier arrivant à échéance le 31 décembre 2022, il convient de conclure avec la CAF, en lieu et place une Convention Territoriale Globale (CTG), qui remplace les CEJ. En effet, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) a mis fin aux CEJ considérant que ce dispositif était complexe et inégalement mis en œuvre sur les territoires.

Cette nouvelle CTG vise à développer un partenariat global autour du projet de territoire porté par la Ville. Elle fixe le cadre stratégique des relations contractuelles entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Montpellier sur les thématiques petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale et permet notamment de soutenir le développement de l'offre d'accueil des 0-3 ans, de services d'accueil et d'information aux familles, d'actions jeunesse, d'actions parentalité et la coordination des politiques enfance et jeunesse.



Les « *bonus territoire* » CTG remplacent la prestation du CEJ et seront désormais directement versés aux gestionnaires et non plus à la Ville. Par ailleurs, les postes de coordination cofinancés dans le cadre du CEJ doivent évoluer vers des postes de « *chargés de coopération* » qui doivent impulser et coordonner l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'actions de la CTG en forte transversalité interne et externe.

Le dossier d'élaboration de la CTG comprend un diagnostic social du territoire, une présentation des enjeux du territoire et un plan d'actions à décliner en matière de petite enfance, d'enfance, de jeunesse, de parentalité et d'animation sociale du territoire et les modalités de mise en œuvre et de suivi de la CTG.

## **LE CONTRAT**

Tout au long de l'année 2022, la Ville a travaillé en lien étroit avec la CAF au dossier d'élaboration de la CTG.

Le diagnostic de territoire a été rédigé sur la base de l'Analyse des besoins Sociaux du Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS) réalisée en 2022 et des portraits de territoire des Quartiers Politique de la Ville (QPV) élaborés en 2021 dans le cadre du contrat de ville. Il s'articule autour d'un état des lieux relatif à la population et au territoire, à l'habitat et au cadre de vie, aux équipements et services et à la vie économique. A ce diagnostic, s'ajoute un bilan de la période contractuelle CEJ 2019-2022.

Le document rappelle aussi la place centrale donnée aux enfants, à leur famille et à la jeunesse par la Ville de Montpellier, comme en témoigne nombre de ses actions : adhésion au réseau UNESCO Villes apprenantes, au label UNICEF Ville amie des enfants et plus récemment au réseau international Villes des enfants, porté par l'association Francesco-Tonucci. D'autres actions sont présentées, telles que le soutien scolaire gratuit, public et laïc, la concertation Montpellier Ecoles 2030, la cité éducative sur le quartier de la Mosson, etc.

A partir du diagnostic, des perspectives de développement et des priorités que s'est fixées la Ville, un plan d'actions a pu être défini autour des priorités suivantes :

### **Pour la petite enfance :**

Trois grands axes principaux sont déclinés et détaillés dans le contrat :

1. L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville d'ici à la fin du mandat et l'inclusion de l'enfant dans la ville pour faire de Montpellier une ville à hauteur d'enfant et du petit enfant ;
2. L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance ;
3. Promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

### **Pour l'enfance :**

Les trois axes déclinés sont issus du Projet Educatif de Territoire (PEDT) et portent une attention particulière sur la question de l'inclusion des enfants en situation de handicap :

1. Mobiliser les temps périscolaires et extrascolaires pour favoriser l'éveil des enfants en renforçant la qualité des interventions sur les temps péri et extrascolaires et en assurant une meilleure cohérence éducative entre tous les professionnels de l'éducation ;
2. Renforcer les conditions d'une école accueillante favorisant la scolarisation de tous les enfants avec besoin spécifique. Un travail en lien avec les partenaires s'est engagé afin de trouver les leviers les plus adaptés pour ce faire ;

3. Agir pour un climat scolaire apaisé en luttant contre le harcèlement scolaire et en prenant plus en compte la parole des enfants.

### **Pour la jeunesse et l'animation de la vie sociale à travers les Maisons Pour Tous :**

Une nouvelle feuille de route a été fixée à ces deux politiques en 2022 ; elles seront déclinées opérationnellement en 2022 et 2023.

S'agissant des Maisons Pour Tous :

1. Confirmer la dynamique centre social pour toutes les Maisons Pour Tous ;
2. Valoriser les ressources en matière d'animation au service des publics prioritaires (adolescents, publics éloignés, culture, ville à hauteur d'enfant) ;
3. Favoriser leur mise en réseau ;
4. Accompagner leur modernisation.

S'agissant de la jeunesse :

1. Assurer une coordination des acteurs de la jeunesse ;
2. Renforcer l'accueil et l'information des jeunes ;
3. Développer et valoriser les actions en faveur de la santé, l'emploi et le logement des jeunes ;
4. Développer les actions et outils pour favoriser l'accès à la culture, aux sports, aux loisirs, à la citoyenneté ;
5. Soutenir l'engagement et la créativité des jeunes.

### **LES FINANCEMENTS**

Sur le volet petite enfance, le financement des places existantes en établissement d'accueil du jeune enfant municipal avoisinera les 2 M€ (données transmises par la CAF – les montants seront stabilisés après clôture des bilans d'activités). Le développement des 449 places en crèche sera soutenu financièrement selon un « *bonus territoire* » CTG majoré pour les nouvelles places (2 750 € selon le barème 2022 pour les communes relevant du groupe 4).

Sur le volet enfance et jeunesse, en application d'une directive de la CNAF déjà applicable dans le cadre du CEJ actuel, il n'est plus possible de percevoir de nouveaux financements pour le fonctionnement des accueils de loisirs 3/17 ans, les séjours et les actions de pilotage. La CAF continue à accompagner diverses actions jeunesse sur d'autres enveloppes comme de nouvelles offres de loisirs, des séjours, des actions portées par les jeunes... Aussi, le financement des places municipales existantes avoisinera les 490 000 € (les montants seront stabilisés après clôture des bilans d'activités). Ce montant est revalorisé de plus de 200 000 € par rapport à l'existant, les planchers ayant été revalorisés et les accueils de loisirs périscolaires pris en compte.

Des échanges sont prévus avec la CNAF afin d'affiner les aspects financiers qui font l'objet de conventions spécifiques.

Par ailleurs, le financement des postes de « *chargés de coopération* » apporté par la CAF restera au même niveau que ce que prévoyait le CEJ. Ainsi, la CAF cofinancera 7,5 ETP pour la Ville.

Enfin, le passage à la CTG entraîne une révision des flux financiers entre la CAF, la Ville et les associations, puisque la CAF versera directement à partir de 2023 le bonus CTG aux gestionnaires publics et privés, alors que jusqu'en 2022, la Ville percevait les recettes qui venaient en atténuation des dépenses effectuées pour soutenir les acteurs. De ce fait, la Ville engagée aux côtés de ses partenaires associatifs, poursuivra son soutien dont le montant sera revu dans le cadre du vote du Budget Primitif 2023 pour déduire avant versement la participation dorénavant directe de la CAF.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la signature de la Convention Territoriale Globale 2022-2026 entre la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention CTG 2022-2026.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211717-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de  
l'Hérault - Contrôle des critères de décence dans le logement - Avenant n°2 -  
Modifications des conditions financières - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis la mise en œuvre de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR), la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a développé un instrument incitatif et coercitif, favorisant des travaux de conformité : la conservation de l'aide au logement. C'est un véritable levier pour la mise en conformité des logements contribuant ainsi à l'assainissement du parc immobilier dégradé.

Par délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2018, la Ville a conclu avec la CAF de l'Hérault, une convention partenariale de lutte contre la non décence des logements, permettant de clarifier et d'améliorer l'intervention publique pour l'usager. Cette convention a habilité le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville à réaliser des constats de non décence et des constats après travaux, conformément à la note interministérielle du 5 mars 2017 qui désigne les SCHS comme les partenaires privilégiés dans cette lutte.

Par délibération du Conseil municipal du 30 novembre 2020, la Ville a approuvé un avenant n°1 qui adapte la volumétrie annuelle des constats financiers à 210 diagnostics réalisés par le SCHS.

En 2021, le bilan de ce partenariat est positif puisqu'il a conduit à la mise en œuvre des travaux nécessaires, par les propriétaires, dans 116 logements devenus désormais décents. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2022, 90 constats de non décence ont été réalisés par le SCHS.

Une augmentation du montant de la contribution financière allouée par la CAF à la Ville a été décidée, soit une évolution de 100 € à 150 € par dossier. Par conséquent, il est nécessaire d'établir un avenant n°2 afin de modifier l'article 9 « *Disposition Financière* » de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de partenariat sur le contrôle des critères de décence dans le logement, entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer l'avenant n°2, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 2 CAF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210262-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Mikel SEBLIN

**Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) - Composition des  
instances - Modalités de fonctionnement et d'organisation - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le projet de création d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF) a été présenté en Conseil municipal, lors de la séance du 29 mars 2022. Dans cette perspective, un groupe de travail fédérant divers partenaires et acteurs de la Ville a, dans la foulée, été mis en place, dans le but de définir les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette future instance.

Pour rappel, le Conseil pour les droits et devoirs des familles est un dispositif initié par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance. Il a vocation à soutenir les parents d'enfants mineurs posant des troubles à la tranquillité, à la sécurité ou à l'ordre public. Il vise à poser les bases d'un cadre d'écoute et de dialogue en vue de mesures d'accompagnement, ainsi que du suivi de leur mise en œuvre. L'ambition est donc de conseiller et de soutenir les parents dans l'exercice de leur autorité. Le CDDF complète, par la même, les outils et dispositifs initiés depuis le début du mandat en matière de prévention de la délinquance.

Ainsi, les travaux coopératifs mis en œuvre ces derniers mois ont permis l'élaboration de deux documents réglant l'organisation du dispositif pour le territoire de la Ville de Montpellier.

- La « *Charte de déontologie et de partage de l'information* » fixe les modalités de circulation des données à caractère confidentiel en lien avec les situations, précise la nature des informations partagées et identifie les principes de sécurisation. Le document se situe dans le prolongement de la Charte déontologique sur l'échange d'informations nominatives mise en œuvre dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;

- La « *Charte de fonctionnement* » précise, quant à elle, les situations pouvant justifier la saisine du dispositif et les publics concernés. Elle définit également les rôles et missions du « *coordinateur du dispositif* » émanant de la Mission prévention de la délinquance de la Ville, du « *groupe de veille technique* » et de « *l'instance de représentation du CDDF* » dans le schéma organisationnel. Le document fait du principe d'adhésion des familles, l'un des éléments fondateurs du dispositif.

Le « *groupe de veille technique* » est l'instance qui, dans le schéma organisationnel, sera chargée d'identifier les actions pouvant figurer dans le « *parcours* » proposé aux parents et aux mineurs concernés une fois le coordinateur du dispositif saisi sur une situation. Il pourra, par ailleurs, préconiser l'audition des parents par l'instance de représentation du CDDF.

Il est proposé que le groupe de veille technique soit composé de la façon suivante :

- Le coordonnateur du CDDF ;
- Un représentant du Programme de réussite éducative (CCAS) ;
- Un professionnel de la Direction de l'éducation de la Ville ;
- Un professionnel de l'Espace jeunesse de la Ville ;
- Un professionnel de la Protection judiciaire de la jeunesse ;
- Un cadre de la Maison départementale des solidarités (Conseil Départemental) ;
- Un cadre éducatif de l'association APS 34 ;
- Un représentant des services de l'Éducation nationale ;
- Un délégué du Préfet ;
- Un membre de « *l'Équipe mobile ado* » du CHU.

L'auteur de la saisine pourra, en fonction des situations, également être associé aux réunions techniques.

« *L'instance représentative du CDDF* » est celle qui recevra les parents pour les écouter, les informer sur leurs droits et devoirs et leur adresser des recommandations afin de prévenir des comportements susceptibles de causer des troubles à autrui voire de mettre l'enfant en danger.

L'ambition sera donc :

- D'entendre et de permettre l'expression de la famille sans formalisme ;
- De vérifier le niveau de conscience des parents sur la gravité de la situation et des risques encourus ;
- De mesurer leur volonté et leur capacité à vouloir surmonter leurs difficultés ;
- D'obtenir l'adhésion des parents aux solutions préconisées par le CDDF ou leur accord de la saisine des autres autorités compétentes ;
- D'orienter les parents vers des dispositifs plus appropriés et/ou de les informer d'une transmission aux autorités compétentes.

La proposition est que l'instance représentative soit composée du Conseiller municipal délégué au CDDF ou de son suppléant (animateur de séance) et de deux représentants de l'État nommés par le Préfet. Le secrétariat et la préparation des séances seront assurés par le coordinateur du dispositif répondant de la Mission Prévention de la délinquance de la Ville de Montpellier, dans le cadre du CLSPD.

Les contenus de la « *Charte de fonctionnement* » et de la « *Charte de déontologie et de partage de l'information* » ont été techniquement entérinés par les acteurs ayant participé aux travaux coopératifs. Ces derniers ont été favorisés par la qualité du dialogue entretenu avec les services de l'État et du Département.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acter la création du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver la composition du groupe de veille technique, ainsi que celle de l'instance de représentation telle que proposée ;
- D'approuver la « *Charte de fonctionnement* » du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles ;
- D'approuver la « *Charte de déontologie et de partage de l'information* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CDDF - Charte de déontologie et de partage de l'information.pdf
- CDDF - Charte de fonctionnement.pdf
- CDDF - Projet stratégique.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211539-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Colloque "Sécurité et cadre de vie à Montpellier" - Convention d'autorisation  
d'occupation de salle à titre gracieux entre l'Université de Montpellier et la Ville -  
Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a fait de la sécurité dans l'espace public, un des enjeux de sa politique de sécurité et de tranquillité publique ; l'ambition affichée est de garantir un espace public partagé « *apaisé* » en luttant plus particulièrement contre le harcèlement de rue, les discriminations et l'insécurité de manière générale. Pour ce faire, elle s'appuie sur le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et son observatoire local de tranquillité publique. Cette veille permet le croisement des chiffres de la délinquance réelle (nombre de faits connus ou déclarés) enrichis des remontées d'informations relatives à la sécurité des administrés.

Par ailleurs, l'Unité Mixte de Recherche Dynamiques du Droit de l'Université de Montpellier a proposé de conduire une enquête sur la perception des enjeux de délinquance et sur le sentiment d'insécurité dans l'hyper-centre de la Ville. Cette enquête intitulée « *sécurité et cadre de vie à Montpellier* » a été pilotée par le CLSPD, ainsi que par des enseignants-chercheurs de l'équipe de droit pénal de l'Université de Montpellier, avec la participation d'étudiants.

Dans ce cadre, la Ville organise en partenariat avec l'Université une journée de colloque à Montpellier, à l'occasion de la restitution de cette enquête, accompagné de débats ouverts au public, en décembre 2022.

L'Université de Montpellier met à disposition de la Ville, une salle d'une capacité de 300 personnes au sein de la faculté de droit et science politique située rue de l'université. Pour ce faire, l'occupation de cette salle à titre gracieux doit faire l'objet d'une convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention d'occupation de salle à titre gracieux entre l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN,  
Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'autorisation d'occupation de salle à titre gracieux - Université de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211974-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Protection de la population et tranquillité publique

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) - Modifications du Règlement intérieur et de la charte déontologique - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a consacré la prévention de la délinquance comme devant faire l'objet d'une politique publique permanente animée et coordonnée par le Maire de la commune. Il dispose d'une compétence propre en matière de prévention de la délinquance liée notamment à ses pouvoirs de police.

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) créé le 25 juillet 2006 par délibération du Conseil municipal, constitue le cadre de concertation sur les enjeux et objectifs de la lutte contre l'insécurité, ainsi que de la prévention de la délinquance sur la Ville de Montpellier. En outre :

- Il favorise l'échange d'informations entre partenaires concernés par les phénomènes d'incivilités et de délinquance et promeut une démarche partenariale et opérationnelle ;
- Il développe l'Observatoire local de tranquillité publique, outil d'aide à la décision, permettant de développer une observation pertinente et collégiale, une analyse commune des faits constatés, en vue de les traiter et d'y apporter des réponses adaptées dans l'objectif de la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques ;
- Il réalise, par l'adoption de conventions et protocoles spécifiques, des programmes d'actions concertés de prévention, de médiation et d'information dans le cadre d'un plan d'action pour fixer des objectifs dans la durée, ainsi que leurs suivis.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et au Code de la sécurité intérieure, le CLSPD est une instance de diagnostic, de concertation, de prise de décisions associant institutions, organismes publics et privés, représentants associatifs, ainsi que de la société civile concernés par la lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance. Il est compétent pour définir les actions partenariales à conduire au titre de la stratégie locale de sécurité et de prévention de la délinquance.

Le Maire est le président du CLSPD. Le Préfet de l'Hérault, le Procureur de la République, ainsi que le Président du Conseil Départemental de l'Hérault en sont membres de droit.

C'est dans ce cadre, que, depuis le début du mandat, la Ville de Montpellier s'est attachée à renforcer ses actions en matière de prévention, de sécurité et de tranquillité en développant de nouveaux moyens humains, techniques et initiant de nouveaux dispositifs, tels que le rappel à l'ordre, la médiation, les mesures de Travaux d'Intérêt Général, la lutte contre le harcèlement de rue, le Conseil des Droits et des Devoirs des Familles.

Cette politique volontariste a nécessité des partenariats associant les directions, services de la collectivité, des acteurs institutionnels ou associatifs au profit de l'ensemble des quartiers de la ville et des publics en difficulté. Face aux nouveaux enjeux sociétaux qui s'imposent à tous, la sécurité et la prévention de la délinquance ne relèvent plus d'un seul domaine de compétence et impliquent des coproductions et des collaborations répondant de champs professionnels variés.

Au regard des évolutions réglementaires de ces dernières années et afin de mener à bien les nouvelles instances opérationnelles, il est aujourd'hui nécessaire d'actualiser le règlement intérieur dédié au fonctionnement du CLSPD ; ce règlement intègre désormais une charte déontologique garantissant les échanges d'informations.

Le règlement intérieur a pour objet de réaffirmer les modalités nécessaires au bon fonctionnement du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Montpellier dans le cadre proposé du décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif aux conseils locaux et aux conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du nouveau règlement intérieur de fonctionnement du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, ainsi que la charte déontologique d'échange d'informations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Nouveau\_RI+Charte\_déontologique

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211694-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville éducative et réussite  
scolaire**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIÖRE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Attribution de subventions à l'Association Départementale de l'Office Central de  
la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaire pour l'organisation de  
classes de découverte rousses - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de  
signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 1 septembre au 16 décembre 2022, 13 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte. Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 30 660 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	MONTANT ACCORDE
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BERNHARDT - Classe de découverte rousse	756.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BOLIVAR - Classe de découverte rousse	3 360.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	BOULANGER - Classe de découverte rousse	2 016.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	CARPANTIER - Classe de découverte rousse	2 496.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	DICKENS - Classe de découverte rousse	4 428.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	LAMARTINE - Classe de découverte rousse	1 000.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	MORISOT - Classe de découverte rousse	1 548.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	PAINLEVE - Classe de découverte rousse	1 620.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	PROKOFIEV - Classe de découverte rousse	448.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	RENAUD - Classe de découverte rousse	2 271.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	SCHOELCHER - Classe de découverte rousse	2 592.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	SEVIGNE - Classe de découverte rousse	6 325.00€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	Projet	TERESA- Classe de découverte rousse	1 800.00 €
<b>TOTAL DES CLASSES DE DECOUVERTES ROUSSES - 2022</b>				<b>30 660 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et les conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les lettres et conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention OCCE34 CD Rousse 2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-209605-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Ville éducative et réussite  
scolaire**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Nadia AKIL, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Convention de partenariat 2022-2023 pour la mise à disposition d'un  
environnement numérique de travail (ENT) entre la Ville de Montpellier et  
l'Académie de Montpellier - Renouvellement - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique numérique en direction des écoles, consciente des enjeux pour la réussite des élèves. Dans son rapport de 2016, l'Institut Montaigne a estimé que l'apport du numérique dès la maternelle fait chuter l'échec scolaire de 50 %. Le déploiement de ces équipements se fait en collaboration étroite avec les services de l'Académie de Montpellier, afin de garantir que leur mise en œuvre donne lieu à un usage effectif dans les classes.

L'Académie de Montpellier a mis en place, depuis 2013, un Environnement Numérique de Travail (ENT) 1<sup>er</sup> degré et propose aux communes une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette solution applicative. Les ENT ont pour objet de fournir à tous les acteurs du système éducatif (élèves, enseignants, parents, ...) un accès simple et unifié à un ensemble d'outils, de contenus pédagogiques et de services : agenda partagé, messagerie, cahier de texte, ressources pédagogiques.

La présente convention entre l'Académie de Montpellier et la Ville de Montpellier a pour objet de définir le cadre général de mise en œuvre de l'ENT-Ecole et ses modalités d'organisation. Elle prendra effet au moment de la signature et s'achèvera au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Le financement de l'ENT-Ecole est assuré par l'engagement de l'Académie et par la participation des communes, à hauteur de 45 € TTC par école et par année scolaire. Cette dépense sera prélevée sur le budget de la Direction de l'Education.

La Ville de Montpellier a inscrit 117 écoles pour cette année scolaire, pour un montant correspondant à 117 x 45 € soit 5 265 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat 2022-2023 pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT) entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 22-23 ENT école ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211493-AU-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Ville éducative et réussite scolaire**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Nadia AKIL, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Règlements de fonctionnement des temps périscolaires et extrascolaires de la Ville de Montpellier - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier a pour ambition de revoir ses pratiques tarifaires en proposant une tarification plus équitable se basant sur le quotient familial (QF) de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

Le QF est un outil qui mesure les ressources mensuelles des ménages. Il tient compte à la fois des revenus professionnels et/ou de remplacement (indemnités, par exemple), des prestations familiales mensuelles perçues (y compris celles versées à des tiers comme les aides personnelles au logement (APL)) mais aussi de la composition de la famille.

Avec l'introduction du QF, la Ville de Montpellier souhaite revoir ses planchers et plafonds tarifaires afin de se rapprocher de ce qui se pratique dans d'autres collectivités mais également de mieux prendre en compte la charge de famille, les cas de monoparentalité et les situations liées au handicap.

Ce changement de tarification des temps périscolaires et extrascolaires nécessite d'adapter les règlements des temps périscolaires et extrascolaires de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes des nouveaux règlements de fonctionnement des temps périscolaires et extrascolaires de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- reglement fonctionnement périscolaire 2022 version 29112022.pdf
- Reglement de fonctionnement ALSH 2022 Version definitive 29112022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211770-AU-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ville éducative et réussite scolaire

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Nadia AKIL, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## **Évolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2022 - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le Directeur Académique des services de l'éducation nationale Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault informe la Ville que compte-tenu des effectifs scolaires et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis le 10 février 2022 puis le 05 juillet 2022, il a été arrêté les mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes pour la rentrée 2022.

Il est demandé au Conseil municipal d'acter sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

### **LES OUVERTURES DE CLASSES :**

#### **Ouvertures de postes en primaire :**

Ecole primaire GROULT : ouverture d'un poste (en élémentaire) ;

Ecole primaire RICHIER : ouverture d'un poste (en élémentaire) ;

Ecole primaire AUBRAC/ PATY (nouvelle école) : ouverture de 5 postes (par transfert d'un poste en maternelle et d'un poste en élémentaire et ouverture de 2 postes en maternelle et 1 poste en élémentaire) ;

Ecole primaire MIRO : ouverture d'un poste (par transfert d'un poste en maternelle) ;

**Ouvertures de postes en maternelle :**

Ecole maternelle CAMOENS : ouverture d'un poste ;

**Ouvertures de postes en élémentaire :**

Ecole élémentaire DAVILER : ouverture d'un poste ;

Ecole élémentaire FREUD : ouverture d'un poste (fléché anglais) ;

Ecole élémentaire BALARD : ouverture d'un poste.

**LES FERMETURES DE CLASSES :**

**Fermetures de postes en primaire :**

Ecole primaire CHURCHILL : fermeture d'un poste en maternelle ;

Ecole primaire CHENGDU : fermeture d'un poste en élémentaire (par transfert d'un poste vers MIRO) ;

Ecole primaire MALRAUX : fermeture de 2 postes en maternelle ;

Ecole primaire MITTERRAND : fermeture d'un poste en élémentaire ;

**Fermetures de postes en maternelle :**

Ecole maternelle D'AUBIGNE : fermeture d'un poste ;

Ecole maternelle CHAPLIN : fermeture d'un poste ;

Ecole maternelle de GAMA : fermeture d'un poste ;

Ecole maternelle PICASSO : fermeture d'un poste (transformation en GS dédoublée) ;

Ecole maternelle de SIGNORET : fermeture d'un poste (par transfert vers nouvelle école AUBRAC/PATY) ;

**Fermetures de postes en élémentaire :**

Ecole élémentaire BREL : fermeture d'un poste (par transfert vers nouvelle école AUBRAC/PATY) ;

Ecole élémentaire MORISOT : fermeture d'un poste.

**OUVERTURE D'ECOLE :**

Ouverture de la nouvelle école primaire Lucie AUBRAC / Samuel PATY. 5 classes par transfert d'un poste de l'école élémentaire BREL, d'un poste de l'école maternelle SIGNORET et par la création de 3 postes.

**CREATION DE POSTES A.S.H (ULIS) :**

Ecole MIRO : ouverture d'un poste

Au titre du personnel dédié aux écoles, la Ville a affecté des ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'AERS (agent entretien et de restauration scolaire) et d'animateurs en fonction des ouvertures de classes

**DISPOSITIFS CP, CE1 DEDOUBLES EN REP + :**

- Création de nouveaux dispositifs dédoublés Rep + :  
Ecole maternelle PICASSO : ouverture d'une GS dédoublée ;  
Ecole élémentaire AMSTRONG : ouverture d'un CP dédoublé ;  
Ecole élémentaire GALILEE : ouverture d'un CP dédoublé ;  
Ecole élémentaire MALET : ouverture de 2 CP dédoublés ;  
Ecole élémentaire BLOCH : ouverture d'un CE1 dédoublé ;  
Ecole élémentaire ROOSEVELT : ouverture d'un CE1 dédoublé ;  
Ecole élémentaire SENGHOR : ouverture d'un CE1 dédoublé ;

- Fermeture de dispositifs dédoublés Rep + :

Ecole élémentaire ROOSEVELT : fermeture d'un CP dédoublé ;  
Ecole élémentaire BOULLOCHE : fermeture d'un CP dédoublé ;  
Ecole élémentaire BALARD : fermeture d'un CP dédoublé (provisoire) ;  
Ecole élémentaire MALET : fermeture de 2 CE1 dédoublés.

**DISPOSITIFS CP, CE1 DEDOUBLES EN REP :**

- Création de nouveaux dispositifs dédoublés Rep :  
Ecole primaire De GOUGES : ouverture d'un CP dédoublé ;  
Ecole primaire SCHOELCHER : ouverture d'un CE1 dédoublé ;
- Fermeture de dispositifs dédoublés Rep :  
Ecole élémentaire DIDEROT : fermeture d'un CE1 dédoublé ;  
Ecole primaire De GOUGES : fermeture d'un CE1 dédoublé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'émettre un avis favorable aux ouvertures de classes, d'école et de dispositifs ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211163-AU-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

### Emploi et création d'entreprises

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## Contrat de ville - Prolongation pour l'année 2023 - Avenant n°3 aux conventions d'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2023, dont l'avenant n°2 a été signé en décembre 2019, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville et s'appuie sur les 12 enjeux identifiés par les partenaires signataires, regroupés autour de 5 objectifs opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
- Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous en développant les coopérations et la co-éducation ;
- Développer une offre de services et d'équipements accessible aux habitants dans une logique de parcours ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente forte des habitants des quartiers prioritaires. A cette fin, et pour participer à cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier approuvaient, par délibération en date du 16 décembre 2015, les projets de convention d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des quatre bailleurs ayant du patrimoine au sein des 12 Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Montpellier : ACM



Habitat, Hérault Logement, ERILIA et SFHE. Ces conventions ont été signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des 4 bailleurs. La loi de finances pour 2015 étant venue acter le rattachement de cet abattement au contrat de ville.

Les 4 conventions initiales ont fixé, pour une période triennale (2016-2017-2018), un programme d'actions articulé aux démarches de gestion urbaine de proximité, autour de 8 axes d'intervention :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;
- Le sur entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Un premier avenant à ces conventions a été signé le 21 octobre 2018 afin de prendre en compte les programmes d'actions pour les années 2019 et 2020, et un second signé le 29 décembre 2020 afin de prendre en compte la prolongation du contrat de ville et les programmes d'actions pour les années 2021 et 2022 (prolongement de la durée du contrat de ville jusqu'en 2022 par avenant appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques – PERR).

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation d'une année supplémentaire les contrats de ville en cours et les régimes fiscaux zonés qui leur sont rattachés, à l'instar de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties. Cette décision a été prise dans un contexte de réflexion profonde sur les contours et le contenu de ceux-ci. Un nouvel avenant aux conventions initiales est donc nécessaire afin de prendre en compte la prolongation du contrat de ville et le programme d'actions pour l'année 2023.

Ce programme d'actions est décliné quartier par quartier. Il s'appuie sur l'avenant au cadre national d'utilisation de la TFPB (publié le 30 septembre 2021 par l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) et le ministère de la Ville en lien avec les principales associations d'élus) qui a vocation à devenir le nouveau cadre de référence pour les conventions à venir. Sans changer les principes fondamentaux de mise en application des conventions, il apporte des précisions sur les modalités d'élaboration, de pilotage et de suivi de la démarche en étroite relation avec les objectifs et partenaires du contrat de ville, et en premier lieu, l'Etat et la Métropole.

Les conventions ouvrant droit à l'abattement de TFPB ont ainsi vocation à s'inscrire en complémentarité avec :

- Les actions relevant du contrat de ville y compris dans le cadre des projets de renouvellement urbain, ainsi qu'avec le droit commun, notamment en matière de sécurité, d'emploi, d'accès aux droits, etc. ;
- Les mesures initiées ou amplifiées lors du Comité Interministériel des Villes du 29 janvier 2021 (cités éducatives, cité de l'emploi, bataillons de la prévention, etc.) ;
- Les enjeux sociétaux actuels qui concernent tout particulièrement les QPV (transition écologique, vieillissement, etc.).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'acter la prolongation du contrat de ville jusqu'au 31 décembre 2023 et le programme d'actions pour l'année 2023 ;
- D'approuver les termes des avenants n°3 aux quatre conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- TFPB\_ACM\_Avenant n°3 Convention TFPB.doc
- TFPB\_ACM\_PLAN D'ACTION PREVISIONNEL 2023.pdf
- TFPB\_ERILIA\_Avenant n°3 Convention.doc
- TFPB\_ERILIA\_PLAN ACTIONS PREVISIONNEL 2023.pdf
- TFPB\_SFHE\_Avenant n°3 Convention.doc
- TFPB\_SFHE\_PLAN D'ACTION PREVISIONNEL 2023.pdf
- TFPB\_Hérault Logement\_Avenant n°3 Convention.doc
- TFPB\_HERAULT LOGEMENT\_PLAN ACTIONS PREVISIONNEL 2023\_ENSEMBLE QPV.pdf
- TFPB\_HERAULT LOGEMENT\_PLAN ACTIONS PREVISIONNEL 2023\_CEVENNES.pdf
- TFPB\_HERAULT LOGEMENT\_PLAN ACTIONS PREVISIONNEL 2023\_MOSSON.pdf
- TFPB\_HERAULT LOGEMENT\_PLAN ACTIONS PREVISIONNEL 2023\_PETIT BARD-PERGOLA.pdf
- TFPB\_HERAULT LOGEMENT\_PLAN ACTIONS PREVISIONNEL 2023\_PRES D'ARENES.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211598-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

### Jeunesse

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

## **Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains. Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels. Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement. Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de décembre, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 6 250 € les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante :

**Maud MASOERO**, 25 ans, étudiante en architecture boursière

Titre du Projet : **Maramaz**

Projet art plastique avec la création d'une première exposition présentant des œuvres inspirés de croquis réalisés durant le confinement. Pour lutter contre la solitude et les angoisses ces premières ébauches ont été partagés via les réseaux sociaux. A partir de cette expérience, le travail artistique aborde le thème de la bienveillance commune et partagée.

Montant du projet : 1800 €

Montant demandé : 1 200 €

**Montant proposé : 1 200 €**

**Marion LHEUREUX**, 26 ans, demandeuse d'emploi suivi par la MLI

Titre du Projet : **La Cité d'Or**

Projet photographie avec la création d'une exposition photos de portraits réalisés chez l'habitant. Dans cette démarche la priorité est la mise en lumière des femmes du quartier de la Cité Gély augmentée par la restitution de la parole des habitants.

Montant du projet : 2200 €

Montant demandé : 1 050 €

**Montant proposé : 1050 €**

**Robin MANOGIL**, 27 ans, danseur

Titre du Projet : **Les brulures du temps**

Projet danse avec la création d'une vidéo autour du thème des rapports humains diffusable en ligne pour favoriser l'accès à la culture et à la découverte de la danse. Des rencontres et des échanges avec les jeunes du quartier de la Mosson seront organisés pour sensibiliser les jeunes à la danse et aux différentes formes d'art scéniques ou non.

Montant du projet : 3 400 €

Montant demandé : 1 000 €

**Montant proposé : 1 000 €**

**Baptiste FABRIE**, 22 ans, étudiant.

Titre du Projet : **R4'Car**

Projet de voyage humanitaire à travers la participation au 4 L Trophy, occasion de récolter du matériel scolaire, informatique, sportif afin de permettre des enfants en situation de pauvreté d'avoir accès à l'éducation. Ce rallye humanitaire au départ de Biarritz se termine à Marrakech est réalisé en partenariat avec l'association les Enfants du Désert.

Montant du projet : 12 800 €

Montant demandé : 1 500 €

**Montant proposé : 1 000 €**

**Antoine BLANCHARD**, 26 ans, demandeur d'emploi

Titre du Projet : **Etoile Filante**

Projet de création d'un clip illustré par des images et vues urbaines de la ville de Montpellier. Les thèmes de l'égo des hommes, des peurs, des espoirs et de l'écologie y seront abordés. L'idée est de diffuser un message sensible et rempli d'espoir pour les jeunes fortement marqués par les bouleversements générés par les effets climatiques et sanitaires.

Montant du projet : 5 550 €

Montant demandé : 2 000 €

**Montant proposé : 2 000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, la subvention d'un montant total de 6 250 € pour les projets détaillés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-210840-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Jeunesse

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT

## **Soutien au démarrage du projet la Boussole des Jeunes sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution de subvention au Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, la Ville de Montpellier a souhaité soutenir « *La Boussole des jeunes* », outil innovant d'information et d'accès aux droits initié par la Directions de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative (DJEPVA) rattachée au Ministère de l'Education Nationale de la Jeunesse et des sports. Dans cette perspective, la Ville de Montpellier a signé en 2021, en qualité de partenaire ambassadeur, une convention de partenariat avec le Centre Régional Information Jeunesse Occitanie (CRIJ) structure référente dans le cadre du déploiement de la Boussole sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. A ce titre la ville de Montpellier s'est engagée à participer à la promotion et à la communication de ce dispositif.

La spécificité de ce service numérique unique est de mettre en relation les jeunes qui s'interrogent sur les services, les dispositifs et les droits auxquels ils peuvent prétendre, avec des professionnels de proximité qui proposent leur offre de services et s'engagent à les accompagner dans leurs démarches. Grâce à la Boussole des jeunes, le jeune accède à des services adaptés à sa situation. Sur une thématique précise, il peut être mis en relation directe avec un professionnel à même de l'accompagner dans ses démarches. En plus de l'accès à l'information, l'outil en ligne oriente le jeune vers les aides auxquelles il a droit.

En pratique, ce système d'information est également mis à disposition des acteurs territoriaux formés et suivis par le référent territorial Boussole du CRIJ. Les structures candidates à l'expérimentation de la Boussole doivent obligatoirement s'inscrire dans la poursuite de plusieurs objectifs :

- Remobiliser les jeunes les plus en difficulté ;
- Capturer un public inconnu des structures d'accompagnement ;
- Apporter dans un délai bref (un à sept jours) des réponses opérationnelles et adaptées au besoin spécifique de chaque jeune.

L'objectif initial de ce partenariat répondait à un sujet majeur relatif à la question de la lutte contre le non recours aux droits. Aujourd'hui, sur le territoire de Montpellier Méditerranée, en se rendant sur la plateforme de la Boussole des Jeunes, les usagers (jeunes, parents, accompagnateurs, etc.) pourront obtenir des informations sur des domaines clefs et des services susceptibles d'améliorer rapidement leur situation et/ou d'éclairer leur parcours : le logement, l'emploi et la formation. Au regard du contexte actuel, s'agissant de la santé mentale des jeunes plus que préoccupante, la thématique santé est intégrée aux services mobilisables par les jeunes.

Pour garantir le démarrage du projet « La Boussole des jeunes », lancé officiellement le 3 octobre 2022, il y a lieu d'allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE « JEUNESSE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
Ca2478	CRIJ	JEU VI -ETU 000381	Projet	Soutien au démarrage du projet Boussole des jeunes	5000 €
<b>TOTAL</b>					<b>5000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'attribuer une subvention d'un montant total de 5 000 € au CRIJ Occitanie, sous réserve de signature d'une lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 CRIJ.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211562-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Bien-être animal**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN

## **Projet de valorisation de la biodiversité des sols du parc de Lunaret - Convention de coopération pédagogique entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Parc de Lunaret est un vaste ensemble de plus 80 ha composé d'une ripisylve, la réserve du Lez, d'un ensemble de garrigue et d'un parc zoologique. Les parcs zoologiques ont été des acteurs de premier rang engagés dans la préservation de la biodiversité notamment au travers de la conservation des espèces menacées, de la recherche scientifique et de la médiation scientifique et culturelle auprès de nombreux publics dont une proportion croissante est fortement déconnectée de la nature car vivant en milieu urbain. Par ailleurs, le parc de Lunaret possède un potentiel pédagogique extraordinaire et l'ambition est de proposer à l'ensemble des visiteurs du parc une offre innovante, de qualité, basée sur l'approche, la connaissance et la protection de la faune sauvage et plus généralement des écosystèmes dans une logique qui soit au bénéfice des animaux et des humains.

Dans le cadre de son projet de développement, le parc de Lunaret souhaite élargir les partenariats scientifiques notamment avec les centres de recherches et les établissements d'enseignement supérieur implantés sur le territoire. C'est donc dans ce contexte que le parc de Lunaret souhaite conclure une convention de coopération pédagogique avec l'Université Paul Valéry de Montpellier qui aura pour thème la valorisation de la biodiversité des sols du sein du parc.

Pour ce faire, le parc de Lunaret accueillera sur son site 25 étudiants en master valorisation et médiation des patrimoines pour une durée de douze mois (janvier à décembre 2023) sous la direction de Monsieur Alan VERGNES. L'étude se fera en deux phases : il sera dressé tout d'abord un inventaire de la biodiversité du sol à l'aide d'outils participatifs non invasifs et non létaux inspiré du programme participatif QUBS (<https://www.qubs.fr/>).

Ensuite, une synthèse de ces résultats sera faite afin d'opter pour des choix visant à la mise en place d'une stratégie de valorisation. Ce partenariat a pour but de réaliser des dispositifs de médiation directe et/ou indirecte pour le public afin de le sensibiliser à cette thématique (animations, visites, panneaux provisoires, livrets etc.).

Le coût total lié à l'ensemble de ce partenariat s'élève à la somme de 2 000 € TTC, pris en charge par la Ville et correspondant aux dépenses suivantes :

- Frais liés à l'inventaire : 500 € TTC ;
- Animation d'une journée : 1500 € TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de coopération pédagogique entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de coopération pédagogique fac UPVM3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212534-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Bien-être animal

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN

## **Parc de Lunaret - Contrat de consortium entre la Ville de Montpellier, Les Fées Spéciales, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et le CNRS - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Stratégie Régionale pour l'Emploi et la Croissance et de la Stratégie Régionale de l'Innovation (SRI), la Région Occitanie a lancé l'appel à projets Readynov, permettant de financer des projets collaboratifs innovants entre PME et centres de recherche. L'un des projets retenus est celui porté par Les Fées Spéciales, société coopérative de production (SCOP) basée au Pôle REALIS de Montpellier, en collaboration avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, le CNRS (agissant au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive – CEFÉ) et la Ville de Montpellier (Parc de Lunaret).

Le projet, intitulé « *La vie des sols, un enjeu pour la biodiversité difficile à percevoir et à transmettre* », est un programme collaboratif de recherche et développement (R&D), dénommé « *la vie cachée des sols : parcours immersif et augmenté* », à la croisée de l'art, de la science et du tourisme. Il consiste en un parcours immersif et interactif autour du sol, un espace essentiel pour la préservation de la biodiversité, mais souvent méconnu et mésestimé. Le Parc de Lunaret sera le lieu de découverte de cet espace bouillonnant de vie, avec un parcours dédié. Pour la Ville de Montpellier, ce projet permettrait d'opérer sa modernisation pour en faire un lieu de science et de pédagogie, grâce à des programmes innovants et immersifs pour sensibiliser le grand

public à des questions de recherche et d'écologie. Un projet répondant à de nouveaux besoins sociétaux dans la relation à la vie animale, voué à être modélisé et reproduit dans d'autres lieux de science en Occitanie notamment.

Le programme est sous la responsabilité scientifique de Monsieur Alan VERGNES pour le CEFE, Monsieur Eric SERRE pour les Fées Spéciales, et de Madame Julie-Anna VERDOUX pour le Parc du Lunaret.

Les modalités relatives à l'exécution du contrat sont fixées par un accord entre les organismes partenaires réunis dans le cadre d'un consortium (groupement d'entreprises juridiquement indépendantes, réunissant des moyens financiers ou matériels, en vue d'exécuter en commun des opérations déterminées). Les parties désignées au contrat sont Les Fées Spéciales, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, le CNRS et enfin, la Ville de Montpellier, agissant pour le compte du Parc de Lunaret.

Ce contrat de consortium établit les droits et obligations respectifs des parties pour toute la durée du projet avec effet rétroactif au 01/01/2021 et allant jusqu'au 31/12/2023 au vu de ce qui a déjà été établi avant la signature du contrat (appel à projet READYNOV 2019-2020 sollicité par les partenaires, les fées spéciales et le CEFE, temps passé par les parties contractantes avant le financement pour l'étude du projet dès janvier 2021 et enfin réalisation du projet sur site dès janvier 2023 sous la surveillance d'un comité de pilotage).

L'accord ne confère pas de personnalité morale à l'entité. Chacune des parties reste donc une entité juridique indépendante. L'une des principales conséquences touche à la propriété intellectuelle des connaissances propres de chaque entité. Chaque partie reste seule propriétaire de ses connaissances propres. L'utilisation qu'elle pourrait faire de connaissances propres détenues par une autre partie le serait aux seules fins de la bonne exécution du contrat et pour la durée de validité de ce dernier. Cela implique donc l'absence de transmission de propriété intellectuelle entre les parties.

Quant aux contributions aux résultats communs qui ne seraient pas dissociables, les connaissances communes constitueraient une copropriété des résultats, avec des effets quant à l'utilisation des résultats : libre et gratuite à des fins de recherche et formation, et selon des modalités fixées dans une convention préalable entre les parties pour l'exploitation industrielle et commerciale.

Pour favoriser le bon déroulement du projet, un comité de pilotage sera composé d'un représentant de chacune des entités, assistés éventuellement de spécialistes qui interviendront à titre consultatif. Il interviendra notamment comme organe de concertation entre les parties en cas de difficulté ou de litige. Le comité de pilotage sera présidé par Les Fées spéciales, qui assurera par ailleurs le rôle de coordinateur du projet. A ce titre et dans son rôle d'information, il sera l'intermédiaire entre les parties et la Région.

Le programme est financé par les apports des Fées Spéciales, à hauteur de 38 252,68 €, du CEFE à hauteur de 47 414,00 €, et de l'aide de la Région Occitanie pour 104 793,00 €. Le montant total du projet est de 190 458,92 €. Le parc du Lunaret sera le partenaire opérationnel par la création d'un lieu dédié.

Il est précisé que compte tenu de l'absence de personnalité morale du statut de consortium, le présent accord n'implique aucun flux financier entre les parties : les financements nationaux ou européens sont versés directement aux parties et chacune d'elle supporte le complément de financement. Dans la même logique, le contrat n'implique aucune solidarité financière entre les parties.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du contrat de consortium entre Les Fées Spéciales, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, le CNRS et la Ville de Montpellier pour une durée allant du 01/01/2021 au 31/12/2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Accord de consortium pour signature -VDEF-07112022.pdf
- Annexe 01 - Annexe scientifique à joindre au consortium-07112022.pdf
- Annexe financière 4.1 suivi dépenses avant Readynov-07112022.pdf
- Annexe financière 4.2
- Annexe financière 4.3 - budget prévisionnel CEFE pendant Readynov.xlsx - 8- Récap. Plan financement-07112022.pdf
- Annexe financière 4.4 calcul des apports de chacun-07112022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-213805-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Bien-être animal**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN

**Parc de Lunaret - Exposition "Camargue nature" - Contrat d'exposition entre  
Thierry VEZON et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier souhaite organiser une exposition photographique mettant à l'honneur un écosystème local, la Camargue, à travers le regard du grand photographe montpelliérain, Thierry VEZON.

Spécialisé dans la photographie de faune et de paysages, il consacre de très longues heures à l'affût pour capter des clichés artistiques en prenant soin de respecter toujours la nature. Lauréat de nombreux prix dans de prestigieux festivals de photographie naturaliste, il s'est aussi fait connaître par ses prises de vues aériennes en ULM. Il sillonne la Camargue depuis de nombreuses années avec la complicité des hommes qui l'habitent. Il a photographié les paysages et l'exceptionnelle biodiversité du delta du Rhône en particulier les oiseaux, les taureaux et les chevaux.

Il a su saisir la beauté de ce territoire en prenant des images très graphiques et picturales, plus particulièrement les Salins qui prennent, en été, des couleurs exceptionnelles. Au fil des années, son travail sur l'oiseau le plus emblématique de la Camargue, le flamant rose, a permis de documenter cette espèce protégée. Vus du ciel, ou au ras de l'eau, en toutes saisons, ses photos montrent les flamants roses dans leur milieu d'une façon originale. La Camargue est un des principaux sites de nidification et participe au retour de cet oiseau dans toute la Méditerranée. Ce lieu abrite un éventail de naturalités, allant des paysages



intensivement cultivés à des espaces dynamiques, en libre évolution. Ainsi la nature spontanée qui prend place dans ces espaces domestiqués (dignes...) puis abandonnés constitue l'entre nature que le photographe Thierry VEZON propose de faire découvrir.

La plupart des photos sont extraites des livres « *Camargue entre ciel et terre* » et « *Le flamant rose en Camargue* » aux éditions Alcide. Cette exposition se déroulera du 12 janvier 2023 au 12 mars 2023 au sein du parc de Lunaret.

Le photographe, Thierry VEZON, fournira à la Ville les 32 visuels JPEG haute qualité pour toute la durée de l'exposition. La Ville imprimera sur bâches les 32 visuels. Il cèdera temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier et l'autorisera à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de cette exposition. En contrepartie, la Ville de Montpellier prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (affiches, dossier de presse, cartons d'invitation, flyers, site internet) et s'engage à faire figurer le logo de la société sur ses supports.

Une animation de présentation du travail photographique, ayant pour but d'informer le public et de réaliser de la médiation sur la particularité de l'écosystème de la Camargue sera assurée.

Les coûts liés à l'ensemble de la prestation comprenant une animation sont évalués à 3 000 € TTC pour l'ensemble de l'exposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le contrat d'exposition entre le photographe Thierry VEZON et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat d'exposition -T VEZON- la Camargue.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211326-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Petite enfance et Place de  
l'enfant dans la Ville**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Délégation de service public - Crèche Joséphine Baker - Rapport Annuel du  
Déléataire (RAD) - Exercice 2021 - Examen**

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine-Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche Joséphine-Baker dans le cadre d'une délégation de service public.

Par délibération en date du 23 Juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à la société SASU People and Baby, présidé par Monsieur Christophe DURIEUX, l'exploitation du service public de la crèche Joséphine-Baker par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

Par délibération en date du 26 juillet 2021, l'avenant n°1 a été passé pour prolonger d'un an la durée du contrat de DSP et portant ainsi sa durée totale à 7 ans.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du

service public. En outre, ce rapport doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire au titre de l'exercice 2021

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Crèche Joséphine-Baker portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 28 juin 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 10 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire :

#### I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial des enfants de moins de quatre ans (ou de moins de six ans en accueil périscolaire).

Le service délégué se situe dans le quartier Ovalie à Montpellier et concerne l'accueil simultané de 69 enfants dans le cadre de 3 sections, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 enfants en accueil collectif et 9 en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement. L'accueil des enfants est assuré sur la base minimale de 230 jours par an, du lundi au vendredi, sauf jours fériés, avec une amplitude horaire de 11h00, soit de 7h30 à 18h30.

Le délégataire est chargé de la rédaction du projet d'établissement et du projet pédagogique qui devront correspondre aux principes posés par le Projet Educatif Municipal. Il assure la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas dans des conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

La délégation s'étend du 01/09/2015 au 31/08/2022, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2021 porte donc sur la 6<sup>ème</sup> année de délégation.

#### II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

##### 1) L'activité

Pour le multi-accueil collectif, 95 enfants, en moyenne, ont été accueillis par mois. Le taux d'occupation de l'année 2021 en heures réalisées est de 81,18 % (soit 9,91 points de plus par rapport à 2020) et le taux d'occupation en heures facturées est de 87,33 % (soit 9,09 points de plus par rapport à 2020). Concernant le taux de facturation, il est de 107,5% en 2021 contre 109,80% en 2020. Ces données d'activité sont donc satisfaisantes.

Afin d'encourager la mixité sociale, le délégataire doit favoriser autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée de présence inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2021, la moyenne annuelle du taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 30%. Il est donc conforme au taux contractuel de 25% minimum.

Pour le multi-accueil familial, le taux d'occupation de l'année 2021 en heures réalisées est de 50,31 %, soit -20,07 points de moins par rapport à 2020 et le taux d'occupation en heures facturées est de 50,85 %, soit -21,85 points de moins par rapport à 2020. Quant au taux de facturation, il est de 101% pour 2021. Cette baisse d'activité s'explique, d'une part, par les différentes absences liées à la Covid-19 et, d'autre part, par le départ d'une des assistantes maternelles en cours d'année.

## 2) La qualité du service public

### a) Encadrement

L'accueil est assuré par 24,6 professionnels (ETP) avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 63 %, ce qui est satisfaisant au regard du contrat et de la réglementation. Pour rappel, le décret du 7 juin 2010 impose un taux minimum de 40 %.

En complément de l'équipe de professionnels permanents, viennent s'ajouter trois vacataires dont un pédiatre (10 h/mois), un psychologue (10 h/mois) et une musicothérapeute (3 h/mois).

### b) Offre d'équipement et projet pédagogique

L'offre d'équipement est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier. Le prestataire est le groupe API.

Dans le cadre du projet pédagogique « *Génération durable* » du délégataire, des ateliers sont proposés quotidiennement aux enfants autour de 5 axes principaux :

- « *La nature* » avec notamment la création d'outils pédagogiques avec des matériaux recyclés, la participation active des enfants au potager... ;
- « *Le beau* » avec la mise en scène des objets et des jeux, l'organisation d'expositions d'œuvres réalisées par les enfants, la décoration de l'atrium en fonction des festivités... ;
- « *Le zen* » avec l'aménagement d'une des salles de la structure autour d'une ambiance zen, avec des jeux de lumière douce, des balles sensibles, des fils optiques, une table à lumière blanche mais également des ateliers relaxation et l'utilisation de galets de sommeil dans la section des bébés ;
- « *La communication* » avec l'utilisation quotidienne de la gestuelle associée à la parole ainsi que la verbalisation positive ;
- « *L'ouverture sur le monde* » avec un éveil des enfants aux sonorités étrangères (loto des animaux, lectures en anglais et espagnol, chants et comptines dans diverses langues, Magic box...).

En parallèle, la crèche propose également des activités périodiques et des temps forts tout au long de l'année :

- ✓ **Ateliers musique** : intervention d'une musicothérapeute (découvertes de nouveaux sons à travers la découverte de multiples instruments, chants, comptines...) ;
- ✓ **Ateliers contes** : intervention d'une conteuse de la médiathèque Victor-Hugo ;
- ✓ **Mois à thème** : organisation d'activités et d'ateliers autour d'un thème mensuel défini nationalement par le groupe (mois des mots / mois des olympiades / mois de la forêt...) ;
- ✓ **Fête de la crèche** : organisation d'une kermesse sur le thème des tropiques au mois de juin ;
- ✓ **Fête de l'hiver** : proposition d'un spectacle musical interactif par la troupe les « *Petits enchanteurs* », ateliers parents-enfants et buffet partagé au mois de décembre.

### a) Enquêtes de satisfaction

Deux **enquêtes de satisfaction** ont été réalisées en 2021 par le délégataire afin de connaître les attentes des familles et de recueillir leurs avis quant à l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place.

En juin 2021, 95% des parents disent être globalement satisfaits de la crèche Joséphine-Baker (taux de participation de 27%). En décembre 2021, 93% des parents disent être globalement satisfaits de la crèche Joséphine-Baker (taux de participation de 40%).

## 3) La grille tarifaire

### a) Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux de participation familiale x Revenu mensuel par foyer  
(Encadré par un plancher et plafond)

*b) Taux applicables pour 2021*

*Taux applicables du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021*

ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE et FAMILIALE (prix par enfant / heure)	Taux de participation familiale	Tarifs plancher 2021	Tarif plafond 2021
<b>1 enfant</b>	0,0615 %	0,44 €	3,57 €
<b>2 enfants</b>	0,0512 %	0,36 €	2,97 €
<b>3 enfants</b>	0,0410 %	0,29 €	2,38 €
<b>4 à 7 enfants</b>	0,0307 %	0,22 €	1,78 €
<b>8 enfants et au-delà</b>	0,0205 %	0,15 €	1,19 €

<b>Ressources plancher 2021</b>	<b>711,62 €</b>
<b>Ressources plafond 2021</b>	<b>5 800 €</b>

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire présente un résultat net bénéficiaire de 120 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 185 K€ contre 994 K€ en 2020 soit une augmentation de 19%. Les produits d'exploitation se composent de 511 K€ de participation de la CAF soit 48% des produits, de 375 K€ de participation de la Ville de Montpellier soit 32% des produits, et de participation des familles de 231 K€ soit 20% des produits. A noter une subvention exceptionnelle de la CNAF en raison de la crise sanitaire de 18 K€.

Les charges d'exploitation progressent de 29 K€ et s'élèvent à 1 065 K€ contre 1033 K€ en 2020 soit une augmentation de 3%. Elles se composent des charges de personnel pour 65% (696 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 11% (122 K€), des impôts et taxes pour 5% (53 K€), des frais d'alimentation pour 5% (48 K€) et de frais de siège pour 4% (40 K€).

Le coût net pour la Ville de Montpellier est représenté par la différence entre la participation versée (375 K€) et la redevance perçue (122 K€) soit un coût net de 253 K€, représentant 21% des produits d'exploitation.

Le contrat n'impose pas d'obligation d'investissement ou de politique d'entretien et renouvellement.

IV) Conclusion et perspectives

La délégation connaît un résultat bénéficiaire pour la première fois en six ans de contrat. Les résultats cumulés du contrat restent négatifs, toutefois cette structure est portée par un groupe national important présentant une solidité financière avérée.

Il est à noter que la crèche affiche de bons indicateurs avec un taux de remplissage de la crèche conforme au contrat et des équipes stables. Par ailleurs, il existe une très bonne communication entre le délégant et le délégataire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire de services public au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAD 2021 DSP CRECHE J.BAKER.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212154-AR-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Délégation de service public - Crèche Henri Salvador - Rapport Annuel du  
Déléataire (RAD) - Exercice 2021 - Examen**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société « *Les Petits Chaperons Rouges – LPCR Collectivités Publiques SAS* » l'exploitation du service public de la crèche Henri-Salvador par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 5 ans et 7 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Conformément à l'article 3.1.2 du contrat de délégation, le délégataire a créé « *LPCR DSP Montpellier SARL* » qui est une société dédiée dont l'objet social est exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat. Par délibération du 3 mai 2018, le Conseil municipal a approuvé la cession de convention de délégation de service public concernant l'exploitation de la crèche Henri-Salvador vers la société « *LPCR DSP Montpellier SARL* ».

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport doit être examiné par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.



Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire au titre de l'exercice 2021.

A cet effet, le rapport annuel du délégataire (RAD) relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 28 juin 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur Michel ASLANIAN en date du 10 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

## **I) Rappel des principales modalités du contrat**

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial. L'exploitation inclut également la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas.

La délégation a débuté au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et se terminera au 31 juillet 2023, soit une durée d'exploitation de 5 ans et 7 mois. L'année 2021 est donc la quatrième année de délégation.

Les locaux se situent dans le quartier des Arceaux de Montpellier. La capacité de la crèche est de 101 places, dont 89 places en accueil collectif et 12 places en accueil familial. Il s'agit d'une crèche de garde qui a, par ailleurs, une obligation d'ouverture au mois d'août avec l'impératif d'accueillir temporairement des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant cette période. Elle a également intégré en début 2018 les enfants de l'ancienne crèche municipale Sophie-Lagrèze, qui est désormais fermée.

La participation de la Ville de Montpellier a été fixée dans le contrat de délégation, à hauteur de 0,873 € par heure facturée.

## **II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué**

### **1) L'activité**

En 2021, la crèche Henri-Salvador a accueilli 253 enfants au total dont 45 ont bénéficié d'un accueil occasionnel et 7 d'un accueil d'urgence.

Pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation en heures réalisées est de 68,77% (soit 6,45 points en plus par rapport à l'année précédente), le taux d'occupation en heures facturées est de 80,35% (soit 9,33 points en plus par rapport à 2020) et le taux de facturation est de 116,83%. Ces données d'activité sont donc en augmentation par rapport à 2020, année impactée par la crise sanitaire, mais en légère baisse par rapport à 2019. Ces résultats peuvent s'expliquer en partie par le fait que l'année 2021 a encore été impactée par des fermetures liées à la Covid-19 : la crèche Henri-Salvador a été entièrement fermée du 5 au 23 avril 2021 (période de confinement national) puis, à quatre reprises, de manière partielle au niveau des sections.

Afin d'encourager la mixité sociale, il est prévu contractuellement que le délégataire favorise autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée de présence inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2021, la moyenne annuelle du taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 25,65% ; Il est à noter que ce taux est inférieur au taux contractualisé (40%) mais cela s'explique par le fait que la majorité des familles ont demandé un temps plein sur cet exercice.

Pour le multi-accueil familial, le contrat de délégation de service public prévoit l'ouverture de 12 places en accueil familial sur des horaires élargis (6h-20h). En 2021, rencontrant toujours les mêmes difficultés de recrutement d'assistantes maternelles, le délégataire n'a pu ouvrir que 8 places avec 4 assistantes maternelles.

## 2) La qualité du service public

### a) *Encadrement*

Le contrat prévoit que l'accueil soit assuré par 28,5 professionnels (ETP), avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 57,14 %, ce qui est satisfaisant au regard du contrat mais également du décret du 07/06/2010 qui impose un taux minimum de 40 %. En 2021, deux apprentis EJE ont également contribué à l'accueil des enfants dans le cadre de leur formation.

En complément de l'équipe de professionnels permanents viennent s'ajouter deux vacataires, dont un pédiatre et un psychologue.

### b) *Offre d'équipement et projet pédagogique*

L'offre d'équipement est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier. Le prestataire est le groupe Ansamble.

Pour cette quatrième année d'ouverture, le focus pédagogique est toujours porté sur le langage. Ainsi, pour accompagner l'enfant dans l'acquisition du langage, il lui est proposé quotidiennement des temps d'échange, de comptines et de lecture (partenariat avec la médiathèque).

En parallèle, des ateliers sont proposés quotidiennement aux enfants pour leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer leurs sens et leur motricité.

De plus, dans une ambiance zen, la salle snoezelen permet aux enfants, en petits groupes, d'explorer les différentes propositions sensorielles mises à disposition. Cet espace est également mis à disposition des parents pour leur proposer de partager un temps de découverte et de bien-être avec leur enfant.

### c) *Activités périodiques et temps forts*

Des ateliers découvertes autour d'activités diverses sont proposés tout au long de l'année par la découverte des livres, l'éveil musical, la mise en place d'un potager, l'éveil au goût (semaine du goût du 11 au 17 octobre 2021), le recyclage, l'éveil sensoriel, les jeux d'eau, etc.

En 2021, plusieurs temps d'échanges/outils de communication avec les parents ont été proposés : organisation de la réunion de rentrée en octobre 2021, cafés des parents, envoi mensuel de la newsletter de la crèche ...

Plusieurs temps festifs, en présence des familles, ont également été organisés sur l'année 2021 : la fête de l'été avec la venue d'une ferme pédagogique et l'organisation d'un goûter festif partagé, la fête de l'hiver avec un spectacle réalisé par des intervenants extérieurs. Des ateliers parents-enfants autour du chocolat ont également été proposés par la crèche.

Chaque année, LPCR propose aux crèches du groupe de s'inscrire durant toute une semaine dans des activités basées sur une thématique particulière. En 2021, la « *Grande semaine de la Petite enfance* » a eu lieu du 20 au 27 mars et portée sur le thème « *Drôles d'histoires* ». Cette semaine a été l'occasion de « *fêter* » le trio enfants-parents-professionnels réunis autour de différents ateliers-jeux.

Enfin, la crèche Henri-Salvador a également mis en place plusieurs partenariats pour développer l'éveil artistique des jeunes enfants. Elle propose par exemple tous les 15 jours aux enfants, par petits groupes, des séances autour de la lecture, animées par l'association « *Lire et faire Lire* ». Elle a également développé un partenariat avec la médiathèque Emile Zola.

### d) *Enquêtes de satisfaction*

Deux enquêtes de satisfaction ont été réalisées en 2021 par le délégataire, afin de connaître les attentes des familles et de recueillir leurs avis quant à l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place. En juin 2021, la satisfaction globale des parents est de 9,2/10 (taux de participation de 37,04%). En octobre 2021, la satisfaction globale des parents est passée à 8,4/10 (taux de participation de 35%).

### 3) La grille tarifaire

#### a) Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

$$\text{Tarif horaire} = \text{Taux de participation familiale} \times \text{Revenu mensuel par foyer}$$

(Encadré par un plancher et plafond)

#### b) Taux applicables pour 2021

Taux applicables du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2021

ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE et FAMILIALE (prix par enfant / heure)	Taux de participation familiale	Tarifs plancher 2021	Tarif plafond 2021
1 enfant	0,0615 %	0,44 €	3,57 €
2 enfants	0,0512 %	0,36 €	2,97 €
3 enfants	0,0410 %	0,29 €	2,38 €
4 à 7 enfants	0,0307 %	0,22 €	1,78 €
8 enfants et au-delà	0,0205 %	0,15 €	1,19 €

Ressources plancher 2021	711,62 €
Ressources plafond 2021	5 800 €

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le RAD 2021 présente un déficit de 80 K€, après un premier bénéfice en 2020. Le résultat net se dégrade de 139 K€ par rapport à l'année 2020. Il comprend un résultat d'exploitation devenu à nouveau déficitaire de 75 K€, en baisse de 120 K€ par rapport à 2020.

Les produits d'exploitation diminuent de 36K€ (-3%) malgré la reprise de l'activité à la suite de l'année 2020 de crise sanitaire. Ils s'établissent à 1 196 K€ et se composent à 51% de participations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) (pour 606 K€), à 27% de participations des familles (pour 320 K€), à 13% de participations de la Ville de Montpellier (pour 156 K€) et 9% de divers produits (aide exceptionnelle de la CAF, fonds de rééquilibrage territorial de la CAF et aide aux contrats d'apprentissage) (pour 114 K€). Sur l'exercice 2021, le financement de la CAF représente donc au total 57% des produits d'exploitation.

Les charges d'exploitation de 1 271 K€ se composent à 65% de charges de personnel (pour 828 K€), à 11% de frais de siège (pour 148 K€), à 10% de frais d'alimentation des enfants (pour 127 K€) et à 14% de diverses charges (impôts, taxes, eau, entretien, maintenance, etc.) (pour 168 K€). Les charges repartent à la hausse de 83 K€ par rapport à l'exercice 2020 avec la reprise d'activité, soit +7%. Les frais de personnel comprennent 12 K€ de chômage partiel.

Depuis la première année de délégation, le délégataire présente une solvabilité fragile, il en est de même au 31/12/2021. Néanmoins, la société « LCPR DSP Montpellier » dispose du soutien de ses sociétés mères « LPCR Groupe SAS » et « LPCR Collectivités Publiques SAS », dont la santé financière est satisfaisante. Par ailleurs, le résultat net du délégataire reste toutefois sans impact financier pour le délégant qu'est la Ville de Montpellier, la DSP étant réalisée aux risques et périls du délégataire.

Il n'y a aucune obligation en matière de politique d'investissement. Le contrat impose au délégataire une provision pour gros entretiens et renouvellements (GER) de 2,4 K€ TTC par an, dont la comptabilisation a été régularisée sur l'année 2021.

### IV) Conclusion et perspectives

En 2021, la crèche Henri-Salvador a encore été impactée par les fermetures imposées liées à la Covid-19.

Malgré un contexte difficile de recrutement des assistantes maternelles, le délégataire a réussi à pérenniser les places existantes au niveau de l'accueil familial. Les équipes de la crèche Henri-Salvador ont proposés des activités pédagogiques variées et intéressantes. La qualité de service est satisfaisante : le taux d'encadrement des enfants est respecté et les parents ont exprimé une bonne satisfaction globale de la crèche.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire de services public au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAD 2021 DSP CRECHE H. SALVADOR.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211719-AR-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

**Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport Annuel du  
Délégué (RAD) - Exercice 2021 - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Un avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

En 2021, deux avenants ont été approuvés :

- L'avenant n°4 pour mettre en conformité le contrat de délégation de service public avec le nouveau cadre juridique issu de l'ordonnance n°V2020-773 et du décret n°V2020-775 du 24 juin 2020, dans un objectif d'amélioration du service public. La Collectivité a adhéré au Système d'Information National des Fourrières Automobiles, actant la suppression des frais d'expertise au profit d'un classement automatisé des véhicules ;
- L'avenant n°5 afin de prendre en compte les modalités d'organisation pour le gardiennage des engins motorisés saisis dans le cadre de la lutte contre les rodéos motorisés.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégué produit, avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions

d'exécution du service public. En outre, ce rapport annuel du délégataire doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, conformément à l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, conformément aux articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 28 juin 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur ASLANIAN, en date du 10 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

#### I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du Code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le Conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la Ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2021 porte donc sur la 4<sup>ème</sup> année de délégation.

#### II) Présentation, analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

##### A/ L'activité

##### 1/ Enlèvements de véhicules :

En 2021, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 7 834. Il est à noter que 39 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

L'activité Fourrière se compose de :

- 7 307 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
- 395 véhicules restitués sur le lieu d'intervention ;
- 93 véhicules ayant fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 7 795 intervention en 2021 :

- 1 747 véhicules pour la police nationale (22%) ;
- 6 048 véhicules pour la police municipale (78 %).

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totale) s'élève à 99,5 %.

##### 2/ Sorties de véhicules :

En 2021, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 5 313 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire ;
- 2 585 véhicules mis en destruction ;
- 28 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure

émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2021, 29 procédures ont été concernées.

### 3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la commune, il est mis en place un service gratuit d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Sur demande des propriétaires des véhicules, le délégataire prend en charge l'enlèvement, la destruction physique et administrative.

Ce service a concerné 83 véhicules pour l'année 2021.

### B/ Principaux moyens mis en œuvre :

#### 1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville pour l'activité fourrière :

- Un Site principal sis 1945 Avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m<sup>2</sup> qui se compose de :
  - o 5 540 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
  - o 1 200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage ;
  - o 97 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.

Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles.

Un avenant n°3 du contrat DSP a permis l'extension de ce site, avec la mise à disposition d'un terrain avec hangar sis 30 chemin de Poutingon, d'une superficie de 1 834 m<sup>2</sup>, à compter d'avril 2021.

- Un terrain de stockage annexe, sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « *judiciaires* » et « *volés* ».

La Fourrière automobile est desservie par les transports en commun, bus et ligne de tramway « *arrêt Sabines* ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivants :

- Du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30 ;
- Le samedi de 09h30 à 16h00.

#### 2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2021, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 chef de parc (adjoint du responsable d'exploitation), 2 personnel d'accueil et 7 chauffeurs.

### 3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 9 véhicules de remorquage : un camion plateau, sept véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m<sup>3</sup> pour l'enlèvement des deux roues.

En complément, le délégataire dispose d'un véhicule élévateur afin d'assurer la gestion du site.

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

### C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013.

La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite.

### D) La grille tarifaire :

Les tarifs au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 7,5 t	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	121,27 €	6,42 €
Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadracycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Dans le cadre de l'adhésion de la Ville au système d'information national des fourrières automobiles sous l'autorité et le contrôle du ministre chargé de la sécurité routière, le passage de l'expert en automobile initialement prévu à partir du 3<sup>ème</sup> jour est supprimé. Il est remplacé par un classement automatisé des véhicules en deux catégories : véhicules à remettre pour vente par les domaines ou véhicules à détruire. Par conséquent, les frais d'expertise sont supprimés de la grille tarifaire.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2021, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net bénéficiaire de 242 K€, alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat bénéficiaire de 14 K€, soit un écart de 228 K€ qui s'explique notamment par une hausse du cours de la ferraille sur cet exercice.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 391 K€ soit une augmentation de 17 % par rapport au prévisionnel contractuel et de 37 % par rapport à l'exercice 2020. Les produits d'exploitation se composent notamment d'enlèvements et d'opérations préalables pour 34 % (466 K€), des ventes de ferraille pour 35 % (489 K€), de gardiennage pour 12 % (163 K€), des judiciaires pour 12 % (165 K€) et de facturations de terrain privé pour 6 % (83 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 163 K€ soit une augmentation de 82 K€ (8 %) par rapport à l'exercice 2020. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 53 % (617 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 8,6 % (100 K€), des frais et charges de gestion pour 12,6% (146 K€), des amortissements pour 12,9 % (150 K€) et des frais de structure pour 7 % (81 K€).

La redevance d'exploitation partie fixe 2021 perçue par la Ville s'élève à 100 K€.

Le calcul de la redevance d'exploitation partie variable a été modifié, par avenant 4 du contrat DSP, à partir de l'exercice 2021. Cette part variable est égale à 30 % des produits d'exploitation réalisés par le délégataire sur les opérations effectuées à partir de 1 190 001 €/an de produits d'exploitation, si et seulement si le seuil des 8 500 réquisitions est dépassé.

Le deuxième seuil de déclenchement n'étant pas atteint, aucune part variable de la redevance d'exploitation n'est due par le délégataire pour l'exercice 2021.

La politique d'entretien et de renouvellement a été portée à 210 K€ sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville en cas de non utilisation. Au terme du 4<sup>ème</sup> exercice, le délégataire a utilisé 76 K€.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 858 K€ en investissement dont 649 K€ en matériel de transport et 144 K€ en agencements (racks de stockage et installation second terrain), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation.

### IV) Conclusion et perspectives

L'avenant structurel de 2020 a permis de rééquilibrer le contrat de DSP. L'année 2021 permet d'afficher pour la première fois en quatre ans de contrat, un résultat bénéficiaire.



Les résultats cumulés de la société dédiée restent négatifs, toutefois cette structure est portée par un groupe national important présentant une solidité financière avérée.

La qualité des informations comptables et financières transmises par le délégataire est en nette amélioration. Le service rendu aux usagers est satisfaisant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'activité DSP Fourrière.PDF
- Annexe - Listing 2021 Annulations Procédures Article 50.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211492-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

**Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport Annuel  
du Déléataire (RAD) - Rapport sur les Recours Administratifs Préalables  
Obligatoires (RAPO) - Exercice 2021 - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. En effet, à la suite de la dépénalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole après déduction des frais de gestion, et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales

(CGCT).

Par délibération du 8 février 2021, la Ville a conclu un avenant n°3 afin de supprimer le FPS minoré, à compter du 15 mars 2021. La précédente convention de mandat conclue pour l'encaissement des FPS minorés a été résiliée. Le délégataire conserve la gestion du remboursement des recettes encaissées à tort, objet d'une nouvelle convention de mandat avec la Ville.

Par délibération du 21 septembre 2021, un avenant n°4 au contrat DSP a autorisé la substitution en qualité de délégataire de la société TaM en lieu et place de la société dédiée TaM Voirie.

Par délibération du 16 décembre 2021, la Ville a approuvé un avenant n°5 afin de prendre en compte les impacts financiers et techniques introduits par les évolutions du zonage du stationnement réglementé, notamment la création d'une zone très courte durée.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire a produit à l'autorité délégante, avant le 1<sup>er</sup> juin 2022, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport 2021 a été communiqué au Conseil municipal qui a pris acte de sa réception par délibération du 28 juin 2022.

Ce rapport a donné lieu à une présentation et un examen en :

- Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M. Michel ASLANIAN, en date du 10 novembre 2022 ;
- Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Mme Fanny DOMBRE-COSTE en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du CGCT, un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) a été établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante. Ce rapport est annexé à la présente délibération.

Il est désormais proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO :

#### I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la Ville de Montpellier, y compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI ainsi que l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

En 2021, le délégataire était la société dédiée TaM Voirie filiale à 100% de la SAEML TaM, dont la Ville est actionnaire à 9.11%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02% et de partenaires privés à hauteur de 44.88%. La délégation s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2021 porte donc sur la 4<sup>ème</sup> année de délégation.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, la Ville a renouvelé pour une durée de 3 ans, la convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), pour une gestion en cycle complet.

#### II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

##### A/ L'activité

##### 1. Fréquentation :

Le nombre de visiteurs horaires affiche une augmentation de 21,6% par rapport à 2020 et atteint 2 221 668 usagers.

Sur les 41 995 abonnements, en augmentation de 16,3 % : les résidents affichent une hausse de 14,4% (37 243 contre 32 555 en 2020) et les professionnels de 33,3 % (4 752 contre 3 564 en 2020). Il est à noter le maintien d'une forte proportion des abonnements résidents transport en commun, soit 23,5 % des abonnements résidents (28,7 % en 2020).

117 923 usagers bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de gratuité de stationnement multimodale.

Les abonnés ont basculé majoritairement vers la dématérialisation (64 %), alors que les visiteurs horaires utilisent en grande partie (72,4 %) les horodateurs. L'utilisation de l'application M'Ticket de la TaM progresse.

## 2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 453 281 véhicules. 15 % des véhicules contrôlés n'ont pas payés leur redevance de stationnement.

Le nombre de FPS émis en 2021 affiche une augmentation de 44,3 % par rapport à 2020. 214 475 FPS ont été émis : 37 % en zone jaune ; 49 % en zone orange ; 14 % en zone verte.

## 3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

### FPS minoré (avant le 15 mars 2021) :

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS était émis par un agent de TaM Voirie, affecté au contrôle. L'utilisateur disposait d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré auprès de TaM Voirie. Par avenant n°3, le FPS minoré a été supprimé à compter du 15 mars 2021.

### FPS nominal et majorés :

Depuis le 15 mars 2021, le FPS relève, dès son émission, du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 euros ; Zone verte : 17 euros).

L'ANTAI adresse l'avis de paiement par courrier au domicile de l'utilisateur, qui a la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 euros est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques procède ensuite au recouvrement.

## B/ Principaux moyens mis en œuvre :

### 1. Les effectifs

La moyenne des effectifs dédiés à la DSP Stationnement est la suivante :

- 14 agents sont affectés au contrôle ;
- 1 agent est affecté à la planification, et à la coordination ;
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires ;
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte ;
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

La commercialisation des abonnements et services est réalisée dans les espaces mobilité de TaM.

### 2. Investissements :

La mise en œuvre de la dépénalisation du stationnement payant s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

Au 31 décembre 2021, le parc total comprend 620 horodateurs :

- 548 horodateurs en service sur le domaine public ;
- 31 horodateurs vandalisés à remettre en état ;
- 20 horodateurs vandalisés non réparables ;
- 21 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

Depuis 2018, 497 places de stationnement pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune,

dont 325 arceaux pour les vélos et 172 arceaux pour les motos et scooters, soit 164 aires de stationnement.

#### C/ Qualité de service :

La contestation de la redevance de stationnement relève de l'ordre juridictionnel administratif. L'automobiliste peut contester son FPS selon une procédure organisée en deux temps :

##### 1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire, sous un délai d'un mois. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 5,5 % des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 11 761 RAPO traités :

- 84,7 % (9 960) des recours ont été admis ;
- 0,1 % (9) des recours ont été jugés irrecevables ;
- 15,2 % (1 792) des recours ont été rejetés.

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TaM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite. Le délai moyen de traitement est de 2 jours.

##### 2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, ou que le délai d'un mois est expiré, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP). Cette juridiction administrative spécialisée, installée à Limoges, a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie.

232 décisions ont été rendues par la CCSP en 2021 :

- 23 rejets ;
- 209 acceptations.

#### D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville. Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures ;
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures ;
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

En 2021, le stationnement était payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures et gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €
8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les

places de stationnement ouvertes au public.

Les tarifications spéciales pour certaines catégories d'usagers sont les suivantes :

- Pour les résidents de Montpellier : 15 €/mois, 150 €/an : 18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence, mais également dans un secteur limitrophe. Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/ mois ou 30 €/ an ;
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

#### 1) Compte de résultat de TaM Voirie

Pour l'année 2021, le résultat net s'affiche à 183,5 K€, en baisse de 344 K€ par rapport à 2020 mais en hausse de 54 K€ par rapport au contrat.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 5 113 K€ soit une augmentation de 20,2 % par rapport à 2020, mais une baisse de 2,4 % par rapport au contrat. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 77,8 % soit 3 979 K€ (3 216 K€ en 2020 soit 75,6 %) ainsi que des recettes abonnées pour 21,8 % soit 1 117 K€ (920 K€ en 2020 soit 21,6%).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 4 813 K€ en augmentation de 15% par rapport à 2020 (3 826 K€). Elles se composent notamment pour 15,9 % des frais de personnels (764 K€ en baisse de 20,6 %), pour 19 % des prestations assurées par la société mère TaM (916 K€ en augmentation de 8 %) ; pour 26,8 % de la redevance d'exploitation 2021 (1 301 K€ versée à la Ville de Montpellier) ; pour 17,9 % des amortissements et provisions ; 5,2 % des frais d'entretien et réparations ; 3,7 % des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 5 % des achats et consommables.

Au regard de l'estimation de l'exercice 2021 et de la capacité financière du délégataire, la redevance d'exploitation partie fixe 2021 a été portée de 2 400 K€ à 3 000 K€ (avenant n°5), soit 58,9 % du chiffre d'affaires 2021.

Les frais de contrôle et de surveillance tels que définis au contrat à 8,70 € par FPS émis représentent 1 866 K€ (1 293 K€ en 2020). La redevance fixe, frais de gestion déduits, s'élève donc à 1 134 K€. Ces frais de gestion viennent ensuite en déduction du reversement des recettes FPS versées à la métropole.

Un avenant n°2 a été conclu par délibération du 14 décembre 2020, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19. La part variable de la redevance d'exploitation 2021 a été maintenue à 80 % du chiffre d'affaires avec un seuil de déclenchement abaissé à 4,9 M€ de recettes, au lieu de 6,430 M€. Au regard du chiffre d'affaires de 5 096 K€ HT, le montant de la redevance d'exploitation partie variable 2021 est de 157 K€, soit 3.1 % du chiffre d'affaires. Une redevance de surperformance a également été enregistrée à hauteur de 129K€.

Au titre de l'année 2021, La Ville de Montpellier aura ainsi enregistré une recette de 3,2 M€.

Au titre de l'année 2021, Montpellier Méditerranée Métropole aura quant à elle bénéficié d'une recette provenant des FPS à hauteur de 1.7M€.

L'engagement contractuel sur la politique d'entretien et de renouvellement est portée à 1 380 K€ sur la durée du contrat (avenant n°5). Le délégataire a réalisé 114 K€ de dépenses sur la première année pour le redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire. Aucune nouvelle dépense n'a été réalisée depuis fin 2018. La clause d'engagement financier prévoit un reversement pour solde à la Ville, des montants non dépensés.

Le programme prévisionnel d'investissements affiche 7,12 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4,3 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Les investissements à la fin de l'exercice 2021 s'élèvent à hauteur de 5,32 M€ dont 428 K€ sur 2021 dont un véhicule LAPI (Lecture Automatisé des Plaques d'Immatriculation).

#### 2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

La Ville de Montpellier a reçu 3 901 K€ de recettes provenant des FPS dont 374 K€ de TaM Voirie (FPS minorés et remboursement fonds de caisse) et 3 527 K€ de l'ANTAI.

Les frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de TaM Voirie, frais de traitement de l'ANTAI, frais de gestion Ville) ont représenté 2 132 K €.

Après déduction de ces frais de gestion, la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole, la somme de 1 769 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n°M2022-262 du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022.

#### **IV) Conclusion et perspectives**

En février 2022, la substitution de la société TaM Voirie au profit du nouveau délégataire, la société TaM sa maison mère, a été effective avec la signature de l'avenant 4. Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont opéré la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL). La Ville est actionnaire à 31,08 %, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 68,92%.

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Lors des Conseils Municipaux en date du 16 décembre 2021 et du 11 octobre 2022, la Ville a approuvé respectivement les avenants n°5 et n°7 prenant en compte des évolutions en matière de zonage (extension et création de zone de très courte durée) avec les investissements corrélés et une nouvelle tarification mises en œuvre au 1<sup>er</sup> novembre 2022.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2021 ;
- De prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DSP Stationnement Rapport d'activité 2021.pdf
- Rapport Stationnement RAPO 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-211594-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

### **Bien-être animal**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

## **Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le parc zoologique de Lunaret, ouvert au public depuis 1964, est un secteur de promenade et de visite très prisé des montpelliérains qui aiment à flâner dans cet espace caractéristique de garrigues méditerranéennes de 80 ha abritant le zoo sur une partie de 30 ha environ. Depuis 52 ans, il ne cesse de s'agrandir et de se transformer pour accueillir dans les meilleures conditions plusieurs milliers de visiteurs chaque année avec des pointes recensées à 3 000 visiteurs jour.

En 2011, en réponse aux prescriptions de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP), la direction du parc zoologique a mis en place un certain nombre de mesures palliatives, et a missionné, parallèlement, la société QCS SERVICES, pour la réalisation d'un vaste diagnostic sécurité des installations, du point de vue de toutes les réglementations applicables au site (espaces verts, ERP, ICPE, Secteur rouge du PPRIF).

Aussi, conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants) et afin de gérer au mieux un projet techniquement complexe, nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé, la Collectivité a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser les éléments de projet restant à mener, en son nom et pour son compte, et

de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat.

A cet effet, le parc zoologique de Lunaret fait l'objet d'un programme de réhabilitation et de mise en sécurité depuis 2012. Cette étude, finalisée fin 2012, a permis une vision globale de l'état des installations du parc. Elle a dressé une première liste d'actions urgentes à planifier ainsi qu'un phasage de l'ensemble des mises en conformité et en évalue les grandes masses financières.

Par décision n°VD2018-256 du 06 août 2018 un mandat a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de mise en sécurité et de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret. Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été notifié le 06 septembre 2018, après transmission à la Préfecture de l'Hérault le 30 août 2018.

Par décision n°VD2019- 574 du 29 novembre 2019, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°1 prévoyant le versement d'une avance complémentaire de 2 000 000 € répartie entre janvier 2020 et janvier 2021. Le projet ainsi que les opérations confiées à la SA3M sont décrits dans le cadre du compte rendu annuel. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document susvisé.

Par délibération en date du 12 avril 2021, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°2 prévoyant le versement d'une avance complémentaire de 2 000 000 € répartie entre janvier 2020 et janvier 2021 ainsi que le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2019.

Par délibération en date du 07 avril 2022, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°3 prévoyant le versement d'une avance de 1 000 000 € en janvier 2024 (au lieu de janvier 2021) d'une part, ainsi que l'approbation du CRAC d'autre part. Le projet ainsi que les opérations confiées à la SA3M sont décrits dans le cadre du CRAC. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document susvisé.

Par ailleurs, il a été arbitré par le maître d'ouvrage en comité de pilotage du 20 avril 2021 une modification de périmètre sur la partie réhabilitation du parc zoologique (réduction) et le souhait d'une reprise de la programmation (mise au point du programme scientifique, pédagogique et culturel et mise au point et suivi d'une maîtrise d'œuvre étoffée scénographique notamment) avec modification du plan de collection animalière.

Les espèces animales emblématiques seront conservées comme les girafes, les lions et les guépards ; par ailleurs, la mission de conservation sera renforcée autour de la faune méditerranéenne et subsaharienne au regard des enjeux du réchauffement climatique. La mission de bien-être animal sera également renforcée par le choix d'espèces compatibles avec notre climat et par la prise en compte de non éjointage (amputation de l'extrémité d'une aile d'un oiseau) et non rémigeage (couper les plumes des ailes des oiseaux afin de les empêcher de voler) des oiseaux. La prise en compte environnementale sera également privilégiée en évitant des espèces nécessitant des aménagements trop lourds d'énergie pour le site, une trop grande consommation d'énergie et ne nécessitant pas de grandes quantités d'eau.

Cette modification s'inscrit dans la volonté de réhabiliter le parc zoologique au sein d'un projet ambitieux : la création d'un Grand Parc de Lunaret. Ce dernier, d'une surface d'environ 172 ha correspond, en grande partie, au périmètre historique des propriétés acquises par la Ville de Montpellier dans le cadre du legs de la famille DE LUNARET en 1919. Ce périmètre englobe, en plus du parc zoologique situé en son cœur, le bois de Montmaur, la réserve naturelle du Lez, la base nautique de Lavalette avec l'ancien orphelinat (ancienne maison de maître d'Henri DE LUNARET) et l'ensemble des parcelles expérimentales situées de part et d'autres du Lez, mises à disposition aux différents organismes de recherches œuvrant dans le domaine de la protection de la biodiversité et de l'agronomie, très présents sur le territoire de Montpellier. Le projet de Grand Parc de Lunaret doit permettre :

- De révéler l'histoire exceptionnelle de ce site ;
- De préserver un patrimoine naturel et paysager exceptionnel mais aussi fragile (risque incendie, risque d'inondation, pression humaine...) ;
- De présenter les enjeux liés à la biodiversité et l'histoire du rapport de l'Homme avec la Nature ;
- De créer un hôpital de la faune sauvage ;
- De constituer un cadre de travail de qualité pour les nombreux chercheurs œuvrant dans les laboratoires et institutions de recherche présents *in-situ* ;
- De renforcer le lien avec la communauté scientifique locale et de s'ouvrir encore plus au reste du monde, dans un contexte de réchauffement climatique planétaire avec des conséquences dramatiques sur la diversité biologique et la santé humaine, cœur des préoccupations des acteurs de MedVallée ;
- D'accompagner la transition écologique de ce territoire en créant de nouvelles connexions accessibles à tous et en facilitant les flux de circulation à l'intérieur du site ;
- D'offrir au plus grand nombre des espaces de loisirs pour tous ;
- De restructurer la serre Amazonienne aujourd'hui fermée aux publics à cause de non-conformités concernant des problèmes de sécurité sur l'accueil du public et de problèmes de bien-être animal.

Ce projet doit répondre à l'attractivité que génère déjà le parc zoologique mais aussi les berges du Lez et qui va augmenter avec l'arrivée de la ligne 5 de tramways et la création de 3 stations dont la station CNRS/Lunaret sur la route de Mende, qui desserviront le site.

Ainsi, la nouvelle autorisation de programme arbitrée en 2021 par la collectivité et arrêtée à 27.7 M€ TTC visant la refonte du projet de réhabilitation du parc zoologique et poursuite de l'opération, ne tient pas compte des antécédents réglés à ce jour couverts par la précédente autorisation de programme (AP).

Le bilan inscrit au CRAC 2020 est augmenté de 978K€ TTC tenant compte de l'actualisation des prix.

Etendant sa réflexion plus largement hors des murs du seul parc zoologique (bois de Montmaur-berges du Lez-base nautique de la Valette), le maître d'ouvrage a dès lors décidé de suspendre la poursuite de l'opération pour l'exercice 2021 dans l'attente d'une mise au point programmatique.

L'année 2021 a été marquée par la poursuite des travaux de mise en sécurité du parc zoologique de Lunaret liés aux injonctions faites par la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) dans le cadre d'une mise en demeure adressée le 09 août 2021.

Ces travaux se sont poursuivis en 2022 et ont porté sur la reprise complète ou partielle des clôtures et des portails d'une dizaine d'enclos, l'épierrement de ceux-ci, la gestion des effluents liquides avec l'implantation de cuves de récupération, l'isolation et l'étanchéification des bâtiments avec une rénovation partielle des cabanes en bois à usage d'abris (premier niveau d'intervention avant reprise intégrale dans le cadre du projet de restructuration des enclos), l'agrandissement et la diversification de la zone accessible aux rhinocéros avec création de zones d'ombrage et la matérialisation du parcours visiteur.

Parallèlement, des espèces ont été transférées vers d'autres parcs car leurs conditions de vie au Zoo de Montpellier n'étaient pas satisfaisantes (ours, bongos) et d'autres ont été changées d'enclos (loups ibériques, gazelle damas) afin de lever l'avis de dangerosité et de non-respect du bien-être animal mentionné dans la mise en demeure.

L'année 2022 sera consacrée à la désignation d'un programmiste et démarrage des études correspondantes. Il s'agit d'une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la programmation muséographique et technique détaillée du parc zoologique ainsi que du suivi opérationnel de sa transcription en phase de conception et en phase de réalisation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « *mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret* » établi en juillet 2022 par la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par SA3M ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2023 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22 décembre 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2021 VD 2961-TRansmis 30092022.pdf
- CRAC 2021-ZOO V Corrigée VP-EA 21112022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20221216-212706-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/22  
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE II**

### **DECISIONS**

## Liste des Décisions

N° Décisions	Titre des Affaires	Pages
VD2022-255	Décision relative à l'autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture dans le cadre du Plan-Objet 2022, conservation, restauration et valorisation de l'église Notre-Dame-des-Tables	30
VD2022-339	Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0034EN d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Mission d'accompagnement technique, organisationnel et de formation pour l'application du décret tertiaire pour la Ville de Montpellier - Attribution	339
VD2022-340	Guichet unique d'accueil familles Ukrainiennes situé aux Echelles de la Ville - Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux au bénéfice de l'association CHU Croix Rouge Française - Autorisation de signature	307
VD2022-350	Décision relative à un mandat d'études préalables à la construction de l'Hôtel des Sécurités - Approbation	309
VD2022-371	Décision relative à un mandat spécial - Accompagnement des membres du Conseil Montpellierain de la Jeunesse à Bruxelles	311
VD2022-373	Décision relative à un avenant financier n°1 à la convention cadre de partenariat : Chorégraphie et Petite Enfance" entre les établissements d'accueil du jeune enfant et le Centre Chorégraphique National- Autorisation de signature	313
VD2022-382	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°V0D0041AI - Lot 3 : ' Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux - Autorisation de signature	315
VD2022-383	Décision relative à un avenant n°1 au marché V9D0018AI ' Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du palais des sports Pierre de Coubertin '- Autorisation de signature	318
VD2022-385	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2203833-3 et n°2203834-3 - Ressources humaines"	321
VD2022-387	Décision relative à l'accord-cadre n°202202961S2201- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation muséographique et technique détaillée du parc zoologique et le suivi opérationnel - Attribution	323
VD2022-388	Décision d'ester en justice "Requête n°2203894-1 TA - Madame Aline-Marie HASIAK"	325
VD2022-389	Décision relative au marché n°V0B0060RH - Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de la Ville de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	327
VD2022-390	Décision d'ester en justice "requête n°2203636-5 TA - Monsieur et Madame GRECET"	329
VD2022-391	Décision d'ester en justice "requête n°2204068-3 TA - Ressources humaines"	331
VD2022-393	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER" pour les 13 et 20 août 2022	333
VD2022-395	Décision relative au conventionnement avec l'association ADAGES pour la mise à disposition d'une salle d'activité au profit du Relais Petite Enfance Croix d'Argent - Autorisation de signature	335
VD2022-411	Décision d'ester en justice "Cour Administrative d'Appel de Toulouse appel du jugement n°2005736 du TA"	337

<b>N° Décisions</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Pages</b>
VD2022-413	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'LA VOIE DE LA RÉPONSE' pour le 27 août 2022	<b>339</b>
VD2022-414	Décision relative au marché n°V2B0045RP - Exhumations administratives de concessions échues et de terrain ordinaire	<b>341</b>
VD2022-415	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'BARBARA FORTUNA' pour le 18 octobre 2022	<b>343</b>
VD2022-416	Décision relative à une rétrocession d'une concession trentenaire - Acte 42938 - Cimetière Saint-Lazare	<b>345</b>
VD2022-417	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public - Restaurant-bar-buvette - Parc zoologique de Lunaret	<b>347</b>
VD2022-418	Décision relative à un marché n°G0D0029RI - Achat et maintenance de postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques- Avenant n°2 au lot n°2 - Serveurs Ville- Autorisation de signature	<b>349</b>
VD2022-419	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée' pour le 15 octobre 2022	<b>351</b>
VD2022-420	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ECUME" pour le 4 septembre 2022	<b>353</b>
VD2022-421	Décision relative au marché n°V2D0007AI - Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin - Lots 1 à 13 - Attributions	<b>355</b>
VD2022-422	Décision d'ester en justice "Requête n°2105882-5 - Ville contre Société Société AT ZWEIRAD (VAE)"	<b>359</b>
VD2022-423	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°201902928S20.01 - Réhabilitation du Skatepark de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle - Autorisation de signature	<b>361</b>
VD2022-424	Décision relative au contrat de travaux pour la réalisation du Skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont - Lot n° 11 - Attribution - Autorisation de signature	<b>363</b>
VD2022-425	Convention de mise à disposition à titre gracieux Ville / CCAS - hôtel "les fauvelles" 8 rue Bonnard à Montpellier - Autorisation de signer la convention	<b>366</b>
VD2022-426	Décision relative au marché V2B0011AI - Avenant n°1 lot 1 - Extension du groupe scolaire Delteil-Michelet	<b>368</b>
VD2022-427	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Franck BURTIN"	<b>370</b>
VD2022-428	Décision d'ester en justice "Requête n°2204016-1 TA - Monsieur Kévin DESSAGNE"	<b>372</b>
VD2022-429	Décision d'ester en justice "requête n°2204107-1 - Alban LUBRANO DI CICONE"	<b>374</b>
VD2022-430	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2204097-1 - DE LA VILLE MONTBAZON"	<b>376</b>
VD2022-431	Décision relative à une autorisation de dépôt d'une demande de subvention pour le théâtre Jean Vilar dans le cadre d'un équipement d'éclairage scénique	<b>378</b>
VD2022-432	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Saint Jacques de Compostelle et Pontevedra - Autorisation	<b>380</b>
VD2022-433	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Franck BERTIN"	<b>382</b>
VD2022-434	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Monsieur Antoine ANNEX"	<b>384</b>

<b>N° Décisions</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Pages</b>
VD2022-435	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2204001-1 - Madame Muriel CONEGERO"	<b>386</b>
VD2022-436	Décision d'ester en justice - Requête TA n°2203997-1 "ASL LE CLOS MARGOT"	<b>388</b>
VD2022-437	Décision d'ester en justice "requête n°2204404-1 TA - Alexandre MIROUZE"	<b>390</b>
VD2022-438	Décision d'ester en justice "Requête n°2204583-5 TA - SARL LE TRIGONE"	<b>392</b>
VD2022-439	Décision relative à un marché n°V2B0047EM pour l'acquisition d'un élévateur télescopique zoo de Lunaret - Attribution	<b>394</b>
VD2022-440	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' GOOD NEWS GOSPEL ' pour le 10 septembre 2022.	<b>396</b>
VD2022-441	Décision d'ester en justice - Requête Cour d'Appel de Montpellier - SARL ATELIER RIO CONCEPT ARCHITECTURE et SARL PER INGENIERIE -	<b>398</b>
VD2022-442	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2204562-3 et n°2204563-3 -Ressources Humaines"	<b>400</b>
VD2022-443	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FRANCE PARKINSON ' pour les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre et 20 décembre 2022.	<b>402</b>
VD2022-444	Décision relative aux conditions d'occupation de salles du Palais Universitaire Sportif Veyrassi entre l'Université Montpellier 1 et la Ville de Montpellier - Saison sportive 2022 - 2023	<b>404</b>
VD2022-445	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHORUS SPECTACLES ' pour les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022.	<b>406</b>
VD2022-446	Décision relative à une autorisation d'occupation de l'espace public (espace bar du théâtre Jean Vilar) à l'association "Kaïna"	<b>408</b>
VD2022-447	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022	<b>410</b>
VD2022-448	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME 'pour les 9, 10 et 11 juin 2022.	<b>413</b>
VD2022-449	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' pour le 12 septembre 2022.	<b>415</b>
VD2022-450	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 5 septembre 2022.	<b>417</b>
VD2022-451	Décision relative au n°V2B0050EM - Achat d'électroménager blanc neuf et blanc reconditionné - Lots 1 et 2 - Attributions	<b>419</b>
VD2022-452	Décision relative à un Emprunt de 5 millions d'euros sur 25 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022	<b>421</b>
VD2022-453	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Ville, par la SERM, d'un local situé 147 avenue de Boirargues dans le but d'y implanter une offre associative solidaire alimentaire - Approbation - Autorisation de signature	<b>424</b>
VD2022-454	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Association des Chœurs du Languedoc ' pour les 22/29 septembre, 13/20 octobre, 10/17 novembre, 1er / 8 et 15 décembre 2022	<b>426</b>
VD2022-455	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CHORUS SPECTACLES" pour les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022	<b>428</b>



<b>N° Décisions</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Pages</b>
VD2022-456	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FRANCE PARKINSON HÉRAULT ' pour les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre, 20 décembre 2022	<b>430</b>
VD2022-457	Décision relative à la mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 en faveur d'associations - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation de subventions en nature	<b>432</b>
VD2022-458	Décision relative à la mise à disposition à titre gracieux de la salle de réunion de l'Espace Montpellier Jeunesse au profit des associations : ' Afev de Montpellier ', ' Reses ', ' Animafac	<b>434</b>
VD2022-459	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Propriété de l'Etat - ' Gymnase Jouanique ' - Parcelles cadastrées MS 259 et MS 260	<b>437</b>
VD2022-460	Décision relative à un Accord-cadre N°2993 - Réalisation du programme 2022-2024 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier Relance du lot 3 - Maçonnerie - VRD	<b>439</b>
VD2022-461	Décision relative à un mandat spécial -Présentation d'une mission opérationnelle en Ukraine du 3 au 5 août 2022	<b>441</b>
VD2022-462	Décision relative au marché n°V2D0020AI - Transformation du site du Conservatoire en école primaire - Relance des Lots 2 et 9	<b>443</b>
VD2022-463	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' pour le 25 septembre 2022	<b>446</b>
VD2022-464	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 25 septembre 2022	<b>448</b>
VD2022-465	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA MORENA ' pour le 25 septembre 2022	<b>450</b>
VD2022-466	Décision d'ester en Justice "Juge des enfants ou Tribunal des enfants- Dégradations sur groupe scolaire"	<b>452</b>
VD2022-467	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0041AI - Lot 10 Relais d'Assistants Maternels (RAM) - Autorisation de signature	<b>454</b>
VD2022-468	Décision relative à un contrat de location entre la société Gouvéa Immobilier et la Ville de Montpellier - Appartement situé 123 rue Alexandra David NEEL à Montpellier - Autorisation de signature	<b>456</b>
VD2022-469	Décision d'ester en justice - "Tribunal Correctionnel de Montpellier - Résidence Font del Rey"	<b>458</b>
VD2022-470	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CHŒUR D'O" pour le 25 septembre 2022	<b>460</b>
VD2022-471	Décision relative à la mise à disposition en créneaux horaires à titre gracieux de la salle Jacky Rey du 2 rue des Tourterelles au profit de l'association "PULX" - Autorisation	<b>462</b>
VD2022-472	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'entreprise ' KZEMOS FRANCE' pour les 24, 25 novembre, 2 et 3 décembre 2022 - Autorisation	<b>464</b>
VD2022-473	Décision d'ester en justice "requête n°2204633-8 TA - Monsieur Yacine ZEMIRLI"	<b>466</b>
VD2022-474	Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0055ZO à l'achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret - Viande fraîche et œufs - Attribution	<b>468</b>
VD2022-475	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'entreprise "KZEMOS FRANCE" pour les 21 et 22 décembre 2022	<b>470</b>

<b>N° Décisions</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Pages</b>
VD2022-476	Décision d'ester en justice "Requête n°2204849-3 TA - Ressources Humaines"	<b>472</b>
VD2022-477	Décision relative au marché 5043SG18 - Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes - Avenant n°1 - Autorisation de signature	<b>474</b>
VD2022-481	Décision relative au marché n°V2B0046ED - Prestation d'entretien et de restauration scolaire dans les écoles et centres de loisirs de la Ville de Montpellier - Attribution	<b>476</b>
VD2022-482	Décision relative au marché n°V2B0049ED - Prestation savoir rouler à vélo - Attribution	<b>478</b>
VD2022-483	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature	<b>480</b>
VD2022-484	Décision relative à la résiliation d'un accord cadre pour l'achat et livraison de granulés bois - V2B0022EM	<b>482</b>
VD2022-485	Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'accompagnement des chefs de projets du Pôle Numérique et Données à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets - Autorisation	<b>484</b>
VD2022-486	Rétrocession d'une concession trentenaire - Acte 48177 - Cimetière Saint Lazare	<b>486</b>
VD2022-487	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' pour le 12 septembre 2022	<b>488</b>
VD2022-488	Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la Société Cogedim Languedoc Roussillon et la SA3M pour la parcelle ON 42 - Autorisation de signature	<b>490</b>
VD2022-489	Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association Institut Confucius de Montpellier - Autorisation	<b>492</b>
VD2022-490	Décision relative à la réforme et la cession de véhicules et matériels à la suite de la Commission de Réforme du 7 octobre 2022	<b>494</b>
VD2022-491	Décision relative au marché global de performances pour la conception, réalisation, exploitation et maintenance de la cité de l'alimentation à Montpellier n°V2D0021PA - Désignation du jury - Prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées	<b>496</b>
VD2022-492	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre pour l'achat et livraison de plaquettes forestières pour paillage - V2B0030EM	<b>498</b>
VD2022-493	Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public par la société DEMD Productions - Autorisation	<b>500</b>
VD2022-494	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°V0D0041AI - Lot 8 "Centre Municipal Garosud" - Autorisation de signature	<b>502</b>
VD2022-495	Décision relative à un avenant de prolongation - Accord cadre n°V1D0018RH ayant pour objet l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de Montpellier	<b>504</b>
VD2022-497	Décision d'ester en justice "Requête n°22TL21814 CAA Toulouse - Monsieur Thierry TEULADE"	<b>506</b>
VD2022-498	Décision relative au marché subséquent n°V2D0037DU - Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2022 - Marché Subséquent	<b>508</b>
VD2022-499	Décision relative au marché n° V2B0054DC Acquisition d'un projecteur numérique 2K laser et d'un processeur audio évolutif pour le cinéma Nestor Burma	<b>510</b>
VD2022-500	Décision relative au marché n°V2B0053DC - Direction artistique de la ZAT 2022-Approbation	<b>512</b>

<b>N° Décisions</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Pages</b>
VD2022-501	Décision relative à un contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Lots n° 9 et 13 - Autorisation de signature	<b>514</b>
VD2022-502	Décision d'ester en justice "Requête n°22TL22044 CAA Toulouse - Ressources Humaines"	<b>516</b>
VD2022-503	Décision d'ester en justice "Requête n°2205089-1 TA - SOCIETE FREE MOBILE"	<b>518</b>
VD2022-504	Décision d'ester en justice "Requête n°2205100-8 TA - Ressources humaines"	<b>520</b>
VD2022-510	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg en Allemagne - Autorisation	<b>522</b>
VD2022-513	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété URBAN RENAISSANCE DEVELOPPEMENT - Lots volumes 10 et 11 à usage commercial - cadastre EV 565 et 546 - avenue de Maurin	<b>524</b>
VD2022-514	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CONSPECTUS" pour les 5-15 et 19 octobre 2022	<b>527</b>
VD2022-515	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ECUME" pour le 9 octobre 2022	<b>529</b>
VD2022-519	Décision relative à un Emprunt de 5 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022	<b>531</b>
VD2022-523	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Daejon en Corée- Autorisation	<b>534</b>
VD2022-525	Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'Acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI - Marché n°V2C0027RI - Autorisation de recours	<b>536</b>



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'autorisation de dépôt d'une  
demande de subvention auprès de l'Etat,  
Ministère de la Culture dans le cadre du Plan-  
Objet 2022, conservation, restauration et  
valorisation de l'église Notre-Dame-des-Tables**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire délégué au « Patrimoine historique et aux Archives municipales » ;

**CONSIDERANT :**

- que la Ville de Montpellier a conclu avec l'Etat une convention Plan-Objet pour la conservation, la restauration et la valorisation des églises de la Ville ;
- que l'entreprise PAT VKX Sarl a été déclarée attributaire du marché de restauration 2022 ;
- que ces travaux peuvent faire l'objet d'une attribution de subvention de la part de l'Etat ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture, pour un montant équivalant à 40 % des travaux prévus.

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier principal municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 2 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Boris BELLANGER**

**Publiée le : 5 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201641-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/09/22 - Réception en Préfecture : 05/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Energie

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0034EN  
d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Mission  
d'accompagnement technique, organisationnel et  
de formation pour l'application du décret  
tertiaire pour la Ville de Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il y a lieu de s'adjoindre les services d'un accompagnant pour une mission technique, organisationnel et de formation pour l'application du décret tertiaire et de définir :
  - une stratégie globale à horizon 2050, laquelle pourra conditionner les actions à privilégier pour atteindre les objectifs des plans de mandat actuel et à venir,
  - des objectifs ambitieux à décliner dans le cadre des plans de mandat 2022-2026 avec des réductions de consommations d'énergie en 2026 par rapport à l'année de référence choisie entre 2021 et 2019 sur le patrimoine immobilier.
  - la faisabilité de cette stratégie et des objectifs 2022-2026 proposés (plusieurs scénarios possibles),
  - les différents moyens à leur associer, ainsi que la gouvernance et l'organisation qui devront en découler.

- Qu'une procédure adaptée ouverte (n° V2B0034EN) a été lancée en date du 28 avril 2022, conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, sous forme d'un accord-cadre avec un montant maximum de 88 000 € HT, pour une période d'exécution allant de la notification jusqu'au 31/12/2025 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique pour 60% et le prix des prestations au regard du montant du DQE pour 40% ;
- Qu'après analyse, le mandataire BERIM – 149 avenue Jean Lolive – 93695 PANTIN sur la base du groupement BERIM /ESPELIA SAS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché « Assistance à maîtrise d'ouvrage Mission d'accompagnement technique, organisationnel et de formation pour l'application du décret tertiaire pour la Ville de Montpellier » n°V2B0034EN au groupement BERIM / ESPELIA SAS pour un montant maximum de 88 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2025.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 9 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès SAURAT**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197990-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Guichet unique d'accueil familles Ukrainiennes  
situé aux Echelles de la Ville - Convention de mise  
à disposition à titre gratuit de locaux au bénéfice  
de l'association CHU Croix Rouge Française -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

**CONSIDERANT**

- Qu'au vu de la situation en Ukraine, depuis le 24 février 2022, date du début de l'invasion de l'Ukraine par l'armée Russe, et de l'aide apportée par la Croix Rouge Française pour l'accueil des familles Ukrainiennes qui arrivent sur le territoire Montpelliérain, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son soutien à ces familles et mettre à disposition un nouveau guichet unique d'accueil ;
- Que ce nouveau guichet unique d'accueil situé aux Echelles de la Ville, 2 place Paul Bec à Montpellier est mis à disposition de la Croix Rouge Française jusqu'au 31 décembre 2022.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition à titre gratuit au bénéfice de la Croix Rouge Française pour les locaux situés aux Echelles de la Ville, 2 place Paul Bec, jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 3** : Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 9 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès SAURAT**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198049A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un mandat d'études préalables  
à la construction de l'Hôtel des Sécurités -  
Approbation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE, 8<sup>e</sup> adjoint au Maire délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires ;
- **VU** la délibération relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- **VU** les dispositions de l'article L. 2422-5 et suivants du Code de la commande publique relatives au mandat de maîtrise d'ouvrage mais également les dispositions de l'article L. 2511-1 et suivants du même code relatives aux prestations intégrées ;
- **VU** le projet de mandat d'études préalables en vue de la construction de l'Hôtel des Sécurités ;

**CONSIDERANT :**

- que la programmation prévisionnelle des investissements pour le budget primitif de l'exercice 2022 a arbitré favorablement le principe de financement des études préalables à la construction d'un Hôtel des Sécurités ;
- que la Ville souhaite confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études préalables à la construction d'un tel équipement ;
- que le cabinet NBJ, architecte en Chef de la ZAC « Parc 2000 Extension », en lien avec l'aménageur, a présenté, le 08 avril 2022, une étude de faisabilité concluant à la compatibilité des besoins avec les contraintes du foncier d'accueil ;

- que le contrat, ainsi que ses annexes, organisant les modalités de réalisation du mandat est joint à la présente décision. Les relations contractuelles entre le mandant et le mandataire sont exclues du champ d'application du Code de la commande publique, conformément aux dispositions relatives aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel « *il exerce un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui* ».

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- La Ville confie à la SA3M le soin de faire réaliser par des tiers, au nom et pour son compte, les études préalables présentées à l'article 1.3 du mandat ;
- Ces études devront répondre aux besoins identifiés mais également respecter l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée à 160 000 euros HT ;
- La rémunération de la SA3M est fixée à un montant forfaitaire de 70 000 euros HT, pour l'ensemble des études engagées.

Le mandataire assurera sa mission jusqu'à l'expiration du délai initial d'exécution des études fixé à 12 mois, pouvant être reconduit expressément pour une durée maximale de 7 mois.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la signature du mandat d'études préalables à la construction d'un Hôtel des Sécurités.

**ARTICLE 2** : D'approuver les stipulations du contrat de mandat ainsi que ses annexes, telle que joint à la présente décision, mandatant la SA3M pour la réalisation de ces études préalables.

**ARTICLE 3** : De dire que l'ensemble des dépenses concernées sont inscrites au budget 2022 et suivants de la Ville.

**ARTICLE 4** : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat de mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 8 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Sébastien COTE**

**Publiée le : 8 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199320-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/09/22 - Réception en Préfecture : 08/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Jeunesse

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial -  
Accompagnement des membres du Conseil  
Montpelliérain de la Jeunesse à Bruxelles**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire de Montpellier par le Conseil Municipal et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brunet Véronique, Adjointe au Maire Déléguée au quartier Mosson et à la Jeunesse ;

**CONSIDÉRANT**

- Que la ville de Montpellier a souhaité envoyer Mme Véronique Brunet, Adjointe déléguée au quartier de la Mosson et à la Jeunesse, Madame Clara GIMENEZ, Conseillère municipale déléguée à la Vie étudiante auprès de Madame Véronique BRUNET, et Madame Clare HART, Conseillère municipale déléguée aux Relations internationales à Bruxelles les 12 et 13 octobre 2022 pour accompagner les membres du Conseil Montpelliérain de la jeunesse (CMJ) dans le cadre de l'année Européenne de la jeunesse ;
- Que pour encourager la participation des jeunes membres du CMJ à la vie démocratique européenne, un parcours Européen dédié au CMJ a été programmé tout au long de l'année. Ce parcours conçu en étroite collaboration avec la Maison des Relations Internationales inclut un déplacement à Bruxelles dans le cadre de l'année européenne de la Jeunesse ;

- Que ce déplacement à Bruxelles sera l'occasion pour les membres du CMJ de participer à une rencontre avec Mr Eric Andrieu, député européen complétée par une présentation de la Commission Européenne de son rôle et fonctionnement. Le circuit comprend également une visite de l'association Occitanie Europe dans la perspective du développement d'actions relevant du programme mobilités et échanges Erasmus+ ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement pour les membres de la délégation, soit : les Elues, les membres du CMJ ainsi que deux agents de la Ville;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** - D'accorder un mandat spécial pour le déplacement à Bruxelles des Elues, Madame Véronique BRUNET, Madame Clare HART et Madame Clara GIMENEZ,

**ARTICLE 2** : D'approuver ce voyage en faveur des membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse à Bruxelles du 12 au 13 octobre 2022 encadrés par les Elues et les agents Ville.

**ARTICLE 3** : D'approuver la prise en charge financière sur la base des frais de déplacement en train, d'hébergement et de restauration estimés à 8 000 €.

**ARTICLE 4** : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 5** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 19 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Véronique BRUNET**

**Publiée le : 20 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205336-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/09/22 - Réception en Préfecture : 20/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant financier n°1 à la  
convention cadre de partenariat : Chorégraphie  
et Petite Enfance" entre les établissements  
d'accueil du jeune enfant et le Centre  
Chorégraphique National- Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Commande publique ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Tasnime AKBARALY en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY dans le domaine de la Petite enfance et à l'enfant dans la Ville ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville a souhaité poursuivre un projet autour de la petite enfance et de la pratique chorégraphique contemporaine qui participe à la dynamique du protocole d'accord interministériel « pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants » ;
- Que la Ville a signé, par décision du 22 janvier 2021 numéro V9A0756EN, la convention cadre de partenariat « Chorégraphie et Petite Enfance » avec le Centre Chorégraphique National qui prévoit la réalisation « d'ateliers dansés » et de « plateaux partagés » avec la Compagnie Action d'Espace, les enfants et les professionnels des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023 ;
- Que cette convention cadre prévoit chaque année de passer un avenant financier avec le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Action d'Espace pour réajuster la participation financière de chaque partie ;

- Que la participation de la Ville pour l'exercice 2022 reste inchangée par rapport à l'année précédente soit 500 € par an et par établissement pour un montant total de 6 000€ pour les 12 établissements engagés dans le projet ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant financier n°1 à la convention cadre de partenariat détaillant le budget du projet pour 2022.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** De dire que les stipulations de la convention non modifiées par cet avenant demeurent inchangées.

**Montpellier, le 29 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publiée le : 29 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205398-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 29/09/22 - Réception en Préfecture : 29/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Moyens Généraux

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°2 au marché  
n°V0D0041AI - Lot 3 : ' Mairies de proximité,  
bureaux, postes de police, bâtiments communaux  
- Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale » ;
- VU la décision n°2021 /497 en date du 16 novembre 2021 attribuant le marché V0D0041AI « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » et son lot 3 « mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux » à l'entreprise SUD SERVICE SAS sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'exécution de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter de la notification du marché ;
- VU la décision n°2022/318 en date du 28 juin 2022 autorisant la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet de détailler par pièce et par superficie, le forfait mensuel d'entretien des prestations régulières mensuelles (A) du BPU pour le Bâtiment Protocole Garosud ;



**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire dans le cadre de la réorganisation des services menée actuellement par la Ville d'intégrer de nouveaux sites au CCTP et au BPU (prestations régulières mensuelles A) du lot 3 désignés ci-après : « Maison des relations internationales », « Martin Luther King » et « Jacques 1er d'Aragon » ;
- Que le personnel aujourd'hui dédié à l'entretien/nettoyement des espaces précités est redéployé dans d'autres sites et sera affecté à d'autres tâches ;
- Que cette nouvelle organisation rend nécessaire l'intervention de la société de nettoyage SUD SERVICE SAS titulaire du lot 3 : Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux sur ces sites précités ;
- Que l'article 1.1 du CCTP « désignation des locaux - m² - fréquences - personnel » est modifié comme suit :

Nom	Adresse	Type de locaux	Fréquence	Nombre de personnes travaillant
Maison des relations internationales	14 Descente EN BARRAT 34000 Montpellier	Accueil du public, bureaux	5/semaine	35 personnes
Martin Luther King	27 Bd Louis BLANC 34000 Montpellier	Accueil du public, bureaux	5/semaine	100 personnes
Jacques 1er d'Aragon	117 rue des États GÉNÉRAUX 34000 Montpellier	Accueil du public, bureaux	3/semaine	15 personnes

- Que l'article 1.2 du CCTP « Surfaces » est modifié comme suit :  
Ajout de nouvelles surfaces : les surfaces globales des locaux en m² (à titre indicatif) sont les suivantes :

Maison des relations internationales : 717 m2

Martin Luther King : 280 m2

Jacques 1er d'Aragon : 254 m2

- Que l'article 1.4.2 du CCTP « Tableau des horaires par site » est modifié comme suit :

HORAIRES D'INTERVENTIONS		
Maison des relations internationales	LUNDI AU VENDREDI	05H00 - 09H00
Martin Luther King	LUNDI AU VENDREDI	05H00 - 09H00
Jacques 1er d'Aragon	LUNDI MERCREDI VENDREDI	05H00 - 09H00

- Que conformément aux devis en date du 13 avril et du 17 juin 2022, l'ajout de nouveaux prix mensuel au BPU (prestations régulières mensuelles A) sont les suivants :

Maison des relations internationales : 2 261, 17 € HT

Martin Luther King : 2 173, 58 € HT

Jacques 1er d'Aragon : 885, 75 € HT

Soit un total mensuel de 5 320, 50 € HT.

- Qu'il convient donc d'établir un avenant n°2 au lot 3 avec l'entreprise SUD SERVICE SAS sise Parc d'activités la Garrigue-34 171 Castelnau-le-Lez ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot 3 du marché V0D0041AI avec l'entreprise SUD SERVICE SAS : ajout de nouveaux prix au BPU (prestations régulières mensuelles A) pour un total mensuel de 5 320, 50 € HT correspondant à l'intégration des sites « Maison des relations internationales », « Martin Luther King » et « Jacques 1er d'Aragon ».

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville

**ARTICLE 3** - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.

**Montpellier, le 19 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 19 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200897-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/09/22 - Réception en Préfecture : 19/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché  
V9D0018AI ' Mission de maîtrise d'œuvre pour la  
transformation du palais des sports Pierre de  
Coubertin '- Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine « Ville sportive » ;
- VU la décision VD2019-626 du 6 janvier 2020 ayant pour objet l'attribution du marché V9D0018AI « Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du palais des sports Pierre de Coubertin » au groupement conjoint BPA architecture/ INGE+/ BETSO/ Bernard Poissonnier Economiste ayant comme mandataire BPA architecture pour un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 309 150 € HT sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 11,45 % (solution de base 10, 45% -variante exigée OPC 1%) ;
- VU l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 14 avril 2022 favorable à la passation d'un avenant n° 1 pour le marché V9D0018AI « Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du palais des sports Pierre de Coubertin » dans la mesure où cet avenant excède 5%.

**Considérant :**

- Que le marché V9D0018AI « Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du palais des sports Pierre de Coubertin » a été lancé pour une durée globale prévisionnelle de 57 mois à compter de sa notification se terminant le 9 octobre 2024 ;

- Que la part de l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage affectée aux travaux a été fixée à 2 700 000 € HT ;

- Qu'à l'issue de l'APD, le coût prévisionnel C des travaux a fait l'objet d'une nouvelle estimation par le maître d'œuvre d'un montant de 3 249 800 € HT en raison des modifications de programme suivantes :

- L'absence de DOE du bâtiment existant a conduit à une connaissance très partielle des caractéristiques de ce dernier au stade programmation et notamment à une absence d'information sur la structure du bâtiment.

Aussi, dans le cadre de la mission DIAGNOSTIC confiée au maître d'œuvre, des travaux de reconnaissance complémentaires ont été nécessaires afin de consolider la solution technique retenue pour agrandir le terrain, cette solution n'ayant pas été imposée au stade du programme car nécessitant des études avancées en coordination avec les bureaux d'études spécialisés et notamment structure et le bureau de contrôle technique. Ces investigations complémentaires ont abouti à un renforcement des dispositifs structurels à mettre en œuvre dans le cadre de la démolition des gradins suite aux sondages structurels réalisés sur l'ensemble de la structure (reconnaissance des fondations et relevés des armatures de l'ensemble de la structure). Cette expertise ne pouvait être réalisée que sur la base d'une étude structurelle poussée de type avant-projet sommaire et par un BET spécialisé (impossibilité de réaliser un chiffrage précis au stade programmation sans une maîtrise d'œuvre expérimentée).

- Que la phase Diagnostic a également fait apparaître la nécessité de :

- Mesures acoustiques renforcées en vue de limiter l'émergence sonore de la salle vis-à-vis des tiers en cas d'utilisation en soirée. Des essais acoustiques supplémentaires sur l'existant (notamment en période nocturne) ont dû être réalisés dans le cadre du diagnostic de maîtrise d'œuvre afin de déterminer précisément les caractéristiques acoustiques de la salle et les performances à atteindre pour une utilisation après 22h. Ces mesures ne pouvaient pas être appréhendées au stade du programme, le programmiste n'ayant pas une expertise suffisante dans ce domaine.

- Mise en sécurité de la toiture terrasse Est à la demande du coordonnateur Sécurité et protection de la santé (suite à l'évolution de la réglementation) afin qu'elle puisse accueillir les nouveaux équipements techniques nécessaires (remplacement d'éléments existants dans le cadre du diagnostic)

- La reprise générale des sanitaires et des vestiaires de la salle de boxe suite à la démolition des gradins, cette solution technique impactant la salle de boxe dans sa structure (démolition d'une partie des locaux)

- Dans le cadre de l'adaptation des villes au changement climatique, la création d'espaces verts et la mise en œuvre d'enrobé végétal sur le parvis du bâtiment a également été demandé en cours d'étude en continuité du traitement du Lac des Garrigues.

- Que ces éléments précités entraînent une augmentation de 25 904,38 € HT du forfait de rémunération ;

- Que les missions confiées au regard des évolutions de programme et les mesures sanitaires gouvernementales imposées durant l'année 2020, nécessitent un délai supplémentaire pour leur exécution. Le marché est prolongé de 7 mois portant la date de fin de marché au 09/05/2025 ;

- Qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 ayant pour objet de modifier le programme, d'approuver l'avant-projet définitif, fixer le coût prévisionnel des travaux C et la rémunération définitive du maître d'œuvre, de prolonger le délai ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché V9D0018AI du groupement conjoint BPA architecture/ INGE+/ BETSO/ Bernard Poissonnier Economiste ayant comme mandataire BPA architecture d'un montant de 25 904,38 € HT, portant le forfait de rémunération définitif à 335 054,38 € HT.

Soit une augmentation de 8, 38 % du forfait de rémunération.

Le marché de maîtrise d'œuvre est prolongé de 7 mois portant sa date de fin d'exécution au 09/05/2025.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Hervé MARTIN**

**Publiée le : 15 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201160-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/09/22 - Réception en Préfecture : 15/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête TA  
n°2203833-3 et n°2203834-3 - Ressources  
humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n° 2203833-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Outhaï LENETTE, agente de la Ville de Montpellier, tendant à obtenir réparation de son préjudice subi né du taux d'IPP fixé à 5% et 5 % consécutivement à deux accidents de travail ;

- la requête n°2203834-3 en référé provision déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Outhaï LENETTE, agente de la Ville de Montpellier, dans le cadre d'une demande d'indemnisation pour réparation de son préjudice subi né du taux d'IPP fixé à 5% et 5 % consécutivement à deux accidents de travail ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2203833-3 et n°2203834-3 par Madame Outhaï LENETTE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201062-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre  
n°202202961S2201- Assistance à maîtrise  
d'ouvrage pour la programmation  
muséographique et technique détaillée du parc  
zoologique et le suivi opérationnel - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- **VU** la convention de mandat modifiée en date du 05 septembre 2018 conclue avec la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) autorisant en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

**Considérant :**

- Que la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, nécessite une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la programmation muséographique et technique du parc zoologique réhabilité, et le suivi opérationnel de la transcription du programme en études puis en travaux ;



- Qu'une procédure d'appel d'offre européen ouvert a été lancée conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la programmation muséographique et technique détaillée du parc zoologique ainsi que le suivi opérationnel ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Note méthodologique: 70%

Prix: 30%;

- Qu'après analyse, la commission d'appel d'offre de la Ville de Montpellier qui s'est réunie le 15 septembre 2022 a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse du groupement EGIS VOLTERE (mandataire), domicilié 6 Rue Dunois- 75013 Paris / BIOTOPE COMMUNICATION EDITION, domicilié 22 Boulevard du Maréchal Foch 34140 Mèze (cotraitant) / PRESENCE (cotraitant), domicilié 40 Rue Abbé Lemire 59110 Madeleine / EGIS BATIMENTS SUD (cotraitant) domicilié 33 Avenue Georges Pompidou 31130 Balma / FOX CONSULTING (cotraitant), domicilié 8 Rue de l'Aqueduc 67500 Haguenau France /EGIS VILLES ET TRANSPORTS (sous-traitant), domicilié 170 Avenue Thiers 69006 Lyon ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire, n°202202961S2201 d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la programmation muséographique et technique détaillée du parc zoologique et le suivi opérationnel pour un montant maximum de 350 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans non reconductible.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 sept. 2022  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Signé.

Eddine ARIZTEGUI

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205870-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2203894-1  
TA - Madame Aline-Marie HASIAK"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- La requête n°2203894-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 juillet 2022 par Madame Aline-Marie HASIAK contre l'arrêté n° PC3417221M0004 du 29 juillet 2021 par lequel la commune de Montpellier a délivré à la SNC COGEDIM LR un permis de construire portant sur la réalisation d'un ensemble immobilier de 86 logements sis 333 avenue de Monsieur Teste ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203894-1 par Madame Aline-Marie HASIAK.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201095-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Santé et de la Prévention**  
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0B0060RH -  
Fourniture de matériel adapté destiné aux  
aménagement de postes pour personnes en  
situation de handicap ou de restriction d'aptitude  
de la Ville de Montpellier - Avenant n°1 -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;
- **VU** la décision n° VD 2021-366 attribuant le marché V0B0060RH à SARL DESIGN+ 2012 Avenue de Toulon -83260 LA CRAU pour un montant maximum de 60 000 € HT et pour une durée de 12 mois à compter du 8 septembre 2021 ;
- **CONSIDERANT :**
  - Qu'il est nécessaire d'assurer l'aménagement des postes pour les personnes en situations de handicap ou de restriction d'aptitude de la Ville de Montpellier ;
  - Que dans cet objectif, il convient d'assurer cette mission sans rupture de service ;

- Que le marché n° V0B0060RH ‘‘Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d’handicap ou de restriction d’aptitude de la Ville de Montpellier’’ en cours arrive à échéance le 8 septembre 2022 et qu’il convient de le renouveler ;
- Que le futur appel d’offre mutualisé pour une durée d’un an reconductible deux fois à compter de janvier 2023, actuellement en cours de procédure ne sera pas attribué à cette date ;
- Qu’il convient de prolonger le marché n°V0B0060RH jusqu’au 31 décembre 2022.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D’autoriser la signature de l’avenant n° 1 qui prolonge le marché V0B0060RH ‘‘Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d’handicap ou de restriction d’aptitude à la Ville de Montpellier’’ avec la SARL DESIGN + jusqu’au 31 décembre 2022, d’un montant de 10% soit 6 000 € HT portant le nouveau montant maximum du marché à 66 000 € HT.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : d’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l’exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 5 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 6 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l’Intérieur 034-213401722-20220101-201136-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/09/22 - Réception en Préfecture : 06/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu’il peut faire l’objet d’un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "requête n°2203636-5 TA - Monsieur et Madame GRECET"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant :**

- La requête n°2203636-5 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur et Madame GRECET contre la décision du 17 juin 2022 par laquelle la Commune de Montpellier a refusé une dérogation pour la rentrée scolaire 2022/2023 pour une inscription à l'Ecole LAMARTINE ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville dans ce dossier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n° 2203636-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur et Madame GRECET.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats ACOCE.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201514-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "requête n°2204068-3 TA - Ressources humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- la requête n°2204068-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 août 2022 par Madame Nadine SAYAH, agente de la Ville de Montpellier, contre la décision du 1<sup>er</sup> mars 2022 relative à un changement d'affectation ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;



**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204068-3 par Madame Nadine SAYAH.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201546-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER"  
pour les 13 et 20 août 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'association « ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 13 et 20 août 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 14 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 16 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201833-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 16/09/22 - Réception en Préfecture : 16/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**

Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au conventionnement avec  
l'association ADAGES pour la mise à disposition  
d'une salle d'activité au profit du Relais Petite  
Enfance Croix d'Argent - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier en date du 28 juillet 2022 et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;

**CONSIDERANT :**

- Que le Relais Petite Enfance du secteur Croix d'Argent souhaite organiser des ateliers de motricité à destination des enfants de 3 mois à 3 ans accueillis chez les Assistant(e)s Maternel(le)s de son secteur ;
- Que l'association « ADAGES » propose la mise à disposition gratuite d'une salle d'activité située dans ses locaux situés au 191 rue Louis d'Aragon à Montpellier ;
- Que les créneaux disponibles proposés par l'association « ADAGES » correspondent aux besoins du Relais Petite Enfance du secteur Croix d'Argent, à savoir un lundi par mois de 9h à 12h et un mercredi tous les deux mois de 9h à 12h sur la période du 19 septembre 2022 au 2 juillet 2023 ;

**DECIDE**

- **ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention de mise à disposition gratuite entre l'association ADAGES et la Ville de Montpellier gestionnaire du Relais Petite Enfance du secteur Croix d'Argent.

- **ARTICLE 2** : D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 18 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207901-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Cour Administrative  
d'Appel de Toulouse appel du jugement  
n°2005736 du TA"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- le jugement n°2005736-3 du TA en date du 13 juillet 2022 annulant la décision du Maire de Montpellier de placement en disponibilité d'office un agent de la Ville ;
- qu'il est nécessaire d'interjeter appel de cette décision ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Toulouse.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202852-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association' LA  
VOIE DE LA RÉPONSE' pour le 27 août 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et de la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « La voie de la réponse » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 27 août 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;



**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205425-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2B0045RP -  
Exhumations administratives de concessions  
échues et de terrain ordinaire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder aux exhumations administratives et reprise des concessions temporaires non renouvelées par les familles dans le délai légal ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché accord cadre à bons de commandes pour une durée de 9 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Valeur technique : 60% : - moyens humains affectés au marché, leurs formations et qualifications (30%), - moyens matériels (30%)  
Prix/ 40 %.
- Que l'entreprise BANCAREL SAS BDE, domiciliée 80 chemin des Moulins à Mireval a fait la meilleure offre ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché public accord-cadre à bons de commande « Exhumations administratives et reprise des concessions temporaires par la Ville » à l'entreprise BANCAREL SAS BDE pour un montant maximum de 80 000 € HT et pour une durée de 9 mois à compter de la notification.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 5 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Radia TIKOUK**

**Publiée le : 6 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203632-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/09/22 - Réception en Préfecture : 06/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
'BARBARA FORTUNA' pour le 18 octobre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- que l'association « BARBARA FORTUNA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 18 octobre 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n°V2021-477 du 16 décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 9 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203476-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à une rétrocession d'une  
concession trentenaire - Acte 42938 - Cimetière  
Saint-Lazare**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

**CONSIDERANT :**

- la demande formulée par Madame Anne-Marie POMMIER née CHIERONI, domiciliée BP 1056, 98713 Papeete, Polynésie française, concessionnaire de la concession référencée Acte 42938, située au cimetière Saint Lazare à la section LS, au numéro 20 du 5<sup>ème</sup> rang, acquise le 3 mars 2010, d'une durée de 30 ans, au prix de 958 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 03 octobre 2022 ;
- que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville reprendra cette concession au montant de 620,00 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 03/03/2010 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 958 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 958 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Il restera 233 mois à courir, soit  $958/360 \text{ mois} \times 233 = 620 \text{ €}$  à rembourser.

**ARTICLE 2 :** De dire que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 5 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Radia TIKOUK**

**Publiée le : 6 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203545-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/09/22 - Réception en Préfecture : 06/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Publicité et Mobilier sur le Domaine Public

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à une convention d'occupation  
du domaine public - Restaurant-bar-buvette -  
Parc zoologique de Lunaret**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, délégué aux « Commerces de proximité, à l'artisanat et au tourisme » ;

**CONSIDERANT :**

- la demande formulée par les actuels occupants, Monsieur JOURDAN Jean-Charles et Monsieur HISTE Christophe, d'exploiter le bar-restaurant-buvette du parc zoologique de Lunaret durant un an à compter du 7 septembre 2022 ;
- que l'appel à manifestation d'intérêt concurrent publié en juillet sur le portail internet de la Ville de Montpellier n'a fait l'objet d'aucune candidature.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention d'occupation du domaine public entre la Ville et Monsieur JOURDAN Jean-Charles et Monsieur HISTE Christophe, pour une durée d'un an.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



**Montpellier, le 6 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Roger-Yannick CHARTIER**

**Publiée le : 6 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203559-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/09/22 - Réception en Préfecture : 06/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Pôle des Systèmes d'Information Numériques

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

### **Décision relative à un marché n°G0D0029RI - Achat et maintenance de postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques- Avenant n°2 au lot n°2 - Serveurs Ville- Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine du Renouveau démocratique et de l'Innovation sociale ;
- **VU** la décision n° VD2021-325 attribuant le lot n° 2 « Serveurs Ville » du marché G0D0029RI « Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques » à l'entreprise APX INTEGRATION, sur la base d'un accord cadre à bons de commandes sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, soit 4 ans maximum au total ;
- **VU** la décision n°VD2022-214 autorisant la signature de l'avenant n°1 au lot n°2, transférant l'accord cadre à la société AXIANS SYSTELCOM SAS ;

#### **Considérant :**

- L'article L2194-1 du Code de la Commande Publique selon lequel « un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque [...] 5° Les modifications ne sont pas substantielles » ;

- Qu'à la suite de la fin de fabrication de certains matériels et licences, il est nécessaire de mettre à jour le Bordereau des Prix Unitaires en remplaçant les produits. De plus, des besoins nouveaux sont apparus, 7 produits sont à y rajouter ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot°2 « Serveurs Ville » du marché G0D0029RI « Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques » avec l'entreprise AXIANS SYSTELCOM SAS. Cet accord cadre étant sans maximum, il ne modifie pas ce seuil.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Séverine SAINT-MARTIN**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203667-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
'Chœur Universitaire de Montpellier  
Méditerranée' pour le 15 octobre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 15 octobre 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n°V2021-477 du 16 décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 9 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203997-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"ECUME" pour le 4 septembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 4 septembre 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,40 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 14 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 16 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204004-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 16/09/22 - Réception en Préfecture : 16/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2D0007AI -  
Restructuration du palais des sports Pierre de  
Coubertin - Lots 1 à 13 - Attributions**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité de 4<sup>ème</sup> adjoint au Maire le 4 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine « Ville sportive »;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de passer un marché de travaux pour la restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique sous la référence V2D0007AI « Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin » sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée globale de 15 mois pour tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.



Le marché est alloti en 13 lots désignés ci-dessous :

Lot(s)	Désignation
01	Déconstruction - gros œuvre
02	Etanchéité
03	Menuiseries extérieures
04	Métallerie - serrurerie
05	Cloisons- doublage - faux plafonds
06	Menuiseries intérieures
07	Revêtements de sols
08	Peinture - nettoyage
09	Appareil élévateur
10	Chauffage – ventilation - plomberie sanitaire
11	Electricité
12	Equipements sportifs
13	Aménagements extérieurs

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
- Prix des prestations au regard de la décomposition globale et forfaitaire 40%

- Que le lot n°7 « Revêtements de sols » est déclaré sans suite pour motif d'intérêt général tenant à une modification programmatique engendrant une modification substantielle de la demande ;

- Qu'aucune offre n'a été reçue pour le lot 12 « Equipements sportifs », le lot a été déclaré infructueux et sera relancé ;

- Qu'au vu du rapport d'analyse, il est proposé d'adopter et de choisir les offres des entreprises suivantes :

- Lot 1 : groupement d'entreprises SOGEA SUD BATIMENT/CARDEM avec pour mandataire solidaire du groupement conjoint l'entreprise SUD BATIMENT (Immeuble M'OTION-541 rue Georges Méliès-34078 Montpellier cedex 3) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 2 : entreprise Les étancheurs du Midi (10, RUE DE LA Go2lette-34080 MONTPELLIER) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 3 : entreprise BARSALOU (8 avenue du Champ de Mars-11100 Narbonne) présentant une offre économiquement avantageuse ;
- Lot 4 : entreprise TECHNICFER (150 rue du Mas de Bringaud-34071 Montpellier cedex 3) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 5 : entreprise SODAC (ZAC du Mijoulan-34680 Saint Georges d'Orques) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 6 : entreprise Menuiserie LACLAU (ZI – 13 rue Charles Richet – 34500 Béziers) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 8 : entreprise VASSILEO BÂTIMENT (ZAC Béziers/Villeneuve ZI rue Joliot Curie-34500 Béziers) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 9 : entreprise CFA Division de NSA (355 rue Pierre Seghers-84000 Avignon) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- Lot 10 : entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES FM France (Parc Club du Millénaire Bât 5 - 1025 Rue Henri Becquerel – 34935 Montpellier) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 11 : entreprise TEC ELEC SUD (51 chemin de la Razimières 34380 Saint Martin de Londres) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Lot 13 : entreprise COLAS France (ZI la Lauze -10 rue Saint Exupéry-34430 Saint Jean de Védas) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** ARTICLE 1 : D'attribuer les lots du marché V2D0007AI « restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin » aux entreprises suivantes :

LOTS	Désignation	Candidats	Montant HT
1	Déconstruction - gros œuvre	SOGEA SUD BATIMENT/CARDEM	1 337 550,00
2	Etanchéité	Les étancheurs du Midi	25 000,00
3	Menuiseries extérieures	BARSALOU	92 906,75
4	Métallerie - serrurerie	TECHNICFER	137 700,00
5	Cloisons- doublage - faux plafonds	SODAC	318 820,04
6	Menuiseries intérieures	Menuiserie LACLAU	282 303,11
8	Peinture - nettoyage	VASSILEO BÂTIMENT	208 188,38
9	Appareil élévateur	CFA Division de NSA	22 700,00
10	Chauffage – ventilation - plomberie sanitaire	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES FM France	594 884,13
11	Electricité	TEC ELEC SUD	291 199,34
13	Aménagements extérieurs	COLAS France	79 374,95

La durée globale est de 15 mois pour tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Hervé MARTIN**

**Publiée le : 15 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204006-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/09/22 - Réception en Préfecture : 15/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2105882-5  
- Ville contre Société Société AT ZWEIRAD  
(VAE)"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier tendant à obtenir remboursement sur le fondement de la garantie des vices cachés, réparation des préjudices subis et remboursement des frais d'expertise suite à l'acquisition par la Ville des vélos à assistance électrique auprès de la société AT ZWEIRAD dans le cadre du marché public à bon de commande n°2M1197 en date du 7 septembre 2012 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier contre la Société AT ZWEIRAD (VAE) dans l'instance n°2105882-5.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 12 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204082-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 12/09/22 - Réception en Préfecture : 12/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°2 au marché  
n°201902928S20.01 - Réhabilitation du Skatepark  
de Grammont et installation d'un site de BMX  
Freestyle - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** l'article L. 300-3 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville Sportive ;
- **VU** la convention de mandat en date du 27 septembre 2018 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réhabilitation du skatepark de Grammont et l'installation d'un site de BMX freestyle ;
- **VU** la décision autorisant la signature d'un marché de maîtrise d'œuvre n° 201902928 S20.01 pour la réalisation du skatepark de Grammont avec le groupement SARL FEST ARCHITECTURE (mandataire) / INGEROP / ESKIS PAYSAGISTES, à l'issue d'une procédure de concours restreint en application des articles 88 et 89 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la décision autorisant la signature d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du skatepark de Grammont ;

**Considérant :**

- la nécessité, dans le cadre des missions de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du skatepark de Grammont et l'installation d'un site d'entraînement de BMX freestyle, de modifier la répartition des missions entre cotraitants et d'allonger la durée du marché, pour la mettre en cohérence avec le planning prévisionnel du projet ;
- que la mission responsable de projet (RESP), actuellement assurée par le mandataire du groupement FEST ARCHITECTURE, est reprise par le cotraitant INGEROP ;
- que la mission ordonnancement pilotage et coordination (OPC), actuellement assurée par le cotraitant INGEROP, est reprise par le mandataire du groupement FEST ARCHITECTURE ;
- que le montant global des honoraires n'est pas affecté par ce changement ;
- qu'il convient de prolonger la durée prévisionnelle du marché, initialement fixée à 28 mois à compter de l'ordre de service de notification prescrivant le démarrage des prestations le 1er février 2021, pour la porter à 35 mois, reportant l'échéance prévisionnelle du 1er juin 2023 au 1er janvier 2024 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre n° 201902928 S20.01 pour la réalisation du skatepark de Grammont avec le groupement SARL FEST ARCHITECTURE (mandataire) / INGEROP / ESKIS PAYSAGISTES.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Hervé MARTIN**

**Publiée le : 15 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204162-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/09/22 - Réception en Préfecture : 15/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au contrat de travaux pour la  
réalisation du Skatepark de Grammont et du site  
de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle  
de Grammont - Lot n° 11 - Attribution -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville Sportive ;
- **VU** la convention de mandat en date du 27 septembre 2018 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réhabilitation du skatepark de Grammont et l'installation d'un site de BMX freestyle ;
- **VU** la décision n° VD2022-341 en date du 20 juillet 2022, attribuant les marchés de travaux nécessaires à la réalisation de l'équipement, pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 12 ;

**Considérant :**

- que dans le cadre de sa compétence « sports », la Ville de Montpellier souhaite construire un nouveau site dédié aux sports de glisse urbaine à l'emplacement du Skatepark de Grammont ;
- que la conception de ce site a été confiée à l'issue d'un concours de maîtrise d'œuvre au groupement SARL FEST ARCHITECTURE (mandataire) / INGEROP / ESKIS PAYSAGE ;



- que sur la base du dossier de consultation entreprise établi par le groupement, une consultation a été lancée le 4 mai 2022 dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la Commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, en vue de la passation des marchés de travaux nécessaires à la réalisation de l'équipement, comprenant les douze lots suivants :

- o Lot 01 – Terrassements / Réseaux,
- o Lot 02 – Aménagements de surface / Clôtures / Mobiliers urbains,
- o Lot 03 – Pumptrack,
- o Lot 04 – Skatepark Modulaire,
- o Lot 05 – Skateparks en béton,
- o Lot 06 – Eclairage extérieur,
- o Lot 07 – Arrosage / Espaces Verts
- o Lot 08 – Bâtiment : Gros œuvre,
- o Lot 09 – Bâtiment : Bardage,
- o Lot 10 – Bâtiment : Second œuvre,
- o Lot 11 – Bâtiment : CVC / Plomberie / Sanitaires,
- o Lot 12 – Bâtiment : Courants Faibles / Courants Forts ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot n° 11 étaient les suivants :

- o Valeur technique de l'offre : 40%,
- o Prix des prestations : 60% ;

- que sur la base du rapport d'analyse des offres établi par la SA3M et la maîtrise d'œuvre, l'offre remise par la société AXIMA, sise Tour 1, 1 Place Samuel Champlain – Faubourg de l'Arche 92930 PARIS LA DEFENSE, sur le lot n° 11 est une offre économiquement avantageuse ;

## **DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le lot n°11 à la société AXIMA, pour un montant après négociation de 114 477,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux. Sa durée est de onze mois.

**ARTICLE 2** : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Hervé MARTIN**

**Publiée le : 15 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204171-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/09/22 - Réception en Préfecture : 15/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Convention de mise à disposition à titre gracieux  
Ville / CCAS - hôtel "les fauvettes" 8 rue  
Bonnard à Montpellier - Autorisation de signer la  
convention**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

**CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de sa politique volontariste en matière de cohésion sociale à destination des publics en grande précarité, la ville a récemment acquis un immeuble situé 8 rue Bonnard à Montpellier ;
- Que la Ville souhaite mettre à disposition ce bâtiment, relevant de son domaine privé, au bénéfice du Centre Communal d'Action Sociale afin d'y reloger des personnes en situation d'urgence et de se doter de places d'hébergement pérennes et supplémentaires en centre-ville ;
- Qu'il est proposé de conclure avec le Centre Communal d'Action Sociale une convention de mise à disposition de ce bâtiment à titre gracieux pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition à titre gracieux au bénéfice du Centre Communal d'Action Sociale, pour le bâtiment situé 8 rue Bonnard à Montpellier, pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 ;

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès SAURAT**

**Publiée le : 26 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206382A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/09/22 - Réception en Préfecture : 26/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché V2B0011AI - Avenant  
n°1 lot 1 - Extension du groupe scolaire Delteil-  
Michelet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code des marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1<sup>er</sup> Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;
- **VU** la décision n°VD2022-058 du 4 avril 2022 attribuant le marché V2D0011AI « Extension du groupe scolaire Delteil Michelet assistance à maîtrise d'ouvrage bureaux d'études » – lot 1 « bureau d'études Géomètre/VRD » à l'entreprise BOTTRAUD BARBAROUX ET ASSOCIES (BBASS) pour un montant de 15 780 € HT ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Ville a confié des missions à des bureaux d'études spécialisés dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération portant sur l'extension du groupe scolaire Delteil-Michelet ;
- que l'avancement de la phase conception et la définition du projet nécessitent des travaux complémentaires qui entraînent des incidences financières :
  - relevés topographiques et mises à jour de plan : 980 € HT ;
  - notice hydraulique : 1 400 € HT ;
  - détection des réseaux : 1 060 € HT ;
- qu'il est nécessaire de signer un avenant n°1 avec l'entreprise BOTTRAUD BARBAROUX ET ASSOCIES (BBASS), titulaire du lot 1, ayant pour objet l'augmentation du montant du marché de 3 440 € HT ;

- que cet avenant porte le montant du marché de 15 789 € HT à 19 220 € HT soit une plus-value totale de 21,79% du contrat initial.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché V2D0011AI « Extension du groupe scolaire Delteil Michelet assistance à maîtrise d'ouvrage bureaux d'études » – lot 1 « bureau d'études Géomètre/VRD » avec l'entreprise BOTTRAUD BARBAROUX ET ASSOCIES (BBASS) augmentant le montant du marché de 3 440 € HT.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** D'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204773-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Franck BURTIN"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel concernant la procédure à l'encontre de Monsieur Franck BURTIN consécutivement à l'exécution de travaux ou utilisation du sol en méconnaissance du Plan Local d'Urbanisme et ce, sur la parcelle cadastrée n° BL 109 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure contre Monsieur Franck BURTIN.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 10 oct. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 11 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207908A-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/10/22 - Réception en Préfecture : 11/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2204016-1  
TA - Monsieur Kévin DESSAGNE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n° 2204016-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Kévin DESSAGNE contre l'arrêté du 21 mars 2022 de la Commune de MONTPELLIER portant permis de construire n° PC 34 17221 M0222 délivré à la SNC LNC CENTAURE PROMOTION pour la construction d'un projet de 27 logements et d'un local commercial, 4 rue Proudhon ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204016-1 par Monsieur Kevin DESSAGNE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204824-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°2204107-1 -  
Alban LUBRANO DI CICONE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2204107-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alban LUBRANO DI CICONE contre l'arrêté n° PC 34172 22 M0141 en date du 1er juillet 2022 par lequel le maire de la commune de Montpellier a refusé de lui délivrer un permis de construire ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204107-1 par Monsieur Alban LUBRANO DI CICONE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204839-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête TA  
n°2204097-1 - DE LA VILLE MONTBAZON"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice.

**Considérant**

- la requête n° 2204097-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Olivier DE LA VILLE MONTBAZON contre l'arrêté n° PC 34172 21 M0140 en date du 8 mars 2022 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la société SOGEPROM SUD REALISATIONS pour la construction d'une résidence de 47 logements et locaux d'activités, avenue Germaine Tillion à Montpellier.

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204097-1 par Monsieur Olivier DE LA VILLE MONTBAZON.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204847-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à une autorisation de dépôt  
d'une demande de subvention pour le théâtre  
Jean Vilar dans le cadre d'un équipement  
d'éclairage scénique**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la culture et de la culture scientifique ;

**CONSIDERANT**

- Que l'association Occitanie en Scène, agence régionale du spectacle vivant en Occitanie, a pour but de contribuer au développement artistique et culturel ;
- Qu'à ce titre, dans le cadre des programmes opérationnels Feder Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées (Axe 12 PO LR / Axe 14 PO MP), Occitanie en scène porte un projet intitulé « Plan LED Spectacle Vivant Occitanie », visant à accompagner la transition énergétique des structures de spectacle vivant, plus précisément concernant l'équipement scénique des organisateurs de spectacles, vers la technologie Led ;
- Qu'un partenariat financier pourrait être conclu entre Occitanie en scène et la Ville de Montpellier, pour l'équipement du théâtre Jean Vilar ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'association Occitanie en Scène, afin de favoriser la transition led de l'équipement scénique du théâtre Jean Vilar.

**ARTICLE 2 :** D'approuver le projet de convention de partenariat, joint en annexe, qui prévoit la mise à disposition du théâtre Jean Vilar de matériel d'éclairage technique, acquis par Occitanie en scène, dans le cadre d'un projet cofinancé par l'Union européenne, pour lui permettre d'engager la transition de son parc technique vers une technologie d'éclairage plus écologique et plus économique.

**ARTICLE 3 :** D'accepter la cession, au terme de la durée d'amortissement, dudit matériel, au bénéfice du théâtre Jean Vilar.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204983-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial -  
Présentation d'une mission opérationnelle à Saint  
Jacques de Compostelle et Pontevedra -  
Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville de Montpellier a souhaité envoyer Mme Fanny Dombre Coste, Première Adjointe au maire déléguée à la ville éducative, la réussite scolaire et à l'administration, à Saint Jacques de Compostelle du 23 au 25 août 2022, à l'occasion des journées internationales de Saint Roch, figure historique originaire de Montpellier, afin de garantir le rayonnement historique et patrimonial de la Ville ;
- Qu'une mission technique d'observation « Ville à hauteur d'enfants » a été organisée, du 25 au 27 août, de façon concomitante, à Pontevedra, ville pionnière en Europe de l'aménagement des voiries et de l'espace public pour toutes et tous ;
- Que Mme Sophie Marchand, chargée de mission au Cabinet du Maire a participé à ces deux déplacements à Saint Jacques de Compostelle et à Pontevedra ;

- Que Mme Cristel Arrouet, Directrice du pôle éducation et Mme Stéphanie Portier, Directrice générale déléguée à la qualité des services à la population ont participé à la mission technique à Pontevedra du 25 au 27 août 2022 ;

- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ces déplacements, pour les membres de la délégation ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver le déplacement de la délégation de la Ville de Montpellier à Saint Jacques de Compostelle et à Pontevedra, en Espagne, du 23 au 27 août 2022.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation estimée à 5 000 euros.

**ARTICLE 3 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 sept. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205052-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Franck BERTIN"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel concernant la procédure à l'encontre de Monsieur Franck BERTIN consécutivement à l'exécution de travaux ou utilisation du sol en méconnaissance du Plan Local d'Urbanisme et ce, sur la parcelle cadastrée n° BL 109 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure contre Monsieur Franck BERTIN.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205190-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Monsieur Antoine ANNEX"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel concernant la procédure à l'encontre de Monsieur Antoine ANNEX consécutivement à l'exécution de travaux ou utilisation du sol en méconnaissance du Plan Local d'Urbanisme et ce, au 20, rue de Metz ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure contre Monsieur Antoine ANNEX.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205223-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête TA  
n°2204001-1 - Madame Muriel CONEGERO"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2204001-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Muriel CONEGERO contre l'Arrêté n° PC 3417221M0241 en date du 21 mars 2022 par lequel le Maire de Montpellier a délivré un permis de construire à la Société EMERIS pour la construction d'un immeuble rue des Gabares à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204001-1 par Madame Muriel CONEGERO.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205242-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice - Requête TA  
n°2203997-1 "ASL LE CLOS MARGOT"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2203997-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'ASL LE CLOS MARGOT contre l'Arrêté n° PC 3417221M0181 en date du 21 mars 2022 délivrant un permis de construire à la SARL KAUFMAN et BROAD LANGUEDOC ROUSSILLON pour la construction d'un ensemble immobilier de 124 logements route de Lavérune ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203997-1 par l'ASL LE CLOS MARGOT.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205265-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°2204404-1  
TA - Alexandre MIROUZE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2204404-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alexandre MIROUZE contre l'arrêté n° PC 34 131 21 M0313 en date du 1<sup>er</sup> mars 2022 délivré à la SAS LRI M pour la transformation du château Bon en 15 logements sis 205 avenue du Château Bon ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204404-1 par Monsieur Alexandre MIROUZE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205266-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Requête n°2204583-5 TA - SARL LE TRIGONE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- la requête n°2204583-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL LE TRIGONE contre la décision tacite de refus d'abrogation de l'article 3 de l'arrêté n°VAR2022-0001 en date du 13 janvier 2022 portant sur la réglementation des horaires d'ouverture des établissements type épicerie de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées, lequel interdit l'ouverture des commerces visés entre 22 heures et 6 heures du matin du 1er juin au 30 septembre ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204583-5 par la SARL LE TRIGONE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205299-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un marché n°V2B0047EM  
pour l'acquisition d'un élévateur télescopique zoo  
de Lunaret  
- Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Acquisition d'un élévateur télescopique conformément au besoin exprimé par le zoo de Lunaret de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0047EM) a été lancée en date du 12 juillet 2022, sous forme d'un marché ordinaire, pour un montant estimatif de 89 900 € HT, à exécuter dans un délai de 12 mois à partir de sa notification ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 40%, le critère durée de la garantie pour 20 %, le critère performance environnementale pour 10 % et le prix des prestations pour 30% ;
- Qu'après analyse, la Société SAVIM MANUTENTION, PAE LA Baume II, 5 rue Gustave Eiffel, 34 290 Servian, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

**DECIDE**

**Article 1** - D'attribuer le marché « Acquisition d'un élévateur télescopique zoo de Lunaret » n°V2B0047EM à la société SAVIM MANUTENTION pour un montant de 89 900 € HT. C'est un marché ordinaire à exécuter dans un délai de 12 mois à compter de sa notification ;

**Article 2** - De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, tous chapitres ;

**Article 3** - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 22 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205439-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/09/22 - Réception en Préfecture : 22/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
GOOD NEWS GOSPEL ' pour le 10 septembre  
2022.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « GOOD NEWS GOSPEL » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 10 septembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205427-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice - Requête Cour  
d'Appel de Montpellier - SARL ATELIER RIO  
CONCEPT ARCHITECTURE et SARL PER  
INGENIERIE -**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- l'avis de déclaration d'appel n°22/03364, RG 22/04027, déposé par la SARL ATELIER RIO CONCEPT ARCHITECTURE et SARL PER INGENIERIE, à l'encontre d'un jugement rendu le 19 mai 2022 RG n°15/07483 par le Tribunal judiciaire les condamnant au titre des désordres et travaux à réaliser dans la

galerie du Centre médical Malbosc sise à Montpellier ;  
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville dans ce dossier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite au dépôt de la requête n°22/03364, RG 22/04027, par la SARL ATELIER RIO CONCEPT ARCHITECTURE et SARL PER INGENIERIE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats ACOCE.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205445-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°2204562-3  
et n°2204563-3 -Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2204562-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Dellala TARRAL, agente de la Ville de Montpellier, tendant à obtenir réparation pour préjudice subi suite à un accident de travail dont elle a été victime en novembre 2015 ;
- la requête n°2204563-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Dellala TARRAL, agente de la Ville de Montpellier, en référé provision consécutivement à un préjudice subi dans le cadre d'un accident de travail dont elle a été victime en novembre 2015 ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2204562-3 et n°2204563-3 par Madame Dellala TARRAL.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205506-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
FRANCE PARKINSON ' pour les 27 septembre,  
18 octobre, 22 novembre et 20 décembre 2022.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « FRANCE PARKINSON » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre et 20 décembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que cette dernière est conclue à titre gratuit, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 20 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 21 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205713-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 21/09/22 - Réception en Préfecture : 21/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative aux conditions d'occupation de  
salles du Palais Universitaire Sportif Veyrassi  
entre l'Université Montpellier 1 et la Ville de  
Montpellier - Saison sportive 2022 - 2023**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

**Considérant :**

- que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de gymnastique et de judo après 18h ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier 1, du 12 Septembre 2022 au 18 juin 2023, pour la somme de 21 079,20 € TTC ;

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville, chapitre 933 ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 22 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Hervé MARTIN**

**Publiée le : 26 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205668-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/09/22 - Réception en Préfecture : 26/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
CHORUS SPECTACLES ' pour les 19/26  
septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28  
novembre, 5/12 décembre 2022.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « CHORUS SPECTACLES » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 182,40€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 20 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 21 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205725A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 21/09/22 - Réception en Préfecture : 21/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à une autorisation d'occupation  
de l'espace public (espace bar du théâtre Jean  
Vilar) à l'association "Kaïna"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la « Culture et à la Culture scientifique » ;

**CONSIDERANT :**

- que la Ville de Montpellier souhaite soutenir l'association KAINA TV dans la poursuite de ses objectifs en mettant gratuitement à sa disposition l'espace bar de son Théâtre municipal le 14 décembre 2022 pour l'organisation d'une master classe ;
- que l'intérêt public local de cette opération justifie pleinement la mise à disposition gratuite de l'espace bar de son théâtre municipal ;
- qu'il convient d'autoriser cette mise à disposition de l'espace public.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'association Kaïna TV, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** De dire que cette convention est conclue pour la journée du 14 décembre 2022, montage et démontage compris.

**ARTICLE 3 :** de dire que l'intérêt public local de cette opération justifie pleinement la mise à disposition gratuite de l'espace bar de son théâtre municipal. Cette occupation du domaine public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature, pour un montant de 1 725 € (correspondant au tarif de location pour une journée, de 9h à 23h), somme qui sera reportée dans les comptes de l'association ainsi que dans le compte administratif de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention citée dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 20 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205733-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/09/22 - Réception en Préfecture : 20/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un Emprunt de 10 millions  
d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE  
POSTALE pour le financement des  
investissements 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEUCP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social ;
- **VU** l'offre établie par la Banque Postale et les conditions générales version CG-LPB-2021-12 y attachées, en réponse à la consultation de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement ;
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- **CONSIDERANT** que la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande,

## DECIDE

### **ARTICLE 1 :**

De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

### **ARTICLE 2 :**

Le prêt est consenti jusqu'au 01/11/2044 et s'amortira sur 20 ans et 1 mois à compter de la date de consolidation fixée au 25/10/2024.

### **ARTICLE 3 :**

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une tranche obligatoire.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	10 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt :	22 ans et 1 mois (dont 2 ans de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements

#### **o Phase de mobilisation revolving**

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	2 ans, soit du 25/10/2022 au 25/10/2024
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt :	index €STER + marge de 0.96%.
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving:	oui
Montant minimum du Remboursement :	150 000,00 EUR
Commissions:	Commission de non utilisation de 0.10%



**o Tranche obligatoire à taux fixe du 25/10/2024 au 01/11/2044**

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 25/10/2024 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

Montant :	10 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement:	20 ans et 1 mois
Taux d'intérêt :	taux fixe de 2.79%
Base de calcul des intérêts:	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts:	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement:	constant
Remboursement anticipé:	autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Un préavis de 50 jours calendaires est applicable.
Commissions:	Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire soit 5 000 € (cinq mille euros).

**ARTICLE 4 :**

Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans le contrat de prêt et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur Le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 22 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206023-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/09/22 - Réception en Préfecture : 22/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
ECUME 'pour les 9, 10 et 11 juin 2022.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture à la culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 9, 10 et 11 juin 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 91,50€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 20 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 21 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205761-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 21/09/22 - Réception en Préfecture : 21/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
TUTTI ' pour le 12 septembre 2022.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « TUTTI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 12 septembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 20 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 21 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205791-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 21/09/22 - Réception en Préfecture : 21/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
CHŒUR D'O ' pour le 5 septembre 2022.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « CHŒUR D'O » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 5 septembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 20 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 21 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205814-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 21/09/22 - Réception en Préfecture : 21/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au n°V2B0050EM - Achat  
d'électroménager blanc neuf et blanc  
reconditionné - Lots 1 et 2 - Attributions**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances, de l'Évaluation des politiques publiques, des Ressources humaines et du Dialogue social ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménager blanc neuf et blanc reconditionné conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B00050EM) a été lancée en date du 12 juillet 2022, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant total maximum de commandes de 68 000 € HT pour le lot n°1, pour un montant total maximum de commandes de 17 000 € HT pour le lot n°2, et une durée d'exécution de 18 mois à compter de la notification ;



- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour le lot n°1 (*Achat d'électroménager blanc neuf*) étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 30% et le prix des prestations pour 70% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise PLANET ECO RECLYCLAGE, 33 rue Saint EXUPERY, 34430 Saint Jean de Védas, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour lot n°2 (*Achat d'électroménager blanc reconditionné*) étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 30% et le prix des prestations pour 70% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise PLANET ECO RECLYCLAGE, 33 rue Saint EXUPERY, 34430 Saint Jean de Védas, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché « Achat d'électroménager blanc neuf et blanc reconditionné » n°V2B0050EM, pour le lot n°1, à la société PLANET ECO RECLYCLAGE, pour un montant total maximum de commandes de 68 000 € HT, et pour le lot n°2, à la société PLANET ECO RECLYCLAGE, pour un montant total maximum de commandes de 17 000 € HT. C'est un Accord Cadre conclu pour une période d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tout chapitre.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 7 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 11 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205904-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/10/22 - Réception en Préfecture : 11/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un Emprunt de 5 millions  
d'euros sur 25 ans auprès de LA BANQUE  
POSTALE pour le financement des  
investissements 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEUCP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social ;
- **VU** l'offre établie par la Banque Postale et les conditions générales version CG-LPB-2021-12 y attachées, en réponse à la consultation de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement ;
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- **CONSIDERANT** que la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande,

## DECIDE

### **ARTICLE 1 :**

De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 5 000 000 Euros (cinq millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

### **ARTICLE 2 :**

Le prêt est consenti jusqu'au 01/11/2049 et s'amortira sur 25 ans et 1 mois à compter de la date de consolidation fixée au 25/10/2024.

### **ARTICLE 3 :**

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une tranche obligatoire.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	5 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt :	27 ans et 1 mois (dont 2 ans de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements

#### **o Phase de mobilisation revolving**

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	2 ans, soit du 25/10/2022 au 25/10/2024
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt :	index €STER + marge de 1.03%.
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving:	oui
Montant minimum du Remboursement :	150 000,00 EUR
Commissions:	Commission de non utilisation de 0.10%

**o Tranche obligatoire à taux fixe du 25/10/2024 au 01/11/2049**

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 25/10/2024 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

Montant :	5 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement:	25 ans et 1 mois
Taux d'intérêt :	taux fixe de 2.80%
Base de calcul des intérêts:	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement et d'intérêts:	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement:	constant
Remboursement anticipé:	autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Un préavis de 50 jours calendaires est applicable.
Commissions:	Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire soit 2 500 € (deux mille cinq cent euros).

**ARTICLE 4 :**

Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans le contrat de prêt et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur Le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 sept. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 22 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206041-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/09/22 - Réception en Préfecture : 22/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Cohésion Sociale**  
Service de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à une convention de mise à disposition de la Ville, par la SERM, d'un local situé 147 avenue de Boirargues dans le but d'y implanter une offre associative solidaire alimentaire - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil municipal à Monsieur le Maire et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel CALVO en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Michel CALVO, délégué à la ville fraternelle et solidaire », du 19 septembre 2022 ;
- **VU** la délibération n°V2021-373, relative au bilan des états généraux de la solidarité – lutte contre la précarité alimentaire du 30 novembre 2021 ;

**CONSIDERANT**

- Le point 3 de la délibération du 30 novembre 2021 du conseil municipal de la ville de Montpellier, sur la nécessité et les engagements de création de cantines populaires et de restaurants solidaires ;
- L'expérimentation courant 2022 consistant à accueillir les associations Gammes et AHM (Association humanitaire de Montpellier) sur les espaces Jacques Ier d'Aragon et Martin Luther King ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition par la SERM, pour une durée de deux ans, à titre gratuit et au bénéfice de la Ville de Montpellier de locaux situés 147 avenue de Boirargues ;

**ARTICLE 2** : D'autoriser la mise à disposition par la ville, des locaux visés à l'article 1, aux associations luttant contre la précarité alimentaire et les exclusions ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4** : Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel CALVO**

**Publiée le : 26 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206296-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/10/22 - Réception en Préfecture : 26/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
Association des Chœurs du Languedoc ' pour les  
22/29 septembre, 13/20 octobre, 10/17 novembre,  
1er / 8 et 15 décembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture Scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « Association des Chœurs du Languedoc » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 22/29 septembre, 13/20 octobre, 10/17 novembre, 1<sup>er</sup> / 8 et 15 décembre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 136,80 € sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206071-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"CHORUS SPECTACLES" pour les 19/26  
septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28  
novembre, 5/12 décembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture Scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « CHORUS SPECTACLES » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 182,40 € sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206114-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
FRANCE PARKINSON HÉRAULT ' pour les 27  
septembre, 18 octobre, 22 novembre, 20 décembre  
2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « FRANCE PARKINSON HERAULT » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre, 20 décembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que cette dernière est consentie à titre gratuit, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206159-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de locaux  
scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 en  
faveur d'associations - Autorisation de signer les  
conventions d'occupation - Approbation de  
subventions en nature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit de biens relevant du domaine public ou privé communal (constitutive d'une subvention en nature) ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine de la ville éducative, de la réussite scolaire et de l'administration générale.
- **VU** l'article L212-15 du Code de l'Education qui prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

**CONSIDERANT :**

- Que ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations dans le cadre de conventions spécifiques, après avis du Conseil d'école. ;
- Que ces conventions précisent notamment, les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire ;
- Que par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association ;

-Que les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit ;

-Que cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature qu'il convient de valoriser d'après un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance qui a été estimé à 6 € par salle occupée et par heure d'utilisation ;

Cette aide devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de l'association, son montant figure dans le tableau suivant :

Nom de l'association	Adresse du siège	Ecole mise à disposition	Montant de la subvention en nature du 01/09/2022 au 31/12/2022	Montant de la subvention en nature du 01/01/2023 au 07/07/2023	Montant total de la subvention en nature
MAISON DU JUDO	93 rue du Faubourg Boutonnet 34090 Montpellier	SIBELLIUS POTTIER	361,50	588	949,50

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** d'approuver la subvention en nature mentionnée sur le tableau attributif qui sera portée au compte administratif de la Ville pour un total de 949,50 €.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée à l'Éducation, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 27 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206312-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/09/22 - Réception en Préfecture : 27/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Jeunesse

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition à titre  
gracieux de la salle de réunion de l'Espace  
Montpellier Jeunesse au profit des associations : '  
Afev de Montpellier ', ' Reses ', ' Animafac**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération en date du 28 juillet établissant la liste des délégations du Conseil municipal au Maire et notamment celle de la mise à disposition à titre gratuit de biens relevant du domaine public ou privé communal (constitutive d'une subvention en nature) ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Véronique BRUNET en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique BRUNET au quartier Mosson et à la Jeunesse ;

**Considérant :**

- Que La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, souhaite proposer la mise à disposition auprès d'associations partenaires, de la salle de l'Espace Montpellier Jeunesse permettant le développement de nouvelles formes de partenariat afin de répondre aux besoins des jeunes à travers la programmation d'événements et la mise en place de rencontres au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse ;

-Que les associations citées-dessous ont fait une demande en vue d'utiliser à titre gracieux la salle de l'Espace Montpellier Jeunesse :

Nom de la Structure	Dates Mise à disposition	Motif de la demande
AFEV Montpellier	Les lundis matins du 7 novembre 2022 au 19 juin 2023	Réunions d'accompagnement de volontaires en services civiques sur leurs missions. d'ambassadeurs du livre au sein de 19 écoles en QPV de la Ville.
RESES (Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire)	Du lundi au vendredi à raison de 4h par jour, de fin septembre 2022 à mars 2023	Animation du réseau associatif étudiant via un volontaire en Service Civique pour favoriser le développement d'initiatives étudiantes et écologiques et sociales et valoriser l'engagement de la jeunesse
ANIMAFAC	Du lundi au vendredi à raison de 4h par jour, de fin septembre 2022 à mars 2023	Animation du réseau associatif étudiant via un volontaire en Service Civique pour favoriser le développement d'initiatives étudiantes et écologiques et sociales et valoriser l'engagement de la jeunesse.

- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des animations au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse ;

- Que cette occupation du Domaine Public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature :

Nom de la Structure	Montant subvention en nature/forfait 4 heures
AFEV Montpellier	120€
RESES (Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire)	60€
ANIMAFAC	60€

- Que le montant de cette subvention en nature devra être porté au compte administratif de la Ville de Montpellier ;

## DECIDE

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention de mise à disposition à titre gracieux, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de cette subvention en nature ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 28 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Véronique BRUNET**

**Publiée le : 28 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206225-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/09/22 - Réception en Préfecture : 28/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de priorité -  
Propriété de l'Etat - ' Gymnase Jouanique ' -  
Parcelles cadastrées MS 259 et MS 260**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la déclaration de l'Etat du 5 septembre 2022, reçue le 6 septembre, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, de l'immeuble dénommé « gymnase Jouanique » situé rue Jacques Dalcroze à Montpellier, cadastré MS 259 et MS 260, au prix de 50.000 € ;
- **VU** la décision n°MD 2022-1121, prise par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la délégation du droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession par l'Etat de l'immeuble dénommé gymnase Jouanique situé rues Coligny et Calvin à Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain et l'a délégué en l'espèce à la Ville de Montpellier ;

- Que l'immeuble mis en vente par l'Etat, un gymnase et ses abords édifiés par la Ville de Montpellier en 1984 alors titulaire d'un bail, répond aux besoins de la Ville dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'intérêt régional du Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine (NPNRU) avec l'ANRU (Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain) dans le quartier des Cévennes à Montpellier ;
- Que le prix proposé par l'Etat paraît correct compte tenu des investissements réalisés par la Ville sur cet équipement sportif qu'elle a édifié en 1984 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De se porter acquéreur, par exercice du droit de priorité de l'article L 240-1 du code de l'urbanisme, de l'immeuble dénommé « gymnase Jouanique » situé rue Jacques Dalcroze Calvin à Montpellier et cadastré parcelles MS 259 et MS 260, au prix de 50 000 € (cinquante mille euros) plus les frais liés à la rédaction de l'acte authentique de vente.

**ARTICLE 2 :** De prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville,

**ARTICLE 3 :** Que Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, procèdera, pour le compte de la Ville, à la réitération de la vente par acte authentique.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Monsieur le Trésorier Principal Municipal, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 4 oct. 2022**  
**Monsieur le Maire**  
**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206255-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un Accord-cadre N°2993 -  
Réalisation du programme 2022-2024 des travaux  
d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier  
Relance du lot 3 - Maçonnerie - VRD**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- **VU** la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- **VU** la décision n°2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;
- **VU** la décision n°VD2022-338 du 15/07/2022 attribuant la désignation des entreprises, réparties en 8 accords-cadres, sauf le lot 3 : Maçonnerie ayant été déclaré sans suite ;
- **VU** la procédure d'appel d'offres ouvert relancée pour le lot 3 Maçonnerie – VRD, conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, pour la passation d'un accord-cadre à bons de commande alloti et multi-attributaire, avec un maximum (sans minimum) faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct, et pour une durée de 12 mois reconductibles trois fois ;

**Considérant :**

- Que, par délibération n°2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Que, pour la mise en accessibilité des ERP du programme 2022-2024, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux de maçonnerie – VRD (lot 3) ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, afin de relancer le lot 3 Maçonnerie, conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum), et pour une durée de 12 mois reconductibles trois fois, à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix : 40 % ;
- Que la Commission d'appel d'offres de la Ville, dans un avis rendu le 15/09/2022, a jugé comme économiquement les plus avantageuses les offres des entreprises DARVER - 445 Avenue des Razeteurs – 34160 CASTRIES, pour un montant du détail quantitatif estimatif de 853 959,87 € HT et SOGEA - 541 Rue Georges Méliès – Bâtiment M'Otion – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3, pour un montant du détail quantitatif estimatif de 1 087 570,90 € HT.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer les marchés n° 2993 « Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation du programme 2022-2024 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - Accords-cadres N°2993 - Relance du lot 3 Maçonnerie – VRD » aux entreprises DARVER, pour un montant du détail quantitatif estimatif de 853 959,87 € HT et SOGEA pour un montant du détail quantitatif estimatif de 1 087 570,90 € HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 28 sept. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès SAURAT**

**Publiée le : 28 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206309-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/09/22 - Réception en Préfecture : 28/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial  
-Présentation d'une mission opérationnelle en  
Ukraine du 3 au 5 août 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

**CONSIDERANT**

- Que depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, le 24 février 2022, la Ville de Montpellier affiche son soutien total à l'Ukraine en se mobilisant pour financer des opérations humanitaires et soutenir le gouvernement ukrainien ;
- Qu'un dispositif d'accueil de premier niveau a ainsi été organisé, à Montpellier, en partenariat avec l'Etat, la Croix-Rouge et le tissu associatif de la Ville ;
- Que face à la permanence de l'urgence de la situation, la Ville de Montpellier s'est engagée à apporter son soutien à la Ville de Lviv et à son Oblast en organisant plusieurs actions notamment l'accueil d'une vingtaine d'enfants ukrainiens et de leurs accompagnants en colonie de vacances, au mois d'août, à la Grande Motte (DCM V2022-151 du 28 juin 2022) ;
- Que M. Yannick Goudy, directeur des Relations institutionnelles et de l'Événementiel, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole accompagné d'une délégation de la Région, et de la Croix Rouge s'est rendu en Ukraine, du 3 au 5 août, pour récupérer les enfants ukrainiens et les ramener à bord d'un bus jusqu'à la Grande Motte.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver le déplacement de M. Yannick Goudy, en Ukraine, du 3 au 5 août 2022.

**ARTICLE 2** : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement de Monsieur Goudy estimée à 1 500 euros.

**ARTICLE 3** : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 4 oct. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206316-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2D0020AI -  
Transformation du site du Conservatoire en école  
primaire - Relance des Lots 2 et 9**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine de « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;
- **Vu** la décision n°VD2022-302 relative au marché n°V1D0040AI pour la transformation du site du conservatoire en école primaire attribuant les lots 1, 3 à 8, 10, 11 et 13.

**CONSIDERANT :**

- Qu'il est nécessaire de passer un marché de travaux pour la transformation du site du conservatoire en école primaire, 3 rue Candolle, pour la relance du lot 2 « échafaudage communs » et du lot 9 « menuiseries intérieures - mobilier » ;
- Qu'un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique sous la référence V2D0020AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire- Relance du Lot 2 « échafaudage communs » et du Lot 9 « menuiseries intérieures mobilier » sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée globale de 26 mois pour tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.



Le marché est alloti en 2 lots désignés ci-dessous :

Lot(s)	Désignation
02	Echafaudages communs
09	Menuiseries intérieures - mobilier - signalétique

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique 60%
- Prix des prestations au regard de la décomposition globale et forfaitaire 40%

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 15 septembre 2022, a classé les offres et choisi les entreprises suivantes présentant les offres économiquement les plus avantageuses de :

LOTS	Candidats	Adresse
2	SARL M-ECHAFAUDAGES	816 av Paul Teisserenc - 34700 Lodève
9	ATELIER DUCROT SARL	630 rue des Fournels - 34400 Lunel

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer les lots du marché V2D0020AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire- Relance du Lot 2 « échafaudage communs » et du Lot 9 « menuiseries intérieures mobilier » pour un montant total de 864 339, 32 euros HT décomposé comme suit :

Lots	Désignation	Candidats	Montant global et forfaitaire € HT
2	Echafaudage communs	SARL M-ECHAFAUDAGES	128 668, 00
9	Menuiseries intérieures mobilier	ATELIER DUCROT SARL	735 671, 32

La durée d'exécution globale est de 26 mois pour tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 5 oct. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 7 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206418-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/10/22 - Réception en Préfecture : 07/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
ECUME ' pour le 25 septembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et de la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 25 septembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,40€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206470-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
CHŒUR D'O ' pour le 25 septembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et de la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « CHŒUR D'O » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 25 septembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206472-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA  
MORENA ' pour le 25 septembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et de la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « LA MORENA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 25 septembre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206490-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en Justice "Juge des enfants ou Tribunal des enfants- Dégradations sur groupe scolaire"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

### **Considérant**

- la procédure en cours devant le Juge des Enfants ou le Tribunal pour enfants relative à des dégradations commises par un mineur au sein de l'école Virginia Woolf entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 2 novembre 2020 puis entre le 7 juillet 2021 et le 23 août 2021.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge des Enfants ou le Tribunal pour enfants dans le cadre de la procédure relative à des dégradations commises par un mineur au sein de l'école Virginia Woolf entre le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et le 2 novembre 2020 puis entre le 7 juillet 2021 et le 23 août 2021.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Florian MEDICO, Avocat.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 22 sept. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 22 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206522-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/09/22 - Réception en Préfecture : 22/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Moyens Généraux

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché  
n°V0D0041AI - Lot 10 Relais d'Assistants  
Maternels (RAM) - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale » ;
- VU la décision n° VD2021-497 en date du 16 novembre 2021 attribuant le marché V0D0041AI « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » et son lot 10 « relais d'assistants maternels RAM » à l'entreprise HYGIE SPHERE sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'exécution de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter de la notification du marché ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire pour des raisons d'optimisation de la fonction "nettoyage" sur les sites extérieurs, d'intégrer un nouveau site au CCTP et au BPU (prestations régulières mensuelles A) du lot 10 désigné ci-après : « Relai d'Assistants Maternels ODYSSEUM » ;
- Qu'il est donc nécessaire l'intervention de la société de nettoyage HYGIE SPHERE titulaire du lot 10 « relais d'assistants maternels RAM » sur ce site précité ;
- Que l'article 1.1 du CCTP « désignation des locaux - m<sup>2</sup> - fréquences - personnel » est modifié comme suit :

Nom	Adresse	Type de locaux	Fréquence	Nombre de personnes
Relai d'Assistants Maternels ODYSSEUM	280 BD Pénélope 34000 Montpellier	Salle d'activités Bureau Sanitaires	2/semaine	1 personne

- Que l'article 1.2 du CCTP « Surfaces » est modifié comme suit :  
Ajout de nouvelles surfaces : les surfaces globales des locaux en m<sup>2</sup> (à titre indicatif) sont les suivantes :  
Relai d'Assistants Maternels ODYSSEUM : 20 m<sup>2</sup> ;
- Que l'article 1.4.2 du CCTP « Tableau des horaires par site » est modifié comme suit :

HORAIRES D'INTERVENTIONS		
Relai d'Assistants Maternels ODYSSEUM	LUNDI AU VENDREDI	05H00 - 09H00

- Que conformément au devis en date du 17 octobre 2022, l'ajout du nouveau prix mensuel au BPU (prestations régulières mensuelles A) est le suivant : Relai d'Assistants Maternels ODYSSEUM : 277, 50 € HT soit 3 330 € HT par an ;
- Qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 au lot 10 avec l'entreprise HYGIE SPHERE sise 809 rue de Favre de Saint Castor 34187 Montpellier cedex 4 ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 10 du marché V0D0041AI avec l'entreprise HYGIE SPHERE : ajout d'un nouveau prix au BPU (prestations régulières mensuelles A) pour un total mensuel de 277, 50 € HT correspondant à l'intégration du site « Relai d'Assistants Maternels ODYSSEUM » » soit 3 330 € HT par an. Les prestations ponctuelles ne sont pas modifiées.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.

Montpellier, le 24 oct. 2022  
Madame la Première Adjointe  
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 25 oct. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206547-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 25/10/22 - Réception en Préfecture : 25/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un contrat de location entre la  
société Gouvéa Immobilier et la Ville de  
Montpellier - Appartement situé 123 rue  
Alexandra David NEEL à Montpellier -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil municipal à Monsieur le Maire et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'article 21 de la loi n°90-1067 du 2 novembre 1990 qui prévoit l'attribution d'un logement de fonction par nécessité absolue de service aux agents occupant l'emploi fonctionnel de Directeur/trice Général/e d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a recruté Monsieur Ouahid DORBANE, en tant que Directeur du Pôle Patrimoine Immobilier de la Ville de Montpellier à compter du 3 octobre 2022 ;
- Qu'au regard des fonctions exercées par Monsieur Ouahid DORBANE et par nécessité absolue de service, il est nécessaire que la Ville prenne à bail un appartement à compter du 26 septembre 2022 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier signe un bail de location avec la société Gouvéa Immobilis située 7 boulevard Sarraill à Montpellier, gestionnaire de l'appartement destiné à Monsieur Ouahid DORBANE, Directeur du Pôle Patrimoine Immobilier de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La location concerne un appartement meublé T3 pour une surface d'environ 80 m<sup>2</sup> situé 123 rue Alexandra David NEEL 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le contrat de location est accepté et consenti pour une durée d'un an à compter du 28 septembre 2022, avec reconduction possible tacitement d'un an dans les mêmes conditions.

Les flux (eau, gaz, électricité et chauffage) seront à la charge de Monsieur Ouahid DORBANE et seront remboursés à la Ville jusqu'au caractère exécutoire de l'arrêté de recrutement.

**ARTICLE 4 :** Le montant mensuel du loyer est de 2 250 € (Deux Mille Cinq Deux Cent Cinquante) euros charges comprises. Son paiement interviendra chaque mois à terme à échoir. Les montants du dépôt de garantie s'élèvent à 4 000 euros (Quatre Mille) euros et les honoraires à 1 044, 68 (Mille Quarante Quatre Euros Soixante Huit Centimes) et seront pris en charge par la Ville de Montpellier

**ARTICLE 5 :** La dépense afférente à la location du logement du Directeur du Pôle Patrimoine sera imputée au CRB V14200, section fonctionnement ;

**ARTICLE 6 :** Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine Municipale et à la Sobriété Energétique est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 28 sept. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 28 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206787-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/09/22 - Réception en Préfecture : 28/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice - "Tribunal  
Correctionnel de Montpellier - Résidence Font  
del Rey"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;

**Considérant**

- L'avis d'audience reçu le 29 septembre 2022 devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier (n° de parquet 22024000142) pour y être entendu en qualité de victime dans la procédure concernant la SC FONCIERE DE RENOVATION, la SARL CIGER SUD, la SCI GRAND MAIL, la SCI LA MOULINE, Monsieur Raymond DIDIER, Monsieur Michel FAKHOURY, Monsieur Patrick BOLZER et Monsieur Jamal MIKTAR pour avoir à Montpellier résidence Font del Rey entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2021 ;

- o Exposé directement autrui à risque immédiat de mort ou de blessure de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi en logeant des locataires dans des appartements présentant des risques ;
  - o Soumis des locataires à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine ;
  - o Contraint un ou des occupants à renoncer aux droits qu'il détient, de les avoir menacés ou commis à leur égard tout acte d'intimidation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville dans ce dossier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure à l'encontre de SC FONCIERE DE RENOVATION, la SARL CIGER SUD, la SCI GRAND MAIL, la SCI LA MOULINE, Monsieur Raymond DIDIER, Monsieur Michel FAKHOURY, Monsieur Patrick BOLZER et Monsieur Jamal MIKTAR

**ARTICLE 2** : La défense de la Ville de Montpellier est assurée par Maître Iris CHRISTOL, Avocate.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208686-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"CHŒUR D'O" pour le 25 septembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et de la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « CHŒUR D'O » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 25 septembre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206714-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Proximité/Citoyenneté**  
Service Vie Associative

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition en  
créneaux horaires à titre gracieux de la salle  
Jacky Rey du 2 rue des Tourterelles au profit de  
l'association "PULX" - Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Vie Associative ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Mylvia HOUGUET en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylvia HOUGUET Adjointe au Maire déléguée à la Vie associative ;

**Considérant :**

- Que La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la vie associative, souhaite proposer la mise à disposition de locaux associatifs permettant la programmation d'événements, d'animations et réunions diverses ;
- Que l'association « PULX » a fait une demande de salle en vue de la mise en place du Projet District Danse sur le quartier d'Aiguelongue les samedis de 10h à 12h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du planning d'occupation de la salle Jacky Rey ;
- Que cette occupation du Domaine Privé à titre gracieux est considérée comme une subvention en nature d'un montant de 155 € ;
- Que ce montant de subvention en nature devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention de mise à disposition en créneaux horaires à titre gracieux du 1<sup>er</sup> novembre 2022 au 28 février 2023, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de cette subvention en nature ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 7 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Mylvia HOUGUET**

**Publiée le : 11 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206775-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/10/22 - Réception en Préfecture : 11/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'entreprise '  
KZEMOS FRANCE' pour les 24, 25 novembre, 2  
et 3 décembre 2022 - Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'entreprise « KZEMOS France » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 24, 25 novembre, 2 et 3 décembre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 3 948€ sera dû par l'entreprise en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206771-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°2204633-8  
TA - Monsieur Yacine ZEMIRLI"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;

**Considérant**

- La requête n° 2204633-8 déposée par Monsieur Yacine ZEMIRLI devant le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à la désignation d'un expert pour expertise médicale consécutivement à une chute en trottinette électrique dont il a été victime sur la piste cyclable longeant la voie de tramway le long de la rue de Saint Hilaire sise à Montpellier ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville dans ce dossier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204633-8 par Monsieur Yacine ZEMIRLI.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au CABINET D'AVOCATS CHRISTOL.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206808-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction du Parc de Lunaret**

Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0055ZO  
à l'achat d'aliments pour les animaux du parc de  
Lunaret - Viande fraîche et œufs - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

**CONSIDÉRANT :**

- Que le parc zoologique de Lunaret doit acheter des aliments et plus spécifiquement de la viande fraîche et des œufs afin de nourrir ses animaux ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande n°V2B0055ZO - Achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret - Viande fraîche et œufs - pour une durée d'un an, renouvelable une fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le marché étaient les suivants :
  - Valeur technique: 70%
  - Prix: 30%;
- Qu'après analyse, l'entreprise MAISON FARRET, sise 11 Allée du Piot - 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX présente une offre économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer l'accord cadre n° V2B0055ZO d'achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret - Viande fraîche et œufs - à l'entreprise MAISON FARRET, sise 11 Allée du Piot-30660 GALLARGUES LE MONTUEUX sans minimum et pour un montant maximum de 39 500 € HT ;  
Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an reconductible une fois.

**ARTICLE 2** : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 11 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Eddine ARIZTEGUI**

**Publiée le : 11 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207097-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/10/22 - Réception en Préfecture : 11/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'entreprise  
"KZEMOS FRANCE" pour les 21 et 22  
décembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'entreprise « KZEMOS France » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 21 et 22 décembre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 1 974 € sera dû par l'entreprise en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 3 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 4 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206811-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/10/22 - Réception en Préfecture : 04/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Requête n°2204849-3 TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- La requête n°2204849-3 déposée par Madame Agnès GAUD devant le Tribunal Administratif de Montpellier contre la décision de rejet du 26 juillet 2022 à sa demande de congés bonifiés ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2204849-3 par Madame Agnès GAUD.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206819-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché 5043SG18  
- Prestations d'organisation de séjours,  
acquisition de titres de transport, hébergement  
hôtelier et prestations annexes  
- Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté de délégation de fonctions à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, ainsi que l'arrêté de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, du 12 au 23 octobre 2022 inclus ;
- **VU** la délibération n°V2017/336 du 3 novembre 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- **VU** la décision n°MD2018-778 du 25 septembre 2018 attribuant l'accord-cadre à bons de commande n°5043SG18 « Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes » ;
- **CONSIDERANT** que l'accord-cadre à bons de commande n°5043SG18 « Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes », sans minimum ni maximum, a été attribué pour une durée initiale d'un an à compter de la notification, reconductible trois fois ;

- **CONSIDERANT** l'allotissement suivant de l'accord-cadre : lot 1 (déplacements sur le territoire national) et lot 2 (déplacements à l'étranger) attribués à l'entreprise IDSUD VOYAGES SAS (T4EX), sise à Marseille ; lot 3 (accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures sur le territoire de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole et alentours) attribué à l'entreprise attribué à l'entreprise MONDIAL EVASION, sise à Saint-Etienne ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la continuité des prestations d'organisation de séjours, d'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier durant le délai de la procédure de renouvellement, prestations indispensables à la réalisation de l'action publique ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : De conclure un avenant n°1 de prolongation de la durée de l'accord-cadre sans incidence financière, lequel stipule :

- Pour les lots 1, 2 et 3, une prolongation de six mois de la durée de l'accord-cadre, à compter respectivement du 15 octobre 2022 pour les lots 1 et 2, et du 14 octobre 2022 pour le lot 3 ;
- Pour les lots 1 et 2, une modification des conditions d'exécution avec l'arrêt du service 24/24h et le changement des horaires du prestataire.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 13 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 13 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208191-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/10/22 - Réception en Préfecture : 13/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2B0046ED -  
Prestation d'entretien et de restauration scolaire  
dans les écoles et centres de loisirs de la Ville de  
Montpellier - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, de la réussite scolaire et de l'administration générale ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il est nécessaire de passer un marché de prestation de service de restauration et d'entretien et nettoyage des locaux dans les centres de loisirs durant les vacances scolaires et de prestation de nettoyage et d'entretien des locaux en renfort aux agents d'entretien et de restauration scolaire dans les écoles de la Ville de Montpellier en période scolaire.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L.2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 8 mois non reconductible pour un montant total maximum de 89 000 € H.T.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - La valeur technique au regard du mémoire technique (60%)

Le prix de la prestation au regard du DQE (40%).

- Qu'après analyse, l'entreprise SCIC SAS HYGIE SPHERE, 809 rue FAVRE DE SAINT CASTOR, 34187 MONTPELLIER CEDEX 04 présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°V2B0046ED PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES ECOLES ET CENTRES DE LOISIRS DE LA VILLE DE MONTPELLIER est attribué à l'entreprise SCIC SAS HYGIE SPHERE, 809 rue FAVRE DE SAINT CASTOR, 34187 MONTPELLIER CEDEX 04 pour un montant minimum de 4 500,00 € H.T. et maximum de 89 000 € H.T. Le marché prend effet dès sa notification. Sa durée est de 8 mois, non reconductible.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville de Montpellier, sur l'exercice 2022 et 2023.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 11 oct. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 11 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207815-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/10/22 - Réception en Préfecture : 11/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**

Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2B0049ED -  
Prestation savoir rouler à vélo - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, de la réussite scolaire et de l'administration générale ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville de Montpellier a décidé d'inscrire un maximum d'élèves des écoles de Montpellier au programme national SAVOIR ROULER A VELO ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L.2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 8 mois non reconductible pour un montant total maximum de 89 000 € HT ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - La valeur technique (60%) : qualification des intervenants au-delà du minima imposé par l'article 2.5 du CCTP, le taux d'encadrement des élèves pour la sortie de l'étape 3 au-delà du minima imposé par l'article 2.4 du CCTP, la qualité des intentions éducatives et pédagogiques, l'inventaire du matériel dédié à la formation et la capacité de la structure à suivre le projet dans sa globalité ;
  - Le prix de la prestation (40%).

- Qu'après analyse, l'association LE BONHEUR A VELO, 21 Boulevard Berthelot, Campus EPF, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°V2B0049ED PRESTATION SAVOIR ROULER A VELO à l'association LE BONHEUR A VELO pour un montant minimum de 4 500,00 € H.T. et maximum de 89 000 € H.T. Le marché prend effet dès sa notification. Sa durée est de 8 mois, non reconductible.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur l'exercice 2022 et 2023.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 10 oct. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**  
**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 11 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207513-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 10/10/22 - Réception en Préfecture : 10/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un Emprunt de 10 millions  
d'euros auprès de la Société Générale -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEUCP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- **VU** l'offre établie par la Société Générale en réponse à la consultation bancaire de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé ;
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;
- **CONSIDERANT** que la proposition de la Société Générale répond correctement à la demande,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De contracter auprès de la Société Générale, dont le siège est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, un emprunt d'un montant total de 10 000 000 Euros (Dix millions d'euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

**ARTICLE 2 :** Le prêt est consenti jusqu'au 02/09/2044 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 02/09/2024.

**ARTICLE 3 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

**Phase de mobilisation revolving : oui**

Nominal : 10 000 000 €  
 Début : Date de signature du contrat  
 Fin : 02/09/2024  
 Intérêts: Euribor\* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.40 %  
 Commission de non utilisation : De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.05% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.  
 \* floorés à zéro.

**Phase de consolidation :**

D'un commun accord entre la Société Générale et la Ville de Montpellier, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Variable de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant : 10 000 000 euros  
 Date de départ : 02/09/2024  
 Maturité : 02/09/2044 (durée 20 ans)  
 Amortissement : Linéaire (capital constant)  
 Périodicité : Trimestrielle  
 Base de calcul : Exact/360  
 Taux d'intérêts : Chaque périodicité du 02/09/2024 au 02/09/2044 : Euribor 3 mois + 0.49% (cotation en date du 28/09/2022). La cotation devra être réactualisée au moment de la mise en place, le niveau maximum sera de Euribor 3 mois + 0.55% sinon l'opération ne pourra être conclue.  
*L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période. Indice flooré à 0.*

**Soulte de rupture des conditions financières :**

Une soulte de rupture des conditions financières sera due par le client (i) dans un certain nombre de cas et (ii) selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation bancaire.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans le contrat de prêt et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 29 sept. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 29 sept. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207174-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 29/09/22 - Réception en Préfecture : 29/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la résiliation d'un accord cadre  
pour l'achat et livraison de granulés bois -  
V2B0022EM**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances ;
- **VU** la décision MD2021-262 attribuant l'accord cadre « Achat et livraison de granulés bois » n°V2B0022EM, notifié le 08 juin 2022, à la société POLOP, 16 avenue de la Grave, 30120 LE VIGAN sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, et avec un montant maximum de 75 000 € HT, pour une période d'exécution de 3 ans à partir de la notification ;

**Considérant :**

- Que par mail en date du 6 septembre 2022, la société POLOP a sollicité une augmentation des prix (+61 %) eu égard à la conjoncture économique, augmentation supérieure aux termes de la révision des prix du marché prévu dans le CCP ;
- Que par courrier en date du 12 septembre 2022, la société POLOP a été informée que conformément à l'article 10.2 du CCP, les prix ne peuvent être révisés, en respectant la formule de révision, que semestriellement ; Que le marché ayant été notifié le 8 juin 2022, la demande d'augmentation des prix ne

peut être acceptée ;

- Que par courrier en date du 16 septembre 2022, la société POLOP nous informe ne plus être en mesure de maintenir le prix du marché et demande la résiliation du marché ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1** : De résilier l'accord cadre n° V2B0022EM « Achat et livraison de granulées bois » attribué à la société POLOP, 16 avenue de la Grave, 30120 LE VIGAN.

**ARTICLE 2** : Cette résiliation n'entraîne aucune indemnité.

- **ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer cette résiliation et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207377-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Direction des Ressources Informatiques

Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier

### **Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'accompagnement des chefs de projets du Pôle Numérique et Données à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets - Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Manu REYNAUD en qualité d'Adjoint le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à de Monsieur Manu REYNAUD, dans le domaine « Ville apaisée, respirable et numérique » ;

#### **Considérant :**

- Que la ville de Montpellier a des besoins d'accompagnement des chefs de projets du Pôle Numérique et Données (PND) à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets ;
- Qu'aucun marché en cours à ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins ;
- Que par la délibération n°MD2022-41 du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé une convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics pour une durée de 4 ans, ce partenariat permettant de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles sur l'univers « Informatiques » et ce, pour toutes les communes membres de la Métropole.

#### **Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser les services de la ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'accompagnement des chefs de projets du PND à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets au travers de 2 marchés :

- V2C0021RI « Accompagnement des chefs de projets PND à la mise en œuvre de la méthode de

gestion de projets : séquences de montée en compétence et entretiens » pour un montant maximum de 130 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

- V2A2527RI « Accompagnement des chefs de projets PND à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets dans l'outil : sessions de formation » pour un montant maximum de 15 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 17 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Manu REYNAUD**

**Publiée le : 17 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207384-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 17/10/22 - Réception en Préfecture : 17/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics**  
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Rétrocession d'une concession trentenaire - Acte 48177 - Cimetière Saint Lazare**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

### **CONSIDERANT :**

- La demande formulée par Madame Khedra TAYEB, domiciliée 725, rue de Font Couverte, 34070 MONTPELLIER concessionnaire de la concession référencée Acte 48177, située au cimetière Saint Lazare à la section SF, au numéro 14 du 8<sup>ème</sup> rang, acquise le 15 avril 2022, d'une durée de 30 ans, au prix de 1 100 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 15/10/2022 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête ;

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville reprendra cette concession au montant de 1 080,00 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 15/04/2022 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 1 100,00 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 1 100,00 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Il restera 354 mois à courir, soit  $1100/360 \text{ mois} \times 354 = 1080,00 \text{ €}$  à rembourser.

**ARTICLE 2 :** De dire que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 17 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Radia TIKOUK**

**Publiée le : 17 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207777-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 17/10/22 - Réception en Préfecture : 17/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association '  
TUTTI ' pour le 12 septembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture scientifique;

**Considérant :**

- Que l'association « TUTTI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 12 septembre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 24 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 26 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207880-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/10/22 - Réception en Préfecture : 26/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la convention de participation  
aux équipements publics de la ZAC de la  
Restanque entre la Ville de Montpellier, la Société  
Cogedim Languedoc Roussillon et la SA3M pour  
la parcelle ON 42 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- **Vu** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse Faye, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière ;
- **Vu** la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- **Vu** la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue SA3M en 2016, modifiée par avenants successifs ;
- **Vu** la délibération n° V2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et de la dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;

**CONSIDERANT :**

- Que la société Cogedim Languedoc Roussillon, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un ensemble collectif de 92 logements collectifs accompagnés de locaux commerciaux et d'activités en rez-de-chaussée, situé 361 rue de l'Industrie, dans le périmètre de la ZAC de la Restanque sur la parcelle ON 42 ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société Cogedim Languedoc Roussillon et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée ON 42 objet du programme de construction, celle-ci n'étant

pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée 3 024,20 m<sup>2</sup> SDP de logements en accession libre, 1 167,40 m<sup>2</sup> en accession abordable et 1635.70 m<sup>2</sup> SDP en logements sociaux et 907,80 m<sup>2</sup> SDP de commerces et activités ;
- Calcul du montant estimé de la participation : Base de calcul : 380€/m<sup>2</sup> SDP pour les logements libres ; 165€/m<sup>2</sup> SDP pour les logements en accession abordable ; 120€/m<sup>2</sup> SDP pour les logements sociaux et 100€/m<sup>2</sup> SDP pour les locaux commerciaux et d'activités (année Juin 2022) :  $(3\,024.20\text{ m}^2 \times 380\text{€}) + (1\,167.40\text{ m}^2 \times 165\text{€}) + (1\,635.70\text{ m}^2 \times 120\text{€}) + (907.80\text{ m}^2 \times 100\text{€}) = 1\,628\,881.00\text{ €}$

**DECIDE :**

**Article 1 :** D'autoriser la signature d'une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la société Cogedim Languedoc Roussillon et la SA3M en application de l'article 311-4 du Code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision ;

**Article 2 :** D'établir le montant total de cette participation à 1 628 881 € au regard des surfaces de plancher prévisionnelles ;

**Article 3 :** D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;

**Article 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

**Article 5 :** Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 17 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Maryse FAYE**

**Publiée le : 17 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207904-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 17/10/22 - Réception en Préfecture : 17/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de la  
cotisation à l'association Institut Confucius de  
Montpellier - Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**Considérant :**

- Que par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a validé la création d'un Institut Confucius dont la vocation est d'assurer à Montpellier la diffusion de la langue et de la culture chinoise, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la Ville jumelle de Montpellier, Chengdu ;
- Que cet Institut est porté par une association incluant quatre structures fondatrices, le Rectorat de l'Académie de Montpellier, l'Université de Montpellier regroupant les engagements des deux universités montpelliéraines UM1 et UM2, la Ville de Montpellier et l'Université des Sciences Electroniques et Technologiques de Chine à Chengdu (UESTC) ;
- Que l'Institut Confucius dispense depuis maintenant neuf ans, des enseignements de langue chinoise, organise des activités de sensibilisation à la culture notamment par l'organisation d'expositions, d'ateliers, de conférences, favorise les contacts et les échanges avec la Chine, anime le tissu associatif franco-chinois, organise des rencontres, des stages linguistiques. Il permet également aux entreprises locales travaillant avec la Chine des formations en chinois par l'organisation de séminaires de travail ;
- Que le montant de la cotisation annuelle, depuis l'année 2015, s'élève, pour les membres fondateurs, à 5 000 €, chaque année.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver le renouvellement de la cotisation à l'association Institut Confucius de Montpellier, pour l'année 2022 ;

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser, Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 17 oct. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 18 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208165-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/10/22 - Réception en Préfecture : 18/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la réforme et la cession de  
véhicules et matériels à la suite de la Commission  
de Réforme du 7 octobre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 € ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux finances ;

**Considérant :**

- que la Commission de Réforme du 7 octobre 2022 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- qu'à la suite de leur état de vétusté, il convient de se séparer de véhicules du Parc Auto (DMGB). Certains de ces véhicules, dont la liste est jointe en annexe, sont destinés à la destruction, pour d'autres, des mises à prix seront faites par le commissaire-priseur en accord avec le Parc Auto, qui serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113 (SAS EXADEX, 160 rue Yves Montand – 34080 MONTPELLIER) ; Une somme de 4% des prix effectifs des ventes sera retenue par cette société à titre de frais.
- qu'à la suite de son état de vétusté, il convient de céder une auto laveuse du Service Moyens Généraux de la DAI, Modèle ICA CT80 BT 55 PACK, n° de série 8000293278, dont la photo est jointe en annexe. Ce matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 50 euros la machine ;
- qu'à la suite de son état de vétusté, il convient de céder une plieuse stockée au Service Achats et Production Graphique (Imprimerie) de la DEMA, modèle GRAFISCHE MASCHINEN CH5630 MURI, PN 235.122, SN 10548 03, 230 W 50HZ 1.3A, dont les photos sont jointes en annexe. Ce type de matériel ne répond plus aux besoins du service imprimerie, et sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet

spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 500 euros la machine.

- qu'à la suite de son état de vétusté, il convient de céder une adresseuse stockée au Pôle Proximité de la DPC (voir photo) de la marque NEOPOST France, modèle SA50, n° série 8491 / B, voltage 220 – 240. Ce matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 20 euros la machine.

## DECIDE

### **Article 1 :**

- D'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;
- D'autoriser la vente aux enchères et destruction des véhicules du Service Parc Auto de la DMGB par **l'organisme Centre 113** ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Moyens Généraux de la D.A.I. par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Achats et Production Graphique (imprimerie) de la DEMA, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Pôle Proximité de la DPC, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;

**Article 2 :** De dire que les recettes seront imputées sur le budget de la Ville de Montpellier.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les destinataires précités.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 17 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 17 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207938-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 17/10/22 - Réception en Préfecture : 17/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Politique Alimentaire**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché global de  
performances pour la conception, réalisation,  
exploitation et maintenance de la cité de  
l'alimentation à Montpellier n°V2D0021PA -  
Désignation du jury - Prise en charge des frais  
éventuels de participation des personnes  
qualifiées**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle : de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART déléguée à la politique alimentaire et l'agriculture urbaine;
- **VU** la délibération V2022-171 du 6 juillet 2022, relative à l'approbation du recours à la procédure de dialogue compétitif, au jury et à l'octroi d'une prime aux candidats admis à présenter une offre ;

**CONSIDERANT** l'obligation de désigner un jury chargé :

- d'examiner les candidatures et de formuler un avis motivé sur la liste des candidats à retenir
- d'examiner les prestations remises par les candidats, de les auditionner et de formuler un avis motivé sur ces offres,

**CONSIDERANT** que Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier est Président de droit du Jury et peut, par arrêté, désigner la personne chargée de le représenter dans cette fonction,

**CONSIDERANT** l'obligation pour le Président du Jury de veiller à ce qu'un tiers des membres du Jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,

**CONSIDERANT** l'obligation de prévoir, en contrepartie des prestations remises, une prime allouée aux candidats sélectionnés et admis à remettre une offre.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Le jury est composé des membres élus (titulaires et suppléants) de la Commission d'Appel d'Offres.

Sont en outre désignés, pour siéger au sein de ce Jury au titre des membres ayant la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats :

- M. Bruno GILET Directeur de la Restauration Scolaire de Nice Métropole - Titulaire ; M. Noel CRAUDELIER X suppléant

- M. Xavier RATYNSKI Architecte au sein de LCR ARCHITECTES - titulaire ; M. Denys KONIKOFF architecte - suppléant

- M. Cédric VIE, Concepteur en ingénierie de restauration, représentant de CINOV RESTAUCONCEPTEURS (groupe de travail Ecoles et formations) - titulaire ; M. William WARRENER, Conseiller en ingénierie en restauration collective et commerciale, représentant de CINOV RESTAUCONCEPTEURS (groupe de travail Froid) - suppléant.

Les frais éventuels liés à la participation des personnes qualifiées aux travaux du jury seront pris en charge par la ville de Montpellier.

Les membres élus et personnes qualifiées ont voix délibératives.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, le jury est à nouveau convoqué. Il se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président du Jury, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions du jury. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Marie MASSART**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207981-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre  
pour l'achat et livraison de plaquettes forestières  
pour paillage - V2B0030EM**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat et livraison de plaquettes forestières pour paillage conformément au besoin exprimé par le Service Jardin et Espaces Naturels de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°**V2B0030EM**) a été lancée en date du 31 août 2022, sous forme d'un Accord Cadre, avec un montant maximum de commandes de **89 000 € HT**, pour une période d'exécution de 1 an à partir de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique de l'offre pour **20%** et le prix des prestations pour **80%** ;
- Qu'après analyse, la société **PHILIP FRERES, 2 rue des Orgueuillous, 34270 ST MATHIEU DE TREVIERS**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

**DECIDE**

**Article 1** - D'attribuer le marché « Achat et livraison de plaquettes forestières pour paillage » n°V2B0030EM à la **société PHILIP FRERES** avec un montant maximum de commandes de **89 000 € HT**. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de 1 an à partir de sa notification ;

**Article 2** - De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

**Article 3** - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207991-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'autorisation d'occupation du  
domaine public par la société DEMD Productions  
- Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

**CONSIDERANT**

- que la société DEMD Productions a sollicité les services de la Ville de Montpellier afin de développer et produire six saisons de la série intitulée *Tandem* et tournée principalement sur le territoire de la Ville et de la Métropole de Montpellier de 2015 à 2022 ;
- que la Ville a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation et a conclu une convention définissant les conventions d'occupation par DEMD Productions du domaine public de la commune, pour le tournage des 6 saisons de la série précitée ;
- que la société DEMD Productions a informé la Ville de Montpellier de la mise en production d'un unitaire de 90 minutes clôturant ces six saisons et de son souhait subséquent de reconduire ce partenariat par la conclusion d'une nouvelle convention.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société DEMD Productions, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** De dire que cette convention constitue une autorisation de principe à l'occupation ponctuelle par la société DEMD Productions de l'ensemble des dépendances du domaine public, bâties et non bâties, appartenant à la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** De dire que cette convention est conclue pour une durée couvrant le temps nécessaire au

tournage, soit jusqu'à la date prévisionnelle du 31 décembre 2023.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention citée dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 24 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 24 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207996B-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/10/22 - Réception en Préfecture : 24/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Moyens Généraux

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°2 au marché  
n°V0D0041AI - Lot 8 "Centre Municipal  
Garosud" - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale » ;
- VU l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;
- VU la décision n° VD2021-497 en date du 16 novembre 2021 attribuant le marché V0D0041AI « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » et son lot 8 « Centre Municipal Garosud » à l'entreprise HYGIE SPHERE sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'exécution de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter de la notification du marché ;
- VU la décision n°VD2022-127 relative à un avenant n°1 au lot 8 « Centre Municipal Garosud » portant sur une augmentation du forfait de rémunération pour les prestations régulières mensuelles (A).

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la réorganisation des services menée actuellement par la Ville, de nouvelles surfaces utiles sont à intégrer au lot 8 « Centre Municipal Garosud » afin d'y accueillir du personnel municipal : « Locaux du 1er étage » et « Espace DTM » ;
- Que les surfaces suivantes sont ajoutées au Cahier des Clauses Techniques Particulières venant modifier l'article 1.2 dudit CCTP comme suit pour une surface totale de 207, 57 m² :

Services	Dégagement Hall	Bureaux + replis	Vestiaires sanitaires	Total	Total à prendre en compte
Locaux du 1 <sup>er</sup> étage	50	100	5	155	<b>155</b>
Espace DTM		52, 57		52, 57	<b>52, 57</b>

- Qu'il est donc nécessaire l'intervention de la société de nettoyage HYGIE SPHERE titulaire du lot 8 « Centre Municipal Garosud » sur ces surfaces précitées ;

- Que conformément au devis en date du 19/09/22, l'ajout du nouveau prix mensuel au BPU (prestations régulières mensuelles A) est le suivant : locaux du 1er étage et espace DTM : 714,45 € HT. Les prestations ponctuelles ne sont pas modifiées.

- Qu'il convient donc d'établir un avenant n°2 au lot 8 avec l'entreprise HYGIE SPHERE sise 809 rue de Favre de Saint Castor 34187 Montpellier cedex 4.

### DECIDE

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot 8 du marché V0D0041AI avec l'entreprise HYGIE SPHERE : ajout d'un nouveau prix au BPU (prestations régulières mensuelles A) pour un total mensuel de 714, 45 € HT correspondant à l'intégration des surfaces en m2 « Locaux du 1er étage » et « Espace DTM ».

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207999-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**  
Unité rémunération portefeuille Métropole

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant de prolongation -  
Accord cadre n°V1D0018RH ayant pour objet  
l'acquisition de titres restaurant pour le personnel  
de la Mairie de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la décision VD2021-405 relative à l'accord cadre V1D0018RH concernant l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Ville de Montpellier, signée le 28 octobre 2021 ;
- **VU** la décision VD2022-082 relative à un avenant de transfert n°1 pour acter l'absorption de l'entreprise NATIXIS INTERTITRES par BIMPLI et en conséquence le transfert des prestations du marché à l'entreprise absorbante BIMPLI.
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;

**CONSIDERANT :**

- que le marché V1D0018RH a été attribué au groupement NATIXIS INTERTITRES (mandataire)/BIMPLI, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- que le marché a pris effet à compter de sa notification au 2 novembre 2021 pour une durée de 12 mois ;
- que la société NATIXIS INTERTITRES a été absorbée et que la totalité de son patrimoine a été transmise à la société BIMPLI ;
- qu'il est nécessaire de prolonger la durée de l'accord cadre afin de permettre la continuité des prestations pendant la finalisation de la procédure de mise en concurrence en cours ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n°2, de prolongation, au marché V1D0018RH concernant l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Ville de Montpellier afin de permettre la prolongation de la durée de l'accord cadre jusqu'au 31 janvier 2023.

**ARTICLE 2** : de dire que cet avenant n'a aucune incidence financière.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

**Montpellier, le 21 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 21 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208002-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 21/10/22 - Réception en Préfecture : 21/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°22TL21814 CAA Toulouse - Monsieur Thierry  
TEULADE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- La requête n°22TL21814 déposée devant la Cour Administrative d'appel de Toulouse le 8 août 2022 par Monsieur Thierry TEULADE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°2005308 du 14 juin 2022 qui a rejeté sa demande d'annulation de la délibération du 30 juillet 2020 par laquelle le Conseil municipal de Montpellier a instauré un menu végétarien hebdomadaire dans le menu des restaurants

scolaires ;  
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour Administrative d'appel de Toulouse suite au dépôt de la requête n°22TL21814 par Monsieur Thierry TEULADE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIÉS.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208160-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché subséquent  
n°V2D0037DU - Location, pose et dépose de  
décorations lumineuses et illuminations de Noël  
2022 - Marché Subséquent**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'installer sur le domaine public, à l'occasion des fêtes de fin d'année 2022, des décorations lumineuses et illuminations de Noël sur certains sites de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché d'un accord-cadre mono-attributaire avec conclusion de marchés subséquents pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois ;
- Que l'accord cadre n°V1D0047UV intitulé « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et Illuminations de Noël » a été attribué au groupement Blachère Illuminations/Citeos Travesset ;
- Que le marché subséquent n°V2D0037DU intitulé « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et Illuminations de Noël » issu de l'accord-cadre n°V1D0047UV
- Qu'après analyse, l'offre du groupement Blachère Illuminations/Citeos Travesset, ZI des Bourguignons, 84400 APT, est une offre économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et Illuminations de Noël » au groupement Blachère Illuminations/Citeos Travesset, pour un montant estimatif de 519 151,69 € HT et un montant maximum de 625 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée s'étend de la notification jusqu'à la dépose du dernier décor.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Alban ZANCHIELLO**

**Publiée le : 25 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208170-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 25/10/22 - Réception en Préfecture : 25/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n° V2B0054DC  
Acquisition d'un projecteur numérique 2K laser  
et d'un processeur audio évolutif pour le cinéma  
Nestor Burma**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- que le cinéma Nestor Burma a ouvert ses portes en février 2011 et que le matériel de projection doit être renouvelé ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L2123-1 et R2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 6 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° valeur technique 40%
  - ° prix 60%
- qu'après analyse, l'entreprise DECIPRO, 5 rue du Lantissargues 34070 Montpellier présente une offre économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché d'acquisition d'un projecteur numérique 2K laser et d'un processeur audio évolutif pour le cinéma Nestor Burma à l'entreprise DECIPRO, pour un montant de 59 520 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois ;

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 26 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208241-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/10/22 - Réception en Préfecture : 26/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2B0053DC -  
Direction artistique de la ZAT 2022- Approbation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe au Maire déléguée à la culture et à la culture scientifique ;

**Considérant :**

- que la Ville de Montpellier organise en novembre 2022 une nouvelle édition de la manifestation ZAT ;
- que la direction artistique d'une telle manifestation se conçoit comme une création artistique unique ;
- qu'en conséquence, le marché peut être attribué sans publicité ni mise en concurrence préalable au directeur artistique choisi pour cette prestation spécifique, l'association Ville in Vivo (Pascal Le Brun Cordier), 53 rue Piat 75020 Paris, qui présente une offre économiquement avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché de direction artistique de la ZAT 2022 à l'association Ville in vivo (Pascal le Brun Cordier), pour un montant de 48 557.20 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois ;

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 26 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208290-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/10/22 - Réception en Préfecture : 26/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
Service Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un contrat de travaux pour la  
réalisation du skatepark de Grammont et du site  
de pratique et d'entraînement de BMX freestyle  
de Grammont - Lots n° 9 et 13 - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** l'article L. 300-3 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville Sportive ;
- **VU** la convention de mandat en date du 27 septembre 2018 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réhabilitation du skatepark de Grammont et l'installation d'un site de BMX freestyle ;
- **VU** la décision n° VD2022-341 en date du 20 juillet 2022, attribuant les marchés de travaux nécessaires à la réalisation de l'équipement, pour les lots n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 12 ;
- **VU** la décision n° VD2022-424 en date du 15 septembre 2022, attribuant le marché de travaux nécessaire à la réalisation de l'équipement, pour le lot n° 11 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans le cadre de sa compétence « sports », la Ville de Montpellier souhaite construire un nouveau site dédié aux sports de glisse urbaine à l'emplacement du Skatepark de Grammont ;
- que la conception de ce site a été confiée à l'issue d'un concours de maîtrise d'œuvre au groupement SARL FEST ARCHITECTURE (mandataire) / INGEROP / ESKIS PAYSAGE ;
- que sur la base du dossier de consultation entreprise établi par le groupement, une consultation a été publiée le 4 mars 2022 dans le respect des dispositions de l'article L. 2123-1 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, en vue de la passation du lot

n° 9 – Bardage bois / menuiseries extérieures, qui a fait l'objet d'un avis d'infructuosité pour défaut d'offres reçues ;

- qu'une deuxième consultation a été publiée le 4 mai 2022 portant sur le même lot, qui a été déclarée sans suite, au regard du dépassement de budget substantiel constaté sur la seule offre reçue ;

- qu'à l'issue de ces deux consultations, le lot n° 9 a été scindé en deux lots dans le cadre d'une nouvelle consultation publiée le 23 août 2022, portant le nombre total de lots à 13 :

- Lot 9 – Bâtiment : Menuiseries extérieures ;
- Lot 13 – Bâtiment : Bardage bois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour les lots n° 9 et 13 étaient les suivants :

- Valeur technique de l'offre : 60%,
- Prix des prestations : 40% ;

- que sur la base du rapport d'analyse des offres établi par la SA3M et la maîtrise d'œuvre, l'offre remise sur le lot n° 9 par la société LABASTERE 34, sise 90, rue du clos des entreprises, Maurin, à Lattes (34970), est une offre économiquement avantageuse ;

- que sur la base du rapport d'analyse des offres établi par la SA3M et la maîtrise d'œuvre, l'offre remise sur le lot n° 13 par la société ENVIRONNEMENT BOIS, sise 9-10, rue de la Garrigue, ZA Le Bosc, à Mudaison (34130), est une offre économiquement avantageuse ;

### **D É C I D E :**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le lot n° 9 à la société LABASTERE 34, pour un montant de 61 348,00 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux. Sa durée est de onze mois.

D'attribuer le lot n° 13 à la société ENVIRONNEMENT BOIS, pour un montant de 130 292,68 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux. Sa durée est de onze mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Hervé MARTIN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208346-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°22TL22044 CAA Toulouse - Ressources  
Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- La requête N° 22TL22044 déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Toulouse par Madame Outhaï LENETTE contre l'ordonnance n°2202448 du tribunal administratif de Montpellier du 9 septembre 2022 rejetant sa demande de mesure d'expertise médicale aux fins de déterminer l'étendue des préjudices qu'elle subit en conséquence des deux accidents de service dont elle a été victime les 17 août 2016 et 20

février 2019 ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'appel de Toulouse suite au dépôt de la requête n°22TL22044 par Madame Outhaï LENETTE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208341-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Requête n°2205089-1 TA - SOCIETE FREE MOBILE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- La requête n°2205089-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 septembre par la Société FREE MOBILE tendant à l'annulation de l'arrêté n° DP 34172 22 M0932 en date du 2 août 2022 par lequel le maire de la commune de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par la SAS FREE MOBILE pour l'installation d'antennes téléphoniques camouflées 8, rue Moquin Tandon ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2205089-1 par la Société FREE MOBILE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIÉS.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208401-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

## **Décision d'ester en justice "Requête n°2205100-8 TA - Ressources humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

### **Considérant**

- La requête n°2205100-8 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Souhade ROUAG tendant à obtenir une mesure d'expertise médicale afin de déterminer l'imputabilité au service de la maladie professionnelle 98 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2205100-8 par Madame Souhade ROUAG.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au CABINET D'AVOCATS MB AVOCATS.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208434-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial -  
Présentation d'une mission opérationnelle à  
Heidelberg en Allemagne - Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Fanny DOMBRE COSTE, première Adjointe au Maire ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0201 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 ;

**CONSIDERANT :**

- Que suite à l'invitation de Monsieur le Maire de Heidelberg, Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier, un membre du Cabinet du Maire et un agent du service des Relations Internationales se sont rendus à Heidelberg, en Allemagne, du 11 au 13 septembre 2022, afin de participer à une mission exploratoire ;
- Que Madame Tina RODENAS, Présidente de l'association COFSEC a été invitée par Monsieur le Maire de Montpellier, à participer à ce déplacement ;
- Que les liens de coopération entre Montpellier et Heidelberg, depuis 60 ans, souhaitent être renforcés et étendus aux axes de coopération dans les domaines de la mobilité, de l'aménagement urbain, du

- sport et de la jeunesse ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accorder un mandat spécial à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier, pour le déplacement à Heidelberg, du 11 au 13 septembre 2022 ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser le déplacement d'un membre du Cabinet du Maire et d'un agent du service Rayonnement International ainsi que de Mme Tina RODENAS, Présidente de l'association COFSEC, à Heidelberg, aux mêmes dates ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation (estimés à 3 000 euros);

**ARTICLE 4:** De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 20 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208581-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/10/22 - Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété URBAN  
RENAISSANCE DEVELOPPEMENT - Lots  
volumes 10 et 11 à usage commercial - cadastre  
EV 565 et 546 - avenue de Maurin**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- **VU** les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- **VU** le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

- **VU** la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- **VU** le refus de visite adressé en recommandé le 19 septembre 2022 conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la demande de communication de documents du 12 septembre 2022 conforme à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** l'estimation des services fiscaux du 11 octobre 2022.

**CONSIDERANT :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 20 juillet 2022, Maître Philippine MAHOT de la QUERANTONNAIS, notaire à Paris, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner, concernant la vente par la société URBAN RENAISSANCE DEVELOPPEMENT, des lots volumes n°10 et n°11 à usage commercial, pour moitié occupés, situés avenue de Maurin, cadastrés section EV 565 et EV 546, au prix de 8.817.984 €.
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020" ;
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il est nécessaire pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, pour faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance. Plus particulièrement l'acquisition de ce bien permettra de développer l'attractivité commerciale du circuit marchand par la recherche d'enseigne ou de commerce de nature à renforcer l'offre commerciale au sud de l'Ecusson et en connexion avec les secteurs en renouvellement urbain. Ce projet est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin d'organiser, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.
- que le prix proposé paraît excessif.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la société URBAN RENAISSANCE DEVELOPPEMENT, des lots volumes n°10 et n°11 à usage commercial, pour moitié occupés, situés avenue de Maurin, cadastrés section EV 565 et EV 546, au prix révisé de 4.956.621 €.

**ARTICLE 2 :** que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

**ARTICLE 3 :** dans le cas où la propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 19 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Maryse FAYE**

**Publiée le : 19 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208753-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/10/22 - Réception en Préfecture : 19/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"CONSPECTUS" pour les 5-15 et 19 octobre  
2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5-15 et 19 octobre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 76,20 € sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 24 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 24 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208843-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/10/22 - Réception en Préfecture : 24/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"ECUME" pour le 9 octobre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et Culture scientifique ;

**Considérant :**

- Que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 9 octobre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de la mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 24 oct. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Signé.**

**Agnès ROBIN**

**Publiée le : 26 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208822-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/10/22 - Réception en Préfecture : 26/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un Emprunt de 5 millions  
d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE  
POSTALE pour le financement des  
investissements 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de son article 2 : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la gestion active de la dette et de la trésorerie telle que définie dans la délibération portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social ;
- **VU** l'offre établie par la Banque Postale et les conditions générales version CG-LPB-2021-12 y attachées, en réponse à la consultation de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement ;
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;
- **CONSIDERANT** que la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande ;



## DECIDE

**ARTICLE 1 :** De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 5 000 000 Euros (cinq millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

**ARTICLE 2 :** Le prêt est consenti jusqu'au 01/01/2045 et s'amortira sur 20 ans et 1 mois à compter de la date de consolidation fixée au 05/12/2024.

**ARTICLE 3 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une tranche obligatoire indexée sur EURIBOR 3 mois préfixé.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	5 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt :	22 ans et 1 mois (dont 2 ans de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements

### **o Phase de mobilisation revolving**

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	2 ans, soit du 05/12/2022 au 05/12/2024
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt :	index €STER + marge de 0.75%.
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving :	oui
Montant minimum du Remboursement :	150 000,00 EUR
Commissions :	Commission de non utilisation de 0.10%

### **o Tranche obligatoire à taux variable du 05/12/2024 au 01/01/2045**

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 05/12/2024 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux variable.

Montant :	5 000 000,00 EUR
Durée d'amortissement:	22 ans et 1 mois
Taux d'intérêt + marge :	EURIBOR 3 mois préfixé + 0.55%
Base de calcul des intérêts:	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts:	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement:	constant
Remboursement anticipé:	autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,30%. Un préavis de 35 jours calendaires est applicable.
Commissions:	Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt, exigible et payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire soit 2 500 € (deux mille cinq cent euros).

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans le contrat de prêt et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur Le Responsable du Service Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 7 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 7 nov. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-209369-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/11/22 - Réception en Préfecture : 07/11/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial -  
Présentation d'une mission opérationnelle à  
Daejon en Corée- Autorisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville de Montpellier a souhaité envoyer un membre du Cabinet de la Ville ainsi qu'un élu de Montpellier Méditerranée Métropole à participer au 7ème Congrès Mondial des dirigeants locaux et régionaux ;
- Que cet événement est organisé par l'Organisation Mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à Daejon, en Corée, du 10 au 14 octobre 2022 ;
- Que lors de ce Sommet, le représentant de la Ville de Montpellier a participé à des tables rondes sur les thématiques suivantes : rôle de la culture dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'espace public comme espace d'amélioration et de préservation de la santé mentale, digitalisation dans la stratégie de développement durable des villes, etc. ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver le déplacement d'un membre du Cabinet de la Ville de Montpellier à Daejon, en Corée, du 10 au 16 octobre 2022 pour participer au 7<sup>ème</sup> Congrès Mondial de CGLU ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 5 000€) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers au membre du Cabinet participant à ce congrès ;

**ARTICLE 3 :** De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier;

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 26 oct. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 oct. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-209549-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 27/10/22 - Réception en Préfecture : 27/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au recours à l'Union des  
Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour  
l'Acquisition de licences, maintenance,  
prestations et formations sur la gamme des  
logiciels ESRI - Marché n°V2C0027RI -  
Autorisation de recours**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Manu REYNAUD dans le domaine Ville apaisée, respirable et numérique ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville de Montpellier a des besoins pour l'acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins ;
- Que par la délibération n°MD2022-41 du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé une convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics pour une durée de 4 ans, ce partenariat permettant de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles sur l'univers « Informatiques » et ce pour toutes les communes membres de la Métropole ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI pour un montant maximum de 120 000 € HT et une durée de trois ans à compter de la date d'effet de cette décision.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 2 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Signé.**

**Manu REYNAUD**

**Publiée le : 3 nov. 2022**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-209723-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 03/11/22 - Réception en Préfecture : 03/11/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE III**  
**ARRETES**  
**REGLEMENTAIRES**

## Liste des Arrêtés

N° Décisions	Titre des Affaires	Pages
VAR2022-0190	Commission municipale des Halles et Marchés - Modification de la composition	<b>541</b>
VAR2022-0206	Marché Producteurs et Artisans travaux Ligne 5 - déplacement temporaire Parvis Palais des Sports René Bournol le mardi du 1er novembre 2022 au 31 décembre 2023	<b>544</b>
VAR2022-0211	ARRETE MUNICIPAL - Règlementant le bon déroulement des cérémonies de mariages civils	<b>550</b>
VAR2022-0213	Marché de Tastavin - Déplacement temporaire - Maintien du tirage au sort le mardi	<b>546</b>
VAR2022-0214	Marché Producteurs et Artisans Agropolis - Déplacement temporaire les mardis 1er et 22 novembre le 13 décembre 2022 les 7 et 21 février 2023	<b>548</b>
VAR2022-0220	ZAC du quartier de la Cité créative - Cahier des charges pour la cession du lot 2ab à ACM Habitat - Dispositions particulières - Approbation	<b>555</b>
VAR2022-0221	Arrêté modificatif relatif à la ZAC de la Cité créative - Cahier des charges pour la cession du lot 2e à la SAS Campus Créatif 3 - Dispositions particulières - Approbation	<b>561</b>
VAR2022-0222	Marché d'Antigone - Déplacement Mercredi 9 novembre 2022	<b>553</b>
VAR2022-0223	Cœur de ville en lumière - Vendredi 25 et samedi 26 Novembre 2022 - Ordre Public	<b>563</b>
VAR2022-0224	Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier	<b>566</b>
VAR2022-0225	Suppléance de Monsieur Stéphane JOUAULT par Madame Marie MASSART du 23 décembre 2022 au 1er janvier 2023 inclus	<b>570</b>
VAR2022-0226	Suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 5 au 9 décembre 2022 inclus et du 26 décembre 2022 au 1er janvier 2023 inclus	<b>557</b>
VAR2022-0227	Suppléance de Madame Mylvia HOUGUET par Monsieur Michel ASLANIAN du 26 décembre 2022 au 1er janvier 2023 inclus	<b>559</b>
VAR2022-0228	Arrêté modificatif relatif à la composition des membres des commissions consultatives paritaires de la Ville de Montpellier	<b>572</b>
VAR2022-0229	Elections professionnelles 2022 - Heure de début des opérations de recensement des votes par correspondance	<b>578</b>
VAR2022-0230	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison de la manifestation ' 20 km de Montpellier ' le dimanche 27 novembre 2022 de 7h00 à 14h00.	<b>576</b>
VAR2022-0231	ZAC du quartier de la Cité créative - Avenant n°1 au Cahier des charges pour la cession du lot 2c - A Bouygues/Vestia Immobilier - Dispositions particulières - Autorisation de signature	<b>614</b>
VAR2022-0232	Avenant au règlement de fonctionnement des établissements d'accueil et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans de la Ville de Montpellier - Approbation	<b>597</b>
VAR2022-0234	Délégations de signature - Pôle Développement Urbain	<b>580</b>
VAR2022-0239	Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN par Monsieur Sébastien COTE du 13 au 20 janvier 2023 inclus	<b>592</b>
VAR2022-0240	Suppléance de Monsieur Sébastien COTE par Madame Maryse FAYE du 20 au 23 décembre 2022 inclus et par Monsieur Michel ASLANIAN du 26 au 27 décembre 2022 inclus	<b>595</b>



<b>N° Décisions</b>	<b>Titre des Affaires</b>	<b>Pages</b>
VAR2022-0242	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel au Comité Social Territorial - Élections professionnelles 2022	<b>603</b>
VAR2022-0243	Arrêté portant composition du bureau de vote pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie A - Élections professionnelles 2022	<b>606</b>
VAR2022-0244	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie B et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	<b>608</b>
VAR2022-0245	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie C et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	<b>600</b>
VAR2022-0246	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Consultative Paritaire et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	<b>611</b>
VAR2022-0247	Suppléance de Madame Agnès SAURAT par Monsieur Michel ASLANIAN du 16 décembre 2022 au 8 janvier 2023 inclus	<b>617</b>
VAR2022-0248	Ouverture exceptionnelle des commerces le dimanche - Repos dominical des salariés - Commerce de détail alimentaire spécialisé	<b>633</b>
VAR2022-0249	Ouverture exceptionnelle des commerces le dimanche - Repos dominical des salariés - Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs	<b>629</b>
VAR2022-0250	Ouverture exceptionnelle des commerces le dimanche - Repos dominical des salariés - Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Électroménager - TV - HIFI	<b>631</b>
VAR2022-0251	Ouverture exceptionnelle des commerces le dimanche - Repos dominical des salariés - Secteur automobile	<b>635</b>
VAR2022-0252	Suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 21 au 23 décembre 2022 inclus	<b>619</b>
VAR2022-0253	Suppléance de Monsieur Alban ZANCHIELLO par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus	<b>621</b>
VAR2022-0254	Suppléance de Monsieur Laurent NISON par Madame Véronique BRUNET du 22 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus	<b>623</b>
VAR2022-0255	Délégation de signature relative à l'intérim de Monsieur le Directeur Général des Services du 29 au 30 décembre 2022 inclus	<b>627</b>
VAR2022-0256	Service Communal Hygiène et Santé Intérim de Monsieur Edouard CUENDET par Monsieur Florian JENNY du 23 décembre 2022 au 6 janvier 2023 inclus	<b>625</b>

**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Commission municipale des Halles et Marchés - Modification de la composition**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** l'arrêté municipal du 2 septembre 2021 N° 2021/0109/T/R portant sur la « *Règlementation Générale des Marchés* » ;
- **VU** l'arrêté municipal du 2 septembre 2021 N° 2021/0108/T/R portant sur la « *Règlementation Générale des halles* » ;
- **VU** la délibération N° V2020-076 du 30 juillet 2020 portant désignation des élus municipaux appelés à siéger à la Commission Municipale des Halles et Marchés ;
- **VU** l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'Adjoint le 28 juillet 2022 ;
- **VU** l'arrêté municipal N° 2022 – 0177 en date du 19 septembre 2022 qui donne à Monsieur Alban ZANCHIELLO délégation de fonction au Commerce comprenant le domaine des Halles et Marchés ;
- **VU** la délibération N° 2022-0389 en date du 19 octobre 2022 qui désigne les représentants de la Ville de Montpellier au sein des différentes instances internes ;
- **Considérant** la désignation de Mr Alban ZANCHIELLO, adjoint au maire, représentant titulaire à la commission municipale des halles et marchés ;

**Arrête :**

### **Article 1 :**

La composition de la Commission Municipale des Halles et des Marchés est désormais fixée comme suit :

**Président :**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier

En cas d'empêchement Monsieur le Maire est remplacé par Monsieur Alban ZANCHIELLO, adjoint au Maire, délégué aux Halles et Marchés.

**Les élus du Conseil Municipal de Montpellier :**

**Membres titulaires :**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire

Madame Nicole MARIN KHOURY, Adjointe au Maire

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire

Madame Caroline DUFOIX, Conseillère municipale

**Membres suppléants :**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire

Madame Hind EMAD, Conseillère Municipale

Madame Clara GIMENEZ, Conseillère Municipale

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire

Madame Catherine RIBOT, Conseillère Municipale

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire

**Le Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier :**

Monsieur Matthieu SARRAIL, Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

**Le Président du Syndicat des Halles et Marchés ou son représentant :**

Monsieur Jean Pierre TOUCHAT, Président du Syndicat des Commerçants des Halles et Marchés de Montpellier et sa région.

Monsieur Didier ROUAUD, membre suppléant

**Le collège des Représentants des Commerçants des Halles**

- Halles 4 Saisons : Monsieur Stéphane GAYRAUD, titulaire
- Halles 4 Saisons : Monsieur Francis DELAIR, suppléant
- Halles Jacques Cœur : Monsieur David DOTELE, titulaire
- Halles Castellane : Monsieur Grégory AVERSA, titulaire
- Halles Laissac : Monsieur Hervé LANDA, titulaire
- Halles Laissac : Monsieur Dylan ALBARRAN, suppléant

**Le collège des Représentants des Commerçants des Marchés de plein air :**

- Marché Plan Cabanes : Monsieur Thierry ALMES, titulaire
- Marché Comédie : Monsieur Didier ROUAUD, titulaire
- Marché TASTAVIN : Monsieur Yannick GUIBAL, titulaire
- Marché des Arceaux : Monsieur Benjamin JOURDAN, titulaire
- Marché des Arceaux : Monsieur Jérémie BOUBY, suppléant

**Article 2 :**

Cet arrêté abroge l'arrêté N° VAR2022-0071 du 1<sup>er</sup> avril 2022.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 nov. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 2 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-210475-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 2 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché Producteurs et Artisans  
travaux Ligne 5 - déplacement temporaire  
Parvis Palais des Sports René Bougnol  
le mardi du 1er novembre 2022 au 31 décembre  
2023**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** l'arrêté municipal N° VAR 2021-0109 du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- **VU** l'arrêté municipal N° 2022-0177 du 19 septembre 2022 portant l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'adjoint au Maire délégué au commerce comprenant le domaine des halles et marchés ;
- Considérant les travaux de la ligne 5 du tramway sur le quartier route de Mende – Agropolis – Voie Domitienne ;
- Considérant que pour assurer la sécurité des biens et des personnes il convient de déplacer les commerçants du marché de producteurs et d'artisans d'Agropolis, le mardi sur la période du 1<sup>er</sup> novembre 2022 au 31 décembre 2023, inclus ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le marché hebdomadaire qui se tient sur le parvis d'Agropolis les mardis de 16h à 20h est déplacé du fait des travaux de la ligne 5 du tramway sur le parvis du palais des sports René BOUGNOL, 1000 avenue du Val de Montferrand, pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2022 au 31 décembre 2023.

**Article 2 : Horaires**

Ces dispositions sont applicables tous les mardis

- de 16h à 19 heures : horaires de vente
- de 15h à 20 heures : déballage et emballage.

**Article 3 : Conditions**

L'Association « Marché Producteurs et Artisans » domiciliée 131, chemin des traversiers 34150 Gignac, ainsi que son représentant Madame Emilie GOLFIER est responsable de la sélection des commerçants, de leur placement de la vérification des pièces administratives de ceux-ci et de la bonne tenue du marché dans sa globalité. Elle signalera tout dysfonctionnement observé à la Ville. Toute modification dans les statuts de l'Association devra être signalée à la Ville.

Le site doit être laissé propre de tout déchet. La Ville met à disposition des compteurs électriques qui ne pourront être manipulées que par des personnes dûment habilitées.

**Article 4 : Tenue du marché**

En cas d'évènement susceptible d'empêcher la tenue du marché, la Ville prévient l'association dans des délais raisonnables. Aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne pourra être versée à titre de dédommagement

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 3 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Alban ZANCHIELLO**

**Publié le : 3 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208592-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 nov. 2022 - Réception en Préfecture : 3 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Marché de Tastavin - Déplacement temporaire - Maintien du tirage au sort le mardi**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'adjoint le 28 juillet 2022 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Alban ZANCHIELLO dans le domaine du commerce ;
- VU** l'arrêté municipal N° 2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant les travaux d'abattage de platanes pour stopper la prolifération du chancre coloré du 3 octobre 2022 au 31 mars 2023 ;
- Considérant que pour assurer la sécurité des biens et des personnes il convient de déplacer les commerçants du marché Tastavin, le mardi, le jeudi et le samedi sur la période du 3 octobre 2022 au 31 mars 2023, inclus et de maintenir le tirage au sort pour accueillir les journaliers le mardi ;

### **ARRÊTE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le marché de Tastavin est déplacé temporairement et se tiendra le mardi, le jeudi et le samedi sur le parking près de la crèche Blanche Neige et la halte garderie Mary Poppins, rue Emile Chartier dit Alain, pour la période du 3 octobre 2022 au 31 mars 2023, inclus.

#### **Article 2 :**

Le tirage au sort sur le marché de tastavin est maintenu le mardi.

**Article 3 :**

Pour maintenir l'équilibre économique de ce marché, le nombre de primeur journalier est fixé à 1 commerçant.

**Article 4 :**

Cet arrêté abroge l'arrêté N° 2022-0192.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 3 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Alban ZANCHIELLO**

**Publié le : 3 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-209357-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 3 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché Producteurs et Artisans Agropolis  
Déplacement temporaire  
les mardis 1er et 22 novembre  
le 13 décembre 2022  
les 7 et 21 février 2023**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** l'arrêté municipal N° VAR 2021-0109 du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- **VU** l'arrêté municipal N° 2022-0177 du 19 septembre 2022 portant l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'adjoint au Maire délégué au commerce comprenant le domaine des halles et marchés ;
- Considérant les matches de handball les mardis 1<sup>er</sup> et 22 novembre 2022 ; le 13 décembre 2022 et les mardis 7 et 21 février 2023 qui vont avoir lieu sur les mêmes créneaux que le marché Agropolis ;
- Considérant que pour assurer la sécurité des biens et des personnes il convient de déplacer les commerçants du marché de producteurs et d'artisans d'Agropolis qui se tient tous les mardis de 16h à 19h sur le parvis du palais des sports René BOUGNOL;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le marché hebdomadaire qui se tient sur le parvis du Palais des Sports René Bougnol, 1000 avenue du Val de Montferrand les mardis de 16h à 20h sera déplacé sur le parking Visiteurs « Point Demeter », 1005 avenue du Val de Montferrand les mardis 1<sup>er</sup> novembre 2022 ; 22 novembre 2022 ; le 13 décembre 2022 ; les 7 et 21 février 2023.

**Article 2 : horaires**

Ces dispositions sont applicables sur ces mardis

- de 16h à 19 heures : horaires de vente
- de 15h à 20 heures : déballage et emballage.

**Article 3 : conditions**

L'Association « Marché Producteurs et Artisans » domiciliée 131, chemin des traversiers 34150 Gignac, ainsi que son représentant Madame Emilie GOLFIER est responsable de la sélection des commerçants, de leur placement de la vérification des pièces administratives de ceux-ci et de la bonne tenue du marché dans sa globalité. Elle signalera tout dysfonctionnement observé à la Ville. Toute modification dans les statuts de l'Association devra être signalée à la Ville.

Le site doit être laissé propre de tout déchet. La Ville met à disposition des compteurs électriques qui ne pourront être manipulées que par des personnes dûment habilitées.

**Article 4 : Tenue du marché**

En cas d'évènement susceptible d'empêcher la tenue du marché, la Ville prévient l'association dans des délais raisonnables. Aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne pourra être versée à titre de dédommagement

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 3 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Alban ZANCHIELLO**

**Publié le : 3 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-210208-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 nov. 2022 - Réception en Préfecture : 3 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **ARRETE MUNICIPAL**

### **Règlementant le bon déroulement des cérémonies de mariages civils**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles :  
L. 2212-1 et L. 2212-2 en matière de pouvoirs de police du maire, ainsi que l'article L. 2212-5 relatif aux missions de la police municipale et L. 2214-4 relatif à la compétence du maire dans une commune à police d'état, en matière du bon ordre dans les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;
- **VU** le Code de la route ;
- **VU** le Code pénal et notamment son article R. 610-5 relatif au non-respect des interdictions et au manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;

**CONSIDERANT** que la liesse qui accompagne une célébration de mariage doit s'exprimer, lors des cortèges de véhicules, sans aucun trouble de la circulation, dans le strict respect des règlements du Code de la route ;

**CONSIDERANT** que le public invité à participer en mairie à une cérémonie est souvent accompagné d'affluences importantes ;

**CONSIDERANT** les valeurs nobles et solennelles qui s'attachent à l'institution communale, lieu de représentation des symboles forts de la République ;

**CONSIDERANT** les derniers débordements constatés à l'occasion des cérémonies des mariages caractérisés par des troubles à l'ordre et salubrité publics, à la circulation, et donnant lieu à l'intervention des services de police ;

**CONSIDERANT** le droit pour chaque usager de jouir en toute tranquillité des espaces publics ;

**CONSIDERANT** que les espaces publics, du domaine de Grammont et de l'Hôtel de Ville, sont appelés à accueillir des activités et des manifestations pouvant donner lieu à des occupations et des rassemblements.

**CONSIDERANT** la nécessité de modifier l'article 3 de l'arrêté VAR2020-1015 en date du 25 novembre 2020.

### **ARRETE**

**Article 1** : L'arrêté VAR2020-1015 règlementant le bon déroulement des cérémonies de mariages civils en date du 25 novembre 2020 est abrogé.

**Article 2** : Les atteintes à la sécurité, les troubles de voisinage, les entraves aux circulations et aux stationnements sont interdits à l'occasion des mariages.

**Article 3** : L'horaire choisi pour se présenter à l'officier d'état civil avant la cérémonie doit être strictement respecté. Un retard supérieur à 15 minutes et causant un trouble manifeste au planning des célébrations, constaté par l'officier d'état civil, quel que soit le motif, pourra entraîner une annulation de la cérémonie le jour prévu et **un report à une date ultérieure fixée par l'administration**.

**Article 4** : Dans l'espace dédié à la célébration et à proximité des fenêtres des salles de mariage, il est interdit de courir, de se bousculer, d'utiliser des pétards et feux d'artifice, des tirs de mortier, ainsi que des confettis en papier, tissu et plastique ;

**Article 5** : Sauf manifestation particulière organisée à l'initiative de la mairie, les déploiements de drapeaux, banderoles, affiches ou panneaux d'information ne sont pas autorisés.

**Article 6** : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, le Maire ou l'officier d'état civil qui célèbre le mariage pourront interrompre la célébration ou ne pas l'engager. Elle sera alors reportée à une **date ultérieure fixée par l'administration**.

**Article 7** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser un procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8** : Les dispositions du présent arrêté concernent :

- **le site de Grammont** et le périmètre délimité par les rues suivantes : avenue Albert Einstein, chemin de Grammont à Vacquières, rue des Marels, rue Becquerel, avenue de Grammont, rond-point du Zénith.
- **Le site de l'Hôtel de Ville de Montpellier** et le périmètre délimité par les rues suivantes : avenue Germaine Tillion, chemin de Moularès, rue du Moulin des sept Cans, Avenue du Professeur Etienne Antonelli, pont Jean Zuccarelli, rue du Chelia, pont André Levy, rue des Acconiers, Avenue Germaine Tillion.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

**Article 9** : Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à la Préfecture et affiché en Mairie.

**Montpellier, le 8 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Sébastien COTE**

**Publié le : 8 nov. 2022**

**Notifié le :**

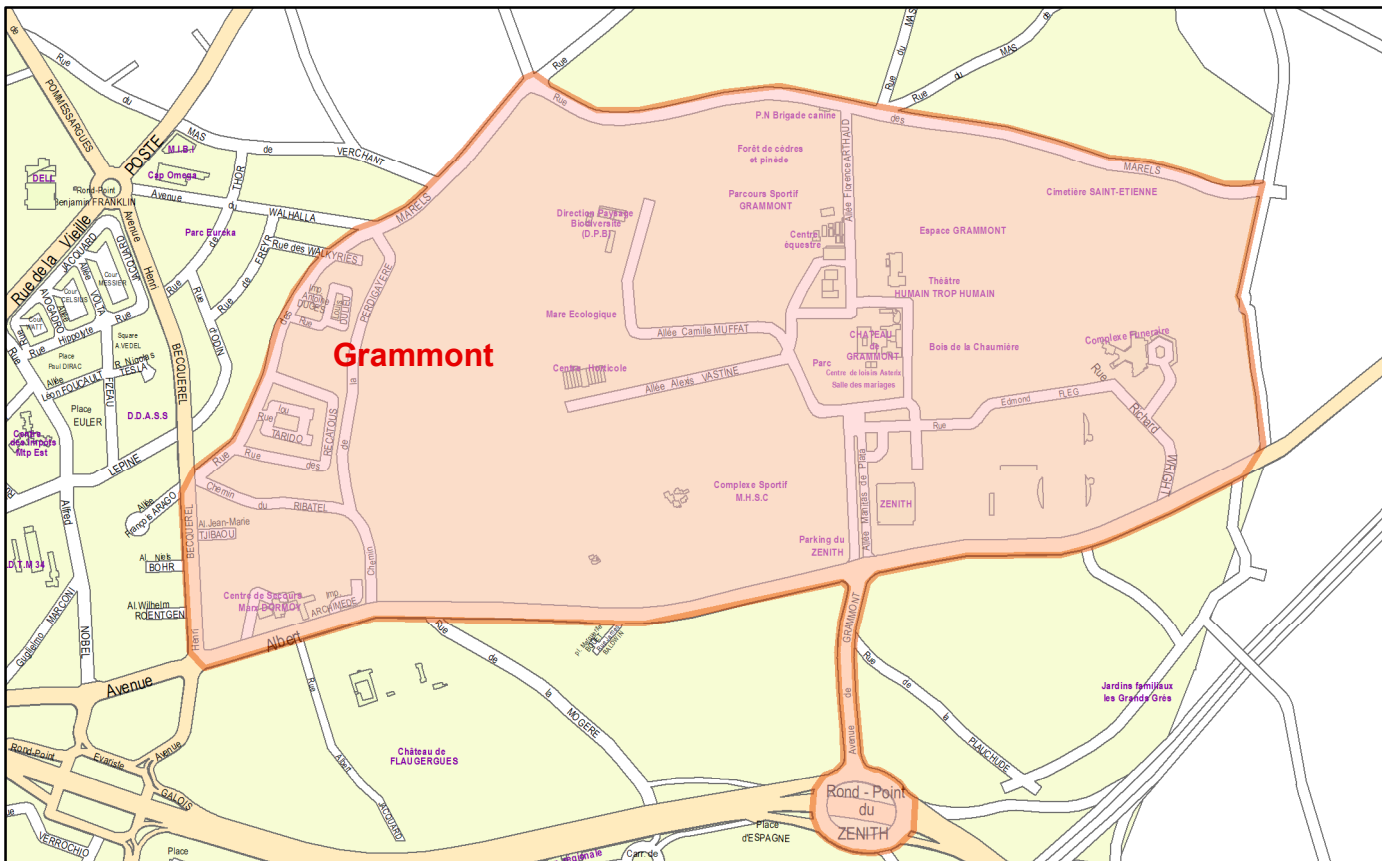
Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-209026-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 8 nov. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2022\_ARRETE\_Mariage.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

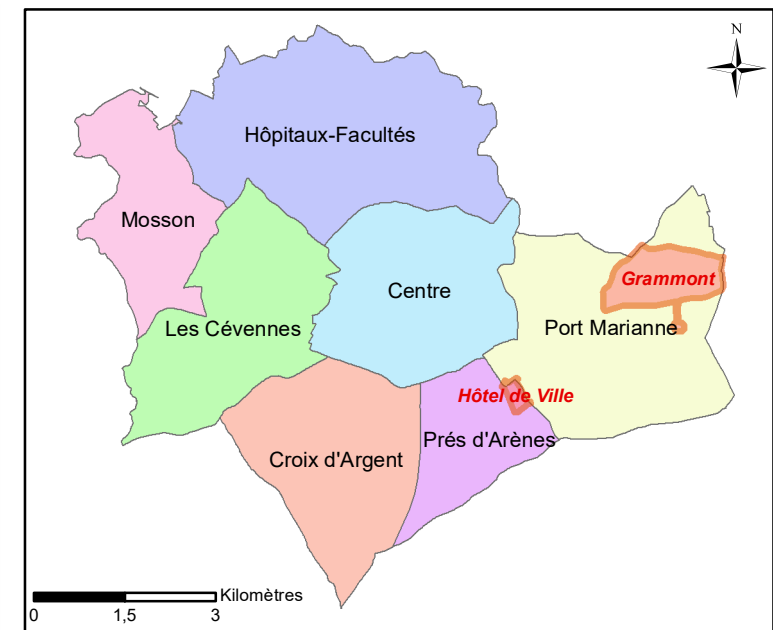
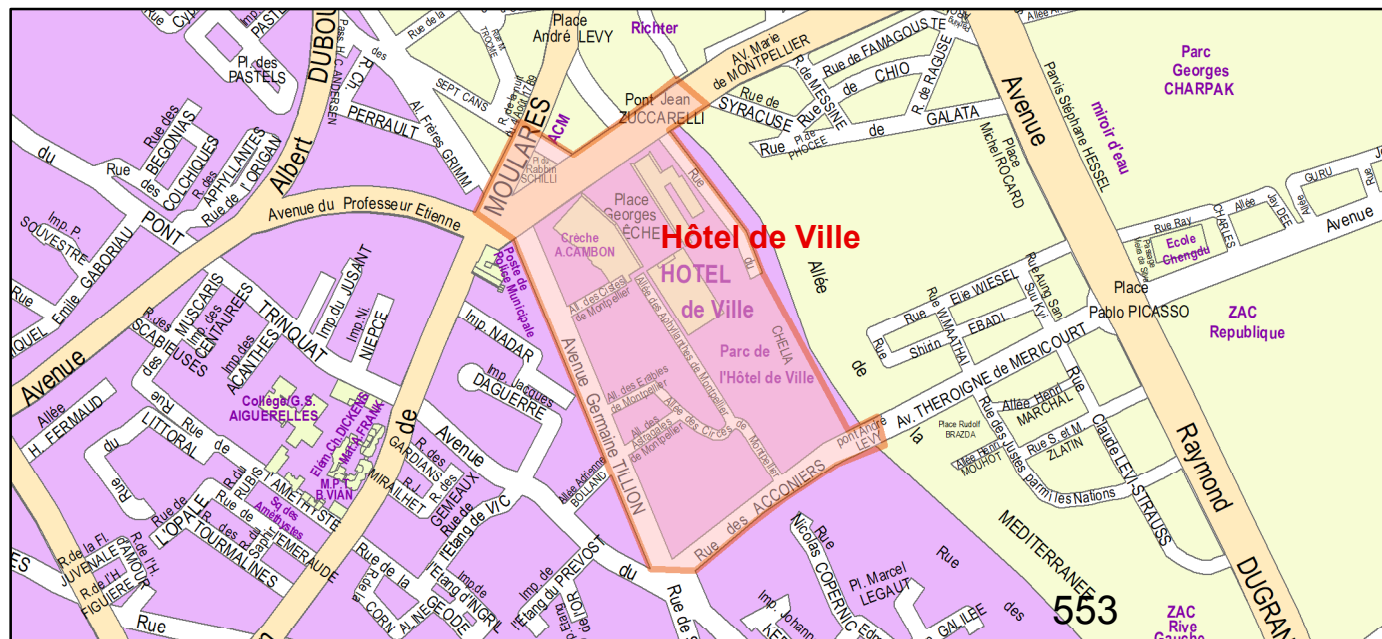


ANNEE 2022  
 ---  
 PERIMETRE D'APPLICATION  
 DE L'ARRETE



# CEREMONIES MARIAGES CIVILS

Date d'édition: Octobre 2022  
 Auteur: OLTP - Ville de Montpellier



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché d'Antigone  
Déplacement  
Mercredi 9 novembre 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- VU l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'adjoint le 28 juillet 2022 ;
- VU l'arrêté municipal du 23 septembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO, adjoint au Maire délégué au commerce ;
- VU l'arrêté municipal N° 2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant la manifestation de la ZAT (zone artistique temporaire) qui aura lieu sur le quartier Antigone du 7 au 13 novembre 2022 ;
- Considérant que pour assurer le montage et le démontage de cette manifestation il convient de déplacer le marché d'Antigone, qui se tient sur la place du nombre d'Or, le mercredi 9 novembre 2022 sur la place de l'Europe, et de supprimer le tirage au sort ce jour-là ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le marché d'Antigone est déplacé sur la place de l'Europe le mercredi 9 novembre 2022 de 7h à 14h.

**Article 2 :**

Le tirage au sort sur le marché d'Antigone est supprimé le mercredi 9 novembre 2022.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 8 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Alban ZANCHIELLO**

**Publié le : 8 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-210802-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 8 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**ZAC du quartier de la Cité créative**  
**Cahier des charges pour la cession du lot 2ab à**  
**ACM Habitat**  
**Dispositions particulières**  
**Approbation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **Vu** le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 311-6,
- **Vu** la délibération du Conseil municipal du 26 janvier 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC EAI,
- **Vu** la délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC EAI,
- **Vu** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE,
- **Vu** l'arrêté n° VA/2017/4177 approuvant les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de locations de terrains de la ZAC EAI,
- **Vu** la délibération du conseil municipal du 21 septembre 2021 approuvant la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC de la Cité créative.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Est approuvé le cahier des charges de cession de terrain particulier portant sur la construction sur le lot 2ab, cadastré section n° HY 539a d'une superficie de 2 728 m<sup>2</sup>, d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher maximale constructible de 4 100 m<sup>2</sup> comprenant environ 50 logements collectifs (social inclusif abordable type BRS libre) par ACM Habitat.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 9 nov. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Maryse FAYE**

**Publié le : 9 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-210608A-CC-1-1  
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 9 nov. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CCPC-lot 2ab-2022-0232\_signé.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **Z.A.C. « QUARTIER DE LA CITE CREATIVE »**

### **CAHIER DES CHARGES PARTICULIER POUR LA CESSION DU LOT 2ab A ACM HABITAT**

#### **ARTICLE 1 :**

La présente cession est soumise

- au Cahier des Charges de Cession des Terrains ainsi qu'à ses annexes, approuvés le 25 octobre 2017 ;
- aux conditions particulières de l'acte de cession.

#### **ARTICLE 2 :**

La présente cession porte sur le lot 2ab, cadastré section HY n°539a, d'une superficie de 2 728 m².

La surface de plancher maximale constructible sur le terrain est de 4 100 m² correspondant à l'édification d'un programme comportant :

- environ 50 logements collectifs (social inclusif-abordable type BRS-libre)

Cette cession est consentie exclusivement en vue de la réalisation du programme rappelé ci-dessus.

#### **ARTICLE 3 :**

Le respect des clauses du cahier des charges général et particulier et de ses annexes, de l'acte de cession et du programme de construction, étant des conditions essentielles et déterminantes de la cession, leur non-respect ouvrira à la SA3M et ses ayants droits toute voie de recours en vue de la résolution de la cession et de l'obtention, le cas échéant, de dommages et intérêts.

Etabli par la SA3M  
A Montpellier, le 10/10/2022

Approuvé par l'Adjointe au Maire de la Ville de Montpellier  
Madame Maryse FAYE  
Le

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Suppléance de Madame Maryse FAYE  
par Monsieur Michel ASLANIAN  
du 5 au 9 décembre 2022 inclus et  
du 26 décembre 2022 au 1er janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, du 5 au 9 décembre 2022 inclus et du 26 décembre 2022 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 5 au 9 décembre 2022 inclus et du 26 décembre 2022 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 inclus :

- à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, comprenant les domaines suivants :
  - Urbanisme et aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
  - Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;

- Changement d'usage, notamment l'instruction, la délivrance et le contrôle des demandes de changements d'usage en application des articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;
- Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement, accès pour tous à un logement digne (permis de louer, réglementation des locations touristiques...) ;
- Réseaux et télécommunications.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 17 nov. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 17 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-212782-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 nov. 2022 - Réception en Préfecture : 17 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Suppléance de Madame Mylvia HOUGUET  
par Monsieur Michel ASLANIAN  
du 26 décembre 2022 au 1er janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe déléguée au Quartier Hôpitaux-Facultés, aux Maisons pour Tous et à la Vie associative, du 26 décembre 2022 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 26 décembre 2022 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 inclus :

- au Quartier Hôpitaux-Facultés ;
- aux Maisons pour Tous et à la Vie associative comprenant les domaines suivants :
  - Soutien et vitalité du tissu associatif ;
  - Coordination du réseau des Maisons pour Tous.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 17 nov. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 17 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-212784-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 17 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Arrêté modificatif relatif à la  
ZAC de la Cité créative  
Cahier des charges pour la cession du lot 2e  
à la SAS Campus Créatif 3  
Dispositions particulières  
Approbation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **Vu** le code de l'urbanisme et notamment son article L. 311-6,
- **Vu** la délibération du conseil municipal du 26 janvier 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC EAI,
- **Vu** la délibération du conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC EAI,
- **Vu** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE,
- **Vu** l'arrêté n° VA/2017/4177 approuvant les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de locations de terrains de la ZAC EAI.
- **Vu** l'arrêté n°VAR2020-1006 approuvant les dispositions particulières du cahier des charges de cession du lot2e de la ZAC EAI.
- **Vu** la délibération n° V2021-313 du conseil municipal du 21 septembre 2021 approuvant la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC de la Cité créative.

**CONSIDERANT**

- Que le cahier des charges de cession de terrain particulier portant sur la construction sur le lot 2 e, objet de l'arrêté n°VAR2020-1006, a fait l'objet d'une modification du programme et de la surface de plancher (SDP).

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Est approuvé le nouveau cahier des charges de cession de terrain particulier portant sur la construction sur le lot 2e, cadastré section n° HY 555 d'une superficie de 946 m², d'un ensemble immobilier



d'une surface de plancher maximale constructible de 2400 m<sup>2</sup>, initialement prévue à 2 350m<sup>2</sup>. En terme de programme, ce lot ne prévoit plus de studio son mais comprend toujours une salle de projection /spectacle d'environ 400 places permettant également une utilisation externe ouverte sur le quartier, une salle de danse, d'un bar/restaurant et des bureaux par la SAS Campus Créatif 3.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 nov. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Maryse FAYE**

**Publié le : 22 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-210623A-CC-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 22 nov. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- EAI Lot 2e CCPCT-MODIFIE.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **Z.A.C. EAI**

### **CAHIER DES CHARGES PARTICULIER POUR LA CESSION DU LOT 2e A LA SAS CAMPUS CREATIF 3**

#### **ARTICLE 1 :**

La présente cession est soumise

- au Cahier des Charges de Cession des Terrains ainsi qu'à ses annexes, approuvés le 25 octobre 2017 ;
- aux conditions particulières de l'acte de cession.

#### **ARTICLE 2 :**

La présente cession porte sur le lot 2e, cadastré section n° HY555, d'une superficie de 946 m².

La surface de plancher maximale constructible sur le terrain est de 2 400 m² correspondant à l'édification d'un programme comportant :

Un programme immobilier d'ensemble, les caractéristiques principales suivantes :

- salle de projection/spectacle d'environ 400 places permettant également une utilisation externe ouverte sur le quartier
- salles de danse
- bar / restaurant
- bureaux

Cette cession est consentie exclusivement en vue de la réalisation du programme rappelé ci-dessus.

#### **ARTICLE 3 :**

Le respect des clauses du cahier des charges général et particulier et de ses annexes, de l'acte de cession et du programme de construction, étant des conditions essentielles et déterminantes de la cession, leur non-respect ouvrira à la SA3M et ses ayants droits toute voie de recours en vue de la résolution de la cession et de l'obtention, le cas échéant, de dommages et intérêts.

Etabli par la SA3M  
A Montpellier, le 09/09/2022

Approuvé par l'Adjointe au Maire de la Ville de Montpellier  
Madame Maryse FAYE  
Le

**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Cœur de ville en lumière  
Vendredi 25 et samedi 26 Novembre 2022  
Ordre Public**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- **VU** le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- **VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3;
- **VU**, le Règlement de Voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2021-0050 du 30 avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- **VU** l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité du passage dans les rues ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;

- **CONSIDERANT** l'importance public accueilli à l'occasion de la manifestation « **cœur de ville en lumières** » qui aura lieu les 25 et 26 novembre 2022, dans le centre historique de Montpellier ;
- **CONSIDERANT** que cette manifestation organisée dans un périmètre restreint, nécessite des mesures particulières de restrictions de vente et consommation d'alcool afin que la tranquillité et la sécurité publique y soient assurées ;
- **CONSIDERANT** qu'il importe en outre de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public ;
- **CONSIDERANT** les éléments rappelés par le plan VIGIPIRATE, réactualisés par une note de Monsieur le Préfet de l'Hérault adressée aux Maires en date du 21 Juin 2022, et précisant la posture à tenir à l'occasion des événements accueillant un large public.

**Arrête :**

**Article 1er :**

**Sont interdits, les vendredi 25 et samedi 26 novembre 2022 pour la période de 17h à 23h :**

- La vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre ;
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants non autorisés ;
- La vente de boissons alcoolisées à emporter sauf pour les établissements dument autorisés ;
- La vente, l'utilisation et le transport de produits inflammables dans des récipients transportables.

Dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Rue Jules Ferry – Rue de Verdun – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du 11 novembre - Quai du Verdanson – Quai des Tanneurs – Place Albert 1er – Boulevard Henri IV – Boulevard Professeur Louis Vialleton – Rue Pitot – Hilaire de Ricard – Rue Maréchal de Castrie – Rue Clapiès – Place Giral – Boulevard Ledru Rollin – Boulevard du Jeu de Paume – Boulevard de l'Observatoire – Rue de la République – Place Gibert.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

**Article 2 :**

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Sébastien COTE**

**Publié le : 22 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-212305-AR-1-1

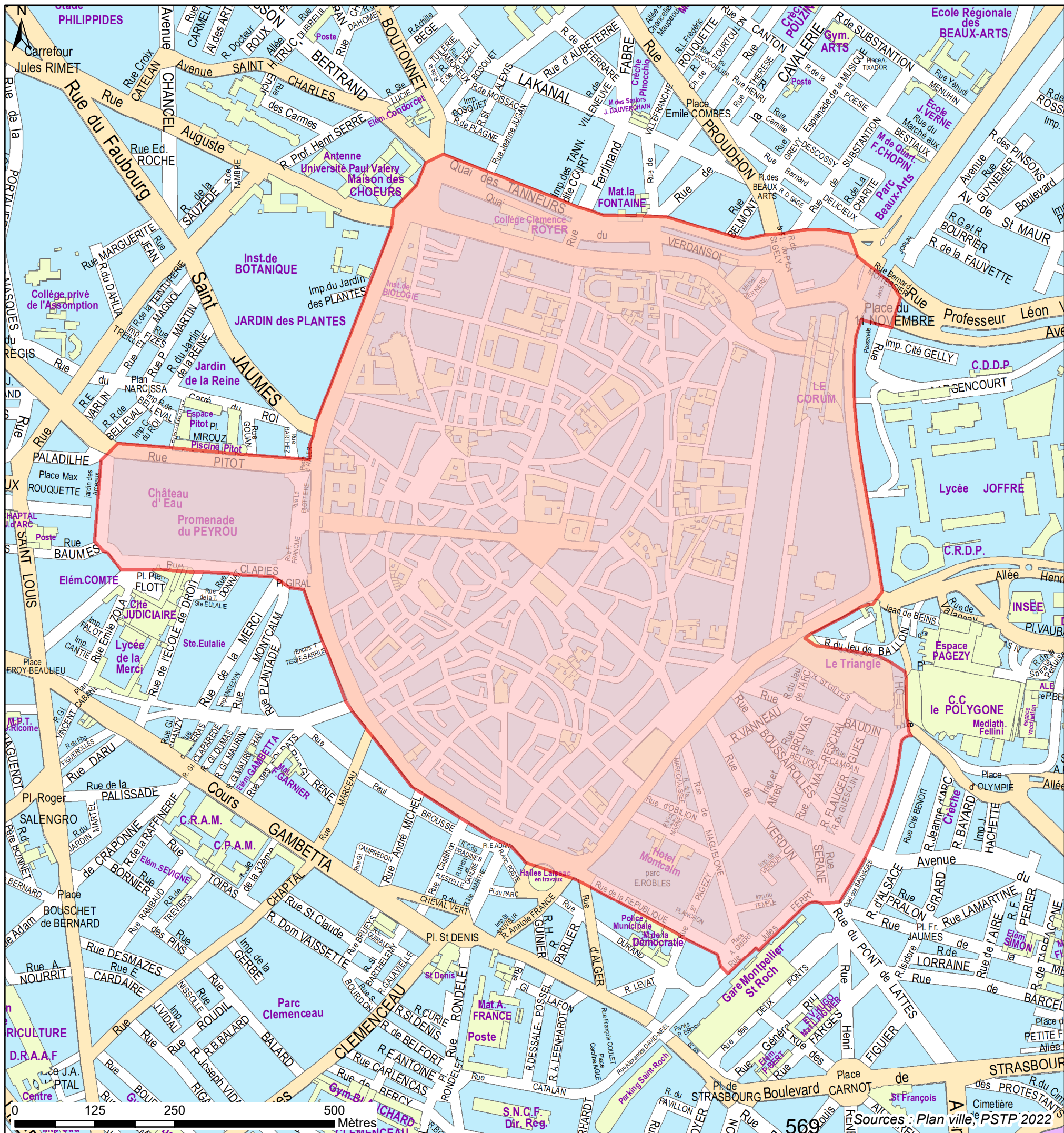
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 22 nov. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PERIMETRE\_LUMIERE2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





# Cœur de ville en lumières ORDRE PUBLIC

Date d'édition : Novembre 2022  
Auteur : OLTP - Ville de Montpellier



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code Général des collectivités territoriale et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Mickaël DELAFOSSE en qualité du Maire le 4 juillet 2020
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** Considérant les circonstances revêtant un caractère exceptionnel d'un événement « Pluie-inondation » et « Orages » important dans la journée du lundi 14/11/2022, avec des précipitations pouvant générer des cumuls de l'ordre de 100 m, voire de 200 mm d'ici la fin de journée. Météo France a déjà placé le département de l'Hérault en vigilance jaune et devrait faire évoluer le niveau de vigilance en orange, au plus tard à 16h.
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1**

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le lundi 14/11/2022 à 10h00.

**Article 2**

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

**Article 3**

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 nov. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 22 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-212508-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 22 nov. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Activation PCC\_Papier.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Pole des Sécurités et de la Tranquillité Publique  
Mission Sécurité Civile**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier**

- **VU** le Code Général des collectivités territoriale et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4, L.2212-5, L.2214-4 et suivants concernant les pouvoirs de Police du maire ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Mickaël DELAFOSSE en qualité du Maire le 4 juillet 2020
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;

- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'événement<sup>1</sup>

Pluie inondation et orages, vigilance départementale orange à 16h. Mobilisation des services dès 10h en vigilance jaune. Précipitation générant des cumuls de l'ordre de 100mm pouvant atteindre 200mm en fin de journée.

survenu(e) le<sup>2</sup> 14/11/2022 à 16h00  
à<sup>3</sup> Montpellier

- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;

<sup>1</sup> Préciser la nature de l'accident, de la catastrophe, du sinistre, etc...

<sup>2</sup> Préciser la date et l'heure

<sup>3</sup> Indiquer le lieu précis

- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

## ARRÊTE

### Article 1

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le

<sup>4</sup> 14/11/22 à 10h00 .....


### Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours.

### Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14/11/2022  
  
 .....  
 .....

**Publié le :** .....

**Notifié le :** .....

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

---

<sup>4</sup> Préciser la date et l'heure

**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Stéphane JOUAULT  
par Madame Marie MASSART  
du 23 décembre 2022 au 1er janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité, du 23 décembre 2022 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 23 décembre 2022 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 inclus :

- à la Nature en ville et à la Biodiversité, comprenant les domaines suivants :
  - Développement durable ;
  - Entretien des espaces verts ;
  - Création de nouveaux espaces verts ;
  - Opération 50 000 arbres ;
  - Coulées vertes du Verdanson et de l'Aqueduc Saint-Clément ;
  - Végétalisation des quartiers ;
  - Préservation de la biodiversité urbaine.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Marie MASSART reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 nov. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 21 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-212749-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 nov. 2022 - Réception en Préfecture : 21 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**  
Service Carrière

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté modificatif relatif à la composition des  
membres des commissions consultatives paritaires  
de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

VU le Code Général de la Fonction Publique

VU le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté n°VAR2021-0027 en date du 09 avril 2021 relatif à la composition des commissions consultatives paritaires de catégorie A, B et C pour la ville de Montpellier ;

VU la fin de contrat de Madame Mélisandre ETIENNE à la ville de Montpellier le 31/10/2021 après avis de la commission consultative paritaire réunie le 06/07/2021, alors représentante titulaire siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;

VU la fin de contrat de Madame Audrey CHARTON à la ville de Montpellier au 31/03/2021 suite à une mise en stage, alors représentante suppléante siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;

VU l'inscription de Mesdames Mallorie TRANCHIDA et Yasmina BOUTICHE-GHARBI respectivement en 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> position sur la liste des représentants du personnel en commission consultative paritaire de catégorie C de l'organisation syndicale UNSA ;

VU la fin de contrat de Madame Yasmina BOUTICHE-GHARBI à la ville de Montpellier au 31/03/2021 suite à une mise en stage, alors 16<sup>ème</sup> et dernière de la liste des représentants du personnel en commission consultative paritaire de catégorie C de l'organisation syndicale UNSA ;

VU l'absence de nom supplémentaire sur la liste des élus en commission consultative paritaire de catégorie C, de l'organisation syndicale UNSA ;

VU la désignation, le 10/03/2022, de Madame EL KHANFARI Soukayna par l'organisation syndicale UNSA pour le remplacement de Madame Audrey CHARTON ;

VU la fin de contrat de Madame Mylène OUALID à la ville de Montpellier au 31/01/2022 suite à une mise en stage, alors représentante suppléante siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale CFDT ;

VU la fin de contrat de Monsieur Patrick PEREIRA DE SOUSA à la ville de Montpellier au 31/03/2022

suite à titularisation, alors représentant titulaire siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale CFDT ;

VU l'inscription de Mesdames Fouzia NAKIB, Asmaa KOUADRI et Marie-Josée CADET respectivement en 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> position sur la liste des représentants du personnel en commission consultative paritaire de catégorie C de l'organisation syndicale CFDT ;

VU la fin de contrat de Madame Asmaa KOUADRI à la ville de Montpellier au 30/11/2020 suite à une mise en stage, alors 6<sup>ème</sup> de la liste des représentants du personnel en commission consultative paritaire de catégorie C de l'organisation syndicale CFDT ;

### CONSIDÉRANT

- que Madame Mallorie TRANCHIDA, première candidate non désignée membre restant sur la liste de l'organisation syndicale UNSA, remplace Madame Mélisandre ETIENNE, en qualité de représentante titulaire siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;

- que Madame EL KHANFARI Soukayna désignée par l'organisation syndicale UNSA en l'absence de nom supplémentaire sur la liste, remplace Madame Audrey CHARTON, en qualité de représentante suppléante siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;

- que Madame Fouzia NAKIB, première candidate non désignée membre restant sur la liste de l'organisation syndicale CFDT, remplace Madame Mylène OUALID, en qualité de représentante suppléante siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale CFDT ;

- que Madame Marie-Josée CADET, candidate suivante non désignée membre restant sur la liste de l'organisation syndicale CFDT, remplace Monsieur Patrick PEREIRA DE SOUSA, en qualité de représentante titulaire siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale CFDT ;

- qu'il convient de modifier l'article 1 de l'arrêté n°VAR2021-0027 en date du 09 avril 2021 relatif à la composition des commissions consultatives paritaires de catégorie A, B et C.

### ARRÊTE :

**Article 1** : A compter de signature du présent arrêté, la liste des représentants du personnel siégeant au sein de la commission consultative paritaire de catégorie A, B et C est la suivante :

#### CCP de catégorie A :

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Arsène BOUAKIRA (CFDT)	Laure FROMENTY (CFDT)
Christine BRIDON (Siège en son nom propre)	Philippe GRONGNET (Siège en son nom propre)

#### CCP de catégorie B :

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Damien GALAN (UNSA)	Fanny GISBERT (UNSA)
Céline ISIDORI (UNSA)	Pierre GRACIAS (UNSA)

**CCP de catégorie C :**

<b>Nom et prénom Titulaire</b>	<b>Nom et prénom Suppléant</b>
Emilie LLOVERAS (UNSA)	Pascal GIRAUDO (UNSA)
Mallorie TRANCHIDA (UNSA)	Soukayna EL KHANFARI (UNSA)
Naim CHARIF (UNSA)	Catherine CHAZAL (UNSA)
Marie-Josée CADET (CFDT)	Ruddy DE WINTER (CFDT)
Farida DURANT (CFDT)	Fouzia NAKIB (CFDT)

**Article 2 :** La liste des représentants de la collectivité siégeant à la commission consultative paritaire de catégorie A, B et C est la suivante :

**CCP de catégorie A :**

<b>Membres titulaires</b>	<b>Membres suppléants</b>
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE

**CCP de catégorie B :**

<b>Membres titulaires</b>	<b>Membres suppléants</b>
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE

**CCP de catégorie C :**

<b>Membres titulaires</b>	<b>Membres suppléants</b>
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE
Michel CALVO	Yves BARRAL
Séverine SAINT MARTIN	Élodie BRUN-MANDON
Caroline DUFOIX	Mickaël DIORE

**Article 3 :** Le Président de la commission consultative paritaire désigné parmi les membres représentants de la collectivité est Monsieur le Maire Michaël DELAFOSSE.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Michel ASLANIAN**

**Publié le : 22 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-212803A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 nov. 2022 - Réception en Préfecture : 21 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité**  
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Fermeture exceptionnelle de  
la Promenade Royale du Peyrou  
en raison de la manifestation  
' 20 km de Montpellier '**  
**le dimanche 27 novembre 2022 de 7h00 à 14h00.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** le public attendu dans le cadre de la manifestation des 20 km de Montpellier ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de la manifestation ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture totale au public afin de garantir le bon déroulement de la manifestation ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public le **dimanche 27 novembre 2022 de 7h00 à 14h00.**

**ARTICLE 2 :** L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra le jour même à l'issue de la manifestation.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 24 nov. 2022**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Stéphane JOUAULT**

**Publié le : 24 nov. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-213348-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 nov. 2022 -Réception en Préfecture : 24 nov. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

## **Elections professionnelles 2022 - Heure de début des opérations de recensement des votes par correspondance**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général de la Fonction Publique ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique Territoriale ;
- VU l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;
- VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment l'article 45 ;
- VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;
- VU le Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU le Décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux commissions administratives paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale ;
- VU le Décret n° 2021-1624 du 10 décembre 2021 modifiant certaines dispositions relatives aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;
- VU le Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Les élections professionnelles auront lieu le jeudi 8 décembre de 7h30 à 17h sans interruption.

**ARTICLE 2 :** L'heure de début des opérations de recensement des votes par correspondance, par émargement sur les listes électorales est fixée à 14h, soit 3 heures avant la clôture des votes en présentiel à l'urne afin de faciliter les opérations de dépouillement de l'ensemble des votes.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 28 nov. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 1 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-212885A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 1 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 1 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégations de signature  
Pôle Développement Urbain**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- **VU** la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Pôle Développement Urbain est composé des missions et directions déléguées suivantes :

- Mission Stratégie Urbaine
- Mission Grand Cœur
- Mission Mosson Cévennes
- Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain
- Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires
- Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué

Madame Anne RINGLET, directrice du Pôle Développement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Stratégie Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3 :** La Mission Grand Cœur est composée des services suivants :

- Espace Public et Communication
- Patrimoine Historique

Le directeur de la Mission Grand Cœur reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Grand Cœur, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sarah HAAS, responsable du service Espace Public et Communication.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de la Mission Grand Cœur et de Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Sarah HAAS et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Sarah HAAS, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Sarah HAAS, responsable du service Espace Public et Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Mission Grand Cœur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Madame Sarah HAAS et du directeur de la Mission Grand Cœur, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sarah HAAS, du directeur de la Mission Grand Cœur et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sarah HAAS, du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-2 :** Le responsable du service Patrimoine Historique reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Patrimoine Historique, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Mission Grand Cœur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Patrimoine Historique et du directeur de la Mission Grand Cœur, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Patrimoine Historique, du directeur de la Mission Grand Cœur et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Patrimoine Historique, du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Emmanuel GUILLERMO, directeur de la Mission Mosson Cévennes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie PACAULT, directrice adjointe de la Mission Mosson Cévennes.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Madame Valérie PACAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5 :** La Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Service Est Métropole
- Service Centre Métropole
- Service Ouest Métropole

Madame Sylvie MAHOT, directrice déléguée de l'Aménagement Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.



**ARTICLE 5-1** : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Est Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-2** : Madame Hélène REDER, responsable du service Centre Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-3 :** Le responsable du service Ouest Métropole reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Ouest Métropole, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6 :** La Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Planification
- Environnement et Biodiversité
- Appui à l'Aménagement des Territoires

Madame Caroline FRIOL, directrice déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-1** : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Planification, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-2** : Madame Emilie SALLES, responsable du service Environnement et Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-3** : Monsieur Guillaume SOULE, responsable du service Appui à l'Aménagement des Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume SOULE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7** : La Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Droit des Sols Métropole Territoires
- Droit des Sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur délégué de l'Urbanisme Appliqué, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-1** : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droit des Sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7-2** : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, responsable du service Droit des Sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 8 :** La Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Programmation et Développement de l'Habitat
- Gestion Sociale du Logement
- Gens du Voyage

Monsieur Bruno LE ROY, directeur délégué de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 8-1 :** Le service Programmation et Développement de l'Habitat est composé des unités suivantes :

- Changement d'usage
- Financement du logement

Monsieur Nabil ZOUARI, responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nabil ZOUARI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nabil ZOUARI et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 8-1-1** : Madame Laury SAVIN, responsable de l'unité Changement d'usage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour les actes en cours d'instruction (récépissés de dépôt, demandes de pièces manquantes, courriers de consultation, courriers de classement sans suite, certificats de décision tacite) relatifs aux changements d'usage.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laury SAVIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Nabil ZOUARI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN et de Monsieur Nabil ZOUARI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, de Monsieur Nabil ZOUARI et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, de Monsieur Nabil ZOUARI, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 8-2** : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion Sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 8-3** : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du Voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 9** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 10** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 28 nov. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 1 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-213703-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 1 déc. 2022 - Réception en Préfecture : 1 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN  
par Monsieur Sébastien COTE  
du 13 au 20 janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques et au projet d'administration, et aux Ressources humaines, du 13 au 20 janvier 2023 inclus ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 13 au 20 janvier 2023 inclus :

- aux Finances, comprenant les domaines suivants :
  - les Finances communales, le Budget et l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la gestion active de la dette et de la trésorerie telle que définie dans la délibération portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie ;

- à l'Evaluation des politiques publiques et au projet d'administration ;
- aux Ressources humaines, comprenant les domaines suivants :
  - Administration des ressources humaines municipales à l'exclusion du pouvoir disciplinaire ;
  - Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
  - Santé et prévention des risques des agents municipaux, DUERP ;
  - Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
  - Dialogue social.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Sébastien COTE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Délégation est attribuée à Monsieur Sébastien COTE, du 13 au 20 janvier 2023 inclus, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien COTE, les délégations prévues à l'article 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien COTE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations prévues à l'article 4 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur du Pôle Finances et Conseil en Gestion.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien COTE, de Monsieur Olivier NYS et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien COTE, de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

**ARTICLE 8** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien COTE, de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Natacha LEUPERT, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

**ARTICLE 9** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien COTE, de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Emilie DREUX, Madame Caroline KNAPP reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

**ARTICLE 10** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 nov. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 1 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214035-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 1 déc. 2022 - Réception en Préfecture : 1 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Suppléance de Monsieur Sébastien COTE  
par Madame Maryse FAYE  
du 20 au 23 décembre 2022 inclus  
et par Monsieur Michel ASLANIAN  
du 26 au 27 décembre 2022 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires, du 20 au 27 décembre 2022 inclus ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Délégation de fonction :**

- à la Protection de la population, à la Tranquillité publique, comprenant les domaines suivants :
  - Police municipale ;
  - Conseil Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
  - Médiation sociale ;
  - Contrôle du stationnement de surface ;
  - Vidéo-protection et vidéo-verbalisation ;
  - Hygiène et sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations...) ;
  - Nouveau règlement des terrasses (« PLU terrasses ») ;
  - Autorisations temporaires d'occupation du domaine public (ODP) ;
  - Contrôle du respect des règles d'occupation du domaine public ;
  - Plan anti-drogue ;
  - Lutte contre la vente à la sauvette ;
  - Lutte contre le bruit ;

- Lutte contre l'habitat indigne ;
  - Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu (eau, air, sol...)) ;
  - Sécurité civile (comprenant le Plan Communal de Sauvegarde).
- aux Affaires militaires, mémoire et commémorations ;

Est attribuée à :

- Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, du 20 au 23 décembre 2022 inclus ;
- Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, du 26 au 27 décembre 2022 inclus.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Maryse FAYE et Monsieur Michel ASLANIAN reçoivent :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans leur domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 nov. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 1 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214058-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 1 déc. 2022 - Réception en Préfecture : 1 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'Enfance**

Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Avenant au règlement de fonctionnement des  
établissements d'accueil et services d'accueil des  
enfants de moins de 6 ans de la Ville de  
Montpellier - Approbation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivité territoriales ;
- **VU** le Code de la Santé publique ;
- **VU** la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfant et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
- **VU** le décret n°2004-802 du 29 juillet 2004 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier ;
- **VU** le Bulletin Officiel du 18 septembre 2003 relatif à l'accueil en collectivité des enfants atteints de troubles de la santé ;
- **VU** le décret n°2000-762 du 1er août 2000 relatif aux établissements et service d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;
- **VU** le décret n°2007-230 du 20 février 2007, le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 et le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux établissements et service d'accueil des enfants de moins de 6 ans complétant le décret du 1er août 2000 ;
- **VU** la circulaire n°83-22 du 30 juin 1983 relative à la participation des parents à la vie quotidienne des crèches ;
- **VU** l'arrêté du 26 décembre 2000 concernant le personnel ;
- **VU** l'arrêté du 3 mai 1989 concernant les évictions ;
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR2021-0084 du 25 août 2021 portant réglementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

- **VU** l'arrêté municipal n° VAR2020-0033 du 24 juillet 2020, portant délégation de fonction et de signature à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, Déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;
- **VU** la Circulaire n°2014-009 du 26 mars 2014 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales relative à la Prestation de service unique ;
- **VU** la Circulaire n°2019-005 du 5 juin 2019 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales relative au barème national des participations familiales ;
- **Considérant** la nécessité de mettre en adéquation la réglementation de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales avec les besoins des enfants de moins de 6 ans ;

## ARRETE

**Article 1 : Arrête l'avenant au règlement de fonctionnement des établissements d'accueil et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans de la Ville de Montpellier suivant :**

### **8.3 La facturation**

- ☐ Les absences déductibles

☐ **Les congés contractualisés** : au moment de la contractualisation de l'accueil régulier, les familles précisent le nombre de jours de congés prévisionnels en dehors des fermetures annuelles de leur établissement d'accueil. Les jours de congés sont entendus comme des unités de facturation ; une unité de facturation correspondant au nombre d'heures contractualisées journalières. Il n'est pas possible de fractionner une unité de facturation et, à ce titre, il ne peut être posé de demi-journée de congés par exemple. Les congés ne pourront être déduits de la facturation que si le préavis minimum de 15 jours est respecté. Le préavis de dépôt de congés est porté à un mois pour les enfants inscrits en crèche de garde d'été. Il est compté à partir du 1<sup>er</sup> jour d'accueil prévu au contrat de transfert. Les demandes de congés seront posées au moyen du formulaire mis à disposition des familles dans les établissements.

#### Important :

- Le nombre de jours de congés n'est pas limité mais il doit cependant être en corrélation avec le nombre de jours de congés des parents. Tout dépassement du nombre indiqué dans le contrat engendre la facturation des absences supplémentaires. Pour les SAF, l'information se fait par mail de préférence ou à défaut par courrier, le cachet de la Poste faisant foi.
- En aucun cas, les congés peuvent être posés dans la demande de préavis au renoncement du contrat qui précède l'admission de l'enfant.

#### **Dérogation au préavis de congés pour besoins exceptionnels**

En cas de besoins exceptionnels de congés de l'enfant, il pourra être dérogé au préavis de 15 jours pour un maximum de 10 jours comptés entre la rentrée de la crèche et sa fermeture estivale, l'année suivante. Ces jours de congés pourront être individualisés ou regroupés au besoin des familles mais ne pourront en aucun cas dépasser le maximum autorisé. Toutefois, pour des raisons d'organisation, la direction de la crèche devra en être informée à minima le jour précédant l'absence et la demande devra être formalisée par écrit (formulaire de congés ou courriel). Ces 10 jours seront déduits du nombre total de jours contractualisés et proratisés en fonction de la date du début du contrat d'accueil.

#### ☐ **Les absences pour maladie de l'enfant :**

##### 1) Absences pour maladie inférieures ou égales à trois jours.

La Ville n'applique pas de délai de carence lors d'absences pour maladie inférieures ou égales à trois jours. Les heures contractualisées ne seront donc pas facturées à condition que l'absence de l'enfant soit justifiée par une attestation d'absence pour maladie produite par la famille le jour du retour de l'enfant.

##### 2) Absences pour maladie supérieures à trois jours.

A partir du 4<sup>ème</sup> jour d'absence pour maladie, les heures contractualisées ne seront pas facturées à condition que l'absence soit justifiée par un certificat médical remis à la crèche dans un délai impératif de sept jours compté à partir du 4<sup>ème</sup> jour d'absence.

Par exception, sont exonérées de paiement dès le premier jour, sur présentation d'un certificat médical, les périodes d'hospitalisation de l'enfant ou de maladie suivant une hospitalisation, les maladies pour lesquelles une éviction est obligatoire (article 6.5.1) ainsi que toute éviction ordonnée par le médecin de crèche. Toute journée commencée reste due.

**ARTICLE 2** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 7 déc. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publié le : 7 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-213606-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 7 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Arrêté**  
**instituant un bureau central de vote pour les**  
**élections des représentants du personnel pour la**  
**Commission Administrative Paritaire Catégorie C**  
**et portant composition du bureau de vote -**  
**Élections professionnelles 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code général de la fonction publique,
- **VU** le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **VU** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **VU** le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- **VU** l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- **VU** la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est institué à la Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire C. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

**ARTICLE 2 :** Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 3 :** Nicole MARIN-KHOURY, Adjointe au Maire est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 4 :** Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : FERVAL Agnès

Secrétaire suppléant : LAFABRIER Guilhem

Délégué de liste CFDT titulaire : DELACHAPELLE Aline

Délégué de liste CFDT suppléant : CENDRAS Sylvie

Délégué de liste CGT titulaire : VAREA Eric

Délégué de liste FO titulaire : JOURDAN Cécile

Délégué de liste FO suppléant : MENDEZ Dominique

Délégué de liste UNSA titulaire : BIBET Thomas

Délégué de liste UNSA suppléant : MAKTOUBI Nordine

**ARTICLE 5 :** Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

**ARTICLE 6 :** Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

**ARTICLE 7 :** Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

**ARTICLE 8 :** Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

**ARTICLE 9 :** Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

**ARTICLE 10 :** Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- affiché en Mairie,
- transmis à Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault,
- transmis au délégué de chaque liste

**Montpellier, le 7 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 7 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214625-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 7 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Arrêté instituant un bureau central de vote pour  
les élections des représentants du personnel au  
Comité Social Territorial - Élections  
professionnelles 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU la délibération du Conseil Municipal/Conseil d'Administration du 07 avril 2022 fixant à 15 le nombre de représentants titulaires au Comité Social Territorial,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Il est institué à la Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

**ARTICLE 2 :** Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de

vote.

**ARTICLE 3** : Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 4** : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : NOE BOITARD Camille, Responsable du Service Dialogue Social

Délégué de liste CFDT titulaire : DELACHAPELLE Aline

Délégué de liste CFDT suppléant : CENDRAS Sylvie

Délégué de liste CGT titulaire : VAREA Eric

Délégué de liste FO titulaire : JOURDAN Cécile

Délégué de liste FO suppléant : MENDEZ Dominique

Délégué de liste UNSA titulaire : BOURGADE Elian

Délégué de liste UNSA suppléant : BONBONNELLE Luc

**ARTICLE 5** : Les électeurs votent à bulletins secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

**ARTICLE 6** : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

**ARTICLE 7** : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

**ARTICLE 8** : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

**ARTICLE 9** : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

**ARTICLE 10** : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- affiché en Mairie,
- transmis à Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault,
- transmis au délégué de chaque liste..

**Montpellier, le 7 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 7 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214641-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 7 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

## **Arrêté portant composition du bureau de vote pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie A - Élections professionnelles 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est institué à la Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

**ARTICLE 2 :** Fatma NAKIB, Adjointe au Maire est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 3 :** Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée, est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 4 :** Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : GRISELLE Anne-Laure

Secrétaire suppléant : VERCHER Lucas

Délégué de liste CFDT titulaire : DELACHAPELLE Aline

Délégué de liste CFDT suppléant : CENDRAS Sylvie

Délégué de liste UNSA titulaire : EDOUARD Celine

Délégué de liste UNSA suppléant : FORT Benoît

**ARTICLE 5 :** Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

**ARTICLE 6 :** Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

**ARTICLE 7 :** Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

**ARTICLE 8 :** Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

**ARTICLE 9 :** Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

**ARTICLE 10 :** Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- affiché en Mairie,
- transmis à Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault,
- transmis au délégué de chaque liste.

**Montpellier, le 7 déc. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 7 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214643-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 déc. 2022 - Réception en Préfecture : 7 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Arrêté**  
**instituant un bureau central de vote pour les**  
**élections des représentants du personnel pour la**  
**Commission Administrative Paritaire Catégorie B**  
**et portant composition du bureau de vote -**  
**Élections professionnelles 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code général de la fonction publique,
- **VU** le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **VU** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **VU** le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- **VU** l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- **VU** la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est institué à la Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire B. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

**ARTICLE 2 :** Manu REYNAUD, Adjointe au Maire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 3 :** Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée, est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 4 :** Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : LAGET Lise

Secrétaire suppléant : JACQUY Sandrine

Délégué de liste CFDT titulaire : DELACHAPELLE Aline

Délégué de liste CFDT suppléant : CENDRAS Sylvie

Délégué de liste CGT titulaire : VAREA Eric

Délégué de liste FO titulaire : JOURDAN Cécile

Délégué de liste FO suppléant : MENDEZ Dominique

Délégué de liste UNSA titulaire : EDOUARD Céline

Délégué de liste UNSA suppléant : BENSAID Gemel

**ARTICLE 5 :** Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

**ARTICLE 6 :** Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

**ARTICLE 7 :** Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

**ARTICLE 8 :** Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

**ARTICLE 9 :** Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

**ARTICLE 10 :** Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- affiché en Mairie,
- transmis à Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault,
- transmis au délégué de chaque liste

**Montpellier, le 7 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 7 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214645-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 7 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Arrêté**  
**instituant un bureau central de vote pour les**  
**élections des représentants du personnel pour la**  
**Commission Consultative Paritaire et portant**  
**composition du bureau de vote - Élections**  
**professionnelles 2022**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code général de la fonction publique,
- **VU** le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **VU** le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,
- **VU** le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- **VU** l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- **VU** la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est institué à la Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

**ARTICLE 2 :** Clara GIMENEZ, Conseillère Municipale est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 3 :** Georges ARDISSON, Conseiller Municipal est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

**ARTICLE 4 :** Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : DEBAILLIE Anne

Secrétaire suppléant : ESCOJIDO Geoffrey

Délégué de liste CFDT titulaire : DELACHAPELLE Aline

Délégué de liste CFDT suppléant : CENDRAS Sylvie

Délégué de liste UNSA titulaire : NAVARRETE Yannick

Délégué de liste UNSA suppléant : NACIRI Naoire

**ARTICLE 5 :** Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

**ARTICLE 6 :** Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

**ARTICLE 7 :** Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

**ARTICLE 8 :** Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

**ARTICLE 9 :** Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

**ARTICLE 10 :** Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- affiché en Mairie,
- transmis à Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault,
- transmis au délégué de chaque liste

**Montpellier, le 7 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 7 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214647-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 7 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**ZAC du quartier de la Cité créative - Avenant n°1  
au Cahier des charges pour la cession du lot 2c  
A Bouygues/Vestia Immobilier - Dispositions  
particulières  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 ;
- **VU** le code de l'urbanisme et notamment son article L. 311-6 ;
- **VU** la délibération du conseil municipal du 26 janvier 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC EAI ;
- **VU** la délibération du conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC EAI ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE ;
- **VU** l'arrêté n° VA/2017/4177 approuvant les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de locations de terrains de la ZAC EAI ;
- **VU** la délibération du conseil municipal du 21 septembre 2021 approuvant la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC de la Cité créative ;

**CONSIDERANT**

Que le cahier des charges de cession de terrain particulier portant sur le lot 2c, objet de l'arrêté n°VAR2022-0066 a fait l'objet d'un avenant n°1 pour ventiler la surface de plancher totale sur 2 lots conformément au permis de construire valant division ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1**

Est approuvé par avenant n°1 au cahier des charges particuliers pour la cession de terrain portant sur la construction sur le lot 2c, cadastré section n° HY 596a et 554b d'une superficie de 4 013 m², d'un ensemble

immobilier d'une surface de plancher maximale constructible de 8 500 m<sup>2</sup> comprenant environ 115 logements collectifs libres et abordables répartis sur trois bâtiments et du stationnement sous-sol par le groupement Bouygues/Vestia Immobilier.

Un permis valant division ayant été délivré sur ce terrain, cette surface de plancher est ventilée comme suit entre les 2 lots nouvellement créés :

Lot 2C1 – Vestia Promotion – SDP programme : 2 843,40m<sup>2</sup> - SDP maximale : 3 000 m<sup>2</sup>

Lot 2C2/2C3 – Bouygues Immobilier SDP programme : 5 365,8 m<sup>2</sup> - SDP maximale : 5 500m<sup>2</sup>

Cette cession est consentie exclusivement en vue de la réalisation du programme rappelé ci-dessus.

## **ARTICLE 2**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 15 déc. 2022**  
**Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Maryse FAYE**

**Publié le : 16 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-214144-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 16 déc. 2022

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- EAI Lot 2c CCPCT revu CT 181122- avenant.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **Z.A.C. « QUARTIER DE LA CITE CREATIVE »**

### **CAHIER DES CHARGES PARTICULIER POUR LA CESSION DU LOT 2c A BOUYGUES/ VESTIA IMMOBILIER**

#### **Avenant n° 1**

#### **ARTICLE 1 :**

La présente cession est soumise :

- Au Cahier Général des Charges de Cession des Terrains ainsi qu'à ses annexes approuvées le 25 octobre 2017, au cahier des charges particulier approuvé le 8 avril 2022,
- Aux conditions particulières indiquées dans l'acte de cession.

#### **ARTICLE 2 :**

La présente cession porte sur le lot 2c, cadastré section HY n°596a et 554b, d'une superficie de 4 013 m².

La surface de plancher maximale constructible sur le terrain est de 8 500 m² correspondant à l'édification d'un programme comportant :

- environ 115 logements collectifs libres et abordables répartis sur trois bâtiments
- stationnements en sous-sol

Un permis valant division ayant délivré sur ce terrain, cette surface de plancher est ventilée comme suit entre les 2 lots nouvellement créés :

- Lot 2C1 – VESTIA PROMOTION – SDP programme : 2 843,4 m² - SDP maximale : 3 000 m²
- Lot 2C2 / 2C3 – BOUYGUES IMMOBILIER – SDP programme : 5 365,8 m² - SDP maximale : 5 500m²

Cette cession est consentie exclusivement en vue de la réalisation du programme rappelé ci-dessus.

#### **ARTICLE 3 :**

Le respect des clauses du cahier des charges général et particulier et de ses annexes, de l'acte de cession et du programme de construction, étant des conditions essentielles et déterminantes de la cession, leur non-respect ouvrira à la SA3M et ses ayants droits toute voie de recours en vue de la résolution de la cession et de l'obtention, le cas échéant, de dommages et intérêts.

Etabli par la SA3M  
A Montpellier, le 18/11/2022

Approuvé par l'Adjointe au Maire de la Ville de Montpellier  
Madame Maryse FAYE  
Le

**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Suppléance de Madame Agnès SAURAT  
par Monsieur Michel ASLANIAN  
du 16 décembre 2022 au 8 janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, du 16 décembre 2022 au 8 janvier 2023 inclus ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 16 décembre 2022 au 8 janvier 2023 inclus :

- au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, comprenant les domaines suivants :
  - Gestion active du patrimoine ;
  - Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, cessions et réformes des matériels ;
  - Commissions de sécurité et d'accessibilité en cas d'empêchement du conseiller délégué.

**ARTICLE 2 :** Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le responsable du Service Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 16 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-215661-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 16 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Suppléance  
de Madame Fanny DOMBRE-COSTE  
par Monsieur Michel ASLANIAN  
du 21 au 23 décembre 2022 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération portant délégations du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale, du 21 au 23 décembre 2022 inclus ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 21 au 23 décembre 2022 inclus :

- à la Ville éducative et à la Réussite scolaire, comprenant les domaines suivants :
  - Elaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales ;
  - Actions éducatives péri- et extra-scolaires, ALSH ;
  - Relations avec la communauté éducative ;
  - Prospectives et évolution de la carte scolaire, mixité scolaire ;
  - Mise en place du soutien scolaire et vacances apprenantes ;
  - Gestion du patrimoine scolaire ;
- à l'Administration générale, comprenant les domaines suivants :
  - Affaires générales, assemblées, ressources des élus et courrier ;
  - Affaires juridiques, contentieux, assurances.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 21 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216450-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 déc. 2022 - Réception en Préfecture : 21 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Suppléance de Monsieur Alban ZANCHIELLO  
par Madame Fanny DOMBRE-COSTE  
du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 et le 28 juillet 2022 ;
- **VU** la délibération du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint délégué au Commerce, du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus :

- au Commerce, comprenant les domaines suivants :
  - Commerce ;
  - Tourisme ;
  - Animations et évènements commerciaux ;
  - Halles et marchés ;
  - Réglementation commerciale (autorisations d'ouvertures dominicales, transferts de tabac, transferts de pharmacie, liquidation des stocks...) ;
  - Qualité de l'environnement visuel et sonore, application de la réglementation en matière de publicité et d'enseignes ;
  - Stratégie attractivité commerciale du Centre-Ville.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Fanny DOMBRE-COSTE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le responsable du Service Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 22 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216521-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 22 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Suppléance de Monsieur Laurent NISON  
par Madame Véronique BRUNET  
du 22 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, du 22 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 22 décembre 2022 au 2 janvier 2023 inclus :

- aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, comprenant les domaines suivants :
  - Projets structurants et coordination des travaux sur le territoire ;
  - Qualité du cadre de vie ;
  - Propreté de la Ville.

**ARTICLE 2** : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Véronique BRUNET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.



**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le responsable du Service Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22 déc. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 22 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216527-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 22 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

**Service Communal Hygiène et Santé**  
**Intérim de Monsieur Edouard CUENDET**  
**par Monsieur Florian JENNY**  
**du 23 décembre 2022 au 6 janvier 2023 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme approuvé en Comité technique ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Edouard CUENDET, directeur du Service Communal Hygiène et Santé (SCHS) par intérim, du 23 décembre 2022 au 6 janvier 2023 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : En l'absence de Monsieur Edouard CUENDET, Monsieur Florian JENNY reçoit, du 23 décembre 2022 au 6 janvier 2023 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 23 déc. 2022**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 23 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216716-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 23 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 23 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Secrétariat Général**

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation de signature  
relative à l'intérim de Monsieur  
le Directeur Général des Services  
du 29 au 30 décembre 2022 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- **VU** l'arrêté n° VAR2022-0149 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- **VU** les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 29 au 30 décembre 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées Monsieur Abdelouahid DORBANE, directeur du Pôle Patrimoine Immobilier, du 29 au 30 décembre 2022 inclus.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté déroge à l'article 1 de l'arrêté n° VAR2022-0149, en ce que ce dernier accorde à Monsieur Olivier MERLIAUD, puis à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN et à Madame Stéphanie PORTIER, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations de signature il est attributaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le responsable du Service Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 23 déc. 2022**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 23 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216734-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 23 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 23 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Tourisme Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Ouverture exceptionnelle des commerces le  
dimanche  
Repos dominical des salariés  
Commerce de détail spécialisé de l'équipement de  
la personne, la culture et les loisirs**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code du travail, notamment ses articles L3132-2, L3132-3, L3132-26, L3132-27 et L3132-27-1 ;
- **VU** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, dans le domaine du commerce ;
- **VU** l'arrêté relatif à la suppléance de Monsieur Alban ZANCHIELLO par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus ;
- **VU** la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ;
- **VU** les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés ;
- **VU** la consultation des organisations syndicales en date du 2 novembre 2022 ;
- **VU** la consultation de l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole effectuée le 6 décembre 2022 et l'avis conforme recueilli ;
- **VU** l'avis du conseil municipal de Montpellier en date du 16 décembre 2022 ;

- **CONSIDERANT** qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème et 7ème autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2023, pour le secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**15 janvier, 2 juillet, 26 novembre, 3, 10, 17 et 24 décembre 2023**

**ARTICLE 2** : En ce qui concerne le repos compensateur et la majoration de salaire applicables aux salariés employés les dimanches visés à l'article 1er du présent arrêté, les employeurs devront se conformer aux dispositions suivantes de l'article L3132-27 du Code du travail :

- Chaque salarié privé du repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps ;
- Le repos compensateur sera accordé aux salariés soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos ;
- Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédent une fête légale, le repos compensateur sera donné le jour de cette fête.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 29 déc. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publié le : 29 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216418-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 29 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Tourisme Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Ouverture exceptionnelle des commerces le  
dimanche  
Repos dominical des salariés  
Commerce de détail spécialisé de l'équipement du  
foyer Électroménager - TV - HIFI**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code du travail, notamment ses articles L3132-2, L3132-3, L3132-26, L3132-27 et L3132-27-1 ;
- **VU** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, dans le domaine du commerce ;
- **VU** l'arrêté relatif à la suppléance de Monsieur Alban ZANCHIELLO par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus ;
- **VU** la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer – Electroménager – TV - HIFI ;
- **VU** les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés ;
- **VU** la consultation des organisations syndicales en date du 2 novembre 2022 ;
- **VU** la consultation de l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole effectuée le 6 décembre 2022 et l'avis conforme recueilli ;
- **VU** l'avis du conseil municipal de Montpellier en date du 16 décembre 2022 ;



- **CONSIDERANT** qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème et 7ème autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2023, pour le secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer – Electroménager – TV – HIFI ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer - Electroménager – TV - HIFI sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**15 janvier, 2 juillet, 26 novembre, 3, 10, 17 et 24 décembre 2023**

**ARTICLE 2** : En ce qui concerne le repos compensateur et la majoration de salaire applicables aux salariés employés les dimanches visés à l'article 1er du présent arrêté, les employeurs devront se conformer aux dispositions suivantes de l'article L3132-27 du Code du travail :

- Chaque salarié privé du repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps ;
- Le repos compensateur sera accordé aux salariés soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos ;
- Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédent une fête légale, le repos compensateur sera donné le jour de cette fête.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 29 déc. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publié le : 29 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216419-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 29 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Tourisme Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Ouverture exceptionnelle des commerces le  
dimanche  
Repos dominical des salariés  
Commerce de détail alimentaire spécialisé**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code du travail, notamment ses articles L3132-2, L3132-3, L3132-26, L3132-27 et L3132-27-1 ;
- **VU** la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, dans le domaine du commerce ;
- **VU** l'arrêté relatif à la suppléance de Monsieur Alban ZANCHIELLO par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus ;
- **VU** la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé ;
- **VU** les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés ;
- **VU** la consultation des organisations syndicales en date du 2 novembre 2022 ;
- **VU** la consultation de l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole effectuée le 6 décembre 2022 et l'avis conforme recueilli ;
- **VU** l'avis du conseil municipal de Montpellier en date du 16 décembre 2022 ;

- **CONSIDERANT** qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème et 7ème autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2023, pour le secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**15 janvier, 2 juillet, 26 novembre, 3, 10, 17 et 24 décembre 2023**

**ARTICLE 2 :** En ce qui concerne le repos compensateur et la majoration de salaire applicables aux salariés employés les dimanches visés à l'article 1er du présent arrêté, les employeurs devront se conformer aux dispositions suivantes de l'article L3132-27 du Code du travail :

- Chaque salarié privé du repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps ;
- Le repos compensateur sera accordé aux salariés soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos ;
- Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédent une fête légale, le repos compensateur sera donné le jour de cette fête.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 29 déc. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publié le : 29 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216417-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 déc. 2022 - Réception en Préfecture : 29 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Tourisme Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Ouverture exceptionnelle des commerces le  
dimanche  
Repos dominical des salariés  
Secteur automobile**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code du travail, notamment ses articles L3132-2, L3132-3, L3132-26, L3132-27 et L3132-27-1 ;
- **VU** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, dans le domaine du commerce ;
- **VU** l'arrêté relatif à la suppléance de Monsieur Alban ZANCHIELLO par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 23 décembre 2022 au 3 janvier 2023 inclus ;
- **VU** la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Secteur automobile ;
- **VU** les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés ;
- **VU** la consultation des organisations syndicales en date du 2 novembre 2022 ;
- **VU** la consultation de l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole effectuée le 6 décembre 2022 et l'avis conforme recueilli ;
- **VU** l'avis du conseil municipal de Montpellier en date du 16 décembre 2022 ;
- **CONSIDERANT** qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2023, pour le secteur d'activité automobile ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les établissements relevant du secteur d'activité automobile sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**15 janvier, 12 mars, 11 juin, 17 septembre, 15 octobre 2023**

**ARTICLE 2** : En ce qui concerne le repos compensateur et la majoration de salaire applicables aux salariés employés les dimanches visés à l'article 1er du présent arrêté, les employeurs devront se conformer aux dispositions suivantes de l'article L3132-27 du Code du travail :

- Chaque salarié privé du repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps ;
- Le repos compensateur sera accordé aux salariés soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos ;
- Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédent une fête légale, le repos compensateur sera donné le jour de cette fête.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 29 déc. 2022**  
**Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publié le : 29 déc. 2022**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-216420-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 déc. 2022 - Réception en Préfecture : 29 déc. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.